

ALAIN
MINC
PHILIPPE
SEGUIN

LE SEUL VRAI
DÉBAT DE LA CAMPAGNE
PRÉSIDENTIELLE

ALAIN
MINC
PHILIPPE
SEGUIN

PLON

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 10 JANVIER 1995

PRÈS D'UN MOIS après le début de l'intervention en Tchétchénie, les troupes russes se sont approchées, dimanche 8 janvier, du palais présidentiel de Grozny. Plusieurs cen-

taines de combattants du président tchétchène, Djokhar Douaïev, li-
vraient toujours une résistance achar-
née, lundi matin, dans le centre-ville.
● LES RUSSES ont gagné de nou-

velles positions à proximité de la
place centrale. Des blindés épaulés
par des tireurs isolés étaient arrivés
dimanche matin près du palais.
La veille, le commandant des forces

russe de l'intérieur en Tchétchénie,
le général Viktor Vorobiev, a été tué
dans les combats. Moscou a annoncé,
dimanche, que le président Douaïev
et son ministre de la sécurité, Soultan

Guelichkanov, avaient quitté Grozny,
le premier pour Galantcheï (40 kilo-
mètres au sud-ouest de la capitale), le
second pour Goudermes (40 kilo-
mètres à l'est).

Les troupes russes s'acharnent sur Grozny

Appuyés par le feu de l'artillerie, les soldats s'approchent, maison par maison, du palais présidentiel. Mais déjà, la résistance tchétchène s'organise dans les montagnes du Caucase.

MOSCOU

de notre correspondant
Quatre semaines exactement
après avoir lancé son armée à l'as-
saut de la Tchétchénie, Boris El-
tsine pouvait commencer à espérer,
lundi 9 janvier, que ses troupes
s'emparaient bientôt du palais
présidentiel de Grozny. Son mi-
nistre de la défense s'était très
prématurément vanté, en dé-
cembre, de pouvoir le prendre en
deux heures. Après le fiasco de
l'attaque éclair des blindés russes
du jour de l'an, les forces russes
ont lancé un nouvel assaut, plus
classique, plus lent et plus sûr, sa-
medi 7 et dimanche 8 janvier, lors
du week-end du Noël orthodoxe.
Ayant reçu l'aide de nouveaux
renforts, les troupes russes
n'étaient plus qu'à quelques cen-
taines de mètres de la présidence
tchétchène, au centre de Grozny.
Mais que ce bâtiment, partiellement
en feu ce week-end, soit
abandonné par ses défenseurs ou
qu'il devienne leur tombeau ne
devrait guère changer le cours de
l'histoire.

« L'intervention militaire russe o-
 échoué et so poursuit, y compris si
Grozny tombe, est inutile : son seul
résultat est d'avoir uni tous les
Tchétchènes dans une guerre pour
se libérer de la Russie. Or gagner
une guerre contre un peuple en
armes n'a jamais réussi à per-
sonne. » Ce constat n'est pas celui
d'un outrecuidant dirigeant étran-
ger qui se serait finalement risqué
à « intervenir dans les affaires in-
térieures de la Russie ». C'est celui
d'un dirigeant russe, le général
Alexandre Lebed. Celui-ci com-
mande toujours la XIV^e Armée
russe en Transcaucasie (Moldo-
vie), bien qu'il ait vivement cri-
qué, depuis un mois, la décision
« criminelle et stupide » de ses
chefs de porter la guerre en Tché-
tchénie.

CHIENS NOIRIS DE CADAVRES

Dimanche, il a joint sa voix à
toutes celles qui, en Russie, dé-
mandent un arrêt « immédiat » du
massacre, et commencent à re-
connaître le caractère colonial de
cette guerre. Mais il est clair, dé-
sormais, que le président « démocra-
tiquement élu » de la Russie n'a
aucune intention de se conformer
à ces vœux pieux, qu'ils pro-
viennent de Russie ou de l'étran-
ger. L'arrêt des bombardements
aériens sur Grozny » que Boris El-

sine avait ordonné, jeudi, n'a été
qu'un nouveau mensonge, peut-
être dicté par le souci de donner le
change à l'Occident, et surtout par
la nécessité de corriger une tac-
tique militaire désastreuse. Les
bombes, qui tombaient n'importe
où, ne chassaient pas les combat-
tants tchétchènes, indolégables
sans assauts terrestres.

Mal conçues, mal préparées,
mal exécutées, les deux premières
offensives avaient tourné au désa-
stre.

« Gagner une guerre contre un peuple n'a jamais réussi à personne »

Il fut décidé de prendre les quar-
tiers « maison par maison », d'y
embusquer des tireurs d'élite. Pour
palier les carences d'infanterie,
des « renforts expérimentés »
furent acheminés cette semaine
par avion : des fusiliers marins de
la flotte du Nord, des gardes-fronti-
ères, des parachutistes. L'artillerie
est entrée en action pour ouvrir
des voies de pénétration. Les bom-
bardements aériens furent
remplacés par des tirs d'obus, vi-
sant le palais et ses alentours, pro-
tégeant les groupes russes isolés
des attaques tchétchènes et dé-
truisant les ponts aux entrées de la
ville pour éviter, cette fois-ci, l'ar-
rivée de renforts tchétchènes. Ce
pillage fut pratiquement inces-
sant, vendredi et samedi. Ces bar-
rages de feu ont néanmoins cou-
pé l'unique artère qui reliait le
palais au sud de la ville, toujours
aux mains des Tchétchènes. Ceux-
ci ne purent plus venir relever et
approvisionner les défenseurs du
« palais », si ce n'est par les « sou-
terrains secrets » dont parlent des
combattants.

Le président Douaïev aurait
d'ailleurs quitté son « palais »
depuis jeudi, pour s'installer quelque
part dans le sud de la Tchétchénie,
comme prévu sans doute de
longue date. Mais environ deux
cents de ses combattants résis-
taient toujours, dimanche soir, au-
tour du bâtiment à une nouvelle
offensive de chars lancée la nuit
précédente. « Sur cinquante chars
et véhicules blindés engagés, nous

en avons détruits dix et les autres
ont refusé », déclarait, dimanche
après-midi, un des chefs tché-
tchènes à des correspondants sur
place. Les tirs d'artillerie ont repris
dans la soirée, des avions survol-
aient à nouveau le centre-ville à
basse altitude.

L'ENGRENAGE DE LA VIOLENCE

D'autres images de Grozny ont
été rapportées, dimanche : des ci-
vils, femmes, vieillards et enfants,
souvent russes, fauchés par les ti-
reurs russes parce qu'ils sortaient
des caves où ils se terraient depuis
des semaines pour chercher de
l'eau dans les caniveaux ; des chiens
sauvages, nourris depuis
des jours uniquement de cadavres
qui étreignent dans la ville ; des civils
qui continuent à fuir Grozny vers
le Sud ; une messe célébrée, di-
manche, devant une vingtaine de
femmes, pour le Noël orthodoxe,
dans une petite église proche du
palais.

Hors de Grozny, l'aviation russe
a continué, samedi et dimanche,
ses bombardements. La périphérie
sud de la ville et quatre villages de
montagne, dont Chatol, à
soixante-dix kilomètres de la capi-
tale, ont été touchés. C'est là que
se sont concentrés les réfugiés qui
ont fui Grozny, là que se prépare
la résistance, là que viennent se
reposer les combattants qui conti-
nuent à harceler les troupes
russe, même quand Grozny sera
tombrée. C'est bien ce qui inquiète
Moscou. On y parle déjà d'« épar-
gner » les villages qui refusent d'ac-
cueillir les combattants. L'idée
proposée d'assauter la ville, le pa-
tron des patrons » du temps de la
perestroïka, qui tente un retour
politique en jouant les intermé-
diaires entre le premier ministre
russe et la diaspora tchétchène. En
vain.

Car « il ne fait aucun doute que
l'action militaire sera conduite à
son terme », comme l'a déclaré le
seul représentant du « parti de la
guerre » à être venu s'expliquer
dimanche sur la chaîne privée
NTV. Il s'agit d'un député jusque-
là quasiment inconnu, Anatoli
Dolgolaptev. Il réussit à déclarer,
sans sourcilier, que « le prix de
l'opération n'est pas aussi élevé que
le dit la presse », que l'armée russe
« combat dignement et parfois effi-
cacement ; par exemple, dans un
cas il y a eu 200 tués chez les Tché-
tchènes et chez nous aucun », mais

qu'il faudra « bientôt » instaurer
l'état d'urgence dans cette région,
pour permettre aux troupes du
ministère de l'intérieur d'y « tra-
vailler ».

Que Boris Eltsine soit décidé à
mener l'opération « à son terme »,
Sergueï Kovalev s'en est dit égale-
ment convaincu. Après avoir ra-
conté vendredi à Boris Eltsine ce
qu'il avait vu lors de son séjour de
trois semaines sous les bombes à
Grozny, le conseiller présidentiel
pour les droits de l'homme a re-
connu qu'il n'avait pas l'impres-
sion d'avoir ébranlé les convic-
tions du président. Boris Eltsine,
qu'il a vu en tête à tête, lui est ap-
paru en « bonne forme ». Mais il
est resté pratiquement silencieux,
se bornant à manifester, de temps
à autre, sa mauvaise humeur.

L'ancien dissident a d'ailleurs dé-
claté de retourner à Grozny, dès di-
manche. Non pas qu'il espère, par
sa présence, changer le cours des
événements, mais parce qu'il a
« promis d'y rester jusqu'à la fin et
que les hommes doivent tenir leurs
engagements ».

Sergueï Kovalev ne voit pour-
tant pas quelle peut être l'issue de
cet « engrenage presque automo-
tique de violences qu'on couvre par
des mensonges et qui entraîne des
violences plus grandes ». Si ce n'est

Une ville qui gronde, tremble et tout à coup s'apaise

GROZNY

de notre envoyé spécial

Les rares hommes qui vont et viennent à travers les
quartiers abandonnés de Grozny marchent dans la
boue, hâtent les quelques voitures qui passent pour
avancer d'une poignée de mètres, comme indifférents
au bruit des obus, courant parfois pour éviter des tirs,
et se retrouvent près d'un feu allumé au coin d'une
rue. Loin dans le paysage, la raffinerie, partiellement
détruite par l'aviation russe, brûle toujours, et les
tuyaux, les tourelles et les hautes cheminées sont
d'immenses carcasses calcinées, crachant des fumées
sur une ville qui gronde, tremble et, tout à coup,
s'apaise.

Près de la place de la Révolution d'Octobre, dans le
centre-ville, des habitants se reposent devant le por-
tail d'une maison bourgeoise dont ils ont détaché la
canalisation de gaz. Le tuyau tient debout et les
hommes y ont percé des trous afin d'y allumer des
feux. A midi, les habitants s'agenouillent et font la
prière dans la boue, sous les flammes des torchères,
seuls sur cette avenue déserte où errent des pigeons
argentés, totalement désorientés, marchant dans
l'eau. Dans le ciel violent des corbeaux. Des adoles-
cents de quinze ans viennent avec des sacs d'écolier
fluorescents accrochés sur le dos, saluent leur aînés et
semblent habitués à cette ambiance de deuxième
ligne de combat.

DES BOMBES ET DES BOMBES...

Certains hommes repartent à travers les cours et les
ruelles d'une cité d'immeubles qu'ils tentent, désolé-
ment, de défendre avec des armes légères. Les
autres restent assis, entourant deux anciens, fumant,
priant, plaignant : jamais la peur ne se lit sur les vi-
sages. Il fait froid, la terre est trempée. Entre des
flaques d'eau gisent des bouteilles, des pages de livres
arrachées, des boîtes de conserve de tomates et d'o-
ignons brisés. De temps en temps, des obus éclatent à
quelques mètres, claquent d'un bruit sec et cassant.
La ville est vide, éventrée, les immeubles et les mai-
sons abandonnées. Une rupture de canalisation a
transformé une rue en plan d'eau, une autre est rava-
gée par les obus.

Grozny est une ville fantôme que s'acharnent à dé-
fendre quelques silhouettes d'hommes, dans des
échos de canons et de lance-roquettes. Selon une
source tchétchène, les unités russes auraient progres-
sé dans le contrôle de la zone centrale de la prési-
dence en s'avançant, quartier par quartier, de Khan-
kala, de Petropavlovskaja et d'Andreïevskaja,
c'est-à-dire des positions conquises à l'est, au nord et
à l'ouest de la ville. Dans le sud, une partie de la po-
pulation civile tente de survivre dans des immeubles
sans eau ni électricité. La boue a envahi les escaliers
des immeubles et les habitants attendent dans leurs
appartements autour d'une bougie, puisant dans
leurs dernières réserves de thé et de pommes de terre.
Un vieil homme qui travaillait dans une usine de co-
gnac dit qu'il est fatigué « des bombes et des
bombes... ».

Les journées et les nuits de la semaine passée se
lisent sur son visage. D'autres ont une grenade près
de leur télévision, deux cartouches de kalachnikov sur
le buffet du salon. Les hommes se prêtent des revol-
vers quand ils sortent. Les cours communes sont dé-
sormais imprégnées d'odeurs d'excréments humains.
Vekhra, cinquante ans, un notable du quartier, attend,
lui aussi, que les Russes arrivent au seuil de sa mai-
son. Il ne veut pas se battre, il ne sait plus comment
faire. Il n'a jamais voulu cette guerre : « C'est la honte
de la nation. Des deux côtés, personne ne pourra en tirer
une fierté. C'est une guerre entre officiels, nous sommes
dépassés, manipulés. Les Russes ne savent même pas
quoi faire eux-mêmes. La Russie est comme une auto-
mobile sans chauffeur. Alors, que va-t-il se passer ? »

Cet ingénieur à la raffinerie, qui a travaillé deux ans
en Syrie, redoute ce qu'il appelle le « jour secret », l'at-
taque imminente, totale et définitive. Il ne combattrait
pas au côté de ses compatriotes, il se méfie de leur
propagande et il s'imaginerait devant les Russes, prêt à
défendre sa maison, sa femme et ses deux enfants,
seul avec ses armes. « Nous pouvons tous mourir, alors,
à ce moment-là... », dit-il pour expliquer l'hospitalité
qu'il offre à ses visiteurs. Dans cette vie, il réverrait
d'être déjà aujourd'hui... en Syrie.

Dominique Le Guilleudoux

La prudence des investisseurs occidentaux vis-à-vis de Boris Eltsine s'accroît

LA CRISE tchétchène survient à
un très mauvais moment du point
de vue de l'économie russe : les di-
rigeants moscovites tentent plus
que jamais d'impressionner l'Occi-
dent avec leurs réformes, et une
négociation financière extrêmement
importante est en cours de-
puis septembre à Moscou, sous les
auspices du Fonds monétaire in-
ternational (FMI). La crise tché-
tchène pourrait donc se révéler un
faux pas majeur pour Boris El-
tsine, alors que celui-ci avait réussi
à se faire pardonner l'épisode de
l'assaut contre le Parlement russe,
en septembre 1993.

Ces dernières années, la
communauté financière interna-
tionale a souvent réagi avec hé-
sitation aux bouleversements in-
ternationaux et à leurs conséquences
politico-économiques. Ce fut le
cas avec l'imposition de la loi mar-
tiale à Varsovie en décembre 1981,
ou le soulèvement dans les pays
baltes au printemps de 1991. En
Pologne, pourtant, le coup de
force du général Jaruzelski avait
pratiquement interrompu jusqu'en
1986 les crédits occidentaux. Et
lorsque l'on songe que la dizaine
de morts des émeutes nationa-
listes de Vilnius avait retardé de
près d'un an l'adhésion de la Rus-
sie au FMI, on peut penser que les
massacres de Grozny auraient déjà
mérité une sanction plus ferme.
Tous les experts s'accordent à dire
qu'après les hésitations du début

de la décennie et les résultats
économiques catastrophiques en-
registrés ces derniers temps (la
production a chuté de 50 % en-
viron depuis 1991), la Russie
commence à aller un peu moins
mal. Récemment, le premier vice-
premier ministre Anatoli Tchou-
baïev déclarait que 1995 constitue-
rait un tournant majeur pour les
réformes, et serait l'année de la
victoire sur l'inflation (elle a en-
core atteint 320 % l'an dernier).

INQUIETUDES SUR LE ROUBLE

Le 5 janvier, le premier ministre,
Viktor Tchernomyrdine, a signé un
décret éliminant les quotas d'ex-
portation des produits pétroliers
et renouant à des quotas inté-
rieurs. Une mesure réclamée par le
FMI et qui devrait progressivement
amener les prix du pétrole
russe au niveau mondial. Mais la
crise tchétchène pourrait provo-
quer une nouvelle détérioration de
la situation économique et paraît
renforcer le poids des conserva-
teurs, partisans d'un moindre libé-
ralisme (Le Monde du 2 janvier).
Au moment où le général Korja-
kov, chef de la garde présidentielle
qui se pique aussi de politique
économique, s'opposait à la sup-
pression des quotas pétroliers,
chacun s'interroge sur les véri-
tables centres de décision à Mos-
cou.

Les tensions actuelles
compliquent encore la mission du



TANCHO

FMI, qui travaille actuellement à
Moscou à l'élaboration d'un ac-
cord de confirmation (stand-by)
d'une valeur de 6 milliards de dol-
lars. La deuxième tranche de la fa-
cilité pour la transformation systé-
mique (FTS), prenait fin au 31
décembre, mais les nouveaux cré-
dits ne pourront être octroyés
avant la fin du mois de février, à
un moment où la Russie souffre
d'un grave déséquilibre de ses fi-
nances publiques et n'a pu adop-
ter qu'un budget provisoire pour

le premier trimestre de 1995. « Ce-
lo peut nous fournir le prétexte de
dire qu'il est urgent d'attendre »,
commente un diplomate à Mos-
cou. En Russie comme à l'étranger,
les interrogations sur le coût des
affrontements militaires se font de
plus en plus vives, et le chiffre de 1
milliard de dollars est déjà avancé.

Comme il est courant en pareil
cas, la monnaie nationale est la
première victime des inquiétudes,
et le rouble n'a pas échappé à la
règle, alors que, il y a trois ans à

peine, la Russie n'avait même pas
de marché des changes. La chute
de la monnaie russe s'est accélérée
tout récemment, et la banque cen-
trale est intervenue sur le marché
en vendant plusieurs centaines de
millions de dollars pour tenter de
stabiliser les cours. Les opérateurs
s'inquiètent en effet d'un regain
d'inflation, alors que la hausse des
prix s'est déjà accélérée au cours
des derniers mois, atteignant près
de 16,4 % pour le seul mois de dé-
cembre, contre 5 % environ l'été
1994.

LE POT DE MIEL

Pour l'instant, les investisse-
ments étrangers n'ont pas été af-
fectés par la crise tchétchène, et
plusieurs contrats importants
viennent d'être signés, comme la
prise de participation de Demone
dans les biscuits Bolchevik (Le
Monde du 22 décembre), ou celle
de la brasserie espagnole Sophisel.
Comme le souligne un spécialiste,
de tels accords se négocient pen-
dant des années, et aucune entre-
prise ne voudrait les remettre en
question en quelques jours. Mais il
ne faudrait tout de même pas que
les tensions politiques décou-
ragent les projets à venir, car le
moins que l'on puisse dire est que
les firmes occidentales ont été ti-
mides ces dernières années : 2 mil-
liards de dollars seulement d'in-
vestissements publics au cours de la
période 1990-1993, alors que la

Hongrie, à elle seule, recueillait
5,4 milliards, selon les calculs de la
BERD (Banque européenne pour la
reconstruction et le développe-
ment). Comme le remarque un ex-
pert, « tout le monde se contente de
tourner autour du pot de miel ». Et
le cabinet d'audit Ernst and Young
place la Russie-tout en bas de la
liste des pays dignes d'intérêt pour
les grands investisseurs étrangers.
« Un pays comme l'Ukraine, qui o-
 récemment pris un virage écono-
mique important, apparaît au-
jourd'hui très intéressant », com-
mente un banquier parisien.

Inquiets de la situation en Tché-
tchénie, les Occidentaux
commencent à manifester de plus
en plus fort leur irritation à l'égard
de Moscou, même si le chancelier
allemand, Helmut Kohl, s'est dé-
claré pour l'instant opposé à des
sanctions économiques. Le pré-
sident américain, Bill Clinton, a ex-
horté son collègue Boris Eltsine à
résoudre la crise en respectant les
règles du droit international.
L'Union européenne a annoncé le
gel d'un important accord de
commerce et de coopération. La
BERD, elle, se refuse à commenter
la situation. Lors de sa création,
l'organisme londonien avait pour-
tant mis en avant le contenu poli-
tique de son mandat et le respect
des droits de l'homme figure expli-
citement dans ses statuts.

Françoise Lazare

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

Policiers moscovites contre « basanés » caucasiens

Moscou vit, depuis le début de l'intervention militaire, dans la psychose des attentats

MOSCOU

Perché sur un blindé à la sortie de Moscou, le soldat russe a une idée bien précise de sa mission : il « défend la ville contre les Tchétchènes ». Depuis l'entrée des troupes en Tchétchénie, le 11 décembre, la capitale est placée sous étroite surveillance. Un dispositif exceptionnel a été mis en place pour parer à « la menace du terrorisme tchétchène ». Cette « bataille de Moscou » a fait au moins un tué et quelques blessés, des Tchétchènes battus, parfois avec acharnement, dans les commissariats de police. Les arrestations sont musclées, les « bandits tchétchènes » étant censés préparer « certaines actions armées ». Les autorités russes appellent cela « des mesures psychologiques ». Des blindés sont postés aux sorties principales de la ville, des dizaines de soldats, y compris des étudiants des écoles militaires, prêtent main-forte à la milice et procèdent aux vérifications d'identité. Les voitures de police sillonnent la capitale, arrêtent tout véhicule dont le chauffeur est un peu basané. Si les Mercedes, « parure du bandit tchétchène », sont tout particulièrement visées, les Lada ne sont pas non plus épargnées. Bref, aujourd'hui plus que jamais, il vaut mieux avoir la peau claire à Moscou. Le chargé d'affaires de la Jamaïque ne s'est-il pas fait interpeller quatre fois au cours d'une simple promenade ?

Déjà, en octobre 1993, après l'assaut contre le Parlement, le maire de Moscou avait entrepris de « nettoyer » la ville de ses Caucasiens. Depuis le début de l'intervention russe en Tchétchénie, le métro, les marchés, les rues, les habitations, les forces de l'ordre procèdent à des interpellations systématiques. La police déclare avoir expulsé plus de cinq cents Caucasiens depuis le début du mois de décembre. Gares, marchés, aéroports et métro sont ratisés par les services d'ordre. Les contrôles dans les marchés, où les vendeurs sont souvent originaires du Caucase, ont décuplé : « Ma situation est devenue très difficile. Les miliciens et les Russes nous détestent. On est considéré comme une menace. Je me fais arrêter quasiment tous les jours », dit Mikhti, un vendeur de légumes azéri.

La presse populaire en rajoute. Un hebdomadaire évoque « la menace tchétchène à Moscou » ou encore « le Caucase, torche funéraire ». Un autre parle des « escadrons de la mort ». Une « enquête » des services analytiques du ministère de l'intérieur a « prouvé » le danger : « Parmi les criminels ayant participé à des vols, peut-on lire dans les conclusions de ce travail, 42 % sont des habitants de Tchétchénie ; plus de 60 % d'entre eux se trouvent sur le territoire russe. Les groupuscules tchétchènes ont le quasi-monopole des

débouchés des narcotiques dans de nombreuses régions de Russie. La Tchétchénie est devenue un facteur de déstabilisation pour l'ensemble de la Russie ». C'est d'ailleurs le prétexte officiel invoqué pour justifier l'intervention militaire contre Grozny.

Le ministère de l'intérieur s'est aussi employé à faire courir des bruits sur l'arrivée de plusieurs centaines de mercenaires venus de Grozny pour mettre la capitale russe à feu et à sang. Le vice-premier ministre Oleg Soskovets évoquait récemment certains « émissaires de Djokhar Doudaev » qui tentent de « mobiliser les Tchétchènes de Moscou ». Par mesure de précaution, on peut entretenir la psychose, des annonces sont diffusées dans les stations de métro pour mettre en garde contre les colis piégés. Une petite fille en est toute perturbée : « Maman, d'quoi ressemble un Tchétchène ? » Réponse de la mère : « C'est difficile à définir. Ils sont entre le noir et le blanc ». La petite fille : « Brum, alars ? » « Oul, quelque chose comme ça ». Ironie de l'histoire : les Tchétchènes sont souvent très difficiles à distinguer des Russes.

NOUVEAUX BOUCS ÉMISSAIRES

Mayerbek n'a jamais eu la vie facile à Moscou. En 1990, il est venu à l'Académie des sciences de Moscou pour soutenir une thèse sur la première guerre du Caucase, au dix-huitième siècle. Depuis un mois il ne se passe pas un jour sans qu'il soit arrêté dans le métro ou dans la rue. « Les Tchétchènes ont toujours été perçus comme le mal, explique-t-il. Dans les années 70, les universités ne prenaient pas d'étudiants tchétchènes, car nous avions la réputation d'être les enfants indisciplinés de l'empire. Mais le milieu des années 80, le mythe de la mafia tchétchène s'est développé. Aujourd'hui, nous sommes non seulement des malfaiteurs mais encore des bandits qui veulent exterminer les paisibles Moscovites. Le pouvoir a réussi à endoctriner les gens. Nous sommes méchants et cruels. Même à l'Académie des sciences on me prend pour un Tchétchène sanguinaire. Nous sommes devenus les nouveaux boucs émissaires ».

Pourtant, la psychose a du mal à prendre. Certains soupçonnent les services du contre-espionnage d'être les artisans des nombreuses alertes à la bombe et des explosions mineures qui ont fait plus de bruit dans la presse que dans la capitale. D'autant plus que le président tchétchène Djokhar Doudaev a assuré qu'il ne recourrait pas aux attentats. Même le milicien en treillis, qui surveille le marché Tchermomouchinski, est sceptique. « Je suis là, explique-t-il, pour veiller à l'ordre. On nous dit qu'il y a une menace terroriste à Moscou. Mais tout ça c'est de la politique. Je pense que c'est organisé par les nôtres ».

Manon Loizeau

Un peuple indomptable

● **Islam.** Peuplée de 1,2 million d'habitants de religion musulmane, la Tchétchénie a toujours résisté à la colonisation russe. Elle fut le fer de lance de la guerre d'indépendance du Caucase, menée sous la conduite de l'imam Chamal de 1824 à 1859. Les Tchétchènes, convertis à l'islam à la fin du XVIII^e siècle, sont organisés en clans, soumis à l'autorité de « conseils des anciens ».

● **Bannissement.** Après la révolution de 1917, les bolcheviks ont dû batailler pendant près de vingt ans pour s'imposer en Tchétchénie. Lors de la deuxième guerre mondiale, les Tchétchènes ont voulu reprendre leur indépendance, déclenchant une féroce répression de Staline, qui déporta toute la population au Kazakhstan. Les « bannis » ne rentreront chez eux qu'en 1957, après la mesure de réhabilitation décidée par Nikita Khrouchtchev.

● **« Indépendance ».** La

Tchétchénie, qui dispose d'importantes réserves de pétrole, a renoué avec ses traditions lors de l'effondrement du bloc soviétique. Elle est aujourd'hui la seule des ex-Républiques autonomes de la Fédération de Russie à toujours s'accrocher à son indépendance, proclamée le 2 novembre 1991.

● **Offensive.** Le 26 novembre 1994, des forces de l'opposition, séduites par Moscou, tentent, sans succès, de s'emparer de Grozny. Après cet échec, le président Eltsine ordonne l'envoi massif de troupes, qui font leur entrée en Tchétchénie le 11 décembre 1994. Après avoir largement détruit Grozny par des bombardements aériens et subi plusieurs revers en essayant de s'emparer de la capitale tchétchène, les forces russes semblent sur le point de prendre le contrôle de la ville après leur dernière offensive, déclenchée le samedi 7 janvier 1995.

A Grozny, « il n'y a pas de haine contre les Russes »

Les combats dans la capitale tchétchène n'ont pas altéré la bonne entente entre les différentes communautés. Et certains prisonniers russes sont soignés par la population

GROZNY

de l'envoyé spécial de l'AFP

Un mois de combats sanglants, de bombardements et de larmes en Tchétchénie n'a apparemment pas suscité de haine particulière entre les Tchétchènes et les Russes vivant dans la République sécessionniste, selon des témoignages recueillis parmi les journalistes sur place. « Il est plus facile de travailler avec les Tchétchènes qu'avec l'armée russe », ce jugement ne serait guère original s'il ne venait d'un journaliste russe, Alexandre Konpakov, envoyé spécial du quotidien *Moskovski Komsomolets*, qui constate que les contacts avec les troupes russes qui tentent de prendre la ville sont des plus difficiles, voire impossibles.

Côté tchétchène, pas de problème, personne ne lui reproche les bombardements, et il peut circuler sans gêne, magnétophone à la main parmi les combattants. Ces derniers le répètent à volonté : il n'y a pas de haine contre les Russes, qui étaient plusieurs centaines de milliers avant la guerre sur une population totale de 1,2

million. Seule exception : les pilotes russes qui ont bombardé les populations civiles. Les Tchétchènes ne portent pas non plus dans leur cœur le président russe, Boris Eltsine, le ministre de la défense, Pavel Gratchev, ni le vice-premier ministre, Nikolai Egorov, les premiers au hit-parade des noms d'oiseaux, dont le moindre est celui de « menteur ». Le seul homme politique à trouver grâce à leurs yeux est Sergueï Kovalev, conseiller de M. Eltsine pour les droits de l'homme, qui a passé plusieurs jours à Grozny.

Selon des combattants tchétchènes, il y aurait quelques dizaines de Russes, habitants de Grozny, qui se battent à leur côté, même si les journalistes n'en ont rencontré aucun. « Il n'y avait pas de problèmes avec les Russes, il n'y en aura pas », dit Letchi Oumraev. « Nous leur donnons à manger ». Samedi, sur la place Minutka, un camion de pain distribuait indistinctement des miches aux combattants et aux habitants du quartier, dont des Russes.

Ces derniers ne partagent pas nécessairement le point de vue des indépendantistes. Kostia Kostikov, installé à Grozny depuis 1952, est à la retraite depuis six ans. « Les deux camps sont coupables de cette guerre », déclare-t-il. Ses propos proférés au milieu d'un groupe de combattants tchétchènes en arme font monter le ton de la conversation, sans plus.

Les Tchétchènes affirment aussi bien traiter leurs prisonniers. Des combattants nous mènent chez Anna Ivanovna Goubanenko, qui garde dans sa maison du quartier de Letchi un prisonnier russe grièvement blessé. Il est installé dans une petite chambre, et la sœur d'Anna Ivanovna, une infirmière, apporte des médicaments. Alexandre Kondratiev, dix-neuf ans, a été atrocement brûlé dans son transport de troupes blindés lors des combats du 1^{er} janvier. Il était à quarante-cinq jours de la fin de son service militaire. Il peut à peine répondre aux questions. Il vivra l'espère Anna Ivanovna.

Bertrand Rosenthal

RÉACTIONS

■ Helmut Kohl exclut des sanctions économiques contre la Russie. — Le chancelier allemand Helmut Kohl a lancé, samedi 7 janvier, un nouvel appel à une solution politique en Tchétchénie. « Nous voyons des gens souffrir, des civils, des femmes et des enfants. Nous voyons des victimes parmi les soldats et nous considérons tout cela comme de la folie pure », a-t-il affirmé sur les ondes d'une radio de Berlin. « Ceux qui ne voient pas la situation comme cela ont dû perdre toute émanation humaine », a-t-il ajouté. Helmut Kohl a cependant exclu le recours à des sanctions économiques pour forcer la Russie à retirer ses forces de Grozny.

De son côté, le ministre de la défense, Volker Rühe, a accusé Moscou de violer les accords internationaux avec une « brutalité exceptionnelle » dans un entretien avec les journalistes de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, paru lundi. Il a ajouté que Moscou avait annulé des manœuvres avec l'armée allemande, prévues pour l'été prochain en Russie. Par ailleurs, les autorités russes ont refusé d'accorder, dimanche, des visas à deux députés de la commission des affaires étrangères du Bundestag qui souhaitaient se rendre à Moscou.

■ A Dubaï, les 51 pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ont demandé à la Russie de mettre un terme à son offensive, estimant que Moscou violait le droit international en utilisant la force contre des objectifs civils. — (Reuter, AFP.)

Imprimante HP LaserJet 4V. Si rapide qu'elle est déjà passée à autre chose.

Avec la nouvelle imprimante HP LaserJet 4V, vous ne perdrez pas de temps : son moteur 16 pages par minute et son processeur Risc Intel à 33 MHz lui font battre des records de vitesse.

C'est aussi la championne de la qualité d'impression et de la souplesse d'utilisation : résolution de 600 ppp optimisée par la technologie RET, divers formats de papier de la carte postale au A3 et pour les gros volumes, un troisième bac d'alimentation en option.

Quant à la HP LaserJet 4MV, elle vous offre tous ces avantages accompagnés du langage Adobe PostScript™ niveau 2.

Munies de l'interface multiprotocoles HP JetDirect (en standard sur la 4MV), les imprimantes HP LaserJet 4V et 4MV sont aussi facilement partageables entre une dizaine d'utilisateurs en réseau de PC, de Macintosh et de stations de travail.

PostScript™ est une marque déposée.

Consultez vite le 3616 HPMICRO.

(127 Fhm)

**HEWLETT®
PACKARD**

La chute du peso plaide pour l'union monétaire en Europe

La crise financière mexicaine pose le problème d'une union douanière - l'Alena - sans union monétaire. De quoi donner des arguments, en Europe, aux partisans de la monnaie unique

La leçon que l'Europe devrait tirer de la crise mexicaine, c'est bien celle de l'urgence qu'il y a de réaliser une union monétaire de ce côté-ci de l'Atlantique. Peu importe que cette union n'englobe pour commencer que quatre, cinq ou six pays, l'essentiel est

qu'elle existe rapidement. Dans un passé récent, l'Europe a toujours manqué l'occasion de se doter d'une monnaie unique qui, compte tenu de la puissance économique des pays qui la soutiendraient,

aurait l'espoir de se hisser rapidement au niveau de liquidité du dollar. Il reste que les monnaies fortes vont arbitrer pour longtemps la plupart des grands problèmes posés aux nations européennes.

comme neige au soleil, à la surprise de la plupart des responsables politiques européens. L'ampleur des efforts nécessaires par la réintégration avait été largement sous-estimée par la CEE, qui n'a pas brillé par son sens de la coopération. Mais le traité de Maastricht, malgré tous ses défauts, n'est pas responsable de telles erreurs, qu'une union monétaire aurait évitées.

L'EFFONDREMENT du peso mexicain qui a perdu quelque 35 % de sa valeur depuis la fin-décembre 1994 enlève beaucoup de sens, ou plutôt de légitimité, à l'accord d'union douanière que Canadiens, Américains et Mexicains avaient conclu en 1993. Car ce qui vient de se produire bouleverse en grande partie les bases sur lesquelles fut construite l'Alena, l'Accord de libre-échange nord-américain, entré en application il y a tout juste un an. Avec un dollar réévalué, les conditions de la concurrence vont radicalement changer entre petites et moyennes entreprises installées des deux côtés de la frontière : les firmes américaines sont, pour l'instant, les perdantes de cette nouvelle donne.

Ce qui manque à l'Alena comme à toutes les zones de libre-échange est de n'avoir pratiquement rien prévu en matière monétaire pour empêcher que les échanges commerciaux soient bouleversés par des changements importants et imprévisibles de valeur des monnaies. L'Europe ébranlée en 1992 et 1993 par deux graves crises des changes qui virent plusieurs monnaies brusquement et forte-

ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

L'UE ne découvre pas le poison des monnaies fluctuantes mais des événements qui donnent raison à ceux qui, comme Jacques Delors, bataillaient depuis longtemps pour prémunir par une monnaie unique des marchés maintenant privés de leurs défenses fiscales, douanières et de change. Le traité de Maastricht signé en février 1992 rattrape ce qui apparaîtra plus tard comme une lacune importante de la relance européenne de 1985, à savoir une monnaie commune comme complément nécessaire d'un marché unique. Encore faut-

ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

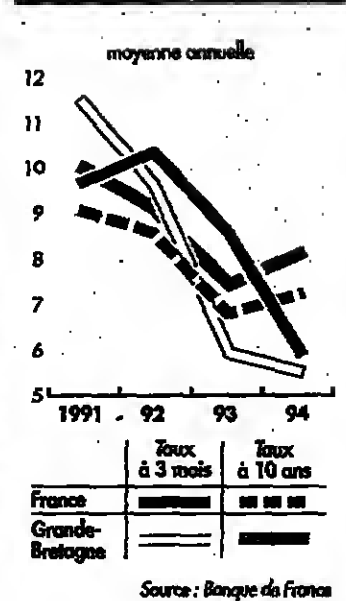
ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

ment dévaluées (livre, lire, peseta) ferait bien d'en tirer la leçon.

Une sortie du SME non payante



La sortie de la livre du SME en 1992 n'a eu que peu d'effet sur les taux longs britanniques.

La même occasion, ou à peu près, se présente en 1992 avec la livre, elle aussi surévaluée. Mais, à chaque fois, les intérêts nationaux à court terme l'emportent, l'Espagne et la Grande-Bretagne s'accommodant de taux d'intérêt élevés pour lutter contre les tensions inflationnistes qu'elles n'avaient pas le courage de combattre autrement. La France se contentait d'une situation qui lui permettait d'accumuler de confortables excédents commerciaux sur des partenaires aux monnaies surévaluées.

Tout cela fut erroné, comme le fut le peu d'aide budgétaire apportée par la Communauté (devenue Union européenne) à l'Allemagne, contrainte de dépenses pour financer la reconstruction de ses nouveaux Länder. Les excédents considérables de balance des paiements courants de notre voisin d'outre-Rhin (l'équivalent de 50 milliards de dollars en 1988, soit plus de 4 % du PIB) fondirent

la même occasion, ou à peu près, se présente en 1992 avec la livre, elle aussi surévaluée. Mais, à chaque fois, les intérêts nationaux à court terme l'emportent, l'Espagne et la Grande-Bretagne s'accommodant de taux d'intérêt élevés pour lutter contre les tensions inflationnistes qu'elles n'avaient pas le courage de combattre autrement. La France se contentait d'une situation qui lui permettait d'accumuler de confortables excédents commerciaux sur des partenaires aux monnaies surévaluées.

Tout cela fut erroné, comme le fut le peu d'aide budgétaire apportée par la Communauté (devenue Union européenne) à l'Allemagne, contrainte de dépenses pour financer la reconstruction de ses nouveaux Länder. Les excédents considérables de balance des paiements courants de notre voisin d'outre-Rhin (l'équivalent de 50 milliards de dollars en 1988, soit plus de 4 % du PIB) fondirent

la même occasion, ou à peu près, se présente en 1992 avec la livre, elle aussi surévaluée. Mais, à chaque fois, les intérêts nationaux à court terme l'emportent, l'Espagne et la Grande-Bretagne s'accommodant de taux d'intérêt élevés pour lutter contre les tensions inflationnistes qu'elles n'avaient pas le courage de combattre autrement. La France se contentait d'une situation qui lui permettait d'accumuler de confortables excédents commerciaux sur des partenaires aux monnaies surévaluées.

Tout cela fut erroné, comme le fut le peu d'aide budgétaire apportée par la Communauté (devenue Union européenne) à l'Allemagne, contrainte de dépenses pour financer la reconstruction de ses nouveaux Länder. Les excédents considérables de balance des paiements courants de notre voisin d'outre-Rhin (l'équivalent de 50 milliards de dollars en 1988, soit plus de 4 % du PIB) fondirent

Tout cela fut erroné, comme le fut le peu d'aide budgétaire apportée par la Communauté (devenue Union européenne) à l'Allemagne, contrainte de dépenses pour financer la reconstruction de ses nouveaux Länder. Les excédents considérables de balance des paiements courants de notre voisin d'outre-Rhin (l'équivalent de 50 milliards de dollars en 1988, soit plus de 4 % du PIB) fondirent

Tout cela fut erroné, comme le fut le peu d'aide budgétaire apportée par la Communauté (devenue Union européenne) à l'Allemagne, contrainte de dépenses pour financer la reconstruction de ses nouveaux Länder. Les excédents considérables de balance des paiements courants de notre voisin d'outre-Rhin (l'équivalent de 50 milliards de dollars en 1988, soit plus de 4 % du PIB) fondirent

Tout cela fut erroné, comme le fut le peu d'aide budgétaire apportée par la Communauté (devenue Union européenne) à l'Allemagne, contrainte de dépenses pour financer la reconstruction de ses nouveaux Länder. Les excédents considérables de balance des paiements courants de notre voisin d'outre-Rhin (l'équivalent de 50 milliards de dollars en 1988, soit plus de 4 % du PIB) fondirent

L'introduction de la TVA désoriente le consommateur suisse

BERNE
de notre correspondant
Dans un pays peu enclin à s'ouvrir à la nouveauté, c'est une petite révolution. Il a fallu de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier de la taxe à la valeur ajoutée pour mettre la Suisse en émoi et créer une belle pagaille. Emoi des consommateurs désorientés par la valse subite des étiquettes, pagaille dans les services fiscaux chargés de faire appliquer le nouvel impôt et débordés par une avalanche de réclamations et de demandes d'explications. Pour les consommateurs, le réveil a été brutal. Dès le 2 janvier, ils ont découvert, stupéfaits, que nombre de leurs achats quotidiens avaient augmenté bien au-delà des 6,5 % prévus avec la TVA. Des transports publics à la coupe de cheveux en passant par la tasse de café, le plat du jour ou le journal, les hausses ont fait bouillir de rage. Certains commerçants ont saisi l'occasion de faire passer dans la foulée d'autres ajustements de prix. Dans la restauration, les hausses atteignent parfois 10 %, alors que les associations de consommateurs avaient estimé qu'elles ne devraient pas dépasser 5,6 %.

7.000 APPELS PAR JOUR
Les plaintes pleuvent tant chez le préposé à la surveillance des prix qu'au ministère des finances à Berne. Les cent vingt inspecteurs supplémentaires engagés pour répondre aux questions du public et des usagers enregistrent près de 7.000 appels par jour. « Certains désagréments sont sans doute regrettables mais d'autres sont inévitables car l'introduction de la TVA en une année est une révolution en Suisse, constate un porte-parole du ministère des finances. N'oublions pas, ajoute-t-il, que la France et l'Allemagne ont eu besoin de quatre ou cinq ans. »

Découvrant aujourd'hui à quelle sauce ils sont mangés, nombreux sont ceux qui se désolent. Sojsses auraient tendance à regretter de s'être résignés à accepter l'introduction de ce nouvel impôt à plus de 60 % des voix lors d'un référendum en 1993. Après trois précédentes tentatives infructueuses, le gouvernement avait réussi à le convaincre de remplacer l'ancien impôt sur le chiffre d'affaires par une nouvelle taxe jugée plus moderne et aussi « euro-compatible ».

Alain Verhoyes

Jean-Claude Buhner

Le nouveau Monde

Le nouveau Monde, c'est bien sûr le nouveau monde économique, le nouveau monde des relations internationales mais c'est aussi aujourd'hui le nouveau journal "Le Monde". L'ESLSCA ne pouvait pas en être absente. Parce que la presse et Le Monde en particulier sont un trait d'union indispensable à tous les échanges. C'est au travers d'un journal comme Le Monde que les décideurs et ceux qui se destinent à le devenir, sentent et comprennent la réalité qui les entoure. L'ESLSCA salue donc le nouveau "Monde" et lui adresse tous ses vœux de réussite.



ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES - 1, RUE BOUGAINVILLE, 75007 PARIS. TÉL. 45.51.32.55
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État, fondé en 1949, diplôme visé par l'État.

مكتبة العالم

La taïga russe

En Sibérie, la destruction de la taïga menace la biodiversité et la santé humaine.

La taïga russe, cette immense forêt boréale qui couvre une grande partie de la Sibérie, est menacée de destruction. Les autorités locales, sous la pression des intérêts économiques, ont autorisé des coupes rases à grande échelle. Cette destruction massive de la forêt entraîne une perte irréversible de biodiversité et contribue au réchauffement climatique. De plus, la pollution des sols et des eaux par les produits chimiques utilisés lors des opérations de défrichage pose un grave problème de santé publique pour les populations locales.

Baïkalsk : l'usine

Baïkalsk, cette ville industrielle située à proximité du lac Baïkal, est devenue un symbole de la pollution industrielle. L'usine chimique qui y est installée rejette chaque jour des tonnes de déchets toxiques dans l'environnement. Ces déchets contaminent les sols, les eaux souterraines et même le lac Baïkal lui-même. Les habitants de Baïkalsk souffrent de problèmes de santé liés à la pollution, et l'écosystème local est gravement dégradé. Des associations écologistes ont lancé une campagne de protestation pour demander la fermeture de l'usine et la mise en œuvre de mesures strictes de protection de l'environnement.

La con

Intégrés... vie professionnelle... Mais ne pas se laisser emporter par l'exemple de... L'ESLSCA a été créée en 1949 et a pour but de former des professionnels de haut niveau.



ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES - 1, RUE BOUGAINVILLE, 75007 PARIS. TÉL. 45.51.32.55

La taïga russe livrée aux forestiers étrangers

En Sibérie, la production de bois et de pâte baisse depuis 1990. Mais le renchérissement du prix du papier sur le marché mondial mobilise les opérateurs japonais, finlandais et américains

Après plusieurs années de chute des cours sur le marché mondial, le prix du papier repart à la hausse : une augmentation de 20 % à 30 % est prévue pour 1995. Producteurs canadiens et scandinaves se frottent les mains car leur

industrie est fin prête pour offrir les produits de leur forêt. Ce n'est pas le cas de la Russie, dont l'industrie forestière est encore plus désorganisée que les autres. Mais les richesses de la forêt sibérienne sont telles que les entreprises

étrangères se bousculent pour obtenir des droits d'exploitation. Japonais, Finlandais, Allemands et Américains s'associent aux Russes pour couper le bois et le vendre au Japon, en Chine et en Corée, en attendant les États-Unis.

IRKOUTSK
de notre envoyé spécial

L'oblast d'Irkoutsk, en Sibérie orientale, est une région administrative plus grande que la France : 775 000 kilomètres carrés, dont les neuf dixièmes sont couverts de forêt, la fameuse taïga. « Le bois est notre principale richesse, bien avant le charbon, l'eau et l'or », souligne Léonid Vachouk, le directeur adjoint du bureau forestier. Une richesse encore largement virtuelle, étant donné l'immensité du potentiel et la faible production actuelle : sur les 60 millions d'hectares de forêt disponibles, dont environ 85 % sont exploitables, on n'a tiré en 1993 que 15 millions de mètres cubes. Une productivité dérisoire si on compare au Canada (200 millions de mètres cubes pour 240 millions d'hectares) ou à la Finlande (60 millions de mètres cubes pour 20 millions d'hectares). Il est vrai que la production russe de bois et de pâte à papier s'est effondrée : elle a chuté de

67 % entre 1990 et 1994, beaucoup plus que le reste de la production (57 %). Une mesure spécifique a aussi frappé les rives du lac Baïkal, « le diamant de la Sibérie », dont les eaux étaient polluées par une usine (lire ci-dessous). « Pour bien faire, il faudrait déclarer zone protégée tout le bassin du Baïkal », affirme aujourd'hui Vladimir Gorokov, conseiller économique du Parlement de Russie pour les questions d'environnement. Il a d'ailleurs préparé une loi pour que le lac Baïkal et ses abords soient déclarés parc national. Mais ce n'est qu'une proposition, accueillie très fraîchement par l'oblast d'Irkoutsk et la république de Bouriatie, qui occupe la rive gauche du lac.

Ni les autorités d'Irkoutsk ni celles de Bouriatie n'entendent en effet céder à la Fédération la gestion de leur territoire : trois parcs nationaux existent déjà autour du lac Baïkal. Les magnifiques forêts qui se déploient dans la région et

dans les profondeurs sibériennes suscitent bien des convoitises. N'importe quel forestier « craque » en contemplant ces bouleaux et ces pins sylvestres droits comme des « i », ces mélèzes de trente mètres de haut et ces pins sibériens (*Pinus sibirica*) que les Russes appellent chères et dont ils raffolent des graines.

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Certes, les plus beaux massifs sont souvent enclavés loin de toute route ou piste, mais c'est justement le rôle des exploitants forestiers de créer ces accès. Et les voies ferrées - Transsibérien au sud du lac et BAM (Baïkal-Amour) au nord - permettent de transporter le bois jusqu'aux centres de transformation.

Dans l'oblast d'Irkoutsk, les deux grands centres de transformation du bois de Bratsk et Oust-Liminsk sont encore approvisionnés par quelque huit cents entreprises locales de coupe. Mais ces sociétés

d'Etat végètent ou disparaissent, emportées par la crise qui étreint toute la Russie. L'avenir est aux joint-ventures avec des sociétés étrangères qui exploitent de vastes concessions et expédient les grumes vers l'Extrême-Orient. Les mieux implantées à ce jour sont les Finlandais et les Japonais, et aussi les Allemands. Les Russes fournissent les hommes, les étrangers apportent les capitaux et le matériel, et la taïga est mise en coupe pour approvisionner en bois brut le Japon, la Chine et la Corée du Sud, en attendant les États-Unis, où l'importation de bois russe est pratiquement interdite par la réglementation (obligation d'un traitement insecticide préalable).

NOTES À L'ÉCHART

Les forestiers américains se montrent particulièrement intéressés par le bois russe, qu'ils espèrent exploiter à meilleur compte que chez eux ou au Canada. On a même vu récemment des entreprises de sciage de la Côte ouest (Californie, Washington et Oregon) débarquer à Khabarovsk et acheter des droits de coupe sur près de 500 000 hectares de Sibérie orientale. Ils ont déjà investi 3 millions de dollars d'équipement et s'apprêtent à vendre le bois aux « tigres » d'Asie afin de dégraisser les capitaux nécessaires à la construction d'une grosse unité de sciage en Russie même. Cette usine permettrait d'exporter des sciages bruts aux États-Unis, où ils seraient transformés en produits finis.

Les exploitants russes s'apprêtent, pour leur part, à proposer de la pâte à papier à des prix défiant toute concurrence, de 20 % à 25 % moins cher qu'au cours mondial. Ce qui équivaudrait pour les clients à une stabilité des prix au moment où, précisément, les prix de la pâte s'envolent. Si la production russe suit, en quantité et en qualité, cela obligera les papeteries canadiennes et scandinaves à réviser leurs prix à la baisse. Mais cette perspective, présentée avec complaisance aux clients occidentaux qui passent par Moscou, semble peu vraisemblable, au moins à grande échelle. L'appareil de production russe est en effet trop désorganisé, et ses hommes parfois trop démoralisés, pour offrir une alternative crédible aux traditionnels fournisseurs canadiens et scandinaves.

R. C.

Roger Cans

La trêve en Bosnie reste fragile

SARAJEVO. La question de l'évacuation par les troupes gouvernementales bosniaques de la zone démilitarisée du mont Igman, qui surplombe Sarajevo, bloque toujours la mise en application de l'accord de cessation des hostilités, entré en vigueur le 1^{er} janvier pour quatre mois. Les forces bosniaques s'étaient retirées, samedi 7 janvier, de deux des trois dernières positions qu'elles occupaient la veille, mais attendaient pour achever leur évacuation que les Serbes renoncent à exiger l'élargissement de la zone démilitarisée, instaurée par les Nations unies en juillet 1993. Par ailleurs, la FORPRONU, qui a reconnu la fragilité du cessez-le-feu, a enregistré une recrudescence d'activités militaires à Doboj (dans le centre du pays) et dans la poche de Bihać, au nord-ouest. Deux « casques bleus » français ont été légèrement blessés, samedi, dans le secteur de Sarajevo, où le pont aérien a été suspendu vingt-quatre heures après des tirs contre deux avions de l'ONU. - (AFP, Reuters.)

Le premier ministre turc promet davantage de démocratie

ANKARA. Très critiqué pour les violations des droits de l'homme en Turquie, le premier ministre, M^{re} Tansu Ciller, s'est dit déterminé, samedi 7 janvier, à modifier la Constitution de 1982 dans un sens plus démocratique, en particulier l'article 14, qui interdit le « mauvais usage » des droits fondamentaux quand il porte atteinte à l'« intégrité du pays ». Des centaines de journalistes, de syndicalistes, d'intellectuels, militants non violents de la cause kurde, ont été emprisonnés en vertu de ce texte. Sans donner de date pour ces réformes, M^{re} Ciller a aussi annoncé la fin de l'interdiction des activités politiques pour les universitaires et les étudiants, et l'abaissement de vingt et un ans à dix-huit de l'âge pour voter dès les élections de 1996. - (AFP, Reuters.)

■ GRANDE-BRETAGNE : John Major bloquera toute réforme de l'Union européenne ayant une portée constitutionnelle, lors de la conférence intergouvernementale de 1996 destinée à modifier le fonctionnement de l'UE. Interrogé dimanche 8 janvier par la BBC-télévision, le premier ministre britannique a déclaré : « Je n'accepterai pas de changement constitutionnel qui ait des répercussions sur le Parlement britannique. S'il ressort de la conférence quelque chose que je n'aurai pas réussi à bloquer - ce que je ne crois pas - alors je garderai ouverte la possibilité d'un référendum. » Les réformes inacceptables à ses yeux sont « la fin du droit de veto, l'extension du vote à la majorité qualifiée, d'importants nouveaux pouvoirs pour le Parlement européen, ou un engagement en faveur de la monnaie unique ». - (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : le proche du chef spirituel des islamistes égyptiens, le cheikh Omar Abdel Rahman, et de ses onze complices devaient s'ouvrir lundi 9 janvier, à New-York. Ils sont accusés d'avoir préparé une série d'attentats, notamment contre le siège du FBI et celui des Nations unies. Ce complot avait été mis au jour à la suite de l'enquête sur l'attentat contre le World Trade Center, à New-York, qui avait fait six morts et un millier de blessés, en février 1993. - (AFP)

■ Une vague de mauvais temps a fait une vingtaine de morts aux États-Unis, depuis vendredi 6 janvier. La Californie, la Floride et la Caroline du Nord ont été les zones les plus touchées par les orages et les tornades. À Mobile (Alabama), une tornade a détruit un quartier d'habitations mobiles, faisant un mort et quatre blessés. - (AFP)

■ NEW-YORK : le nombre des homicides a diminué de 19 % en 1994 à New-York, la baisse la plus importante enregistrée depuis la publication de ces statistiques, a annoncé, samedi 7 janvier, le maire de la ville. Un total de 1 581 personnes ont été assassinées en 1994 (1 946 en 1993). La baisse de la criminalité est chiffrée à 12,3 % pour l'ensemble des délits : les attaques à main armée ont reculé de 15,5 %, les vols de voitures de 15,3 %. Les vols sont la catégorie qui a le moins diminué (3,3 %) : 344 499 personnes ont été appréhendées l'an dernier, soit 20,7 % de plus qu'en 1993. - (AFP)

■ NICARAGUA : dix-neuf personnes ont été tuées, dont trois militaires, au cours de deux jours d'affrontements, samedi 7 et dimanche 8 janvier, entre l'armée et des rebelles au centre et au nord du Nicaragua. Treize « recontras » (ex-rebelles antisandinistes) et deux soldats sont morts dans le département de Jinotega. Trois autres rebelles et un soldat ont été tués lors d'un accrochage à Juigalpa, à 137 kilomètres au nord de la capitale. Selon des estimations officielles, environ 500 « recontras », devenus délinquants de droit commun, attaquent régulièrement la population civile dans les zones rurales du Nicaragua. - (AFP)

Baïkalsk : l'usine contre le lac

BAIKALSK
de notre envoyé spécial

En 1960, pour faire encore mieux que les Américains, Nikita Khrouchtchev décide de construire une usine de cellulose capable de fabriquer des fibres à haute résistance destinées à l'entoillement des pneus de bombardiers lourds. Une usine stratégique donc, qui sera implantée au bord du lac Baïkal, où sont réunis les trois éléments-clés : le bois à profusion, l'énergie (charbon), mais surtout une eau très pure, indispensable à la fabrication de cette cellulose très spéciale. Malgré les protestations des pêcheurs locaux - populations bourlatiennes qui n'ont pas voix au chapitre - malgré les objections des chercheurs de l'institut de limnologie d'Irkoutsk, qui redoutent une pollution majeure du lac, le combinat se construit. Une aventure menée avec l'enthousiasme des komsozols... et l'aide technique des Finlandais, qui fournissent l'équipement.

L'usine de Baïkalsk entre en service en 1966 avec une production de 120 000 tonnes de cellulose par an, exclusivement destinée à l'armée soviétique. En 1974, une deuxième unité de production est ajoutée pour fabriquer de la pâte à papier ainsi que de la viscosité pour l'industrie textile. Les deux chaînes

tourment à plein régime, rejetant dans le lac liques noirs et eaux usées en quantité industrielle. Dans leur laboratoire de Ust'-Ivan-ka, au bord du lac, les chercheurs de l'institut de limnologie déclinent d'importantes modifications du milieu. Ils alertent l'Académie des sciences puis l'opinion soviétique, qui s'émue à l'idée qu'on puisse salir « la perle de la Sibérie ». Même le comité central s'inquiète des conséquences de la pollution et, en 1987, le gouvernement décide de convertir l'usine à une production sans danger pour l'environnement, faute de quoi il faudra la fermer.

SOUS LE CHOC

Mais on ne ferme pas ainsi une usine, qui emploie au total 5 600 personnes et fait vivre une ville de 16 000 habitants. La production de cellulose, qui a culminé jusqu'à 200 000 tonnes dans les années 1970, est ramenée aujourd'hui à 160 000 tonnes pour mieux respecter les normes. Ce qui correspond encore à une consommation de 3 500 mètres cubes de bois par jour (pin et mélèze), apportés surtout de Bouriatie par chemin de fer. Deux stations d'épuration biologique ont été ajoutées aux trois anciennes, qui retiennent au total « 99,4 % des impuretés », selon

Raissa Zaikova, l'ingénieur écologique chargée de la protection de l'environnement. Elle n'hésite pas à boire - et à offrir à ses visiteurs - l'eau prélevée en fin de traitement : celle-ci est légèrement plus colorée que l'eau du lac et conserve un fort goût de choucroute, caractéristique de la cuisson du bois.

Aujourd'hui, les autorités d'Irkoutsk ne veulent plus entendre parler de fermeture. Depuis 1990, Baïkalsk exporte une partie de sa production de pâte à papier, et le combinat est donc devenu une source de préférences dévisées. Le problème, c'est que l'usine a près de trente ans et doit absolument être modernisée si elle veut rester dans la course. Même la centrale thermique à charbon est hors d'âge. Malheureusement, le risque sismique interdit la pose d'un gazoduc depuis Irkoutsk pour alimenter d'éventuelles turbines à gaz naturel. Et les déchets de bois ne fournissent que 10 % des besoins du combinat, alors que les Finlandais réussissent à produire toute leur énergie sur place avec le bois, et même à en revendre. Les Sibériens ont encore du chemin à faire pour inquiéter sérieusement leurs concurrents étrangers.

R. C.

Roger Cans

La compétence

intégrés à la vie des affaires. La formation est **généraliste**, afin que les étudiants puissent pénétrer tous les domaines de la vie professionnelle. Mais neuf options en 3^{ème} année leur permettent d'approfondir un domaine particulier.

Un exemple de la compétence des étudiants de l'ESLSCA : Faycal Chikhi, étudiant du **3^{ème} Cycle Ingénierie Financière** de l'ESLSCA a été lauréat 1994 du concours du Club des Jeunes Financiers pour sa thèse : « La gestion dynamique d'un portefeuille d'obligations à taux fixe et immunisation flexible : une application ».



ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES - 1, RUE BOUGAINVILLE, 75007 PARIS. TÉL. 45.51.32.59. Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État, fondé en 1949, diplôme visé par l'État.

L'autonomie palestinienne s'enlise et l'Intifada renaît

Poursuite de la colonisation, dégradation des conditions de vie à Gaza et en Cisjordanie, impuissance de la nouvelle administration, retard des élections : l'espoir engendré par les accords d'Oslo s'évanouit

Un « téléphone rouge », reliant directement le poste de commandement israélien d'Erez à l'entrée de Gaza et son équivalent palestinien a été installé vendredi 6 janvier. Cette liaison est établie pour éviter la répétition d'incidents, tel cet échange de coups de feu entre les deux parties, qui avait coûté la vie, quelques jours plus tôt, à trois policiers palestiniens. Cette mesure, si utile soit-elle, ne suffit pas à redonner du prestige à une Autorité palestinienne dont les débâcles et les insuffisances sont mis à profit par le Mouvement de la résistance islamique, Hamas. Les islamistes préparent déjà l'après-Arafat et ont juré de poursuivre le « djihad » jusqu'à la libération du « dernier pouce de Palestine ». La crédibilité des accords israélo-palestiniens est également entamée par l'accélération de la colonisation en Cisjordanie. L'armée israélienne a reporté à une date indéterminée son « redéploiement » dans cette région, ce qui retarde d'autant les élections dans les territoires occupés pour un Conseil de l'autonomie.

la répétition d'incidents, tel cet échange de coups de feu entre les deux parties, qui avait coûté la vie, quelques jours plus tôt, à trois policiers palestiniens. Cette mesure, si utile soit-elle, ne suffit pas à redonner du prestige à une Autorité palestinienne dont les débâcles et les insuffisances sont mis à profit par le Mouvement de la résistance islamique, Hamas. Les islamistes préparent déjà l'après-Arafat et ont juré de poursuivre le « djihad » jusqu'à la libération du « dernier pouce de Palestine ». La crédibilité des accords israélo-palestiniens est également entamée par l'accélération de la colonisation en Cisjordanie. L'armée israélienne a reporté à une date indéterminée son « redéploiement » dans cette région, ce qui retarde d'autant les élections dans les territoires occupés pour un Conseil de l'autonomie.

la répétition d'incidents, tel cet échange de coups de feu entre les deux parties, qui avait coûté la vie, quelques jours plus tôt, à trois policiers palestiniens. Cette mesure, si utile soit-elle, ne suffit pas à redonner du prestige à une Autorité palestinienne dont les débâcles et les insuffisances sont mis à profit par le Mouvement de la résistance islamique, Hamas. Les islamistes préparent déjà l'après-Arafat et ont juré de poursuivre le « djihad » jusqu'à la libération du « dernier pouce de Palestine ». La crédibilité des accords israélo-palestiniens est également entamée par l'accélération de la colonisation en Cisjordanie. L'armée israélienne a reporté à une date indéterminée son « redéploiement » dans cette région, ce qui retarde d'autant les élections dans les territoires occupés pour un Conseil de l'autonomie.

la répétition d'incidents, tel cet échange de coups de feu entre les deux parties, qui avait coûté la vie, quelques jours plus tôt, à trois policiers palestiniens. Cette mesure, si utile soit-elle, ne suffit pas à redonner du prestige à une Autorité palestinienne dont les débâcles et les insuffisances sont mis à profit par le Mouvement de la résistance islamique, Hamas. Les islamistes préparent déjà l'après-Arafat et ont juré de poursuivre le « djihad » jusqu'à la libération du « dernier pouce de Palestine ». La crédibilité des accords israélo-palestiniens est également entamée par l'accélération de la colonisation en Cisjordanie. L'armée israélienne a reporté à une date indéterminée son « redéploiement » dans cette région, ce qui retarde d'autant les élections dans les territoires occupés pour un Conseil de l'autonomie.

la répétition d'incidents, tel cet échange de coups de feu entre les deux parties, qui avait coûté la vie, quelques jours plus tôt, à trois policiers palestiniens. Cette mesure, si utile soit-elle, ne suffit pas à redonner du prestige à une Autorité palestinienne dont les débâcles et les insuffisances sont mis à profit par le Mouvement de la résistance islamique, Hamas. Les islamistes préparent déjà l'après-Arafat et ont juré de poursuivre le « djihad » jusqu'à la libération du « dernier pouce de Palestine ». La crédibilité des accords israélo-palestiniens est également entamée par l'accélération de la colonisation en Cisjordanie. L'armée israélienne a reporté à une date indéterminée son « redéploiement » dans cette région, ce qui retarde d'autant les élections dans les territoires occupés pour un Conseil de l'autonomie.

GAZA
de notre envoyé spécial
Il n'y a plus d'orange à l'hôtel Palestine, plus de soleil sur le gîte. Furieuse, la Méditerranée jette sur la grève de gros rouleaux noirs pollués. Le ciel est bas, le climat froid, l'atmosphère sinistre. Non loin de l'entrée de l'enclave autonome, sous une pluie battante, une dizaine de Palestiniens, les yeux baissés, les mains derrière le dos sont alignés au bord de la route. Position réglementaire pour répondre aux questions de la police israélienne qui vérifie les laissez-passer.

A Djénine, Kaikilya, Hébron, Jérusalem-Est, en Cisjordanie occupée, l'armée a remis en vigueur une pratique qui avait disparu depuis deux ans. Les maisons familiales des auteurs d'attentats sont murées ou dynamitées. Femmes et enfants dehors.

Depuis le coup d'envoi de l'autonomie en mai 1994, une quarantaine de civils israéliens ont trouvé la mort dans des attentats. Le nombre de Palestiniens tombés sous les balles de l'armée, de ses collaborateurs ou des colons est un peu plus élevé. L'air de rien, l'Intifada, qui s'était quasiment arrêtée avec le commencement de l'autonomie, semble reprendre souffle, sporadiquement.

UNE NOUVELLE LIGNE VERTE
Selon un bilan dressé en décembre par Betsalem, l'organisation israélienne des droits de l'homme, 1 358 Palestiniens ont été tués par des soldats depuis le début du soulèvement en décembre 1987. Les Israéliens, civils, colons et soldats, qui ont trouvé la mort dans des attaques palestiniennes pendant la même période sont au nombre de 253.

« Il n'y a rien à faire, se lamente Rajah Sourani, célèbre défenseur gazan des droits de l'homme, quels que soient les chiffres du drame, quelles que soient les conditions qui nous sont faites, Israël sera toujours la victime. La seule dignité d'intérêt aux yeux de la communauté internationale, c'est la communauté internationale elle-même. OLP comprise, prend en compte la sacro-sainte sécurité d'Israël. La nôtre ? On s'en moque. »

Autour de Jérusalem-Est, Hébron, Naplouse, Bethléem, Ramallah, les confiscations de terres domaniales palestiniennes se poursuivent à un rythme accéléré (lire ci-contre). Une nouvelle « ligne verte », du nom de l'ancienne ligne de démarcation entre Israël proprement dit et la Cisjordanie d'avant 1967, s'imprime chaque jour sur le terrain. A coups de pelleteuses et de bulldozers.

Pendant ce temps, à Gaza, six mois après sa naissance dans l'éclat d'un été éblouissant, l'autonomie tourne au vinaigre. « Manque de crédibilité politique, manque d'investissements, manque d'administration », résume Terje Larsen, coordonnateur des activités de l'ONU à Gaza. « Le formidable espoir engendré par la poignée de main Rabin-Arafat à

Les colons gagnent du terrain

Si, conformément au principe concédé par le gouvernement d'Itzhak Rabin aux Palestiniens, on ne crée pas vraiment de nouvelles implantations israéliennes, on étend nombre de celles qui existent déjà. Plusieurs dizaines de colonies, fichées jusqu'au cœur de la Cisjordanie, sont autorisées à s'agrandir. Et il est fortement question d'annexer toutes celles situées tout au long de l'ancienne ligne verte et autour du « grand Jérusalem ». Ainsi, au sud, les contours de la capitale éternelle et unifiée d'Israël touchent pratiquement les limites municipales de Bethléem ; au nord, celles de Ramallah sont déjà atteintes. A Pess, la distance entre la limite orientale de Jérusalem, unilatéralement annexée en 1980, et l'enceinte autonome de Jéricho sera, d'un trait de plume, réduite d'une trentaine de kilomètres à 15 kilomètres. Ainsi émergent, jour après jour, les nouvelles « frontières de sécurité » d'Israël.

Washington, il y a quinze mois, s'évanouit chaque jour un peu plus.

L'argent promis n'arrive pas dans les proportions prévues. « 700 millions de dollars promis par les donateurs pour 1994, 400 millions budgétés par la Banque mondiale, 240 millions effectivement versés », égrenés par le coordonnateur, qui fut lui-même, à Oslo, l'un des architectes des accords israélo-palestiniens, sont dramatiques. « Les conditions de vie se dégradent de jour en jour, le chômage touche la moitié de la population active. Si rien n'est fait rapidement, c'est la catastrophe. »

Officiellement, 28 000 travailleurs gazans, contre 60 000 avant les accords d'Oslo, sont autorisés à aller gagner leur vie en Israël. Dans la réalité, les fonctionnaires internationaux ont calculé que l'armée ne laisse guère passer plus de huit à dix mille ouvriers chaque jour.

Dans le ghetto, la misère s'étend, la criminalité remonte, les détentions d'armes se multiplient, la mauvaise humeur est générale. Gaza broie du noir.

Pour ses 900 000 habitants entassés sur moins de 300 kilomètres carrés (les 5 000 colons juifs et l'armée occupent toujours le quart de la superficie de la bande de Gaza), c'est l'enfer. « Pls que sous l'occupation », commence-t-on à entendre. Métamorphosées en égouts torrentiels, la moitié des rues et des venelles de l'enclave sont impraticables. Les canalisations crevées débordent. L'enche-

ternationales, sa volonté de respecter les accords signés à Oslo, l'Etat juif tergiverse. Ses diplomates les plus créatifs ont été mis en branle pour trouver la formule magique qui permettrait de concilier l'inconciliable : des élections palestiniennes libres, dans des territoires qui resteraient militairement occupés. « Oslo I », comme on dit maintenant, prévoyait le retrait des soldats des zones peuplées de Cisjordanie, à la veille des élections, c'est-à-dire le 13 juillet 1994.

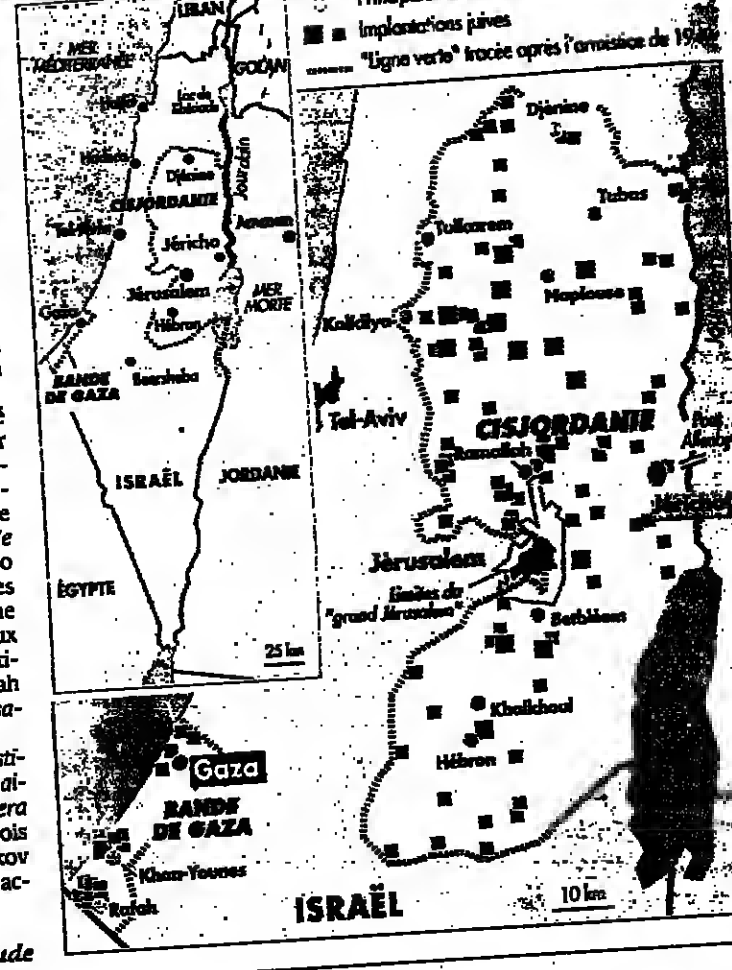
Rien ne s'est produit. Il n'y a plus de « date sacrée » répète à l'envi Itzhak Rabin.

Quinze mois après avoir accepté les dures conditions de son retour d'exil, le « président » de l'autonomie pourrait consentir au redéploiement militaire par étapes que lui proposent ses « partenaires de paix ». Après « Gaza-Jéricho d'abord », il y a de bonnes chances d'aboutir à « Bethléem-Djénine ensuite ». Les confettis territoriaux ainsi créés n'ayant aucune continuité entre eux, c'est ce que Rajah Sourani appelle « la bantoustaniisation des territoires occupés ».

« Disons tout de suite aux Palestiniens que nous leur rendrons la moitié de la Cisjordanie, et tout sera clair », déclarait au début du mois le ministre de l'Agriculture, Yaakov Tsur. Clair certes, mais est-ce acceptable ?

Patrice Claude

Les implantations juives dans les territoires occupés



Les islamistes préparent l'après-Arafat

GAZA
de notre envoyé spécial
Début 1994, Stade Yarmouk, Gaza-ville. Aujourd'hui, le soleil brille. Le Mouvement de la résistance islamique, plus connu sous son acronyme arabe Hamas, célèbre le septième anniversaire de sa fondation. Douze à quinze mille fervents assistent à la fête. Une bannière tendue dans les tribunes proclame : « Nous ouvrirons les portes du paradis avec les crânes des juifs ».

De l'autre côté, une large peinture sur toile représente l'explosion d'une voiture. Des flammes rouges émergent d'un moufahid la tête couronnée dans un keffiyeh à damiers. Dans la main gauche, il tient une hache, dans la droite, une grenade. Dessous, cette légende : « Salutations aux héros des opérations spéciales ! ». L'allusion aux attentats-suicides de Tel-Aviv, Afula et Hadera est évidente pour tout le monde.

Sur le podium, hérisse d'une montagne de haut-parleurs poussés au maximum, un chœur de jeunes barbus entonne un chant à la gloire des commandos Ez-Zeddine-el-Kassam, bras armé du Hamas : « Le combat continue ! Nous te défions Rabin ! ». La foule reprend les refrains. Dans les tribunes, des gamins criards vendent 2 francs les cassettes de la chanson, ainsi que des T-shirts barbelés de flammes, d'explosions et de combats.

Blentôt, à la satisfaction générale, la troupe - exclusivement masculine - du Théâtre de l'université islamique de Gaza jouera la pièce la plus courue de la ville : l'enlèvement - en octobre - du capitaine israélien Wamman, son calvaire, puis son exécution au moment où les soldats israéliens donnaient l'assaut à sa « prison ».

sur ordre d'Itzhak Rabin, qui refuse un échange avec Ahmed Yassine, fondateur du mouvement, détenu en Israël.

Les trois ravisateurs du Hamas furent tués dans l'opération. Islamistes ou non, l'immense majorité des Palestiniens les considèrent aujourd'hui comme des héros. « Dieu, aide-nous à triompher des juifs dans les jours d'adversité. » Sur la scène du Yarmouk, un imam enturbanné entonne une litanie de prières. « Amen » murmure la foule à chaque fin de phrase.

Un tract signé du Hamas est distribué aux journalistes massés au pied du podium. Le ton est ferme, mais les insultes, traditionnelles depuis deux mois - « Arafat collaborateur », « Arafat assassin » - sont absentes aussi bien des tracts que des banderoles et des discours. L'offense, pour ainsi dire personnalisée, reste réservée aux graffitis anonymes qui couvrent les murs lépreux du ghetto.

Depuis ce tragique 18 novembre, entré dans la conscience collective palestinienne et le martyrologue national sous le vocable éculé de « vendredi noir » parce que, ce jour-là, la police de Yasser Arafat ouvrit le feu sur des manifestants désarmés (13 morts, 200 blessés), l'heure est à la trêve entre l'Autorité autonome et l'opposition islamiste.

L'OPPOSITION RECROUTE
Hamas, le Djihad islamique et les groupes talcs opposés aux accords d'Oslo (FDLE, FPLP, PPP) ainsi qu'à « la dictature d'Arafat » ont accepté, « pour le moment », de jouer le jeu. Question de survie. Chacun sait que, si Hamas peut compter sur 35 % à 40 % de sympathisants à Gaza - 50 % selon ses militants -, les « forces armées isla-

miques » sont à la fois moins nombreuses et moins bien équipées, que celles de Yasser Arafat.

D'autant, confie un diplomate occidental bien renseigné, que « la police de Yasser Arafat est passée ces dernières semaines de 9 000 hommes à 14 000 ». Violation caractérisée des accords passés au Caire en mai dernier. « Certes, mais Israël a décidé de fermer les yeux », le « Vieux » n'est pas rassuré. Anecdote révélatrice : le mois dernier, au cours d'un déjeuner réjouissant, dans la villa du « président », une vinaigrette de fonctionnaires internationaux, l'électricité est brusquement coupée.

Le Hamas attend que le fruit d'Oslo s'écrase tout seul sur le sol.

« Aussitôt, rapporte l'un des participants, les gardes qui sont là se jettent sur leurs pistolets-mitrailleurs, les arment et vont aux fenêtres. J'ai vu passer dans les yeux d'Arafat un éclair d'inquiétude, et puis tout est rentré dans l'ordre. La coupure était due à l'orage. » Paranoïa ? Non, réalisme. Début décembre, la police palestinienne a découvert, dans l'un des multiples tunnels de contrebande creusés sous la frontière entre Gaza et l'Egypte, un chargement de quinze mille balles de kalachnikov. Destinées à qui ? Mystère.

« Je ne sais rien des armes, nous affirme Imad Falouji, l'un des dirigeants du Hamas. Mais je sais que, en ce moment, nos unités combattantes recrutent... Pour s'opposer à l'occupation israélienne », bien sûr, non pour s'en prendre aux « frères égarés qui soutiennent l'Autorité... ». Pour l'heure, encore une fois, c'est la trêve. Pas d'insultes, pas de provocations, plus d'armes dans les rues - sauf celles de la police et des Faucons du Fatah.

Officiellement, même si la palabre entre l'Autorité et l'opposition est très vite entrée dans l'impasse, parce que, affirme Mahmoud El Zahar, porte-parole du Hamas, « l'Autorité refuse d'y prendre part en tant que telle », à toutes les factions participent à la commission d'enquête publique visant à faire la lumière sur les événements sanglants du « vendredi noir ». Une seconde commission, judiciaire celle-là, est boycottée par l'ensemble de l'opposition en raison de sa composition « exclusivement pro-Arafat ».

Au bout du compte, nul ne se fait d'illusions. « Chacun ici sait bien, résume un fonctionnaire international qui tient à son anonymat, que les affrontements du 18 novembre, ce n'était pas Hamas contre la police, mais la police contre tous les autres. La greffe de Turis [ancien quartier général de Yasser Arafat] ne prend pas. Dans l'opinion publique, l'image du « Vieux » et de son entourage est dramatiquement négative. Les islamistes ont compris qu'il était inutile de le provoquer. Ils n'ont qu'à attendre que le fruit d'Oslo s'écrase tout seul sur le sol. »

Telle est bien, confirmée par Mahmoud El Zahar, Imad Falouji, Jamal Hamami et tous les chefs du Hamas rencontrés à Gaza et en Cisjordanie pour cette enquête, la position adoptée, après moult débats contradictoires, par les dirigeants du mouvement. Reste que chaque camp fourbit ses armes.

Votre associé

Totalement refondue, cette douzième édition rassemble l'ensemble des textes concernant le droit des sociétés et des opérations de bourse, notamment les importantes réformes intervenues en 1994.

DALLOZ

réussir

ADMISSIONS PARALLÈLES dans les GRANDES ÉCOLES

HEC-ESCP • SCIENCES-PO (bac+3 ou équivalent)
ESSEC • CEPFA (bac+4 ou équivalent)

ipesup
18 rue du Cloître Notre-Dame 75004
3615 IPESUP 43.25.63.30
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

BAC 95

STAGES DE RÉVISION et PERFECTIONNEMENT à Noël, Février, Pâques, toutes séries, toutes matières.

prépasup
23, rue Contambert 75116 Paris
3615 IPESUP 43.03.01.66
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

ECONOMIE

Pilotez vos statistiques

3617 ECOGEO

L'Algérie de rééchelonner

Le potentiel nucléaire inquiète Israël et les États-Unis

Le potentiel nucléaire inquiète Israël et les États-Unis

L'Algérie devra à nouveau rééchelonner sa dette en 1995

Contrairement aux espoirs du FMI, l'économie algérienne n'a pas redémarré en 1994

L'Algérie va négocier un deuxième rééchelonnement de sa dette publique et privée. Elle le fera dès la conclusion, au printemps, d'un nouvel ac-

cord d'ajustement (1995-1998) avec le Fonds monétaire international (FMI). Le premier a donné des résultats mitigés : la libéralisation de

l'économie algérienne est en bonne voie mais la croissance économique attendue n'est pas au rendez-vous.

ALAIN JUPPÉ affirme : suspendre l'aide française « pousserait l'économie algérienne dans le chaos ». Qu'il s'agisse du soutien accordé par Paris à Alger ou de la situation de l'économie algérienne, la déclaration récente du ministre des affaires étrangères prête à confusion. Car quoi que celui-ci laisse entendre, Paris n'apporte pas à Alger un soutien démesuré. En 1994 - comme en 1993 - la France a mis à sa disposition 6 milliards de francs. Ce montant est en ligne avec les sommes allouées aux autres pays du Maghreb. La Tunisie bénéficie d'une enveloppe inférieure (de l'ordre de 3 milliards de francs par an) mais elle est à la mesure du poids économique du pays. Quant au Maroc, qui reçoit un an mal an 4 milliards de francs, il dispose, à la différence

l'Union européenne, le Fonds monétaire arabe, la Banque mondiale ont aussi mis la main à la poche tandis qu'Alger obtenait le rééchelonnement d'une partie de la dette extérieure du pays. A cette occasion, Alger a su trouver avec la France un allié auprès de la communauté financière internationale.

En contrepartie, l'Algérie s'est engagée à libéraliser son économie et à rompre avec des décennies de socialisme étatique. Le pays « respecte scrupuleusement ses engagements », observait récemment M. Camdessus, lors d'une brève visite à Paris. De fait, la libre convertibilité du dinar, la monnaie nationale, est en bonne voie, les importations sont libres, et l'assainissement des finances publiques progresse. Surtout, en

restructurer des centaines d'entreprises publiques en pleine déconfiture et à privatiser celles qui peuvent l'être (exception faite de la Sonatrach, la compagnie pétrolière nationale). Les dirigeants algériens ont parlé, il y a peu, de 250 000 suppressions d'emplois. Le chiffre est probablement sous-évalué. Plus grave, il concerne un pays où détenir un emploi tient aujourd'hui de l'exploit.

En échange, Alger va bénéficier de crédits supplémentaires du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne... et du rééchelonnement d'une nouvelle tranche de sa dette publique et privée. Cet allègement portera sur les échéances, pour la période 1995-1998, de prêts nettoyés avant la date butoir du 30 septembre 1993. Ce deuxième rééchelonnement de la dette publique portera sur 5 milliards de dollars, soit un montant légèrement inférieur à ce qui avait été accordé lors du premier passage devant le Club de Paris. En revanche, le rééchelonnement de la dette commerciale non garantie, celle détenue par les

banques étrangères, qui s'effectue dans le cadre du Club de Londres, pourrait atteindre 2 milliards de dollars. Le spectacle d'un pays en proie à une guerre civile, d'un Etat déliquissant, d'une économie désorganisée, d'une corruption florissante, incite les banques à se détourner de l'Algérie. Il faudra toute l'habileté de la France pour que son allié algérien retrouve un certain crédit auprès des financiers internationaux.

Jean-Pierre Tuquoi

■ **OPPOSITION** : un communiqué de la présidence a condamné comme « une tentative de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays » le colloque qui réunit, cette semaine, à Rome, les responsables de l'opposition, y compris ceux de l'ex-FIS. Le cas d'Abdelkader Hachani, incarcéré depuis trois ans sans jugement, sera examiné, fin janvier, par la Cour spéciale d'Alger. Par ailleurs, le journaliste Ali Aboud, blessé vendredi 6 janvier dans un attentat, est mort samedi. - (AFP)

Chine : Deng Xiaoping aurait été hospitalisé

PÉKIN. Deng Xiaoping a été hospitalisé au début du mois de janvier, affirme, lundi 9 janvier, le quotidien japonais *Yomiuri Shimbun*, qui cite des sources informées à Pékin. Jiang Zemin, qui cumule les fonctions de chef de l'Etat et de secrétaire général du Parti communiste chinois, se serait rendu à l'hôpital, mais il n'aurait pas pu le rencontrer à la demande expresse des médecins, selon le correspondant du journal à Pékin. Agé de quatre-vingt-dix ans, M. Deng n'a plus été vu en public depuis près d'un an. - (AFP)

■ **GABON** : le pays a quitté l'OEPE pour des raisons financières, a révélé l'hebdomadaire spécialisé *Middle East Economic Survey*, dans son édition du 9 janvier. Cette décision aurait été signifiée à l'Organisation, le 20 décembre, par le ministre de l'énergie, Paul Tsongui.

■ **JORDANIE** : le nouveau premier ministre, Zeid Ben Chaker, a formé, dimanche 8 janvier, son gouvernement, qui compte trente membres, au sein duquel il occupe lui-même les fonctions de ministre de la défense. Le ministre des affaires étrangères est le député indépendant Abdel Karim Kabariti. Aucun islamiste ne fait partie de l'équipe. Le roi Hussein a demandé à M. Ben Chaker de poursuivre la démocratisation tout en assurant la sécurité et la stabilité du pays. Le roi a aussi nommé Marwan Kassem, qui était son conseiller politique, comme chef du cabinet royal. - (AFP)

■ **CENTRAFRIQUE** : la réforme constitutionnelle, soumise à référendum le 28 décembre 1994, a été approuvée par 82,06 % des votants, a annoncé, dimanche 7 janvier, la Cour suprême de Centrafrique. Les amendements constitutionnels présentés par le président Ange-Félix Patassé visaient à étendre les pouvoirs de la présidence et à renforcer l'autonomie des collectivités locales. Seulement 45 % des inscrits avaient participé au scrutin, ce que l'opposition interprète comme un désaveu pour le président Patassé. - (AFP)

■ **ZAIRE** : le Mouvement populaire de la révolution (MPR, ancien parti unique) « soutient le gouvernement de M. Kengo Wa Dondo », a déclaré, dimanche 8 janvier, Banza Mukalay, premier vice-président du MPR. Cette déclaration vient démentir les affirmations du chef de l'opposition radicale, Etienne Tshisekedi, selon lesquelles il avait noué des contacts avec le MPR en vue de la formation d'un gouvernement « de consensus » et « d'unité nationale ». - (AFP)

Le chantier du gazoduc

Le redressement financier du pays repose en grande partie sur les recettes qu'il procurera. A partir du deuxième semestre de 1996, le gazoduc Maghreb-Europe, qui alimentera le Maroc, le sud de l'Espagne et le Portugal en gaz algérien, va accroître de 7,2 milliards de mètres cubes par an la capacité d'exportation de la Sonatrach. Le chantier du gazoduc avance dans les délais prévus. La pose de la section de 45 kilomètres qui traverse le détroit de Gibraltar par des fonds de 400 mètres est achevée. Côté algérien, le chantier a démarré à l'automne et aucun retard n'est à déplorer en dépit des violences qui agitent le pays, selon les techniciens étrangers. La firme américaine Bechtel procède à l'enfoncement des sections de tuyaux de 24 mètres préalablement soudés sur place. Les travaux ont commencé à la frontière algéro-marocaine et le chantier remonte progressivement vers le gisement saharien de Hassi-R'Mel.

de l'Algérie, d'un matelas de devises et à faciliter l'accès aux financements internationaux.

La France n'accorde pas de crédits à l'économie. Signé en juillet, l'accord financier entre Paris et Alger prévoit l'acquisition de 2,5 million de tonnes de céréales et l'achat de biens d'équipement, de véhicules, de médicaments pour 2 milliards de francs. Surtout, les Algériens sont tenus de s'adresser à des fournisseurs français. Même s'il s'agit là d'une règle appliquée par tous les pays industrialisés, Ahmed Benbitour, ministre des finances, a eu raison de souligner que, plutôt que d'« aide », mieux vaudrait parler de « coopération », voire d'intérêt bien compris de part et d'autre.

L'aide financière de Paris au pouvoir en place existe pourtant. Mais elle emprunte des canaux discrets et indirects. Ce soutien a été manifeste, au printemps de 1994, lorsqu'Alger a conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) - dont le directeur général, Michel Camdessus, est un Français - un accord qui lui a permis de recevoir 1 milliard de dollars (5,4 milliards de francs). Dans la fou-

lepté de la dévaluation du dinar, les prix, presque tous libres désormais, n'ont pas explosé. La hausse n'aurait pas dépassé 30 % en 1994, contre 38 % prévus par le FMI.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Seule ombre au tableau, mais elle est de taille et « préoccupe » le directeur général du FMI : la croissance économique n'est pas au rendez-vous. Elle a sans doute été nulle en 1994 (une météo défavorable a pesé sur les performances de l'agriculture, qui représente 15 % du produit national brut) alors que le Fonds tablait, au printemps, sur 3 % (et 2 % encore à la fin de l'été). Or il n'y a pas d'amélioration possible des conditions de vie des Algériens - dont la population a crû de 2,6 % l'an en moyenne entre 1985 et 1993 - sans croissance élevée.

L'accord avec le FMI arrive à échéance le 1^{er} avril. Sauf explosion politique, doit lui succéder un deuxième accord qui courra sur trois ans - donc jusqu'au 31 mars 1998. Ses grandes lignes sont connues même si les discussions techniques n'ont pas vraiment démarré. L'Algérie devra s'engager à

Le potentiel nucléaire iranien inquiète Israël et les Etats-Unis

LE POTENTIEL NUCLÉAIRE de l'Iran a été au centre des entretiens que le secrétaire américain à la défense, William Perry, a eu, dimanche 8 janvier à Tel Aviv, avec le premier ministre israélien Itzhak Rabin. « L'Iran représente un double danger pour la communauté internationale, à cause de sa volonté de disposer de l'arme nucléaire et en raison de son soutien au terrorisme international », a affirmé M. Rabin à son hôte, arrivé en Israël en provenance du Caire.

La visite de M. Perry au Proche-Orient se situe dans la perspective de la reconduction, en avril, du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), que l'Etat juif n'a jamais signé. L'Egypte menace de ne pas renouveler sa signature si Israël n'appose pas la sienne. Plusieurs pays arabes justifient leur armement chimique et biologique par le fait qu'Israël détient l'arme nucléaire. Selon le *Jane's Intelligence Review*, qui fait autorité sur les questions de défense, Israël dispose de sept sites nucléaires.

Au Caire, M. Perry avait indiqué qu'il demanderait à M. Rabin « d'appuyer la signature de l'exten-

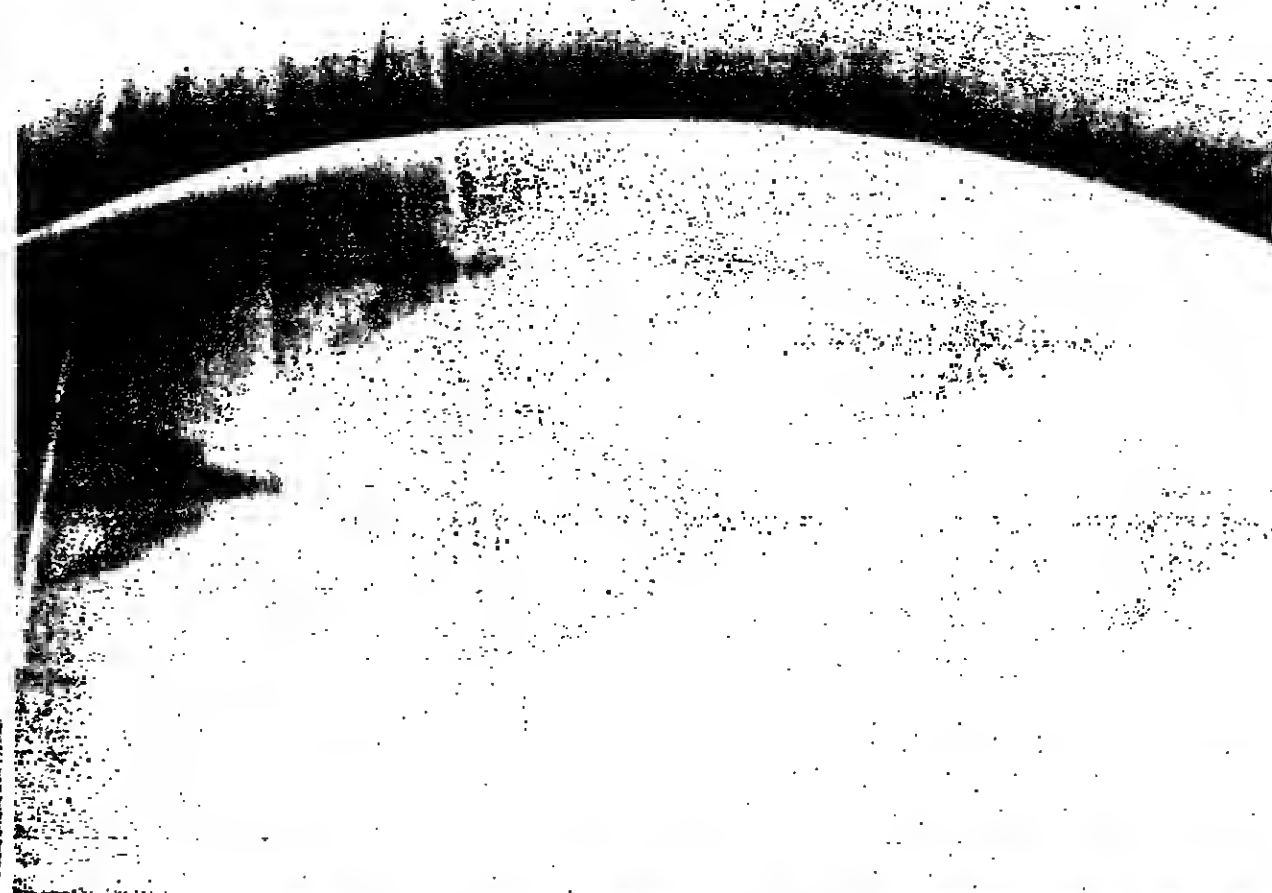
sion du TNP ». Car « l'une des plus graves menaces pour le monde dans la décennie actuelle est qu'un pays mal intentionné ou un terroriste mette la main sur une, cinq ou une douzaine d'armes nucléaires et menace le monde. »

« ERREUR FATALE »

Le 5 janvier, le *New York Times*, citant des responsables israéliens et américains, affirmait que l'Iran pourrait se doter de l'arme nucléaire dans un délai de cinq ans. Des responsables israéliens ont envisagé une attaque contre les réacteurs iraniens au cas où Téhéran n'arrêterait pas son programme nucléaire. « Israël ferait une erreur fatale s'il pensait pouvoir mettre à exécution de telles menaces sans craindre une riposte », a rétorqué dimanche la représentation iranienne à l'ONU. Téhéran, qui a signé le TNP et affirme développer son industrie nucléaire à des fins civiles, vient de conclure avec la Russie un contrat de 800 millions de dollars pour l'achèvement de la centrale de Bouchehr, à 750 kilomètres au sud de Téhéran. - (AFP, Reuters, AR)



La concurrence n'est pas pour nous déplaire.



PLUS VOUS AUREZ LE CHOIX, PLUS VOUS CHOISIREZ AIR INTER.



FRANCE

LE MONDE / MARDI 10 JANVIER 1995

STATISTIQUE. La photographie la plus récente des revenus des Français, réalisée par l'équipe de l'ancien Centre d'études des revenus et des coûts, révèle que la récession des

années 1990-1993 a frappé durement les salariés que les détenteurs d'un patrimoine. Les revenus des premiers ont quasiment stagné en 1993, tandis que les revenus des

seconds ont augmenté de 7 %.

● LES COURS des actions françaises se sont élevés de 32 % en 1993, ceux des obligations de plus de 13 %, ce qui signifie que la valeur de ce patri-

moine a augmenté notablement durant cette période.

● LE DÉBAT de politique économique lors de la campagne présidentielle sera nourri par ces obser-

vations, qui incitent à s'interroger sur le partage des revenus du travail et du capital, même si la question des inégalités est passée au second plan par rapport à celle du chômage.

Les revenus du patrimoine ont progressé pendant la récession

Les statisticiens de l'ex-CERC ont analysé les ressources des Français en 1993 : au plus fort de la crise, les inégalités se sont creusées au profit des mieux lotis, qui ont bénéficié du haut niveau des taux d'intérêt

C'EST la première étude vraiment détaillée sur les effets de la récession que la France vient de traverser en 1993, la plus grave depuis vingt ans. Réalisée par plusieurs économistes de l'INSEE et de divers services statistiques ministériels, pour le compte du tout nouveau Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC), une enquête vient de voir le jour, qui permet enfin de faire un point très précis sur de nombreuses conséquences encore méconnues de la dépression qui a frappé l'économie hexagonale et, notamment, sur l'évolution des revenus.

D'ordinaire, ce travail minutieux était effectué par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), qui publiait, chaque printemps, un bilan annuel, mais la loi quinquennale sur l'emploi, de décembre 1993, a supprimé cet organisme pour lui en substituer un autre, le CSERC. Pour la première fois, aucun bilan n'a donc été publié, en juin 1994, sur les évolutions de revenus de l'année antérieure, mais les statisticiens, eux, ont poursuivi leur tâche. Au cours de l'une de ses premières réunions de travail, le 6 janvier, le CSERC a donc pu commencer à étudier les recherches qui ont été réalisées à sa demande. Il n'a pourtant pas décidé d'en endosser la paternité. Ce travail, qui servira seulement à nourrir sa réflexion, devrait être publié dans les prochains mois, au moins partiellement, par l'INSEE.

Volumineux document de près de six cents pages, cette étude met donc en lumière le mécanisme de la récente récession. Jusqu'à présent, on en connaissait les effets les plus manifestes, à commencer par l'envolée du chômage, mais d'autres tendances n'avaient pas encore été analysées. On découvre, ainsi, que si la chute de l'activité a laminé tous les revenus, elle l'a fait de manière très sélective : les revenus salariaux et non salariaux ont été fortement comprimés, mais pas les revenus du patrimoine, qui, eux, ont même progressé encore plus vite que durant les années de forte croissance de la fin de la dernière décennie.

LE MÉCANISME DE LA CRISE

L'étude dresse d'abord le bilan d'ensemble de la tempête dans laquelle le pays a été pris en 1993 et qui a mis à mal tous les agents économiques, mais de manière différenciée. Le recul de 0,9 % de l'activité a entraîné un manque à gagner considérable, que l'on peut maintenant chiffrer. Pour la première fois depuis 1988, la masse totale de la rémunération des salariés (3 732 milliards de francs) s'est contractée : la baisse a atteint 18 milliards de

Le patrimoine des ménages français	
Catégorie	Montant moyen (en milliers de francs)
Indépendants non agricoles	1 470
Professions libérales	1 250
Industriels, artisans, commerçants	1 030
Cadres supérieurs	760
Agriculteurs	570
Autres agriculteurs	530
Professions intermédiaires	290
Employés	150
Ouvriers	110
ENSEMBLE	430

Source : Estimation CERC

Les ménages salariés, qui représentent plus de la moitié de la population ne détiennent que 31 % du patrimoine.

francs, soit 0,5 %. La rémunération du travail non salarié (656 milliards de francs) a également diminué, mais de manière relativement plus forte : de 19 milliards de francs, soit une chute de 2,9 %. Enfin, la rémunération du capital n'a pas fait exception, avec une contraction de 11 milliards de francs, soit une diminution de 1,3 %.

Ces évolutions moyennes

recouvrent de très fortes disparités, dues notamment à l'envolée du chômage. La baisse de 18 milliards de francs de la rémunération du travail salarié est en effet le soldé de deux évolutions : la chute des effectifs salariés a entraîné une diminution de 29 milliards de francs, tandis que les rémunérations moyennes ont progressé de 11 milliards de francs.

Pour le travail non salarié, la tendance est la même : la baisse globale, de 19 milliards de francs, s'explique par une chute de 26 milliards de francs due à la diminution des effectifs, mais les évolutions moyennes des rémunérations ont contribué à une hausse de 7 milliards de francs. Cette terrible addition permet de mesurer les transferts de revenus auxquels la récession a conduit.

LES REVENUS SALARIAUX

La baisse de 0,5 % de la rémunération du travail salarié ne donne, toutefois, qu'une indication partielle de la véritable évolution, car il faut évidemment prendre en compte l'ensemble des transferts sociaux et fiscaux pour bien mesurer les tendances de fond. Ainsi, quand on considère la croissance du pouvoir d'achat du salaire brut moyen (salaires « cotisations sociales », l'évolution reste très comprise : la progression n'est que de

0,1 %. C'est la plus faible évolution de ces dernières années (+2 % en 1990, +1,2 % en 1991 et 1992).

Si l'économie française a plongé, c'est, d'abord, parce que la consommation des ménages est tombée en panne

Enfin, dans le cas du salaire moyen net de tout prélèvement à la source (autrement dit, après CSG), la baisse est de 0,9 %. L'estimation a bien été encore provisoire et, donc, susceptible d'être révisée, elle n'en est pas moins spectaculaire. Intervenant après des hausses de 2 % en 1990, puis 0,6 % en 1991 et 0,5 % en 1992, elle révèle la vraie dynamique de la crise. Si la France a plongé dans la récession, c'est, d'abord, parce que la consommation est tombée en panne, la demande des ménages étant déprimée.

LES REVENUS NON SALARIAUX

Les revenus non salariaux sont toujours mal connus. L'étude donne cependant quelques indications précieuses. Elle révèle que, même les catégories non salariées, d'ordinaire avantagées par la croissance, ont traversé une année 1993 morose, mais moins qu'on ne pourrait le penser à première vue. Si la masse des rémunérations a chuté de 2,9 %, le pouvoir d'achat de la rémunération par actif non salarié a tout de même progressé de 1 % en 1993, après 2,6 % en 1992, -2,1 % en 1991 et +5,9 % en 1990.

LES REVENUS DU PATRIMOINE

Tous les ans, cette évaluation constituait toujours la partie la plus attendue du rapport de l'ex-CERC, qui était le seul organisme à réaliser ce type d'études. Cette fois encore, les statisticiens fournissent formellement le chapitre le plus riche - et le plus surprenant - de ce document de travail, car il met en évidence une évolution inattendue. Malgré la récession, les revenus du patrimoine ont enregistré une progression spectaculaire : leur performance a atteint le niveau record de +7 % par an durant la période fin 1990-fin 1993 (voir ci-dessous).

Là encore, cette évolution globale recouvre des disparités considérables. Sur la base des dernières évaluations dispo-

nibles, faites par le CERC, le document donne des indications sur la concentration du patrimoine. D'une catégorie sociale à l'autre, il varie très fortement. Les ménages salariés (qui représentent la moitié des ménages) ne détiennent ainsi que 31 % du patrimoine des Français. Parmi eux, les cadres supérieurs seraient mieux lotis (près de 13 % du patrimoine), tandis que les ouvriers (qui sont plus de 22 % de la population) détiennent moins de 6 % du patrimoine de rapport. Les revenus du patrimoine ont donc enregistré une envolée spectaculaire, mais les fruits de cette manne ont été très inégalement partagés.

L. M.

COMMENTAIRE

UNE ÉCONOMIE QUI TOURNE DE TRAVERS

En ces temps d'envolée du chômage, la polémique sur les inégalités de revenus a été reléguée au second plan. Le rapport qui a été remis aux membres du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts pourrait donc sembler obsolète avant même d'être publié : une retombée un peu tardive, en quelque sorte, de l'époque béni où l'économie était florissante et où le débat se focalisait logiquement sur le partage des fruits de la croissance.

Déjà, les choses ont changé, car, si la reprise est manifeste, on voit bien qu'elle ne suffira pas à créer suffisamment d'emplois. De meilleur partage question en ce début de campagne présidentielle, mais beaucoup plus du partage souhaitable entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, plutôt qu'entre revenus élevés et revenus modestes.

Le rapport est cependant plus actuel qu'on ne pourrait le croire, car il met en évidence un constat principal : les revenus du patrimoine ont continué à croître fortement, même au plus fort de la récession, alors que les revenus salariaux et non salariaux, eux, ont stagné. Comme si la France était devenue un pays plus favorable aux rentiers qu'aux actifs.

Ce diagnostic renvoie à un débat qui, lui, n'est pas résolu. C'est prime au patrimoine, plutôt qu'au travail ou à l'investissement, trouve évidemment sa source dans le niveau élevé des taux d'intérêt européens, qui a aussi fait, au moins partiellement, le lit du chômage. C'est sans doute la conclusion la plus décapante à laquelle conduit la lecture de ce rapport : on se prend à penser que la rente et le chômage sont, en fait, l'envers et l'endroit d'une même économie qui tourne de travers.

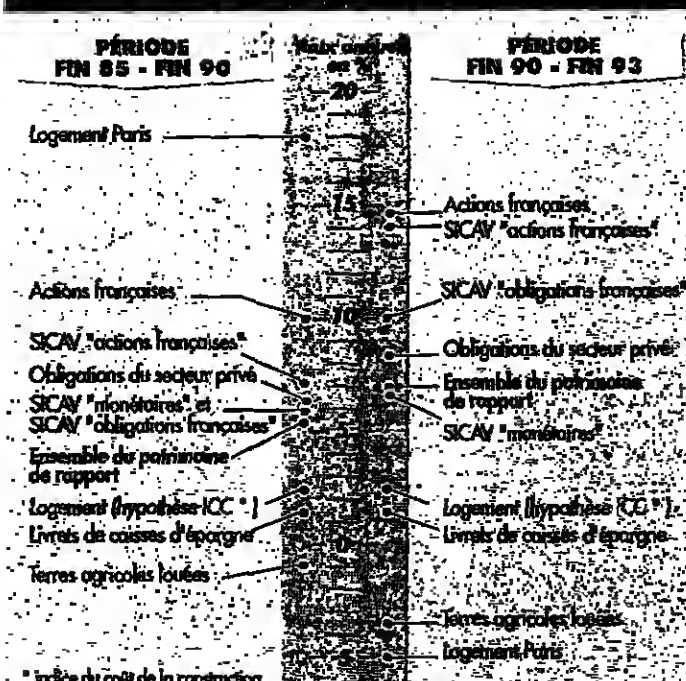
Laurent Mauduit

Louanges ou Critiques, dites-nous ce que vous inspire le nouveau Monde.

3615 LE MONDE 219 F la minute

Une « période exceptionnelle » pour le capital

PERFORMANCE GLOBALE DE DIFFÉRENTS PLACEMENTS



Paradoxalement la performance des placements a été encore plus forte pendant les années de stagnation que pendant celles de forte croissance.

de l'année 1993, l'ensemble des revenus du patrimoine a continué à croître, mais à un rythme moins rapide qu'en 1991 et 1992 - du fait, notamment, de la baisse des taux d'intérêt - mais que l'année 1993 a été marquée par une « valorisation exceptionnelle des cours de Bourse de plus 32 % entre décembre 1992 et décembre 1993 pour les actions françaises et de plus de 13 % pour les obligations françaises ».

Au total, les revenus courants du patrimoine ont donc « crû à un rythme moins rapide (moins de 9 %) que la masse du patrimoine détenu par les ménages », à l'inverse de la tendance des années précédentes. La « performance réelle » du patrimoine, qui prend donc en compte le rendement courant des placements, mais aussi les plus ou moins-values latentes, a progressé très fortement. D'où ce taux de progression spectaculaire de 7 % par an entre fin 1990 et fin 1993. Pour souligner qu'il s'agit bien d'une « période exceptionnelle », le document rappelle, à titre de comparaison, que « la performance réelle moyenne, entre décembre 1989 et décembre 1993, est inférieure à 4 % l'an ». Enfin, il souligne qu'un « calcul approximatif laisse penser que la performance réelle moyenne ne serait que de 5 % l'an entre décembre 1990 et juin 1994 ».

Le testament du CERC

LE RAPPORT sur l'évolution des revenus, que les membres du CSERC (Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts) viennent de recevoir, est vraisemblablement le dernier du genre. Une sorte de testament.

Son histoire commence à l'automne 1993, lors de la discussion, au Sénat, du projet de loi quinquennale sur l'emploi. Le gouvernement en introduit subrepticement un amendement qui prévoit la suppression du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) et son remplacement par un nouvel organisme, le CSERC. Grand émoi dans toute la profession des économistes : le CERC est, en effet, apprécié pour ses études, qui sont parmi les seules, en France, à mesurer de manière détaillée l'évolution des revenus. C'est lui qui, en 1989, avait mis en évidence un creusement des

inégalités au cours de la décennie précédente, ce qui avait fortement irrité le gouvernement socialiste.

Dès l'annonce de la mort programmée du CERC, perçue comme une sanction contre un institut trop indépendant, les réactions de protestation se multiplient parmi les chercheurs - à l'INSEE, au CNRS - mais aussi dans la classe politique. C'est une « procédure expéditive », proteste Raymond Barre dans nos colonnes (Le Monde du 11 janvier 1994).

Le gouvernement maintient son projet. Le 26 mai 1994, le Journal officiel publie un décret créant le CSERC. Le 22 novembre, un second décret révèle les noms des neuf « sages » qui composeront le nouvel organisme : présidé par Pierre Cabanes, ancien délégué à l'emploi, aujourd'hui secrétaire général du groupe Thomson, il comprend

Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire au Plan, Paul Champsaur, directeur général de l'INSEE, Michèle Puybasset, membre du Conseil d'Etat, Jean-Marie Delarue, membre du Conseil national de l'information statistique, Jean-Luc Gaffard, universitaire, Bruno Druet, ancien directeur de la prévision, et Raymond Soube, ancien conseiller social de Raymond Barre.

Le CSERC va devoir faire la démonstration qu'il peut travailler avec le même souci d'indépendance que le CERC. Utime fin d'outil, le nouvel organisme a demandé à plusieurs chercheurs de l'ancien de préparer l'esquisse de leur premier constat. C'est donc ce document qui vient de leur parvenir. Constat, comme les livraisons antérieures.

L. M.

MODE MASCULINE

On ne trouve pas de soldes au Dépôt des Grandes Marques

Vente aux particuliers

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms). Les collections 95 au prix du dégriffé.

du 38 au 64

atelier de retouches

VESTE 100 % Cashmere CERRUTI 2 600 F - 10 coloris ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)

M^r Bourse - Tél. : 42-96-99-04

recommandé par Paris pas cher

et GAULT et MILLAU

سكانة المثل

Philippe de Villiers annonce sa candidature pour « rendre aux Français leur souveraineté »

Le député européen espère être présent au second tour

Avec Philippe de Villiers, député européen et fondateur du Mouvement pour la France, qui s'est déclaré dimanche 8 janvier, la majorité

compte un nouveau candidat à l'élection présidentielle. La candidature de M. de Villiers, qui assure pouvoir être présent au second tour,

Philippe de Villiers, député européen et fondateur du Mouvement pour la France, a annoncé, dimanche 8 janvier, à l'émission « 7 sur 7 » sur TF1, sa candidature à l'élection présidentielle. « Je suis candidat pour rendre aux Français leur souveraineté, libérer la France au travail et conclure avec les Français un pacte d'honnêteté et de sécurité publique », a déclaré le président du conseil général de Vendée, qui avait assuré à

plusieurs reprises, les derniers mois, son intention de se porter sur les rangs si ses idées n'étaient pas prises en compte par les candidats de la majorité.

Le député européen a estimé qu'il y avait « trois risques majeurs pour le prochain septennat : qui est celui de l'an 2000 : les Français vont-ils abdiquer leur souveraineté ? La France qui veut travailler va-t-elle se décourager ? La dérive de la corruption et de l'insécurité va-t-elle s'accroître ? ». « J'ai observé l'action du gouvernement, j'ai écouté Jacques Chirac, je n'ai pas trouvé de réponse qui soit à la hauteur de la gravité de ces enjeux », a ajouté M. de Villiers.

Le fondateur du Mouvement pour la France a pris ses distances avec le Front national, en indiquant que, contrairement à Jean-Marie Le Pen, il se bat « dans la majorité, pour la majorité ». M. de Villiers n'a cependant pas ménagé ses critiques à l'encontre de M. Chirac, lequel « fait des embarras » qui lui « donnent le tournis », et contre Édouard Balladur, qui « fait du surplace » et qui « a gâché la grande victoire » de 1993 en acceptant la cohabitation.

M. de Villiers a réitéré ses critiques contre le « libre-échange mondial » qu'incarne à ses yeux le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et la perte de souveraineté de la France qui découle, selon lui, du traité de Maastricht. En matière d'emploi, le député européen a également assuré être prêt à « renverser le système » en « libérant le petit patron accablé d'impôts », ainsi que le smicard soumis à

la « concurrence inéquitable des pays à très bas salaires ». Il s'est déclaré également soucieux de « apporter la liberté aux familles », grâce au « salaire parental et au bon de liberté scolaire ». M. de Villiers s'est prononcé pour une « baisse des impôts » et une réduction du nombre des fonctionnaires. « Je me bats contre tout ce qui n'est pas transparent », a encore ajouté le président du conseil général de Vendée à propos de la corruption.

UNE GRANDE SURPRISE

Le député européen, qui avait rassemblé sur son nom 12,3 % des suffrages aux élections européennes de juin 1994, s'est enfin déclaré capable d'« être au deuxième tour » de l'élection présidentielle. La non-candidature de Jacques Delors, a-t-il assuré, a pour résultat qu'« il n'y a plus le danger de la gauche » et qu'elle le libère de « la pression du vote utile ». Les électeurs « vont faire un vote de conviction », et « mes idées sont majoritaires dans le pays », a-t-il affirmé avant de conclure que le débat présidentiel « va permettre de créer une grande surprise ».

Gilles Paris

DANS LA PRESSE

L'élection présidentielle

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

« Après la défection publique, au cours de cette semaine, des députés gaullistes-clés, Jacques Chirac semble avoir perdu la bataille de la loyauté dans son propre parti et, ainsi, toute chance crédible de gagner l'élection présidentielle. (...) Bien que la France soit en proie à des tensions dues au chômage et à une compétition plus âpre avec l'Allemagne, l'opinion générale des Français semble rejeter son approche trop radicale des problèmes. »

Joseph Fitchett

LE FIGARO

« Question de l'électeur, qui joue désormais aux élections comme d'autres aux échecs. Les voix que va réunir sur son nom le député de Vendée, à qui va-t-il les prendre ? A Balladur ou à Chirac ? Pour le moment, personne n'en sait rien. On attend les sondages. Curieuse campagne. Chacun réclame l'unité de candidature à droite comme à gauche. Or partout le rêve vole en éclats. Et les Français intéressés découvrent que cette surabondance de candidats traduit peut-être les incertitudes politiques de l'époque. »

Georges Suffert

LIBÉRATION

« La bienveillance renouvelée de Pasqua à son endroit démontre que Villiers, seigneur de Vendée, peut

désormais prétendre au titre de baron de la droite. Reste à savoir ce qu'il adviendra, au soir du premier tour de la présidentielle, de ses 12 % de juin 1994. Déjà, le bouc émissaire contre lequel il espérait bâtir son succès à fait faux bond. Jacques Delors parti, c'est l'Europe de Maastricht qui a quitté la campagne. Villiers s'en relèvera-t-il ? Son nouveau titre de noblesse en dépend. »

Judith Perrignon

QUEST-FRANCE

« Le problème est : le pouvoir pour quoi faire ? avec qui ? et avec quels moyens ? Qui peut prétendre aujourd'hui, sans tricher, que le pouvoir présidentiel n'est pas, de fait, sérieusement limité par l'internationalisation de l'économie et le progrès de la construction européenne ? Ce ne sont pas là des moutons à vent. Vouloir se replier derrière ses frontières pour soi-disant retrouver une souveraineté perdue n'est qu'illusion sinon tromperie. »

Jean-Yves Boulic

RTL

« Philippe de Villiers prendra des voix davantage aux euro-sceptiques chiraquiens qu'aux européens balladuriens. Mais le coup le plus rude contre Jacques Chirac est encore à venir. Ce sera d'ici à la fin du mois l'engagement de Charles Pasqua en faveur de son premier ministre. »

Philippe Alexandre

En quelques dates

- 25 mars 1949 : naissance de Philippe de Villiers à Boulogne (Vendée).
- 21 mars 1986 : ancien élève de l'ENA (1976-1978), il est nommé secrétaire d'Etat auprès de François Léotard, ministre de la culture et de la communication, dans le gouvernement de Jacques Chirac.
- 23 juin 1987 : il quitte le gouvernement pour se faire élire député (UDF-PR) de Vendée. En octobre 1988, il devient président du conseil général de Vendée, un département où il a créé le spectacle du Puy-du-Fou en 1977.
- 18 mai 1992 : lancement du Combat pour les valeurs.
- 12 juin 1994 : la liste de Philippe de Villiers obtient 12,3 % des suffrages aux élections européennes.
- 20 novembre 1994 : lancement du Mouvement pour la France, après sa démission du Parti républicain, le 16 septembre 1994.

Antoine Waechter veut privilégier sa ligne de stricte indépendance

L'ancien porte-parole des Verts troisième candidat de l'écologie

APRÈS Dominique Voynet, porte-parole des Verts, et Brice Lalonde, président de Génération Écologie, Antoine Waechter est le troisième écologiste à présenter sa candidature à l'élection présidentielle. Il a été choisi, dimanche 8 janvier, à Dourdan (Essonne), par 92,9 % des adhérents réunis pour la première assemblée générale du Mouvement écologiste indépendant (MEI), créé le 4 septembre 1994 à Châtelluyon (Puy-de-Dôme). « Je reste fidèle à l'écologie qui a séduit les Français entre 1988 et 1992, une écologie indépendante », a-t-il déclaré, en justifiant la triple candidature des écologistes par le fait qu'il s'agit de « trois projets différents ». M. Voynet, en revanche, a vivement réagi, dimanche sur LCI, en dénonçant la candidature de son ancien rival comme « une aventure personnelle déraisonnable et irresponsable ». « J'ai été élu par l'ensemble de la mouvance écologiste », a-t-elle précisé.

Le MEI ne compte, en effet, que quatre cents adhérents, et non trois mille comme l'avait souhaité M. Waechter à Châtelluyon. Toutefois, M. Voynet a elle-même été élue, le 23 octobre 1994, lors de « primaires » décentralisées dans les régions qui n'avaient rassemblé que 1 820 militants écologistes. Quant à M. Lalonde, sa candidature a été ratifiée, le 11 décembre 1994, par un mouvement qui a perdu, en moins de trois ans, les deux tiers de ses conseillers régionaux.

FLORAISON DE PETITS GROUPES

Séduits par le discours écologiste et déterminés à sanctionner, à peu de frais, le pouvoir socialiste, 14,7 % des électeurs avaient voté pour les écologistes aux élections régionales de 1992. Dans le Nord-Pas-de-Calais, une militante des Verts alors inconnue, Marie-Christine Blandin, était même élue présidente du conseil régional, avec l'appui, contraint et forcé, du Parti socialiste. Depuis cette époque, les responsables écologistes n'ont cessé de se déchirer

dans de dérisoires querelles. M. Lalonde a désorienté une grande partie de ses amis, en se révélant incapable de partager le pouvoir au sein de son mouvement. A la suite d'une série de dissidences successives, GE a donné naissance à une floraison de petits groupes écologistes, qui tentent, en vain jusqu'à présent, de se réunir.

Chez les Verts, une nouvelle majorité, organisée autour de M. Voynet, a succédé, en novembre 1993, lors de l'assemblée générale de Lille, à celle que M. Waechter animait depuis 1986. Clairement orientée à gauche, cette majorité a échoué dans sa volonté d'élargissement de l'écologie politique. Les Verts ne comptaient plus que trois mille huit cents adhérents à la fin de 1994.

Dans un appel de soutien à Dominique Voynet, en date du 6 janvier, un groupe de personnalités « adjurent tous les écologistes de faire preuve de responsabilité », en souhaitant que « comme en 1974, 1981 ou 1988 [il n'y ait] qu'une parole de l'écologie ». Cet appel est signé notamment par René Dumont, le professeur Jacques Testart, Daniel Cohn-Bendit et par plusieurs responsables d'associations de protection de la nature. Il a peu de chances d'être entendu.

Seule l'obligation de recueillir cinq cents signatures d'élus pour concrétiser leur candidature pourrait empêcher l'un ou l'autre de se présenter. Pour chacun des trois principaux animateurs de l'écologie politique française, l'élection présidentielle - élection peu coûteuse, puisque les frais de campagne sont remboursés par l'Etat pour près de 7 millions de francs aux candidats ayant obtenu moins de 5 % des suffrages exprimés - est devenu un moyen d'exister et d'assurer leur prééminence dans leurs mouvements respectifs. Peu leur importe, alors, que les sondages sur les intentions de vote ne leur laissent espérer à chacun d'eux que 1 ou 2 % des suffrages exprimés au soir du premier tour.

Jean-Louis Saux

PLUS VOUS AUREZ LE CHOIX, PLUS VOUS CHOISIREZ AIR INTER.

AJACCIO . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . BREST . CALVI . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENOBLE . IBIZA . LILLE . LIMOGES . LORIENT . LOURDES / TARBES . LYON . MADRID . MALAGA . MARSEILLE . MONTPELLIER . MULHOUSE / BALE . NANTES . NICE . NIMES / ARLES . PALMA . PARIS . PAU . PERPIGNAN . PORTO . QUIMPER . RENNES . SAINT-ETIENNE . SEVILLE . SHANNON . STRASBOURG . TOULON / HYERES . TOULOUSE . VALENCE . ALICANTE . AVIGNON . BASTIA . BEZIERS / AGDE . BIARRITZ . BORDEAUX . CLERMONT-FERRAND . DUBLIN . FREJUS . GRENO

Jacques Chirac consacre son deuxième ouvrage à la dénonciation du « conservatisme »

« La France pour tous » vise, sans le nommer, un adversaire principal : M. Balladur

Le blanc de la couverture est agrémenté d'une petite tache verte et rouge : un arbre. Avec la parution de ce petit volume de poche de cent

trente-huit pages - Une nouvelle France, publié en juin 1994, en comptait cent quarante et une -, le premier candidat déclaré issu des rangs du

mouvement gaulliste compte relancer sa campagne, dont il souhaite que le moment fort soit un débat télévisé avec le premier ministre.

CLASSÉ EN TÊTE des ventes pendant quelques semaines, Une nouvelle France avait bénéficié de plusieurs rétirages lui permettant d'atteindre un chiffre global de deux cent mille exemplaires mis sur le marché. La France pour tous devrait profiter de l'ouverture du débat de fond que M. Chirac appelle de ses vœux, en vain, depuis plusieurs mois, alors que « le moment du choix approche ». « Je souhaite que ce débat ne soit pas escamoté, que nos concitoyens aient le temps de réfléchir, de comparer ; qu'ils aient la possibilité de connaître les candidats, d'apprécier la crédibilité de leur programme. On n'a pas le droit de tricher avec les citoyens, ni de maquiller l'enjeu d'une élection présidentielle », écrit l'auteur dans ses lignes de conclusion.

Ces dernières, comme celles qui constituent l'introduction, sont les plus fortes de l'ouvrage. M. Chirac donne l'impression de s'exprimer librement. « J'ai renoncé pour toujours à présider le mouvement que j'ai fondé le 5 décembre 1979 : c'était comme un adieu à presque trente années de combats politiques, car ma première campagne électorale remonte au printemps 1967 », écrit celui qui dit mal se reconnaître dans les portraits ou les jugements dont il est l'objet. A l'accusation d'« agitation » formulée par Valéry Giscard d'Estaing à la fin des années 70, le maître de Paris répond « convictions ». « Pour reprendre une distinction chère à Régis Debray, le démocrate que j'ai toujours été est peut-être devenu plus républicain », assure-t-il, en ajoutant : « Ma relation au temps s'est modifiée. Longtemps, j'ai agi vite, parce que les délais étaient brefs et parce que je me désolais mal à l'incertitude des échos et des choses. A présent, je mesure les pesanteurs, j'en tiens compte, je fais la part de l'urgence et de la longue durée. C'est le privilège de l'âge et des épreuves. »

PAS « POLITIQUEMENT CORRECT »

Ces caractéristiques, cependant, peuvent être revendiquées par d'autres. C'est pourquoi M. Chirac précise, à destination évidente de M. Balladur - dont le nom ne figure pas dans le livre - et en parlant des « rouages complexes » du pays : « Il faut avoir été élu ou long cours, dans des collectivités différentes, pour bien les comprendre. Il faut, pour bien les maîtriser, avoir été des deux côtés de la barrière qui sépare les ministres démissionnaires des ministres financiers. » Face à des Français « désemparés et enclins au repli sur eux-mêmes », l'ancien président du RPR se déclare « convaincu qu'un élan nouveau peut les tirer du désarroi ».

Tout au long de l'ouvrage, l'impérieuse « nécessité » de cet élan ne peut échapper au lecteur. Elle éclate dès les premiers mots d'introduction. « La France souffre d'un mal plus profond que ne l'imaginent les acteurs politiques, les responsables économiques, les intellectuels en vogue et les célébrités du système médiatique, écrit-il. Le peuple a perdu confiance. Son désarroi l'incite à la résignation ; il risque de l'inciter à la colère. Plus de la moitié de la population française n'est ni entendue ni défendue. Les ouvriers, les employés, les cadres, les professions intermédiaires, trame de notre tissu social et forces vives de notre pays, peuvent être sensibles

aux sirènes de la démagogie. »

A ceux qui lui reprocheraient de ne pas tenir compte des statistiques économiques, M. Chirac répond qu'il veut se démarquer d'une vision élitiste et technocratique et parler, plutôt, des « pauvres », des « départs de bilan » et des « licenciements », des « banlieues délaissées » ou de la « peur », réalités qui n'ont pas droit de cité, selon lui, dans le « politiquement correct » que ces pages villipendent. « Je constate que les rouages politiques, économiques et sociaux de notre pays sont atteints de paralysie, assure M. Chirac. Tous les indicateurs en révèlent des symptômes, mais aucune thérapie n'est prescrite, parce que trop de responsables raisonnent sur des chiffres, pas sur la vie des hommes. Or les chiffres, en eux-mêmes, n'expriment pas la gravité de la fracture sociale qui menace - je pèse mes mots - l'unité nationale. »

En revendiquant une démarche qui puise « aux sources du gaullisme », M. Chirac, on l'aura compris, veut démontrer « l'existence d'une alternative politique ». « Je crois à la nécessité d'un changement profond », martèle l'auteur, qui se fixe comme objectif de réhabiliter le politique. « Je m'inscris en faux contre cette prétendue marginalisation du politique, assure-t-il. C'est l'allibi d'un immobilisme qui a ses partisans dans les milieux les plus favorisés. Généralement, ils avancent masqués derrière le paravent d'un réformisme précautionneux. Je ne crois pas qu'il faille proposer aux Français un catalogue de réformes vagues. Nous sommes en état d'urgence sociale : il faut une autre logique pour inverser les tendances et remettre la France sur les rails de son avenir. C'est une question de volonté politique. »

La volonté ne peut guère être décelée, à l'en croire, que d'un seul côté : le sien. Il suffit, pour s'en convaincre, de se pencher sur les termes de l'alternative présidentielle, telle qu'il la présente : « Soit les Français céderont à la tentation du conservatisme, et le pire sera à craindre. (...) Soit nos compatriotes choisissant l'espérance, donc le changement, et la France restera un pays uni, prospère, paisible et respecté dans le monde. J'ai fait le choix de l'espérance ; il s'inscrit en

ligne directe dans le sillage du gaullisme. Le sens des réalités n'a jamais dissuadé le général de Gaulle de modifier l'ordre des choses. » Face au conservateur, dont chacun aura saisi qu'il a pour nom Balladur, le parti du mouvement aura un autre « gaulliste pompidolien » pour champion.

C'est d'autant plus nécessaire, aux yeux de M. Chirac, que la société des années 90 nécessite d'être gouvernée « en faisant table rase des vieux réflexes ». « L'avenir n'appartient pas aux cyniques. Pas davantage aux temporisateurs », affirme M. Chirac, en donnant un contrepoint explicite : « Il appartient à ceux qui sont déterminés à organiser le cours du changement en protégeant les êtres. Pour ne rien laisser dans l'ombre, il ajoute : « La politique n'est pas l'art de fuir, d'esquiver ou de séduire. Elle a pu donner ce sentiment au cours des dernières années, mais son essence est autrement noble et, pour ma part, je suis résolu à ne pas la laisser se dévaluer. Les jeunes doivent savoir, alors qu'ils vont bientôt déposer un bulletin dans une urne, qu'ils choisiront leur avenir. »

« Le démocrate que j'ai toujours été est peut-être devenu plus républicain »

Quelques courts chapitres - « La montée des périls », « L'état républicain », « L'urgence », « Le renouveau », « Les atouts de la France », « Un nouvel art de vivre » - scandent ce deuxième livre de M. Chirac, qui précise assez clairement sa vision des enjeux d'un duel devenu maintenant inévitable. Pour le maire de Paris, « le consensus social se disloque », « la société française se fracture, une lutte des classes menace de réapparaître », « le colosse relatif et précaire d'aujourd'hui est le résultat de la peur du lendemain », et « nous sommes à la merci d'une explosion sociale qui peut intervenir sans délai ». L'auteur précise que « l'intention de céder au catastrophisme » est aussi éloignée de lui qu'en est

proche la volonté de « modifier radicalement l'approche des problèmes économiques ».

Républicain laïc - « aucune atteinte à la laïcité n'est tolérable en France. Aucune » -, M. Chirac rappelle que sa « stratégie du changement » implique des « réformes urgentes dans les six mois » qui suivront l'élection présidentielle : rétablissement de la sécurité dans les banlieues, afin d'y assurer un redressement économique ; élaboration d'une définition de la pleine citoyenneté, ouvrant un droit à l'activité pour lutter contre le chômage ; réforme du financement du logement, afin de combattre l'exclusion. A moyen terme - trois ans - il suggère des « réformes de fond », dont la plus importante, en tout cas la seule qui est exposée dans l'ouvrage, se rapporte à la budgétisation d'une « part conséquente des charges sociales » au profit des petites entreprises

« pour procéder à des embauches ». pessimiste sur le constat, le candidat déclaré du RPR n'en est pas moins optimiste, car la France « est sortie d'épreuves plus graves que la crise politique et morale que nous traversons ». « Elle saura la surmonter », assure M. Chirac, en évoquant « une exception française » qui n'est pas sans rappeler l'« exemple français » vanté par M. Balladur. « Ces pages n'auront pas été inutiles si je convainc le lecteur que la France est un grand pays d'avenir, capable de développer sa puissance économique, d'améliorer le niveau de vie et de préserver la protection sociale des Français », veut espérer celui qui, après deux passages à l'hôtel Matignon, avait refusé de s'atteler une troisième fois à la tâche : « Si j'ai choisi, pendant ces deux dernières années, de m'éloigner des ors de la République, si j'ai pris le risque, parfois, d'être certain solitude, c'est parce que je voulais me tourner vers les Français, pas vers le pouvoir. »

Et de conclure : « Car on ne s'improvise pas candidat. C'est une démarche grave, la rencontre mystérieuse d'un homme, d'un peuple et d'un moment de son histoire. »

O. B.

* La France pour tous, éd. Nil, mis en vente mardi 10 janvier.

Le maire de Paris souhaite un débat télévisé avec le premier ministre

Alors que les balladuriens le poussent à se retirer

CALME ET DÉTERMINÉ. A une certaine date de la date prévue pour le premier tour de l'élection présidentielle - dimanche 23 avril -, Jacques Chirac veut donner de lui l'image d'un homme serein et résolu. Candidat il est, candidat il restera, malgré l'espérance, à peine cachée, que les chevaux-légers du premier ministre mettent dans un retrait de la compétition, avant terme, du maire de Paris.

Nicolas Sarkozy est même allé, dimanche 8 janvier, au cours de « L'heure de vérité », sur France 2, jusqu'à imaginer qu'un seul candidat de la majorité en lice - le sien -

pourrait l'emporter en un seul dimanche. Il laisse ainsi supposer aux électeurs que M. Chirac ne devrait pas empêcher un si bel exploit. Cependant, aux sondages qui le donnent assez largement devancé par Edouard Balladur, le seul candidat déclaré se réclamant du gaullisme oppose la force des convictions qu'il exprime dans un deuxième livre de réflexions.

Chiracien passé officiellement au balladurisme dès le début de la seconde cohabitation, M. Sarkozy en a fait la démonstration dimanche. « En matière politique, l'histoire des hommes, ça compte, ça façonne une image. Les Français se souviennent de toutes les actions qu'il a conduites les uns et les autres. Cela se façonne sur de longues années. On ne s'improvise pas président de la République », a lancé le ministre du budget. Pour compléter la description, il a ajouté : « Edouard Balladur a, après deux ans de pouvoir, encore l'image d'un homme neuf, qui n'apportait pas d'une structure partisane et qui a une capacité de rassemblement supérieure à tous les autres. »

CONGRÈS CONTESTÉ

Cette façon d'aborder la campagne présidentielle pourrait laisser supposer que le débat d'idées ne va pas être la priorité du duel attendu entre MM. Chirac et Balladur. « Ce qui nous rassemble est

bien plus important que ce qui nous sépare », confirme M. Sarkozy, pour signifier que l'opposition de quelqu'un qui est moins bien placé pour rassembler ne peut relever que de la mauvaise querelle.

Conscient qu'une osmose des programmes risque de conduire les électeurs à préférer l'original balladurien à la copie chiracienne, le maire de Paris a conçu d'envisager, le plus rapidement possible, un face-à-face télévisé avec le chef du gouvernement. « Il est tout à fait essentiel que les Français aient conscience qu'il ne s'agit pas d'une querelle de personnes », confie M. Chirac, qui se déclare prêt à débattre avec M. Balladur pour montrer à l'opinion que chacun d'eux a bien « des choix » et « une vision des choses » qui sont différents.

D'évidence, M. Chirac est placé, depuis plusieurs mois, dans une situation difficile. Ni le lancement de son premier livre, ni l'engagement de MM. Juppé et Séguin en sa faveur, ni sa déclaration de candidature, ni ses clin d'oeil à gauche n'ont provoqué de frémissements dans les sondages. Le deuxième livre sera-t-il plus efficace ? Ou bien un congrès du RPR ? Les chiraciens sont pour ; M. Sarkozy a brandi l'unité du mouvement en se prononçant contre cette idée. La bataille est imminente.

Olivier Biffaud

Hervé de Charette est favorable à une candidature UDF

Hervé de Charette, ministre du logement et délégué général des clubs giscardiens Perspectives et Réalités, a affirmé, dimanche 8 janvier, au « Grand Jury RTL-Le Monde », que l'UDF devait avoir un candidat à l'élection présidentielle. Estimant que le premier ministre, Edouard Balladur, a l'étiquette RPR et qu'il sera « difficile » pour lui de représenter le courant de pensée UDF, il a déclaré : « L'absence d'un candidat de l'UDF ne peut pas manquer de créer un vide. Je souhaite qu'il y ait dans cette campagne un candidat qui porte les valeurs de l'UDF et, d'ailleurs, vous verrez, il y en aura un (...). Ma préférence va à Valéry Giscard d'Estaing. (...) Il est aujourd'hui l'homme le mieux à même de faire face aux difficultés de la France ».

Évoquant la réunion du bureau politique de l'UDF, mardi 10 janvier, M. de Charette a estimé que ce serait l'occasion pour MM. Giscard d'Estaing et Barre de discuter d'une candidature UDF. « Ce sera à eux deux de voir ensemble (...) l'un et l'autre ce qu'ils feront le jour venu », a-t-il dit. Quant au soutien apporté à M. Balladur, depuis une semaine, par bon nombre des membres du gouvernement, le ministre du logement s'est borné à déclarer : « Je suis entré dans un gouvernement, pas dans un comité de soutien. »

Olivier Guichard s'appête à abandonner la mairie de La Baule

Olivier Guichard, maire (RPR) de La Baule (Loire-Atlantique), a annoncé, lors de la cérémonie des vœux de Nouvel An dans son hôtel de ville, dimanche 8 janvier, qu'il ne se représenterait pas aux élections municipales. Agé de soixante-quinze ans, l'ancien ministre d'Etat avait déjà déclaré qu'il était temps pour lui de céder la place. Il a assuré que ce retrait n'avait aucun lien avec les affaires de détournements de fonds qui entachent la gestion du syndicat intercommunal de La Baule, dont il est le président (Le Monde daté 29-30 mai 1994). M. Guichard, également député et président du conseil régional des Pays-de-la-Loire, est maire de la ville depuis 1971.

Olivier Guichard a indiqué que son « dauphin », qui sera donc candidat aux élections municipales de juin, est le sénateur Guy Lemaire (RPR), déjà premier adjoint à la mairie. M. Lemaire pourrait trouver sur son chemin un adversaire de la majorité : Loïc Le Masne (UDF-RP), vice-président du conseil général et conseiller régional, a en effet exprimé, lui aussi, son intention de conquérir la municipalité de La Baule.

■ DÉTOURNEMENT DE L'AIRBUS : Jean-François Hory, président de Radical, qui participait, dimanche 8 janvier, à la convention départementale du mouvement Radical des Bouches-du-Rhône - dont était absent Bernard Tapie -, a jugé « trop parfaite » l'affaire du détournement de l'Airbus d'Air France par des terroristes algériens le 24 décembre. « Elle est bizarre, cette affaire-là », a observé M. Hory. Elle tombe tellement bien que si M. Pasqua n'était pas au-dessus de tout soupçon, on pourrait croire qu'il y a eu manipulation. » Interrogé sur cette surprenante déclaration, le président de Radical a, toutefois, rendu hommage à « l'extraordinaire sursaut d'intervention du GIGN » et a déploré qu'il y ait eu « des victimes ». (Corresp. rég.)

■ FRANÇOIS LÉOTARD annonce des décorations pour les membres du GIGN. Le ministre de la défense, François Léotard, a annoncé, lundi 9 janvier, une série de décorations pour les membres du GIGN qui ont participé à la libération des otages de l'Airbus d'Air France, à Marignane. « Non seulement j'ai proposé que la Légion d'honneur puisse être décernée au commandant Favier (qui dirigeait l'opération de Marignane) et également au colonel Janvier (commandant du Groupement de sécurité et d'intervention de la Gendarmerie nationale, GSGN), mais que toute une série de décorations - on va aller jusqu'à quarante-huit - puisse honorer cette unité », a déclaré M. Léotard sur Europe 1. « J'ai fait ces propositions. Elles ont été soumises au premier ministre et au président de la République. Elles ont été acceptées et elles seront publiées aujourd'hui même (mardi), a-t-il précisé.

■ NOUVELLE-CALÉDONIE : le congrès du territoire de Nouvelle-Calédonie a entériné la création d'une association servant de support à un commissariat au développement économique. Cette structure, destinée à attirer les investissements productifs, avait été demandée à l'Etat par les deux partenaires des accords de Matignon, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR). Elle sera dirigée par Michel Viger, ancien commissaire à la reconversion industrielle de la Lorraine. - (AFR)

■ CNPF : Jean Gandols, nouveau président du CNPF, continue ses rencontres avec les chefs de file des cinq organisations syndicales. Après avoir reçu Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, et Nicole Notat, secrétaire général de la CFDT, il devait rencontrer, lundi 9 janvier, Alain Deteu, président de la CFTC. Vendredi 6 janvier, Nicole Notat a demandé au président du CNPF d'avoir avant l'élection présidentielle « une négociation marquante, d'envergure, sur l'emploi et la protection sociale ». « Ce serait un beau signe » de sa volonté de « réviser » la politique contractuelle, a-t-elle ajouté. Sur le thème de la réduction du temps de travail, Nicole Notat, qui a assuré ne pas « être tombée sous le charme de M. Gandols », s'attend à « des discussions conflictuelles », ayant rencontré peu d'échos sur ce thème auprès du président du CNPF.


■ SÉNAT : Joëlle Dusseau, sénateur de Gironde, qui figurait jusqu'à présent parmi les sénateurs non-inscrits, a rejoint le groupe du Rassemblement démocratique et européen (RDE), présidé par Ernest Cartigny (Seine-Saint-Denis). Ce groupe réunit des sénateurs de la majorité et de l'opposition. M^{me} Dusseau était devenue sénateur en août 1993 en remplacement du socialiste Marc Borut. L'adhésion de M^{me} Dusseau porte à vingt-huit le nombre des membres du groupe RDE.

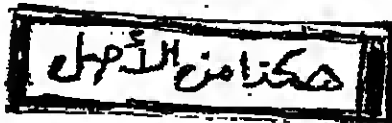
■ RECOMPOSITION : Philippe Séguin (RPR), président de l'Assemblée nationale, a affirmé, dans un entretien au Journal du dimanche daté du 8 janvier, son hostilité à une recomposition de la majorité après l'élection présidentielle. « A mes yeux, le RPR n'est pas soluble dans un grand parti conservateur et si cette hypothèse devait être envisagée, je m'emploierai à la combattre de toute mon énergie », a assuré M. Séguin qui soutient la candidature de Jacques Chirac. « Je pense que les valeurs gaullistes que le RPR a pour mission de défendre conservent plus que jamais leur actualité », a conclu M. Séguin.

Protection sociale : une journée d'action CGT

La CGT a appelé, dimanche 8 janvier, à une journée nationale d'action et de manifestations régionales le samedi 4 février « pour la défense et l'amélioration de l'ensemble de notre système de protection sociale ». « Les mauvais coups déjà portés, ceux en cours et en préparation appellent à une riposte rapide, forte, unitaire et rassembleuse », affirme, dans un communiqué, la CGT qui rappelle que cette action a été décidée au début du mois avec la Fédération des mutuelles de France (FMF) à laquelle s'est associée la Confédération syndicale des familles (CSF).

La CGT appelle à une « initiative nationale large, unitaire, ouverte aux organisations syndicales, mutualistes et associatives afin de construire avec les salariés, les actifs, les retraités, les précaires et les privés d'emploi ». Elle indique qu'elle prendra « toutes les dispositions pour construire, sans préalable, le rassemblement unitaire de très grande ampleur qu'il est aujourd'hui possible de réaliser ». De son côté, FO a appelé à un « grand rassemblement national » le 29 janvier à Paris.


Ermenegildo Zegna
 PRÊT-A-PORTER HOMMES
SOLDES
 du 3 au 14 janvier 1995
 10, rue de la Paix, Paris (2^e). 42-61-67-61

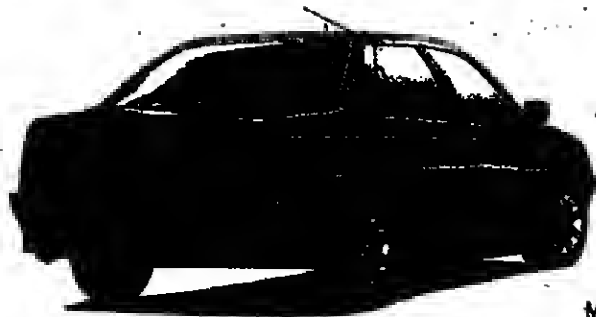


CETTE VOITURE A...

السلامة الأولى

LE MONDE / MARDI 10 JANVIER 1995 / 11

Le nouveau...
...z de... page et
...ca... tranquille,
là, devant une belle campagne,
pleine de douces pensées pour
...vous accompagner. Vous
êtes au volant de la nouvelle 405
...de souhaiter un
...re à tout le monde.



Avec un rapport qualité/prix/équipement rarement atteint sur le marché automobile, vous êtes vraiment bien au volant d'une 405 Peugeot. Quelle que soit la version choisie, Silage, Style ou Signature, les nouvelles 405 essence ou Diesel allient leurs qualités dynamiques routières à un confort d'exception aux quatre places. Si vous hésitez encore, venez orchestrer vous-même l'élégance et la fiabilité au volant d'une 405, toutes les routes de France sont à votre disposition.
Modèle présenté 405 Signature.

CETTE VOITURE AGIT DES LES PREMIERS KILOMETRES.

405
PEUGEOT 

L'équipe de campagne du premier ministre est sur pied

Sans attendre la déclaration de candidature d'Edouard Balladur tout est déjà organisé à Matignon pour la dernière étape de la course vers l'Élysée

Tout est prêt. L'état-major de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur n'attend même plus le signal du départ : cela fait des semaines qu'il est au travail. Nicolas Bazire, directeur du cabinet du premier ministre,

sera le directeur de sa campagne, dont le siège sera installé dans un immeuble situé non loin de l'hôtel Matignon. Nicolas Sarkozy, ministre du budget, de la communication et porte-parole du gouvernement, sera

le conseiller politique du candidat, dont la déclaration est déjà prête, même si la date et le lieu de sa publication ne sont pas encore arrêtés. Alors que M. Balladur se prépare à entrer en campagne et même si les

Français se sont familiarisés avec son style depuis vingt et un mois, il reste le moins connu des « présidentiables ». Nous avons demandé à des témoins, qui l'ont côtoyé, ont travaillé avec lui, l'ont fréquenté à di-

verses étapes de sa carrière, de nous dire « deux ou trois choses qu'ils savent de lui ». Nous publions aujourd'hui le premier chapitre d'un bref recueil de choses vues sur Edouard Balladur.

LA HIÉRARCHIE et la logique seront respectées : M. Bazire sera le directeur de campagne, l'autre Nicolas - M. Sarkozy - continuant, de son ministère du budget, à être le conseiller politique. La cellule chargée de mettre au point l'argumentaire de campagne, de préparer les interventions du candidat, de répondre aux multiples lettres de tout ce que la France compte de groupes de pression sera animée par Patrick Suet, actuel directeur adjoint du cabinet du premier ministre, assisté par un haut fonctionnaire du ministère des finances.

Les comités départementaux de

soutien, qui devraient sortir de l'ombre très rapidement, sont organisés par Jean-Paul Davin, jusqu'alors chargé, à Matignon, des relations avec le Parlement, et par Alain Marleix, député (RPR) du Cantal, qui travailla longtemps auprès de Charles Pasqua à la direction du RPR. La communication sera placée sous la responsabilité de Valérie Bernis, comme elle l'est à Matignon ; Jean-Pierre Labro, directeur des relations publiques et de la communication du groupe Elf-Aquitaine, sera chargé de la technique et de l'organisation.

Cet état-major a déjà un local :

par l'intermédiaire de Hubert Saldiel, un assureur qui possède aussi un cabinet d'administration de biens, 1500 mètres carrés ont été loués, 84, rue de Grenelle, à la Société nationale d'horticulture de France, présidée par Michel Colmat, ancien ministre de l'Agriculture et ancien député (RPR) d'Ille-et-Vilaine. Cet immeuble n'étant qu'à quelques pâtés de maison de Matignon, chacun pourra passer rapidement de l'un à l'autre, même s'il est envisagé que les principaux animateurs de la campagne abandonnent, du moins officiellement, leurs fonctions au cabinet du premier ministre.

Les principaux relais de cette campagne sont aussi tout trouvés : les membres du gouvernement. Certes, à Matignon, on assure que rien ne leur a été demandé, mais le résultat est là : la plupart d'entre eux ont déjà pris - ou vont prendre - position publiquement pour M. Balladur. Les proches de celui-ci ne doutent pas un instant que Charles Pasqua finira par faire le « bon choix ». Il est clair que la suite des relations entre les deux hommes dépend de la date de l'engagement de M. Pasqua - laissée à son appréciation - et de la force avec laquelle il apportera à M. Balladur la caution

néogauliste dont ce dernier a besoin. Quant aux quelques ministres qui ont choisi de rester fidèles à Jacques Chirac, leur liberté de manœuvre ne sera pas totale : il ne sera pas toléré qu'ils relaient les critiques virulentes du maire de Paris contre le gouvernement. Une équipe, un local, des porte-voix : il ne manque plus que la déclaration solennelle aux Français, dont la forme est déjà prête. Sa date est pratiquement fixée : vers le 20 janvier, dès que sera close la session extraordinaire du Parlement. Seul le lieu est encore en débat : il n'est pas certain que ce soit le bureau du premier ministre.

Cette déclaration ne donnera pas, pour autant, le signal d'une accélération brutale de la campagne, le chef du gouvernement souhaitant, au moins jusqu'à la fin de février, consacrer l'essentiel de son temps à la gestion des affaires de la France. M. Balladur sait qu'à plus de trois mois de l'échéance, rien n'est acquis, mais ses adversaires doivent savoir qu'il ne faiblira pas, quels que soient ceux qui tenteront de se mettre en travers de sa route. Il y a plus d'un « amis » pour qui veut entrer à l'Élysée.

Thierry Bréhier

Deux ou trois choses qu'ils savent d'Edouard Balladur

I. Le vieux jeune homme de la rue des Saints-Pères

UNE TRACTION-AVANT noire se range devant le 31, rue de Buci. Une jeune femme en descend. Celui qui n'est encore que son fiancé vit là, dans la maison des étudiants de l'ENA. L'école de la rue des Saints-Pères vient tout juste d'acquiescer cet ancien hôtel, à l'angle du boulevard Saint-Germain, pour loger les siens. Dans cet après-guerre où la crise du logement est aiguë à Paris, il n'est pas facile de trouver un appartement lorsqu'on arrive de province, chargé de femme et parfois d'enfants, pour les quelques mois de scolarité à l'école.

La jeune femme qui vient rendre visite à son fiancé s'appelle, pour quelque temps encore, Marie-Joséphine Delacour. Dans un an, en 1957, elle deviendra M^{me} Balladur. Edouard a réussi l'ENA quelques années plus tôt, mais une primo-infection l'a contraint à un long séjour dans un sanatorium, à Briançon. Il ne rejoint donc l'école, après son service militaire, qu'en janvier 1955. Intégrant ainsi la même promotion que Jacques Calvet, Jérôme Monod, Pierre Verbrugghe ou encore René Lapautre.

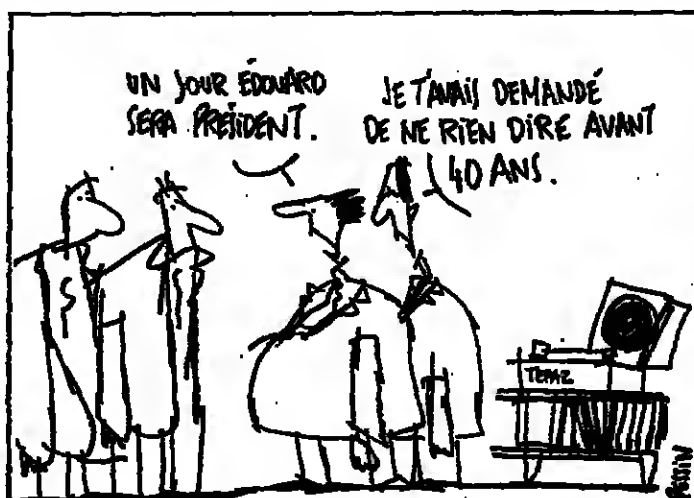
GÉNÉRATION ALGÉRIE

La génération qui s'appareille à investir la haute fonction publique est marquée par la guerre. Celle, mondiale, qui s'est achevée dix ans plus tôt, a fortement empreint leurs années de jeunesse. Les plus âgés de la promotion issus du concours réservé aux fonctionnaires l'ont parfois vécue l'arme à la main, comme Roger Jacquin-Petit, médaillé du combattant de la Résistance. « Nous

ne connaissions pas vraiment l'insouciance », note Pierre Verbrugghe, ancien directeur général de la police nationale et ancien préfet de police de Paris.

L'autre guerre, plus prégnante encore, est celle qui entlame l'Algérie. Nombreux sont les élus de cette promotion de l'ENA qui, comme Edouard Balladur, ont fait leur service militaire de l'autre côté de la Méditerranée. Dès la rentrée, ce sujet divise les étudiants. Le choix du nom de baptême de la promotion en témoigne. Quelques provocateurs proposent le nom de Pierre Mendès France, président du conseil tout juste sortant. La direction de l'ENA s'inquiète de cette provocation à laquelle d'autres répliquent en proposant le nom du maréchal Lyautey. Le débat dure toute une journée et, finalement, un compromis bancal est trouvé : la promotion s'appellera « France-Afrique ».

A ces échanges passionnés, ses camarades de promotion ne se souviennent pas qu'Edouard Balladur ait pris part. « Au contraire, il paraissait désemparé », observe l'un d'entre eux. Il ne s'illustrera pas, non plus, lors de la deuxième grande polémique qui marquera cette année 1956 à l'école : l'envoi de toute la promotion « France-Afrique » en Algérie, pour investir les nouvelles préfectures créées par le gouvernement dans ces départements, à la place du traditionnel stage en entreprise prévu au cours de la troisième année. « Edouard Balladur restait toujours un observateur distant. Il ne se compromettait pas. Il était programmé pour réfléchir avant de parler et pour parler



le moins possible. Avec cela, on pouvait difficilement lui faire des reproches », se souvient Pierre Cousy. « Il n'avait aucun goût pour la vie collective », souligne un autre.

L'ARCHEVEQUE

Personne ne doute, alors, qu'Edouard Balladur appartenait aux meilleurs d'entre eux. Et surtout pas lui-même. « Il y avait pour lui trois catégories d'étudiants : ceux qui arriveraient, ceux qui n'arriveraient sûrement pas et le genre mal défini de ceux dont le tempérament ou les idées politiques trop affirmées ne permettaient pas, à coup sûr, d'imaginer l'avenir », explique un conseiller d'Etat. Avec les premiers, il était amical ; avec les seconds, courtois, mais distant ; avec les derniers, prudent. Deux fois par semaine, à l'ap-

proche du concubinage de sorte, un quatuor composé de Jérôme Monod, Alain Trapenard et Philippe Marchat se réunissait au « phalanstère », chez Edouard. C'est le plus pratique. Marchat, qui habite aussi rue de Buci, est déjà marié et père de famille ; Trapenard habite chez ses parents. Pendant ces séances d'entraînement, chacun planche à son tour sur des plans d'exposés, où la forme et la capacité à synthétiser ont autant d'importance que le fond. « Edouard était féroce, se souvient l'un des quatre mousquetaires. Si l'un d'entre nous était un peu faiblard, il le « frappait d'appel » comme nous disions, et il fallait retravailler le sujet pour la semaine suivante. »

L'objectif, c'est de tenir en dix minutes, de bien rodé la mécanique et

d'être capable de faire face à tout. Ces forçats du plan en deux parties et deux sous-parties ont tout de même droit à une pause. Edouard sort un petit livre de son tiroir... et pose des devinettes. « On s'entendait très bien, assure l'un d'entre eux. Il n'y avait pas seulement un rapport d'utilité réciproque, mais aussi de l'amitié. » Ce n'est pas dans ce groupe-là que l'on piquerait des livres à la bibliothèque ou que l'on arracherait des pages essentielles au moment des révisions. Non seulement l'étudiant Balladur est discret et courtois, mais il est « régle », comme on dit à l'école. C'est l'anti-« jeune loup ». On le trouve seulement « d'allure compassée, très sûr de sa valeur ». Un « vieux jeune homme » - selon la formule d'un autre de ses camarades - qui les plus débâtes de la promotion ont déjà affublé de surnoms promus à un bel avenir : « le chanoine » ou « l'archevêque ».

Dans son langage, recherché sans affectation, on ne trouve, assure Marguerite Portes, une des deux filles de la promotion, « jamais de débâcles, alors que cette génération d'après guerre cultive beaucoup l'argot ». Il en « blaffe » plus d'un avec ses méthodes de travail. « Il prenait très peu de notes, alors que d'autres notaient des kilos de papier », remarque Pierre Falcon, étudiant en administration générale, sorti à l'inspection des finances, qui admire cet étudiant « sérieux avec détachement, jamais besogneux ». « C'était sans doute un grand bosseur, qui ne voulait pas trop que cela se sache », nuance Pierre Cousy. L'étudiant Balladur ne

laisse en effet rien au hasard. Un point de plus en anglais vaut bien une traversée régulière à l'autre bout de Paris, sur la Vespa d'Alain Trapenard, pour suivre un cours particulier.

C'est pourtant le très sérieux Edouard Balladur qui, lors de l'exposé de son concubinage Pierre Falcon sur les mécanismes de l'inflation, lui passe une contrepartie, bien pliée dans un petit papier. La bienséance retient ses droits à la fin de cet exercice consacré, car Edouard reproche à Pierre, avec « l'autorité naturelle » que celui-ci lui reconnaît, de conclure que l'Etat est le bénéficiaire de l'inflation : « On ne porte pas publiquement pareille accusation ».

Le sens de l'Etat, voilà l'affaire. Pour cette génération, prête à tout pour servir l'Etat, le service public est répété de grands voisins de l'Etat, il n'est guère question de pantouflage. A la rigueur, ceux qui convoient l'inspection des finances pourront prescrire des études pour prescrire des études pour prescrire des études... Ce n'est pas le cas d'Edouard Balladur, qui vise, chacun le sait, le Conseil d'Etat. Il l'obtient, et brillamment, puisqu'il décroche la cinquième place aux concours de sortie. Dans cette IV^e République naissante, où les gouvernements ne durent guère plus d'un semestre, ces jeunes gens ont conscience d'incarner la permanence du service public. L'Etat, c'est eux. Personne ne songe, du moins en public, à faire de la politique.

Béatrice Gurrey
et Pascale Robert-Diard
(à suivre)

L'entreprise

En multipliant les occasions de **contacts** et de **partenariats** avec les entreprises, l'ESLSCA donne aux élèves toutes les chances de s'intégrer le plus naturellement possible aux réalités de leur vie professionnelle future. Mais pour être efficace cette

intégration doit être progressive. Elle commence avec les stages de 3 mois imposés aux étudiants en seconde année et peut se poursuivre, pour ceux qui le souhaitent, par une véritable collaboration à mi-temps durant toute la 3^{ème} année. En outre, les 42 associations internes (Junior entreprise, théâtre, humanitaire, sport, jeu boursier, etc...) favorisent le **goût d'entreprendre** et révèlent de futurs talents du management et des affaires : Diplômé en 90, Jean-Christophe Linder a été reconnu par le magazine Challenges comme l'un des « 100 dirigeants de demain ».



ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES - 1, RUE BOUGAINVILLE, 75007 PARIS. TÉL. 45.51.32.59. Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État, fondé en 1949, diplôme visé par l'État.

مكتبة

Jean-Louis Bianco, candidat à la mairie de Digne « J'ai fait définitivement le choix d'une carrière politique locale »

A six mois des élections municipales, le maire RPR de Digne, Pierre Rinaldi, est dans une situation difficile : selon la chambre régionale des

comptes, sa ville est endettée pour quarante-deux ans. S'il se présente néanmoins, il devra affronter Jean-Louis Bianco, ancien ministre, an-

cien secrétaire général de l'Elysée, aujourd'hui conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et conseiller général de Digne-Ouest.

DIGNE
de notre correspondant régional
« Pourquoi être candidat à la mairie de Digne ?

— J'ai fait, aujourd'hui, définitivement, le choix d'une carrière politique locale, car je pense pouvoir faire profiter Digne et le département, avec lequel, comme vous le savez, j'ai des liens déjà anciens, de mon expérience et de mes réseaux de relations. Le PS, le Radical et le PC, ont souhaité que je prenne la tête d'une liste. Mais nous sommes d'accord pour que ce soit une liste de rassemblement et d'ouverture

qui comprendra, aussi, des militants du Groupe d'action municipale (GAM), ainsi que des représentants du mouvement associatif, du milieu socio-économique et des personnalités de la vie digneoise.

— Plusieurs événements récents ont fragilisé Pierre Rinaldi, le maire sortant (RPR) de Digne. Quel jugement portez-vous sur sa gestion et quelle politique préconisez-vous pour redresser la situation financière ?

— M. Rinaldi a, pendant un temps, apporté un certain renouveau à Digne. Mais les projets, dé-

raisonnables, avortés ou mal réalisés, de l'équipe municipale actuelle ont coûté extrêmement cher aux contribuables. Il faut d'abord élaborer un plan de redressement, renégocier la dette avec les banques et les collectivités publiques et pratiquer une politique rigoureuse d'économies. D'autre part, je ferai en sorte que la ville reçoive les subventions auxquelles elle peut prétendre, tant à Marseille qu'à Paris et à Bruxelles et qu'elle n'a pas su obtenir jusqu'ici. Je présenterai, un projet de développement local. Grâce à son site superbe et à sa

qualité de vie, la ville a d'énormes atouts dans le domaine du tourisme et du climatisme. Il est également possible de créer des activités nouvelles, génératrices d'emplois.

— Votre adhésion au PS est-elle maintenant envisageable ?

— Je n'entrerai au PS que s'il existe une vraie chance de recomposition et de renouveau des méthodes de ce parti. Ces conditions ne sont pas réunies aujourd'hui.

Propos recueillis par
Guy Porte

Un budget de rigueur pour les halles de Rungis

La Cour des comptes a critiqué
la gestion de ce marché gigantesque.
L'Etat veut le réorganiser

MARC SPIELREIN, président de la Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Rungis (SEMMARIS) depuis juillet 1994, devait rendre public, lundi 9 janvier, le budget du marché de Rungis pour 1995. Aux termes de ce budget, qui tient compte des critiques de la Cour des comptes — celle-ci avait dénoncé le manque de rigueur de la SEMMARIS (Le Monde du 14 octobre 1994) —, une gestion plus serrée devrait éviter l'augmentation des redevances versées par les professionnels, et même permettre de baisser les droits d'accès et de stationnement de 10 % pour tous les abon-

nés. Les critiques de la Cour portaient essentiellement sur le recours à des sociétés de service, filiales et sous-filiales de la Générale des eaux. Dans le droit fil des recommandations de la rue Cambon, M. Spielrein a remis en concurrence certains marchés, autrefois reconduits de façon quasi-automatique au profit de la SEGEX, une société de travaux publics prestataire de services.

PRIVATISATION

Ces économies, effectuées donc sur la sous-traitance — un poste de dépenses de 88 millions de francs — devraient être réalisées « sans altération de la capacité d'autofinancement » de la société, évaluée à 130 millions de francs sur un budget de 406 millions. Le résultat net escompté en 1995 est de 1,8 million. Cet assainissement est un préalable indispensable à la réorganisation juridique et financière, souhaitée par l'Etat, d'un marché gigantesque (créé il y a vingt-cinq ans), qui, sur 220 hectares, traite près de 2,5 millions de tonnes de produits alimentaires, soit un chiffre d'affaires de 60 milliards de francs en 1993.

Un autre dysfonctionnement relevé par la Cour des comptes portait sur la multiplicité des tutelles pesant sur Rungis : cinq ministères (commerce, budget, agriculture, économie et intérieur) ont droit de regard sur une société d'économie mixte détenue à 60 % par l'Etat et 35 % par le département du Val-de-Marne, également représenté, aux côtés de la ville de Paris, dans le syndicat interdépartemental qui contrôle les 5 % restants du capital.

En octobre 1994, Alain Madelin, ministre du commerce, jetait un pavé dans la mare en évoquant la « privatisation » de Rungis qui, pour répondre aux futures normes européennes sur les produits ali-

mentaires, doit engager dans les cinq années à venir un programme d'investissement d'un milliard de francs. « Les collectivités publiques estiment qu'elles n'ont pas vocation à subventionner ces investissements, qui incombent donc aux professionnels et collectifs », dans le sens d'un allègement des contraintes de la puissance publique », juge M. Spielrein qui, à ce jour, refuse cependant de parler de privatisation. Il estime que « M. Madelin a prononcé ce mot pour stimuler le débat ». Le président de la SEMMARIS fera, dans quelques mois, des propositions au gouvernement, en application de la lettre de mission qu'il a reçue en décembre.

« Au conseil général du Val-de-Marne (à majorité communiste), qui estime que l'Etat doit demeurer l'actionnaire majoritaire de la SEMMARIS et que « la région Ile-de-France devrait être associée à la gestion de Rungis », le président de la société répond : « La participation de la région serait une bonne chose, dans la mesure où elle est en charge de la politique de transports et d'aménagement de l'espace. » « Mais, ajoute-t-il, sa participation financière au capital ne résoudrait pas, en tant que telle, le problème de l'avenir du marché, puisque, comme les autres collectivités, elle ne subventionnera pas les investissements nécessaires. » La seule certitude affichée par M. Spielrein, qui explore « plusieurs scénarios » sur le futur statut juridique du marché d'intérêt national de Rungis, est qu'« on ne mettra pas en vente les actions de la SEMMARIS ».

Pascal Sauvage

■ YVELINES : le maire de Sartrouville, Laurent Wetzels (CDS), devait annoncer, lundi 9 janvier, lors de la traditionnelle présentation des vœux, ses intentions pour les élections municipales. M. Wetzels pourrait ne pas se représenter. En quête, pour lui succéder, d'un candidat pouvant l'emporter, « une personnalité extérieure mais attachée à la ville », il a contacté l'économiste Guy Sorman, dont les parents ont longtemps tenu un magasin d'habillement au centre-ville. Bien qu'il ait récemment rencontré les élus de la majorité municipale et joué un appartement à Sartrouville afin d'y être éligible, M. Sorman n'a pas encore fait connaître sa décision.

Une ville endettée pour quarante-deux ans...

DIGNE
de notre envoyé spécial

« La politique au sens honnête du terme est une sorte de grand jeu. Selon leur tempérament ou leur caractère, les joueurs se répartissent en deux groupes : les joueurs d'échec et les joueurs de poker. Les premiers calculent tellement qu'ils courent le risque de s'effondrer eux-mêmes, les seconds subissent quelquefois des échecs magistraux, mais ce sont ceux qui réussissent les grandes actions. De Gaulle en est le modèle et l'exemple. » A la traditionnelle cérémonie des vœux, lundi 2 janvier, le maire RPR de Digne-les-Bains, Pierre Rinaldi, a éberlé bon nombre de ses concitoyens, avec cette citation prêtée à Jean Foyer, ancien garde des sceaux. D'autant que ses détracteurs y ont vu une manifestation inconsciente, mais révélatrice, d'un style politique qui a laissé la ville endettée « pour quarante-deux ans », jusqu'à ce que, pour être frappé d'impayable, le maire ne soit contraint de payer.

Les joueurs de poker ont du charme, de la facilité, de l'entrainement — et Pierre Rinaldi n'en manque pas. Lorsqu'il « prend » sa commune en 1977, il a quarante-trois ans et subjugue ses concitoyens par ses projets ambitieux, pour sortir la ville de la « léthargie » où l'auraient laissée, selon lui, les précédentes municipalités socialistes. Son grand dessein, c'est le thermalisme. Il veut en faire « le fer de lance de l'économie digneoise », qui, à peu de peu, perdus ses activités industrielles.

Digne, ville d'eau reconnue pour ses qualités depuis l'Antiquité, n'attire guère, alors, que cinq cents curistes. Le maire recourt largement à l'emprunt en tirant profit

d'une inflation encore forte. Il obtient même le droit de rebaptiser « Digne-les-Bains » la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, dont il fait une des premières stations thermales françaises.

Parallèlement, le maire veut donner à « sa » ville un visage qui corresponde mieux à ses ambitions. Première truchée, la Grande-Place, dont il n'hésite pas à bouleverser le charme provençal. Il installe aussi le nouvel hôtel de ville dans l'ancienne caserne, qui donne sur la place, mais insiste pour regrouper, dans le même bâtiment, une boîte de nuit et un casino. En fait, une salle destinée à recevoir quelques « bandits manchots » — n'a-t-il pas vu le jour. En attendant, les locaux sont plus raisonnablement employés pour des réunions de personnes du troisième âge.

Une charge de 19 764 francs par habitant en 1994

Mais la « mégalomanie » du maire n'arrête pas qu'une frange de la population ; même si l'aménagement de la ZAC Saint-Christophe, à la périphérie, mécontente les commerçants du centre-ville ; même si l'ouverture d'un golf de dix-huit trous apparaît vite comme un investissement démesuré pour une ville de dix-huit mille habitants, qui attire surtout une clientèle âgée venant soigner ses rhumatismes, ou de jeunes enfants

victimes d'affections respiratoires.

Pierre Rinaldi le dit et le répète : il est résolu pour « la prise de risques ». Pour lui, « la concertation, c'est du pipeau ». Ce qui lui vaut le reproche d'agir en véritable dictateur. Aujourd'hui, le joueur de poker doit se tenir prêt à livrer une redoutable partie d'échec. Un premier faux pas, en mars 1993, a valu au député Rinaldi d'être invalidé : il n'avait pas respecté la loi sur le financement des campagnes électorales. Mais les choses sérieuses ont commencé avec la lettre d'observation définitive de la chambre régionale des comptes sur la période 1988-1992, que lui adresse, en août 1994, le président Alain Seydoux. Ce rapport dénonce « une asphyxie des finances communales par le poids de la dette ».

Celle-ci atteint 19 764 francs par habitant — la moyenne est de 8 311 francs pour les communes touristiques de même importance —, soit un endettement de la ville pour « quarante-deux ans ». A en croire la chambre, Digne réunit quatre critères, dont trois sont jugés suffisants par le ministre de l'Intérieur pour juger critique la situation d'une commune.

En outre, selon des sources dignes de foi, la chambre aurait notifié à Pierre Rinaldi, début décembre, un jugement provisoire le déclarant comptable de fait des deniers de la commune, pour la gestion du Centre communal d'action sociale (CCAS). La chambre estimait déjà, dans sa lettre d'observation définitive, que les subventions d'un montant total de 1 160 000 francs, versées par le CCAS en 1988 à l'association Midi-Phénicie (créée pour « promouvoir

les échanges culturels et économiques entre le Liban et le midi de la France ») « pouvaient être considérées comme des mandats fictifs constitués d'une gestion de fait ». Parallèlement, le parquet de Digne a ordonné une enquête préliminaire de police, toujours à propos de la gestion du CCAS. Dans le délai d'un mois qui lui était imparti, M. Rinaldi aurait fourni ses observations à la chambre, qui devrait rendre son jugement définitif en janvier. Déclaré « comptable de fait », M. Rinaldi deviendrait inéligible.

Ce n'est pas tout : le maire et son adjoint aux finances, le général (CR) Maurice Barret, ont été mis en examen le 10 novembre pour « faux et usage de faux en écriture publique » sur plainte de l'opposition socialiste. Condamné à payer 3,3 millions de francs à une famille propriétaire d'un terrain sur lequel sont exploitées des sources thermales, Pierre Rinaldi a choisi d'escamoter une délibération municipale pour régler le contentieux.

Président du conseil général, Pierre Rinaldi se dit assuré du soutien du RPR. Dans son bureau de l'hôtel du département, figurent en bonne place les portraits de Jacques Chirac, de Georges Pompidou et du général de Gaulle. On le dit aussi ami de Charles Pasqua, qui a débloqué pour 1994 et 1995, une subvention exceptionnelle de 1,5 million de francs. L'opposition suit l'évolution des dossiers avec sérénité. Encore que Serge Gloguen, conseiller municipal socialiste, admette que le maire entretient avec ses administrés un « lien affectif qui résiste aux constations matérielles ».

Jean-Pierre Delavay

L'international

L'ouverture sur le monde se concrétise à l'ESLSCA par un solide programme international développé depuis 20 ans. L'ESLSCA a été l'une des deux premières écoles de commerce françaises à

proposer dès 1980 la possibilité d'obtenir sans augmenter la durée normale des études, à la fois le **diplôme MBA** (Master of Business Administration) **d'universités américaines** et le **diplôme ESLSCA**. Les relations internationales de l'ESLSCA s'étendent aujourd'hui à l'Amérique du Nord (USA-Canada), au Japon, à l'Europe (Allemagne, Italie, Espagne, Hongrie) et à la CEI. L'Ecole a également créé en 1989 une option de 3ème année intitulée **Audit Européen**. Cette formule originale permet de suivre à l'école des cours en anglais, allemand et espagnol sur les systèmes comptables, juridiques et fiscaux de ces trois pays.



ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES - 1, RUE BOUGAINVILLE, 75007 PARIS. TÉL. 45.51.32.59. Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État, fondé en 1949, diplôme visé par l'État.

CORRUPTION Après le dossier « Dauphiné News » lyonnais des eaux, dans lequel le maire RPR de Grenoble, Alain Carignon, a été mis en examen puis écroué, la justice

s'intéresse à d'autres affaires grenobloises. Le juge Christian Blas tente de comprendre le système de collecte d'argent auprès des entreprises découvert à l'occasion de la mise en

examen, pour « complicité d'abus de biens sociaux et corruption passive », de Guy Névache, troisième adjoint du maire de Grenoble, lui aussi écroué.

• D'AUTRES AFFAIRES connaissent de nouveaux développements. Jean-Pierre Thomas, trésorier du Parti républicain, refusant, après sa mise en examen, d'être une victime expia-

toire dans un dossier qui pourrait bientôt atteindre Gérard Longuet. Quant à Jean Bousquet, maire de Nîmes, il a été mis en examen pour complicité d'abus de biens sociaux.

L'affaire Névache éclabousse la classe politique grenobloise

Magistrats et policiers ont mis au jour un système « diabolique » de financement occulte qui touche l'ensemble des formations politiques de la ville d'Alain Carignon. Les fonds manipulés seraient « énormes »

GRENOBLE
de notre bureau régional
« Depuis l'incarcération de son maire le 12 octobre 1994, Grenoble vit des jours difficiles. Ceux qui se préparent risquent d'être terriblement punis. Pour toute l'agglomération et le département ». Ce constat, en forme de pronostic, émane d'un magistrat qui a longtemps suivi les dossiers les plus « sensibles », et donc les plus politiques, de la ville, avant d'être écarté. Depuis quelques semaines, en effet, la « cuvette » grenobloise est en ébullition, et le « couvercle » qui recouvrait certaines pratiques politiques et financières est sur le point d'exploser. Depuis l'incarcération de son maire à la prison Saint-Joseph de Lyon, d'énormes nuages se sont accumulés au-dessus de la cité. Le premier coup de tonnerre a tonné le 23 décembre, le troisième adjoint de la ville chargé des grands projets et de l'action intercommunale, Guy Névache, était mis en examen pour « complicité d'abus de biens sociaux et corruption passive », puis écroué à la prison de Vercors (Isère).

La justice lui reproche d'avoir fait financer l'aménagement d'une cuisine, d'une valeur de 300 000 francs, par une société de travaux publics régionale, la SDE, avec laquelle il entretenait de nombreuses relations d'affaires dans le cadre de ses fonctions d'élu et de directeur de GID. « Mais il ne s'agit là que de la petite cuisine », relèvent les enquêteurs de la police judiciaire. De son côté, le procureur de la République, Jean-François Lorans, reconnaît que « cette affaire laisse transparaître les premiers éléments d'un système, peut-être plus étendu » de corruption. Guy Névache serait en réalité un maillon essentiel dans le système de financement occulte mis en place depuis plusieurs années à Grenoble et dans l'ensemble de l'agglomération par Alain Carignon. Un système qui s'étendrait probablement aussi au département.

A droite comme à gauche personne n'est vraiment surpris et les langues se délient depuis qu'une rumeur court dans la cité dauphinoise : « Guy Névache a donné la liste des gens les plus impliqués dans le système Carignon » aux policiers, puis au juge Christian Blas chargé d'instruire son dossier. Ses avocats, M^{rs} Michel Konitz et Alain Guilou, ont d'ailleurs indiqué, le jour même de sa mise en examen, que leur client « est dans un système qui le dépasse de très loin », et qu'il ne serait qu'un « simple rouage », au sein d'une organisation qui prospère depuis de très nombreuses années. D'autres sources, politiques celles-là, viennent confirmer la thèse selon laquelle Alain Carignon a mis en place dès son arrivée à l'hôtel de ville, avec l'aide de Guy Névache, « un système diabolique de financement occulte qui touche toutes les formations politiques de l'agglomération ». Selon les policiers, qui font remarquer que Guy Névache fut maintenu par le maire, alors président du SIEPARG (Syndicat intercommunal d'études, de programmation et d'aménagement de la région grenobloise), à son poste de directeur général du syndicat malgré la défaite de la gauche, « les fonds manipulés seraient énormes ».

« Au sein du SIEPARG, c'est le grand arrangement qui prévaut depuis des années entre les principaux notables de l'agglomération », accuse le conseiller municipal écologiste de Grenoble Raymond Avrilier. Il constate, par exemple, que le SIEPARG, présidé alors par Alain Carignon, a confié, en 1984, la construction et l'exploitation de l'usine de traitement des eaux usées et du réseau principal d'assainissement de l'agglomération à une société privée, la SAD. Curieusement, cette décision a été acceptée à l'unanimité par le conseil syndical du SIEPARG composé notamment de maires communistes et socialistes, ou de leurs représentants, au départ hostiles à cette privatisation. Mais cet investissement, d'un montant supérieur à 700 millions de francs, aurait permis aux partis et aux élus de tous bords de collecter



plusieurs dizaines de millions de francs. Ainsi, une partie de cet argent aurait permis aux élus communistes rénovateurs, notamment le député et maire d'Echirolles, Gilbert Blessey, et son premier adjoint, Claude Bertrand, de se constituer une « cagnotte » destinée au financement de leurs activités politiques tant locales que nationales.

« Mes amis socialistes participaient eux aussi à ce grand arrangement », reconnaît un élu PS de Grenoble qui, il est vrai, ne siège pas au SIEPARG. Cette même source affirme que le taux de « prélèvement » sur les travaux intercommunaux, appartenant au cadre de traitement des ordures ménagères et leur compostage, achevée en 1994 - coût : 700 millions - ou la troisième ligne du tramway - 900 millions - en cours de réalisation, serait supérieur à 5 %. Quant à la répartition, très consensuelle, effectuée entre les groupes politiques, elle était la suivante, jusqu'à ces derniers mois : 60 % pour Alain Carignon et ses amis du RPR et de l'UDF, 25 % pour le groupe PC à répartir entre les communes communistes d'Echirolles, Fontaine, Saint-Martin-d'Hères et Pont-de-Claix, et enfin 15 % pour les communes socialistes, moins peuplées que celles de la « couronne rouge », notamment Eybens, Gières, Polsat, Saint-Egrève. « Ce qui est vertigineux c'est que c'est tout un système local, et non celui d'un clan, qui fonctionnait grâce à une savante répartition des bénéfices. Bref un réseau de notables qui agissait de concert pour se partager le gâteau », décrit un magistrat.

Mais les enquêteurs de la police judiciaire s'efforcent aussi de remonter d'autres filières, plus personnelles celles-là, de prélèvements d'argent mis en place par Alain Carignon et les membres les plus proches de son entourage. C'est là que semblent aujourd'hui se rejoindre les investigations menées à Lyon par le juge Philippe Courroye, dans le cadre de l'affaire Dauphiné News-Lyonnaises des eaux, et à Grenoble par le juge Christian Blas. Les deux magistrats se sont rencontrés jeudi 5 janvier dans la cité dauphinoise. Apparemment les mêmes hommes semblent les intéresser, à savoir les directeurs de cabinet successifs d'Alain Carignon, Denis Bonry (de 1983 à 1986), Patrick Thull (de 1986 à 1989) et Xavier Pénau qui fut directeur général des services du département de l'Isère de 1985 à 1994 et également directeur de cabinet de 1989 à 1993. Ce dernier a rejoint, au mois de septembre 1994, le corps préfectoral. Tous les trois ont déjà été longuement entendus par M. Courroye, certains après avoir passé plusieurs dizaines d'heures en garde à vue et avoir dû subir, à leurs domiciles et sur leurs lieux de travail, des perquisitions. Leurs témoignages intéressent naturellement le magistrat instructeur grenoblois, qui tente de comprendre les mécanismes de collecte d'argent auprès des entreprises qu'ils ont eu la charge de mettre en œuvre, à la demande de M. Carignon.

« RADIOGRAPHIE »
Les règles instaurées par ce dernier n'étaient connues que de ce petit groupe de collaborateurs efficaces, discrets et complices. « Installés au sommet de l'édifice, eux seuls donnaient le feu vert pour les

paiements. Ils étaient également seuls à connaître les pourcentages exigés sur les marchés publics passés par la ville ou le département. Des intermédiaires recevaient ensuite l'autorisation de percevoir ces sommes pour les faire, éventuellement, remonter dans les caisses des partis. Mais beaucoup se sont naturellement servis au passage. L'épisode assez rocambolesque de l'aménagement de la cuisine de Guy Névache s'inscrit dans cette démarche », affirme une source proche de l'enquête. Celle-ci devrait maintenant s'orienter vers les entreprises les plus « complaisantes », naturellement celles qui ont le plus profité des marchés publics de la ville et du département. Parmi elles figurent les plus gros fournisseurs de bitume et de béton, comme la SGREG (groupe Bouygues), Dumez, Lefevre, mais aussi des entreprises régionales comme la SDE ou Pascal. Plusieurs adjoints ou conseillers auprès du maire, mais aussi certains élus départementaux proches d'Alain Carignon, risquent à leur tour d'être mis en cause et de devoir rendre des comptes.

Les magistrats et les policiers grenoblois pratiquent en ce moment une véritable « radiographie » des hommes et des institutions locales et départementales. « Nous n'avons pas aujourd'hui les moyens en personnel pour mener des investigations de très grande ampleur, reconnaît toutefois le procureur Jean-François Lorans. Nous ne pourrions pas nettoyer les écuries d'Augias. Mais nous nous efforçons, au moins, de désinfecter Grenoble partiellement, pour rendre la ville habitable ».

Claude Francillon

L'homme des postes stratégiques



Carignon (RPR), intervenu deux mois avant les élections municipales de 1989, avait porté un très rude coup au Parti socialiste.

Conseiller général du canton de Grenoble V de 1973 à 1982, Guy Névache fut l'un des membres les plus brillants de cette assemblée présidée alors par Louis Mermet (PS), maire de Vienne, qui fut évincé de ce fauteuil

trois ans plus tard par Alain Carignon. Il occupa également pendant douze ans le poste stratégique de trésorier de la fédération du Parti socialiste de l'Isère. Enfin, depuis trente ans, M. Névache est l'un des principaux acteurs de la politique intercommunale au sein de l'agglomération grenobloise. A ce titre, Hubert Dubedout le fit nommer, dès 1967, directeur du premier syndicat puis, en 1973, secrétaire général du SIEPARG. Contraint d'abandonner cette fonction administrative à la suite de son élection sur la liste d'Alain Carignon, il y revenait, en 1989, en temps que vice-président. Grâce à ce poste politique clé, qu'il cumule avec celui de troisième adjoint du maire de Grenoble, mais aussi à sa fonction de directeur général de la société d'économie mixte départementale Grenoble Isère Développement (GID) (dont le capital est partagé à 50-50 par la Lyonnaise des eaux et la Générale des eaux), Guy Névache disposait de très importants leviers de commandes à la fois sur la ville, les vingt-trois communes de l'agglomération et le département, qu'il actionnait selon les demandes de son « patron ».

La mise en examen de Jean-Pierre Thomas atteint Gérard Longuet

Le trésorier du PR refuse « d'être une victime expiatoire » dans le dossier sur le financement de son parti

« JE REGRETTE que ce soit à la jeune génération de payer les pots cassés du passé. Cela dit, je n'ai pas vocation à être une victime expiatoire. » En nous faisant cette déclaration, dimanche 8 janvier, le trésorier du Parti républicain, Jean-Pierre Thomas, mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux dans le dossier concernant le financement de ce parti (Le Monde daté 8-9 janvier), semblait bien décidé à ne pas porter seul la responsabilité pénale de décisions prises conjointement, dans les années 80, avec MM. Longuet, Léotard et Madelin, le brelan d'as du Parti républicain.

Les comptes des « pots cassés du passé », dans son esprit, c'est d'abord eux. C'est bien ce qu'il avait laissé entendre l'an dernier en déclarant au conseiller Van Ruymbek que ces trois-là étaient au courant de versements litigieux. Il reste que, nominalement et juridiquement, depuis 1986, le trésorier du PR, c'est Jean-Pierre Thomas, par ailleurs député des Vosges.

Depuis un an et demi, les révélations du conseiller Van Ruymbek sur le financement du PR avaient

placé le trésorier en première ligne. Mais il avait tenu bon. Aujourd'hui, après sa mise en examen par M^{rs} Reille Filippini, le juge parisien qui a hérité du dossier, et les suites judiciaires prévisibles, il se sent lâché par les siens. Hier, dans l'euphorie du pouvoir et de l'argent facile, les responsabilités étaient partagées, et Jean-Pierre Thomas, jeune provincial ambitieux, jouait dans la cour des grands. Aujourd'hui, il se retrouve seul au banc des accusés. Ses appels à la solidarité de son parti n'ont guère rencontré d'écho. Rien à voir, ici, avec la manifestation de solidarité unanime des dirigeants socialistes lorsque leur ancien trésorier, Henri Emmanuelli, avait été incriminé, en 1992, dans l'affaire Urbia.

Cela étant, M. Thomas serait-il, comme il semblait le craindre dimanche soir, le bouc émissaire d'un accommodement politico-judiciaire, l'agneau sacrificiel destiné à faire oublier certaines responsabilités haut placées ? Ce serait faire insulte au magistrat chargé du dossier que de croire que Jean-Pierre Thomas a été mis en examen pour rien, non pour des activités financières

qui violent la loi de janvier 1990 réglementant le financement des partis politiques. Le trésorier le sait bien et l'admet. Pris au piège des affaires, il se dit prêt à payer. A condition de savoir pour quoi et pour qui, et pas à n'importe quel prix.

Le trésorier refuse d'autant plus de n'être qu'un fusible destiné à sauter pour couvrir ses chefs qu'il semble n'avoir joué dans certaines affaires qu'un rôle de second plan. Dans l'un des cas, il n'aurait même pas été informé des pratiques dont il est aujourd'hui le premier à subir le contrecoup judiciaire. C'est que Jean-Pierre Thomas ne semble pas avoir été, dans certaines affaires, un trésorier à part entière. Son prédécesseur à ce poste, Gérard Longuet, devenu entre-temps ministre et président du PR, n'a jamais cessé d'être très présent dans les affaires financières du parti.

SITUATION AMBIGUE
Deux affaires illustrent cette situation ambiguë. La première a trait au fonctionnement d'une « pompe à finances » du PR, le Groupement des régies réunies (GRR). Jean-Pierre Thomas en était très officiel-

lement le gestionnaire. Gestionnaire ou simple exécutant ? La question est d'autant plus épineuse que le GRR a bénéficié, de 1988 à 1992, d'environ 20 millions de francs émanant d'une filiale de la CGE, la Société française de radiotéléphonie (SFR), qui avait obtenu un important marché en décembre 1987, à l'époque où M. Longuet était ministre des postes et télécommunications et M. Madelin ministre de l'industrie. M. Longuet a démenti toute relation de cause à effet entre ces paiements et l'octroi du marché. Selon lui, « Jean-Pierre Thomas avait démarché les grandes sociétés qu'il connaissait. Il a obtenu des ordres de publicité réels de la SFR ».

Peut-être, mais il semble bien que les grandes entreprises ont été amenées à contribuer au financement du PR par l'entremise de Gérard Longuet, qui avait de nombreuses relations dans les milieux du grand patronat et qui traitait directement avec elles, notamment avec la CGE. Or, si l'instruction confirme ce circuit dans ce cas précis, si d'aventure elle démontre qu'il y a eu une relation de cause à effet entre l'activité

ministérielle de M. Longuet et les versements de la SFR au GRR, l'affaire changerait brutalement de dimension : mettant en cause un ministre alors en exercice, elle serait du ressort de la Cour de justice de la République.

POT-DE-VIN

Une autre illustration de ces situations dans lesquelles le trésorier paie des pots qu'il n'a pas cassés lui-même est l'achat d'un appartement destiné à l'agrandissement des locaux parisiens du PR, en 1988. Michel Rey, le vendeur, affirme avoir négocié à cette occasion avec Gérard Longuet et Jean-Pierre Thomas un pot-de-vin de 6 millions de francs dont le versement avait conduit le conseiller Van Ruymbek, via une banque luxembourgeoise, à une série de comptes panaméens gérés par un banquier français ami de Gérard Longuet, Alain Cellier. Un réseau qui a vu passer, ces dernières années, des dizaines de millions de francs.

M. Longuet, lorsqu'il a démissionné, le 14 octobre 1994, n'a pas fait de commentaire sur cette affaire. En revanche, M. Thomas jure ses

grands dieux qu'il n'a jamais négocié l'achat de l'appartement avec MM. Rey et Longuet. Mieux, il affirme avoir tout ignoré de l'existence d'un dessous-de-table et de celle de comptes à l'étranger. On imagine, dans ce cas comme dans le précédent, le dilemme de M. Thomas : s'il cherche à se justifier en montrant qu'il avait réellement la haute main sur certaines opérations de financement, il ne peut que compromettre M. Longuet. Peut-être aussi MM. Léotard et Madelin, ministres à l'époque des faits, ministres aujourd'hui.

Il est probable que, après avoir entendu M. Thomas, le juge Filippini souhaiquera entendre Gérard Longuet. Tout y incite, et le fait que le président du PR ne soit plus ni ministre ni député facilite les choses. Logiquement, une telle rencontre devrait avoir lieu bientôt. A moins que la gravité de faits concernant M. Longuet, s'ils sont commis dans l'exercice de ses fonctions ministérielles, la conduise à se déclarer incompétente et à s'en remettre à la Cour de justice.

Roland-Pierre Paringaux

du Dragon, ad

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

tion po

Les familles de cet immeuble occupé par des sans-logis étaient en tête de la manifestation pour « *une nouvelle politique du logement* »

Pierre et de l'association Droit au logement (DAL) notamment. Les mal-logés qui squattent l'immeuble du 7, rue du Dragon depuis le 18 décembre 1994 ont participé au défilé, comme d'autres familles sans domicile ou menacées

d'expulsion. Parmi les manifestants, se trouvaient aussi Marie-Noëlle Lienemann, ancien ministre (PS) du logement, Dominique Voynet, porte-parole des Verts, Alain Krivine, responsable de la LCR, ainsi que Henri Mailberg (PCF).

grand luxe, les bâtisses appartenant à la Cagedam, dont certains bâtiments sont en difficulté avec la justice.

Le choix des occupants, parmi les 4.000 dossiers d'adhérents gérés par le DAL, a fait l'objet d'une fine stratégie. « Nous n'avons pas toujours pris les plus grandes detresses, explique Jean Thévenot, du DAL. Mais plutôt recherché un équilibre, comme dans les vrais immeubles. » Pas de sans-papiers, pas trop de grandes familles, des nationalités mélangées. « Vous savez comme le dit le proverbe : *Ne faites pas de la mer à l'eau*. Nous voulons aussi témoigner que le phénomène des mal-logés touche de plus en plus les Français, alors que jusqu'à présent, il était presque exclusivement étranger. »

Les six étages d'appartements ont été attribués selon la taille des familles. Par contre, l'eau, l'électricité ont été répartis. Passés les gros travaux de déblaiement, chacun a commencé par poser sa porte, un nom et un cadenas. Après trois semaines d'occupation, même les coquetteries d'intérieur ressemblent encore à des blessures. Dans ce trois pièces du deuxième étage, le téléphone, la télévision, le magnéscope brillent dans un alignement étincelant. Enjouée, la maîtresse de maison propose café ou chocolat. Invite le visiteur à s'installer sur le canapé. Alors, une étoffe glisse sur une large fente dans le dossier et racontes l'expulsion, les meubres jetés par la fenêtre. « Vous préférez peut-être du thé ? », continue l'hôtesse, tandis que le tapis, dans un remède de mois, dit les années de garde-meubles bon marché. Sur un plateau doré, la dame apporte la table ronde, noire et glissante. S'écroule en un geste, dans un bruit de damiers d'hôtel cherché. Et, sur le mur, un calendrier coloré, tout juste sorti des caisses, indique encore son jour où tout s'est

QUATRE MILLE CANDIDATS
Pour sa dix-septième occupation d'immeuble en quatre ans d'existence, le DAL a monté une opération marketing millimétrée, dont le succès étonne encore ses responsables. L'ensemble immobilier, 10.000 m² qui regroupent une école désaffectée et un immeuble d'habitation muré, est situé en plein Saint-Germain-des-Prés, à l'opposé des quartiers populaires où se cantonnait jusqu'à présent ce type d'opération. Vouées à la démolition pour une résidence de

« Avec un copain de galère, on s'est toujours dit que, quand on aurait un chez-soi, on pourrait enfin s'asseoir pour bouquiner tranquille. Mais en fait, je ne sais pas lire. Je les garde en souvenir. »

Solennel. — Tous les jours, à 19 heures, la réunion des occupants est obligatoire. Il s'y règle les tours de ménages de l'escalier commun, les heures de garde, les corvées poubelles. Les premiers jours, les mots étaient prières, parlaient de solidité, d'entraide. Maintenant, une femme demande quand l'ascenseur sera réparé. Une autre se plaint de la voisine, qui a reçu sa famille, « trop bruyamment », dit-elle. Anne et Marc murmurent : « Les Bidochon ont pris le pouvoir, comme d'habitude. » Rumeurs de cages d'escaliers, agences de paniers, microscopiques, si banales qu'elles en deviennent rassurantes, sur la vie qui revient.

« UNIVERSITÉ DES EXCLUS »
 « Abdullah Kelta papote avec sa voisine. Il trouve le quartier trop riche, le Monoprix plus cher qu'ailleurs. « J'aurais préféré Belleville avec les magasins de Chinois. Ils ont plus l'habitude de voir des Africains. » Depuis vingt ans dans la capitale, c'est la première fois qu'il vient à Saint-Germain-des-Près. »
 « On ne dirait pas du tout Paris. »
 « Pépé raconte qu'il vient de s'inscrire sur les listes électorales. »
 « Avant, j'en avais rien à foutre maintenant, ça me relève. »
 Entre l'immuable et l'ancienne école, le DAL a installé une petite

permanence. Des lettres affluent pour signaler des innombrables incoups. Harlem Désir, ancien président de SOS-Racisme, vient de passer. Là: socialistes, Marie-Noëlle Liennemann aussi. Et les Verts, les élus communistes d'arrondissement, des vedettes de cinéma, des voisins avec des colis. Un journal féminin demande l'autorisation de venir faire des photos de mode. « C'est devenu le dernier rendez-vous porisien », s'amuse un occupant. Mais, depuis le 18 décembre, le DAL est surtout subverti par une demande de citation à comparaître devant le tribunal de Boumdeague, reprend Renaud de Boumdeague. Une pression monstrueuse et pas les moyens de fournir, comme les FILM. »

Par la fenêtre, on voit le préau de l'ancien Cour Désir, les salles de classes derrière la brique, vides depuis trois ans. Cet horizon fait rêver Albert Jacquard, professeur au Collège de France et très impliqué dans l'association. « Ce lieu deviendra le seul où personne n'aura honte de ne pas connaître l'accord du participe passé », dit-il. Avec ses confrères, il travaille sur un projet « d'université des exclus », « libre et critique », pour laquelle une association, Droits devant, a été créée. La réunion préparatoire doit avoir lieu le 12 janvier. Déjà, le romancier Didier Daeninckx, le metteur en scène Claude Conforêt, le docteur Catherine Breton, de l'Hôpital Fernand-Widal, le scientifique Hubert Reeves on le professeur Jacques Testard ont dit qu'ils en seraient.

Florence Aubenas

Trois ans après la catastrophe de l'Airbus A-320 d'Air Inter, qui a fait quatre-vingt-sept victimes le 20 janvier 1992 sur le mont Sainte-Odile

Trois ans après la catastrophe de l'Airbus A-320 d'Air Inter, qui a fait quatre-vingt-sept victimes le 20 janvier 1992 sur le mont Sainte-Odile (Bas-Rhin), le rapport des experts judiciaires estime que l'approche de l'A320 sur l'aéroport de Strasbourg a été « compromise par une accumulation d'erreurs ». Tout en soulignant les erreurs, les experts ont formulé des pistes de pilotage, le maître mot en étant quatre facteurs « déterminants » : le fait que l'équipage réunissait deux pilotes récemment qualifiés sur A-320, le mauvais positionnement radar de début d'approche, l'impossibilité d'effectuer des paliers de déclération compte tenu de la procédure d'approche retenue et, enfin, le « dysfonctionnement de l'équipage », qui n'avait pas respecté les procédures de contrôle mutuel. Six autres facteurs de moindre importance auraient également contribué à la catastrophe. Parmi eux figurent les « erreurs des contrôleurs d'Entheim », les instructions données pouvant laisser croire à l'équipage que l'aviation était plus près de l'axe d'approche qu'en réalité, les « insuffisances de la documentation » de bord, les instructions de l'ATIS, les erreurs de communication et les erreurs de l'absence d'une alarme de proximité du sol. Enfin, la nécessité de régler du temps explicite l'abandon de la procédure d'approche initiale d'un niveau de précision élevé au profit d'une approche moins précise permettant d'éviter une attente.

Le ministre du logement, Hervé de Charette, a proposé que l'on utilise pour les logements vacants le système du prix de Baileux, destiné à évaluer l'autonomie. Invité, dimanche 8 janvier, de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde », il a suggéré que les propriétaires de logements vides qui les remettent en location puissent recevoir une prime. Le ministre n'en a pas précisé le montant, mais il a déjà en l'occasion d'évoquer une somme allant de 5 000 à 15 000 francs. Hervé de Charette a également repris l'idée d'une prime pour les propriétaires qui transformeraient des bureaux en logements. Cette dernière mesure, « qui n'attend plus qu'une décision », porterait sur une somme de 1 000 francs le mètre carré dans la limite de 50 000 francs. Tout en répétant que la régulation « n'est pas un bon moyen », le ministre du logement a précisé qu'il « proposerait personnellement au premier ministre de donner son accord au préfet » sur les régulations en cours à Paris. Enfin, il a annoncé que 300 000 logements avaient été mis en chantier en 1994, contre 254 000 en 1993.

RELIGION

■ **ISLAM** : un compromis a été trouvé, vendredi 6 janvier, entre Daïf Boubekeur, recteur de la Mosquée de Paris, et Abdallah Ben Mansour, secrétaire général de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), à propos de la représentation de l'islam de France. La Coordination nationale des musulmans de France, qui a réélu M. Boubekeur président et élu M. Ben Mansour secrétaire général, maintient son autonomie par rapport au Conseil consultatif des musulmans de France récemment créé par la Mosquée de Paris. Un conflit avait éclaté entre MM. Boubekeur et Ben Mansour à propos de la rédaction d'une charte de l'islam de France, qui visait à écarter la Coordination comme instance légitime, au profit d'un Conseil consultatif considéré comme trop proche de la Mosquée de Paris (*Le Monde* date 11-12 décembre).

■ **NANCY** : une information judiciaire visant les activités d'une filiale de Saint-Gobain spécialisée dans la distribution et l'assainissement de l'eau, la Compagnie internationale de service et d'environnement (CISE), a été ouverte vendredi 7 janvier par le parquet de Nancy (Meurthe-et-Moselle). Ouverte pour faux et usage de faux, escroqueries, abus de confiance et abus de biens sociaux, l'instruction fait suite à une enquête préliminaire du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Nancy sur des surfacturations et des fausses factures. L'instruction a été confiée au juge Vincent Turbeaux.

■ **FUSILLADE DE NICE** : une huitième personne, Serge Rubel, a été mise en examen pour « association de malfaiteurs » et écrouée samedi 7 janvier à la maison d'arrêt de Nice dans le cadre de l'Instruction sur la fusillade qui a coté la vie à un policier le 3 janvier. Serge Rubel était présent lors de l'altercation qui a précédé la fusillade avec les fonctionnaires de la brigade anticriminalité. Toutefois, il n'aurait pas tiré sur le sous-brigadier Georges Janvier, blessé mortellement à la tête, ni sur le policier Guy Deshayes qui, blessé à une hanche, a quitté l'hôpital samedi.

■ **BOULOGNE-BILLANCOURT :** *Piscence d'une maison de retraite a provoqué la mort d'une personne âgée et l'intoxication de trente-trois personnes, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 janvier. Selon les pompiers, le sinistre a été déclenché par une cigarette mal éteinte. L'occupante de la chambre dans laquelle s'est déclaré l'incendie a péri dans l'incendie. Légèrement intoxiquées par les fumées et les gaz toxiques, vingt et une ont été soignées dans les réfectoires de la maison de retraite et douze ont été conduites à l'hôpital.*

**ET POURQUOI PAS 2 SEMAINES
DE PERFECTIONNEMENT EN ALLEMAGNE ?
POUR 2.350.-F SEULEMENT !**

**Offre promotionnelle
valable jusqu'en juin 1995**

Lieux de cours et dates 1995 :

Schwäbisch Hall :
22.01.-04.02 / 12.03.-25.03 / 26.03.-08.04 / 17.04.-30.04.

Rothenburg :
12.02.-25.02 / 26.02.-11.03 / 07.05.-20.05 / 21.05.-03.06 / 11.06.-24.06.


L'ALLEMAND A CE PRIX, CA NOUS REGARDE

Je souhaite recevoir gratuitement des informations sur :

- ☐ l'offre promotionnelle de 2 semaines en Allemagne
- ☐ les autres cours intensifs en Allemagne
- ☐ les cours au Goethe-Institut à.....

(Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Paris, Toulouse)

NOM _____
 ADRESSE _____

INSTITUT 
 HELENE WEBER - ALLEE 1
 D-80637 MÜNCHEN
 ALLEMAGNE
 TEL.: 19-49-88 - 15821-200/205
 FAX: 19-49-88 - 15821-202

COMMENTAIRE

RÉVOLUTION ?

Même d'ampleur limitée, la manifestation de ce dimanche aura démontré qu'en matière de logement des plus démunis, la politique est une machine à remonter le temps. Quarante ans après le premier appel de l'abbé Pierre, sa capitale a pu voir défiler sous ses fenêtres un condensé de l'exclusion, immigrés chassés de leur foyer, familles entassées en hotels meublés, salarés jetés à la rue par le chômage. Tous rassemblés par un mot d'ordre unique : « Application de la loi de réquisition », cette réquisition d'urgence sociale de l'après-guerre et que chacun croyait définitivement tombée en désuétude.

...Vos vœux bidonvilles des an-

Francois Bonnet

EDC
ET L'UNIVERSITY OF
SOUTH FLORIDA VOUS
PROPOSENT UN VÉRITABLE

MBA

Associés à CSB (American Society of Colleges of Business) et à l'USF, nous sommes des 20 plus grandes universités d'Etat
présentées et reconnues par le groupe EDC.

SANS QU'IL TERVOTRE ENTREPRISE



Programme bilingue
Semaine (22 weeks ends à l'année)
Programme d'été (Summer) - 10 semaines d'été
Programme d'été (Summer) - 10 semaines d'été

SI VOUS AVEZ

une expérience de management
une maîtrise
une volonté de perfectionnement personnelle

**AGISSEZ POUR VOTRE AVENIR :
COME & JOIN US !**

Contactez-nous :
APPEL GRATUIT
N° Vert 05 151 719
MBA USF / EDC
Groupe Ecole Des Cadres
49, galerie des Dames - La Défense 1
92400 Courbevoie - Tél : (1) 46 93 02 70



ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2^{ème} ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui leur permet d'être admis directement en seconde année. L'objectif est de leur donner une formation au management en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait un des tout premiers centres européens de gestion et de management. Les étudiants qui intègrent l'école peuvent accomplir leur scolarité en alternance sous le régime de l'apprentissage.

Prochaine session
pour la rentrée 1995 :
du 27 Mars
au 29 Mars 1995

Date limite de dépôt des
dossiers de candidature :
15 Février 1995

Documentation
et dossier d'inscription :
ESSEC • Admissions • B.P. 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex
Téléphone : (1) 34.43.31.26

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat,
affilié à la CCI de Versailles Val-d'Oise - Yvelines, membre de la Fesc.

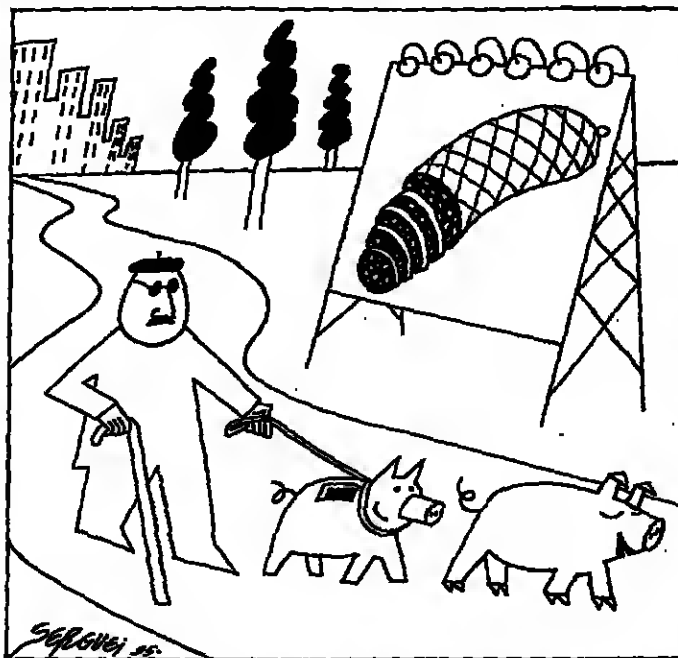
Les Français privilégient les produits qui respectent l'environnement

Selon un rapport du CREDOC, les consommateurs, instruits par la crise, sont devenus plus sélectifs et orientent leurs achats vers des biens « sincères »

Menée pour la troisième année consécutive, l'enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) consacrée aux « grandes tendances de la consommation » fait

apparaître les Français comme des consommateurs précautionneux. Un peu plus optimistes que l'an passé à l'égard de leur environnement économique, ils n'ont pas l'intention d'anticiper le retour de la croissance, jugeant que celle-ci ne leur profitera pas à coup sûr. Une analyse qui va à contre-courant du discours politique sur la reprise, qui vise précisément à rassurer l'opinion et à susciter des comportements d'anticipation...

CONSUMER, « UNE NECESSITÉ »
Ce pessimisme ambiant s'accompagne d'un recul du sentiment de restriction, qu'il s'agisse des vacances, des loisirs, de l'épargne ou de la voiture (ce qui correspond parfaitement à l'évolution du marché de l'automobile). Que les Français aient moins l'impression de se priver ne laisse évidemment pas présager un brusque réveil de la demande, observent les experts du CREDOC. Il est encore plus éclairant de relever que 32,8 % d'entre eux estiment désormais que le fait de consommer est « une nécessité » (29,3 % l'année précédente) plutôt qu'un « plaisir » (8,8 % continuent de s'en persuader contre 11,3 % en 1993). A cela s'ajoute une défiance marquée à l'égard de l'endettement. La proportion de ceux qui déclinent d'y recourir dans l'année atteint 81 % pour le crédit immobilier et 87 % pour le crédit à la consommation, en hausse respectivement de 19 et 17 points...



Dans ce contexte, où la consommation n'est plus une fin en soi, certaines évolutions se précisent. La variable du prix d'achat apparaît moins centrale dans le choix du consommateur qui tend à réhabiliter la notion de

qualité du produit au sens large. Parmi les motivations liées à l'achat, on remarque également une importance croissante accordée à des éléments comme l'existence d'un label de qualité, le fait que le fabricant soutienne finan-

cièrement une cause humanitaire (51 % considèrent que cet élément les incite à l'achat) ou, plus encore, que le produit offre des garanties écologiques (66 %).

Ce retour des valeurs collectives se concrétise à travers le succès des produits « sincères », capables d'exprimer des préoccupations allant au-delà du seul agrément et, même, de susciter un investissement affectif. Grands bénéficiaires de cette tendance, les « produits verts » gagnent en crédibilité. La proportion de consommateurs considérant qu'ils permettent de contribuer à la défense de l'environnement atteint 60 %, en progression de deux points.

SYMPATHIE POUR L'HUMANITAIRE
De même, l'opinion selon laquelle il s'agit d'une mode passagère ou d'une invention des fabricants pour vendre plus cher s'éloigne des clients potentiels. Le succès des « éco-recharges » (lessive ou tout autre produit en sachet permettant de ne pas racheter un nouvel emballage complet), achetées par 54 % des personnes interrogées contre 45 % l'année écoulée, n'est pas étranger à cette montée des préoccupations liées à l'environnement. Les marques qui parti-

cièrent aux causes humanitaires – ne laissent pas l'acheteur indifférent. Le CREDOC observe une croissance de la proportion de ceux qui se disent opposés à l'ouverture des magasins le dimanche.

On note aussi que la provenance du produit (le fait qu'il ait été fabriqué en France) influence les trois quarts des acheteurs alors que la moitié assure que la forme du produit ou l'emballage n'ont pas d'importance. Enfin, le poids accru des considérations sociales paraît également se confirmer à travers l'hostilité croissante (49 % des consommateurs contre 44 % en 1993) à l'égard de l'ouverture des magasins le dimanche.

Des réticences qui proviennent essentiellement des actifs. C'est-à-dire de consommateurs qui sont, souvent, des salariés.

« Les Français se demandent avec une perplexité croissante s'ils profiteront vraiment de la reprise. D'où leur certaine tendance à s'investir davantage dans les valeurs de solidarité. C'est sans doute ce qui fait discerner à travers la montée de l'humanitaire, l'écologie ou la sensibilité au mode in France », assure Robert Rochefort, le directeur du CREDOC.

Jean-Michel Normand

La crise de confiance des candidats à l'emprunt

« LE CRÉDIT ne peut se développer que si l'avenir est prometteur. » Sociologue spécialisée dans la consommation, Danielle Rapoport le rappelle : en matière de crédit, tout est question de confiance. Confiance de celui qui prête, bien sûr. Confiance de l'emprunteur, surtout, qui fait un acte de foi en s'endettant.

Dans les années 80, les ménages se sont laissés séduire par le crédit. Leur taux d'endettement, sans atteindre celui des Américains, a culminé en 1989 : plus d'un Français sur deux (52,8 %) était alors en situation d'emprunteur. Mais, dès les premiers signes de crise, les vieux réflexes sont réapparus. Inquiets quant à leur avenir et impressionnés par les cas de surendettement mis en avant dans les médias, les particuliers ont commencé à rembourser leurs dettes. Aujourd'hui, craignant pour leur emploi ou celui de leurs proches, pour leur retraite ou leur régime d'assurance-maladie, perplexes face au contexte politique, les

Français hésitent à s'endetter sur dix ou quinze ans pour acheter un logement. En novembre 1993, la part des ménages endettés était retombée à 50,3 %. « Depuis », explique Michel Moullart, chargé des rapports de l'Observatoire de l'endettement, tout laisse penser que le mouvement s'est poursuivi. Mais la dérive est plus lente. Le point bas a été atteint en 1994. Cette attitude s'explique par la perte de confiance et non, comme on pourrait l'imaginer, par le niveau élevé des taux d'intérêt. L'an passé, on a assisté, en effet, à une reprise des crédits courts (en hausse de 5 %) alors que l'endettement à long terme est redouté (il recule de 2,5 % pour les crédits à l'habitat).

Un peu plus optimistes que les deux années précédentes, les consommateurs ont quand même acheté quelques biens à tempérament, ce qui fait dire à Denis Stoclet, sociologue spécialiste de la consommation et du marketing, que les Français « ont peur non du crédit mais de la crise ». Lorsqu'ils se

décident à emprunter, c'est à minima, en prenant soin de gonfler leur apport personnel et sur des périodes aussi courtes que possible en choisissant plutôt des formules de type paiement en deux ou trois fois, ou règlement différé. Pour séduire ce consommateur-emprunteur, les établissements de crédit ont d'ailleurs proposé des formules aussi souples et rassurantes que possible.

Monique Deterne, directeur adjoint du Centre national des caisses d'épargne (CENCEP), observe que, « si les ménages se disent réticents face au crédit, ils y recourent quand même lorsque leur machine à laver tombe en panne ». Le CETELEM a noté une forte reprise en fin d'année des demandes de crédit concernant l'équipement de la maison dans les magasins traditionnels, longtemps différés à cause de la crise mais qui ne peuvent l'être indéfiniment.

Françoise Vayssé

Les recettes de l'achat « moral »

DÉPASSÉS, le énème jeu-concours, voyage pour les Seychelles à la clé, ou la subtile sophistication de l'emballage. Désormais, ce sont les produits « porteurs de valeurs », ceux qui ont le chic de déculpabiliser l'acheteur, en lui donnant le sentiment de consommer « moral », qui font recette. L'emballage certifié recyclable, le produit respectueux de la couche d'ozone ou qui s'engage « à reverser 20 centimes à la Croix-Rouge » pour chaque paquet acheté...

Dans la foulée du succès de la lessive Le Chat sans phosphates ou des produits de beauté Body Shop élaborés « sans tests sur les animaux », Prinsic offre dorénavant sa propre gamme de produits « verts », et Monoprix, comme La Redoute ou Les Trois Suisses, appose un label sur les articles particulièrement soucieux de l'environnement. Mettre en avant des considérations humanitaires n'est pas, non plus, sans effet sur le volume des ventes. Pour chaque nou-

nours « Baptiste » proposé depuis l'automne 1993 sur le catalogue de La Redoute, 50 francs sont versés à Médecins sans frontières. Résultat : 27 000 peluches ont trouvé preneur. Evian, qui en 1993 versait 20 centimes à une association caritative pour chaque bouteille renvoyée, a récolté presque 2 milliards de francs. Durant le Tléthon, les ventes de café de chez Kraft-Jacobs Suchard, associé à l'opération, doublent ou triplent.

« PRODUITS DE SENS »

« C'est la fin de l'achat gadget. Dans une société sans repères, sans idéologies, les consommateurs affirment ainsi leurs valeurs », analyse Renaud Degon, de l'Agence de publicité Alice. Selon lui, après les « produits-besoins » des années 60, les « produits-standing » des années 70, les « produits-plaisirs » de la décennie passée, le temps est aux « produits de sens, permettant d'exprimer une générosité et de se sentir bien avec soi-même ». Plus prosaï-

quement, industriels et distributeurs ne cachent pas que ces actions permettent aussi de différencier les produits et de développer une stratégie d'image. « Notre clientèle, essentiellement féminine, est très sensible au devenir des enfants et donc à la protection de l'environnement », explique Jacqueline Courmont, directrice de la communication des Trois Suisses. « Derrière le produit, l'acheteur porte désormais une grande attention à l'emballage : elle doit s'inscrire dans la cité, assumer une forme de responsabilité », ajoute le directeur des produits de La Redoute, Bernard Fraïoli.

« Mais attention, avertit Eric Pinot, directeur marketing d'Evian, la démarche doit sembler authentique, légitime. Il faut que l'entreprise ait une tradition d'action humanitaire, sinon les acheteurs ont le sentiment d'être manipulés, et suspectent la marque de jouer sur la corde sensible pour accroître ses ventes ».

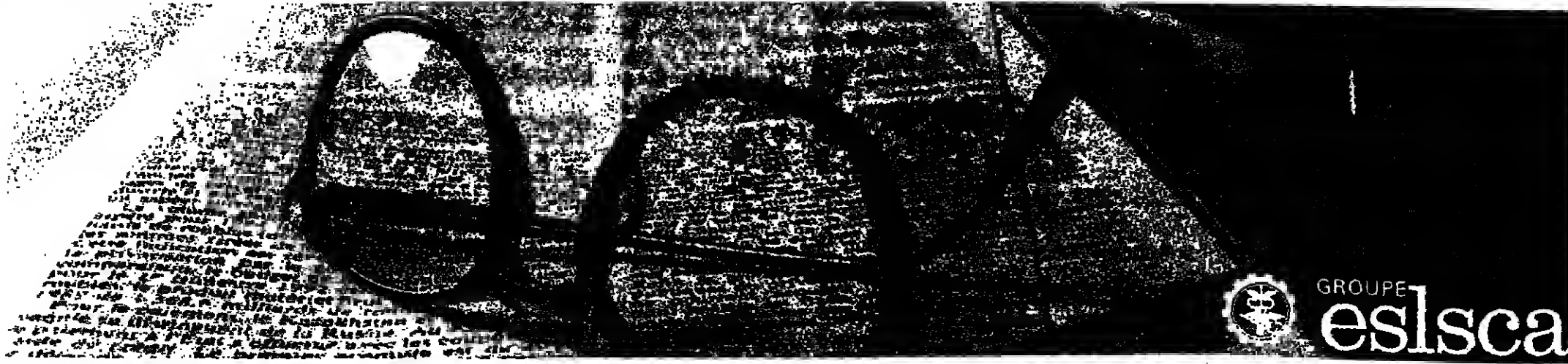
Pascal Kremer

La recherche

Pour rester d'actualité, l'enseignement du management doit s'appuyer sur une pédagogie en constante évolution qui implique un effort de recherche soutenu.

A l'ESLSCA la recherche trouve son expression non seule-

ment dans les travaux du département 3ème Cycle (5 programmes ouverts dès 1988), mais aussi au travers des nombreuses publications du corps enseignant. Ces publications et celles qui sont le fruit de rencontres entre spécialistes réunis à l'ESLSCA, font toutes avancer tant les matières que les moyens de les enseigner. La dimension internationale de l'école permet en outre que ces échanges existent entre plusieurs pays. Bien entendu, les entreprises concernées par ces travaux contribuent à leurs développements et à leurs aboutissements. Car elles savent bien que l'enseignement est l'un des lieux où la recherche s'exprime le mieux.



ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES - 1, RUE BOUGAINVILLE, 75007 PARIS. TÉL. 45.51.32.59. Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État, fondé en 1949, diplôme visé par l'État.

مكتبة البحث

DISPARITIONS

Louis Gasté

Une figure de la chanson populaire française

LE COMPOSITEUR Louis Gasté est mort, dimanche 8 janvier, à son domicile de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), des suites d'un cancer généralisé. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Après Francis Lopez, décédé le 5 janvier (*Le Monde* du 7 janvier), c'est une nouvelle figure de la chanson populaire française qui disparaît. Né à Paris le 18 mars 1906, Louis Gasté - « Loulou » pour le surnom - avait commencé sa carrière en 1931 dans l'orchestre de Ray Ventura, où il jouait de la guitare et du banjo. On commence à parler de lui comme compositeur au début de la seconde guerre mondiale.

Ce passionné de jazz et de dixieland donne avec son ukulélé (1941) et *Elle était si belle* (1941) et *L'âme du diable* à Léo Marjane (1943). Yves Montand le réclame et hérite de *Luna Park* (1944), avec le parolier Jean Guigou puis de *Batling Joe*. Gasté écrit aussi des musiques sur les textes que vient lui proposer une jeune inconnue amoureuse de la chanson, Françoise Giroud.

Il en fait trois succès : *Un par un vont les Indiens* et *Le Petit Chaperon rouge* (1944), interprétés par Lissette. Ce n'était pas original (Jacqueline François).

Louis Gasté devient homme à tout faire : auteur, compositeur, éditeur. En 1945, il rencontre une chanteuse réaliste, Jacqueline Ray, surnommée « Mademoiselle from Armentières » par les Anglais, habituée des radio-crochets dans son Nord natal, chanteuse de l'orchestre de Radio-Lille, qui interprétait Edith Piaf et Léo Marjane. Il lui fait prendre le nom de Line Renaud et transforme l'image de cette jeune fille pétillante, sentimentale et gaie. Ensemble, ils suivent le Tour de France cycliste, font la tournée des studios et entreprennent de longues tournées.

Le succès viendra en 1948, avec *Ma cabane au Canada*, une balade bien pensante où la parolière, Mireille Bréchet, a écrit quelques couplets : « à la Marie Chapdelaine », dit Loulou Gasté, qui ne la mit en musique que parce que sa future femme le lui demandait.

LE PLAGIAT DE « FEELINGS »
Loulou Gasté et Line Renaud étaient mariés depuis quarante-quatre ans. Pour elle, il avait composé des chansons heureuses, drôles (*Le Petit Chien dans la vitrine*, *Le Bal aux Baléares*, *Pampoulet*, *Printemps d'Alsace*), aux mélodies simples. Parallèlement, Loulou Gasté travaillait pour le cinéma. Pour *Le Feu aux poudres*, d'Henry Decoin, il écrit *Pour toi*, chantée par Dario Moreno (1956). En 1975, la chanson est plagiée par un obscur crooner brésilien, Morris Albert. Elle devient *Feelings*. « Il

fut, disait Loulou Gasté, dépassé par son succès. Elle est tombée dans l'oreille des Américains et il y eut des centaines d'enregistrements ».

Après huit ans de bataille judiciaire menée aux États-Unis, Loulou Gasté avait obtenu réparation en 1987 par un demi-million de dollars de dommages et intérêts et une reconnaissance en paternité de la chanson. Le milieu du show-business, où Loulou Gasté comptait de nombreux amis, s'en était réjoui.

C'était rendre justice à un compositeur qui avait la fibre populaire, savait écrire des mélodies tendres et légères, à la mode d'une société prospère et sentimentale, soucieuse de balayer d'un revers de main les sujets d'inquiétude de l'après-guerre.

Les obsèques de Loulou Gasté auront lieu à Paris, à l'église Saint-Honoré d'Eylau, jeudi 12 janvier à 11 heures.

Véronique Mortaigne

Carlos Monzon

De la gloire des rings au déshonneur de la prison

LE BOXEUR argentin Carlos Monzon a trouvé la mort, dimanche 8 janvier, dans un accident de la route qui a coûté la vie à une autre personne, alors qu'il regagnait la prison de Las Flores, près de Santa Fe. Monzon y purgait une peine de onze ans de réclusion pour avoir tué sa troisième femme, Alicia Muniz, au cours d'une très violente dispute, en février 1988. Il avait obtenu un droit de sortir en raison de son bon comportement. Il était âgé de cinquante-deux ans.

Surnommé « El Macho », Monzon avait remporté dans sa carrière quatre-vingt-neuf victoires, dont soixante et une par KO, pour huit nuls et trois défaites. Il avait conquis son premier titre de champion du monde des moyens le 7 novembre 1970, à Rome, en battant l'Italien Nino Benvenuti, tenant du titre depuis trois ans, par KO à la douzième reprise. Monzon a fait la plus grande partie de sa carrière en Europe, où il a

notamment battu deux fois le Français Jean-Claude Bouttier (17 juin 1972 à Paris, abandon à l'appel de la 13^e reprise; 29 septembre 1973 à Paris, aux points). Monzon quitta les rings le 30 juillet 1977, à l'issue d'un quinzième triomphe dans un championnat du monde, contre le Colombien Rodrigo Valdes.

Né dans un milieu très pauvre, le 7 août 1942, à San Javier, à 450 km au nord de Buenos Aires, Carlos Monzon avait commencé à travailler très jeune comme vendeur de journaux, créateur de chaussures ou maçon. À l'âge de dix-sept ans, il comprit qu'il pouvait échapper à sa condition en donnant libre cours à son tempérament impétueux sur les rings. Après quatre-vingt-trois combats amateurs, il passa professionnel en 1963. Devenu l'idole de l'Argentine, à l'égal du pilote Juan Manuel Fangio et avant le footballeur Diego Maradona, le boxeur mena la

vie apparemment insouciant des play-boys de la jet-set, que lui permettaient sa richesse et son passage fulgurant du bas au sommet de l'échelle sociale. Victime de son penchant pour le scandale, il eut plusieurs fois maille à partir avec la justice, qui l'inclut notamment de coups et blessures et de port d'armes. Il avait même été condamné une première fois à six mois de prison pour avoir battu sa première femme, Mercedes Garcia, qu'il avait épousée à l'âge de dix-neuf ans et dont il avait eu trois enfants.

Après un premier divorce, Monzon épousa une actrice, Susana Gimenez, qu'il avait connue en 1974 sur le tournage du film *La Mary*, dans lequel il tenait lui-même un rôle. Cette deuxième union fut également un échec. En troisième nocce, il épousa en 1982 la danseuse Alicia Muniz, qu'il devait tuer, six ans plus tard, au cours d'une dispute. Le couple avait eu un enfant, Maximilien.

AGENDA OFFICIEL

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Lundi 9 janvier :
- 18 heures : cérémonie de remise de la galette des rois.
Mardi 10 janvier :
- 18 h 30 : entretien avec Shimon Pérès, ministre israélien des affaires étrangères.

PREMIER MINISTRE

Lundi 9 janvier :
- 12 heures : présentation des vœux au personnel des services du premier ministre, Edouard Balladur.
- 18 h 30 : présentation des vœux à des personnalités du 15^e arrondissement de Paris, à la mairie de l'arrondissement.
Mardi 10 janvier :
- 10 heures : le premier ministre préside une réunion de ministres consacrée à la présidence française de l'Union européenne.
- 11 heures : présentation des vœux à la presse.
- 13 heures : déjeuner des dirigeants de la majorité.
- 15 heures : installation du comité d'orientation stratégique de la recherche mis en place à l'initiative de François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Christine FAILLIOT LEMAIGNIER et Bruno HALLAK, 46 ans, Châteaufort, ont la joie d'annoncer la naissance de Camille HALLAK, le 5 janvier 1995.

Mariages

José ALLOUCHE et Mousique MARBURGER sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 9 janvier 1995, 3, rue Octave-Fouillet, 75116 Paris.

Décès

- Agos (Hauts-Pyrénées), Constantine (Algérie), Gères (Isère).
M^{me} Marie-Madeleine MORIN, née Clos, nous a quittés le 6 janvier 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Georges Morin, son fils, Abdelhak Berrichi, Charly Guilberd, Et Justine Giraud, demandent à ceux qui l'ont connue et aimée à Agos jusqu'en 1920, à Paris jusqu'en 1930, à Constantine jusqu'en 1979, puis à Gères, de garder vivant le souvenir de son inséparable gentillesse.

Ses obsèques ont eu lieu le 7 janvier, à Gères, dans la plus stricte intimité.
Une messe sera dite à sa mémoire, en l'église de Gères, le dimanche 11, rue Pierre-Giraud, 38610 Gères.

- M^{me} Paul Jacques, née Janine Demangeat, son épouse, M^{me} Jean-Paul Jacamon, M^{me} Monique Jacquet, ses enfants, Christophe, Stéphanie, Daphné et Thomas Jacamon, ses petits-enfants, M^{me} et M^{me} Raymond Jacquet et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Gabriel Barbolat et leurs enfants, M^{me} Jacques Stedey, M^{me} et M^{me} Pierre Brunen, les familles Jacques, Demangeat, Jacamon, Barbolat, Tribault, Cochard, ont la douleur de faire part du décès du

général de corps aérien (C.R.) Paul JACQUET, grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945, survenu le 5 janvier 1995.

Il a été fait don de son corps à la science, selon la volonté du défunt.

Un service religieux à sa mémoire sera célébré en l'église Saint-Louis des Invalides le jeudi 12 janvier, à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes, des poètes. Qu'il repose en paix.

13, avenue Boudon, 75016 Paris.

- Le département terre-ocean-atmosphère, La commission scientifique de géologie et géophysique de l'Institut français de recherche scientifique pour la développement en coopération (ORSTOM), ont la tristesse de faire part du décès de

Richard PREVOT, chercheur géophysicien.

Les obsèques ont eu lieu le 2 janvier 1995, à Grenoble.

ORSTOM, 213, rue La Fayette, 75480 Paris Cedex 10.

- La revue *L'Industrie textile* a le regret de faire part du décès de

Jean PILISI, ingénieur ENSAIT, survenu le 24 décembre 1994.

Spécialiste reconnu des techniques de tissage, Jean Pilisi a apporté sa collaboration à la revue *L'Industrie textile* pendant de très nombreuses années. Pierre S. Robin, directeur de la publication, et l'ensemble des collaborateurs de la revue l'associent à la tristesse de sa famille et de ses amis.

16, rue Ballu, 75311 Paris Cedex 09.

- Marie-Thérèse a la douleur de faire part du décès de

Jean-Claude SURJON, survenu le 5 janvier 1995,

à tous ses amis dont il était écarté depuis dix-huit mois.

« L'amour est, sans doute, la mort. »
Cantique des cantiques.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Angèle VAN DE SANDE, née Yvonne Lehaeghe, survenu le 7 janvier 1995, à Lauris (Vosges).

M^{me} Van de Sande, 27, rue Lecomte-de-Lisle, 75016 Paris.

Anniversaires

- Ce 9 janvier 1995,

Emma SPERBER CULLEN,

aurait seize ans.
Elle est morte le 2 août 1991, tuée par un automobiliste ivre.

Services religieux

- Le Consistoire central, Le Consistoire israélite de Paris, vous informent que les chachkims du grand rabbin Jacob KAPLAN z.z.l., ancien grand rabbin de Paris, ancien grand rabbin de France, grand rabbin du Consistoire central, membre de l'Institut,

auront lieu le mercredi 11 janvier 1995, à 19 h 30, en la Grande Synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9.

Conférences

Les conférences de l'Etoile : « Dieu et la mort »

Six mini-conférences de midi, de 12 h 45 à 13 h 15 précises. Avec Xavier de Chalendar, prêtre catholique, ancien responsable du Centre pastoral de Saint-Méris, et Alain Houziaux, pasteur, docteur en philosophie et en théologie.

Jendredi 12 janvier 1995 : « Dieu décide-t-il de notre mort ? »
Jendredi 19 janvier : « Tu ne tueras point. »

Jendredi 26 janvier : « Qui a tué Jésus ? »
Jendredi 2 février : « Le suicide. »
Jendredi 9 février : « Le problème du mal. »
Jendredi 16 février : « L'au-delà. »

Temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e. Métro : Argentine. Entrée libre. Libre participation aux frais.

Communications diverses

Maison de l'Ébreu : 47-97-30-22. Stages express individuels (moderne, sacré), adultes, enfants (Bar-mitsva).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Soutenances de thèses

- Christophe Bouneau soutiendra sa thèse de doctorat d'histoire, préparée sous la direction de M. le professeur François Caron et intitulée : « L'élection du grand Sud-Ouest de la fin du dix-neuvième siècle à 1946 : genèse et croissance d'un complexe énergétique », le jeudi 12 janvier 1995, à 14 heures, à l'université Paris-IV-Sorbonne, centre Malesherbes, amphithéâtre B, 108, boulevard Malesherbes, Paris-17^e.

Soutenance de thèse de doctorat d'État de lettres, Anne-Marie Collombier : « Recherches sur l'histoire de Chypre à l'époque des royaumes autonomes (huitième-quatrième siècles avant Jésus-Christ) », samedi 14 janvier 1995, à 9 heures, université Paris-X-Nanterre, salle des thèses, bâtiment C 24.

- Jacques Fingerhut soutiendra sa thèse de doctorat d'histoire de l'art intitulée : « L'art de Courbet. Transgressions/Création/Sources », le vendredi 13 janvier 1995, à 14 h 30, salle des Actes de Paris-IV, 1, rue Victor-Cormil, Paris-9. Le jury sera composé de M^{me} Bruno Foucart (Paris-IV) et Eric Darragny (Paris-I), et de M^{me} Petra T. D. Chin (Seton Hall University, New-Jersey, États-Unis) et Geneviève Lacambre (Musée d'Orsay).

CARNET DU MONDE

Télécopier : 45-66-77-13
Téléphone : 40-65-29-94
40-65-29-96

Le Groupe Eslsca

Fondée en 1949, située au cœur de Paris, à proximité de la Tour Eiffel, l'ESLSCA dispose d'atouts exceptionnels dans l'enseignement supérieur du management :

un corps professoral composé de spécialistes de haut niveau, des relations internationales effectives, l'implication des entreprises dans les études et les stages, une vie associative et culturelle enrichissante. 7000 anciens élèves attestent de l'efficacité d'une formation directement adaptée à la vie des affaires, reconnue par les entreprises et sanctionnée par un diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale. L'ESLSCA a développé ces vingt dernières années plusieurs programmes périphériques qui constituent avec elle un groupe d'enseignement supérieur du management de tout premier plan : 3èmes Cycles spécialisés, INSAM (Institut Supérieur des Affaires et du Management), Programme International MBA, Classes Préparatoires (PCS), Centre de Formation Permanente.



ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES - 1, RUE BOUGAINVILLE, 75007 PARIS. TÉL. 45.51.32.59. Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État, fondé en 1949, diplôme visé par l'État.

**PARTEZ TRANQUILLE
AUX SPORTS D'HIVER,
TWINGO EASY SANS
PÉDALE D'EMBRAYAGE
SE CONDUIT
AVEC UN SEUL
PIED.**



PUBLICIS CONSEIL K 0880

TWINGO EASY, À VOUS D'INVENTER LA VIE QUI VA AVEC.

RENAULT présente Elf



RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

modestes employés, familles
immigrés algériens
entrés au pays,
compagnons de route
de l'indépendance,
sont aimés leur
pays d'adoption.
Mais la peur
s'est poussée
à revenir en France.
Ils vivent mal.

Petit
Fran
retou

مكتبة الامم المتحدة

HORIZONS

ENQUÊTE

Modestes employés, femmes d'immigrés algériens rentrés au pays, compagnons de route de l'indépendance, ils ont aimé leur pays d'adoption. Puis la peur les a poussés à revenir en France. Ils le vivent mal.

Ils ont emmené avec eux des images de pêche sous-marine, de roquerfort qu'il fallait acheter au Maroc, la phobie de porter une jupe trop courte, le souvenir d'une manifestation d'enfants volant des chaussures, celui des plages, de l'ambiance dans les cabanons - « c'était vraiment fraternité, fraternité » - des belles-mères qui interdisaient de fumer, du petit voisin devenu tueur à gages, d'un autre aux jambes mitraillées. Ils ont encore en mémoire les rues d'Alger, les voisins qui vivent entassés, les villas « scandinaves » de dignitaires milliardaires, le premier mort que l'on voit un jour de marché, les fusillades le jour, la nuit, les attroupements autour des corps allongés, la certitude d'être épargné, puis les amis égarés - le grand René, « le seul à fabriquer des conserves d'anchois, gentil, aimant la vie » -, la lettre de menace qui arrive chez soi et rappelle, chaque semaine, sur une imprimante d'ordinateur, le sort réservé aux « impies ».

Ils ont vécu, au début, indifférents ou cloîtrés, convaincus qu'il n'y avait pas d'autre vie, petits employés ou femmes d'immigrés retournés au pays, tenant bon dans l'isolement ou l'insouciance affective, petits Français enracinés en Algérie par les hasards de l'Histoire, de l'amour, d'un métier. Un jour, une balle de revolver est allée se ficher dans une armoire de chambre à coucher, une autre dans l'embranchure d'une porte. L'une faisait son lit, l'autre restait chez lui. Un jour, ils ont cessé de mettre « un clipset sur la peau ». Les Français rapatriés d'Algérie sont accueillis au centre de transit de Vaujours à la lisière d'une zone industrielle de Seine-Saint-Denis, un petit immeuble de quatre étages entouré d'un grillage. Des chambres, où voit les fumées de l'usine d'à côté, une plâtrerie-cimentière.

ANTONIOLE revient du supermarché Leclerc. Sur le parking, il était allé à la rencontre des clients, cherchant des immigrés algériens. Deux d'entre eux étaient d'Oran. Ils auraient pu s'arranger, faire la transaction. « Si me demandiez des francs ici et mon ancien patron à Oran donnait des dinars à leurs cousins, mais ça ne va pas marcher ». Fils de coopérant, Antoine, âgé de trente-six ans, vivait à Oran depuis l'âge de quatre ans. Avec son CAP de comptabilité, il était, dit-il, « cadre supérieur », travaillant douze heures par jour à la direction de la production d'une petite usine dont il était le patron pour protéger le patron, un vieux pied-noir resté là-bas. « Je n'avais que des amis, je sortais une fois par semaine au cabaret, j'allais à la pêche le week-end ».

Antoine aimait bien Chadli, l'ancien président. « Il était d'Oran, il connaissait mes patrons. Grâce à ses interventions, on ne manquait jamais de matières premières ». Il n'a jamais compris pourquoi il a fait tirer à balles réelles sur la foule des manifestants en 1988 - « Vous croyez que c'était le bon moyen pour arrêter un soulèvement ? » Il se souvient qu'un voisin de quatorze ans avait dû être amputé d'une jambe. Mais Antoine ne se mêle pas de politique : « C'est pour cette raison que je me taisais, en lisant les lettres de menaces du GIA : ça n'arrivera pas à un mec tranquille comme moi ». Du jour au lendemain, il a vu un jeune voisin de vingt ans faire le beau avec de nouveaux

Petits Français retour d'Algérie

vêtements, acheter de la viande, sortir le soir dans les bars. « T'as gagné au loto sportif ou quoi ? », lui demanda-t-il. « Non, j'ai trouvé mieux... ». Lui répondit le jeune homme. « Plus tard, quand on a recueilli son cadavre, explique Antoine, son frère m'a expliqué qu'il avait tué plusieurs fois pour le GIA, qu'il avait voulu arrêter. Ils recrutent comme ça des jeunes sans emploi, ils leur proposent 20 000 dinars pour une éducation [2 400 francs environ au cours officiel] ; le salaire minimal d'un fonctionnaire est de 4 200 dinars ». Ils acceptent, même s'ils n'ont rien à voir avec le GIA.

COLETTE, elle, a connu son mari en France, en 1966, dans un train entre Persant-Beaumont et Beauvais. « Ensuite, il a voulu que j'accouche dans son pays. Je l'ai suivi ». Ouwère dans une usine à papier, près de la gare de l'Est à Paris - « J'en bavais », elle émigra à Bab-El-Oued, la cité populaire d'Alger où elle vécut « comme une reine, sans travailler ». « A l'époque, il y avait du mimosa et des fleurs dans les cours, les boîtes aux lettres et les ascenseurs n'étaient pas cassés, c'était le paradis ». Bien sûr, il fallait s'habituer. « Pas question d'aller au café, de sortir au cinéma, dit-elle avec des accents d'Ariette, la belle-mère m'interdisait de boire, de fumer. Après, elle m'a appris à faire les gâteaux, la tête de mouton, le gros-double ». Dans la cité, tout le monde se connaissait. « Comment vous dire, ma voisine, c'était une sœur, une mère. A n'importe quelle heure du jour et de la nuit, je pouvais débarquer, on prenait le café, on faisait le vermicelle. Si mon mari me tapait, je dormais chez elle : ils vivaient à douze dans un trois-pièces ».

Longtemps Colette, aujourd'hui âgée de cinquante-cinq ans, a trouvé que les Algériens « avaient peur de parler ». Et pourtant « Chadli, le gouvernement, l'armée,

tous des voleurs ! », s'était écrié l'ouvrière parisienne avec ses voisines, lorsque leurs enfants descendaient dans la rue, en 1988, « pour tout casser ». « Nous, les femmes algériennes, on était de leur côté : les autres, ils avaient leurs comptes en Suisse, leurs villas, leur argent déposé, alors que le peuple n'avait rien à manger ! Les enfants avaient plutôt une usine à chaussures. Je leur avais dit d'aller rapporter les chaussures, des belles qu'on n'avait jamais vues dans les magasins. Ils me répondaient : maman, aujourd'hui et demain, on a le droit de voter. Une petite fille de l'immeuble avait été tuée par une balle perdue ».

Colette avait cru, comme beaucoup dans la cité, en Abassi Madani et Ali Belhadj lorsqu'émergèrent leur mouvement, le Front islamique du salut. « Pour le peuple, c'était bien, c'était musulman, il ne parlait pas d'intégrisme. Madani était vieux, il n'allait pas mentir ». Les enfants de Colette, un fils et

« A l'époque, il y avait du mimosa et des fleurs dans les cours, les boîtes à lettres et les ascenseurs n'étaient pas cassés, c'était le paradis. »

une fille de dix-neuf et dix-sept ans, étaient enthousiastes : « Benhadj va redresser le pays, il va nous donner de l'eau, du travail, des logements », disaient-ils. Sa fille s'était mise à porter le foulard. Un jour, elle était revenue de l'école en pleurant après un cours d'histoire-géo, « avec une mère française, elle avait peur de ne plus se faire de copines ». Son fils lui demanda une fois : « Si le père, maman, ne sors plus avec moi ».

Lorsqu'Antoine a reçu deux balles de revolver dans le coffre de sa voiture, en septembre 1994, il

n'a pas réfléchi : un sac de sport, deux vêtements, les papiers les plus importants « et on se retrouve en France, une main derrière, une main devant ». Colette, elle, vivait enfermée chez elle depuis décembre 1993, date de l'ultimatum du GIA ordonnant à tous les ressortissants français de quitter le territoire. Elle s'était fâchée avec son amie, la voisine de palier : « Elle continuait à être pour le FIS et je lui disais : tu vas voir, on va finir comme en Iran ».

Persone dans la cité n'avait plus vraiment d'amis. Le petit vendeur de journaux avait été assassiné. Le lendemain, six policiers avaient été retrouvés morts, au bas de l'immeuble. Le beau-frère était revenu, un jour, tout pâle à la maison, avec du sang sur les chaussures : un homme s'était fait égorger à quelques centimètres de lui. Des familles entières cherchaient pendant des mois leurs fils disparus. Chaque soir, les Ninjas (les

policiers algériens encagoulés) descendaient dans la cité, « ils faisaient la loi, ils tuaient ». Des familles entières étaient exécutées par le FIS : « Rien n'était normal des deux côtés ». Dans la famille de Colette, un cousin, membre du GIA, s'était impatienté : « Elle n'est pas encore partie, la Roumya [la Française] ? ». « C'était incroyable la peur qu'on avait, et pas seulement chez les Français, tout le monde dans la cité. Trop de morts. Personne n'avait confiance. Votre voisin islamiste pouvait vous exécuter. Je ne sortais en hijab (turque), avec le masque



islamique et les lunettes de soleil, qu'une fois par semaine, pour aller voir la belle-mère. Et encore, je sortais par une porte dérobée : mon mari voulait faire croire que j'étais partie. » Un matin d'octobre 1994, un homme, posté dans l'immeuble d'en face, a tiré sur une silhouette entre des volets à demi-fermés : « J'étais près de mon lit, la balle est passée juste au-dessus de ma tête ». Dans une chambre du centre de transit de Vaujours, elle s'applique aux différents points de broderie « de la Casbah, du Ramadan ». Elle fait une saharienne percée. Elle attend.

FILLE de pieds-noirs alsacien, acrobate dans un cirque algérois et un père livreur de glaces et de charbon -, Marie, quarante-six ans, avait déjà vu, enfant, sa maison plastiquée à trois reprises par les membres de FOAS. « Nous sommes restés, mes parents et moi, coupés du reste de la famille, qui, rapatriée, nous reprochait nos sympathies ». Une jennesse à l'université d'Alger, la foi en Boumedienne, « l'Algérie, le grand pays qui va sortir du sous-développement, on vibrat », ironise-t-elle aujourd'hui, ajoutant : « On a su à quel prix ». Les amis enlevés par la Sécurité militaire, la torture - « après la version française, celle du FLN » -, l'absence de libertés - « on regardait à droite et à gauche avant de parler politique ». Finalement, ce sentiment « qu'ils nous prenaient invariablement pour des cons : à chaque remaniement ministériel, on se disait : « Oh non, pas lui ! ».

Marie se souvient de la première fois qu'elle a vu deux adolescentes voilées : « Les jeunes étaient de rire, ils chantaient des chansons volées : « Zorro est arrivé » dans leur dos. Les petites étaient tétanisées ». Marie aimait la légèreté, la force de dérision des Algériens, la gaieté qui flottait dans les rues, la capacité à remettre à demain une contrariété : « Ça tuait mes copains anglais, on se marrait bien ». Aujourd'hui, quand quelqu'un rit, « les gens se retournent sur lui ».

Elle avait eu assez d'énergie pour ferrailer contre l'instituteur qui s'était défendu d'avoir frappé son fils « avec un tuyau », donner une paire de lunettes de soleil pour obtenir une feuille d'état civil - elle est mariée avec un Algérien - ou tenter de convaincre in extremis ses amis, tellement remontés contre le régime, de ne pas soutenir le FIS. Mais sa voisine, dont les deux neveux sont militants islamistes, lui annonça

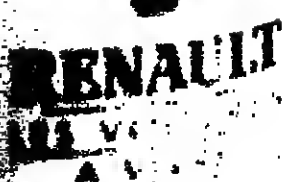
un jour qu'elles auraient désormais un code : « S'ils viennent me menacer de tuer mes enfants pour m'obliger à te faire ouvrir la porte, au lieu de frapper trois petits coups, je sonnerai. Tu comprendras, tu n'ouvriras pas ». Un voisin, islamiste, lui expliqua qu'en général « on exécutait à la troisième menace ». Elle vit la liste des victimes s'allonger. « La peur est arrivée, ils s'attaquaient à n'importe qui. Les islamistes étaient déguisés en policiers ; les policiers, incapables de se protéger ». Marie quitta l'Algérie avec son fils une première fois le 31 décembre 1993, dernier jour fixé par l'ultimatum du GIA, prit un petit hôtel à Paris et tenta les démarches administratives : « Pour l'ouverture d'un dossier, on me demandait une adresse en France, je n'en avais pas ; j'insiste, et l'assistante sociale me répond : « Mais, madame, vous êtes une Française en difficulté comme tout le monde ». A court de devises, Marie se voyait dormir dans la rue avec son fils : « J'ai préféré me confronter à nouveau avec la mort, repartir en Algérie, je retrouvais mon mari, ma maison, j'étais heureuse, je ne pensais plus au terrorisme. Une semaine plus tard, deux Français étaient assassinés... » Marie a repris l'avion le 11 septembre 1994, cette fois pour Montpellier, où elle loge chez une amie, elle aussi réfugiée. Elle parvient à toucher, après quatre mois d'attente, un RMI de 2 400 francs pour elle et son fils, bénéfice d'un logement social depuis décembre 1994. Documentaliste en Algérie, proche de la cinquantaine, elle dit simplement qu'« il faut recommencer ».

SALIM, docteur en mathématiques, ancien professeur à l'université d'Alger, est arrivé en France depuis plus d'un an. Dans l'appartement qu'on vient de lui attribuer dans un grand ensemble de HLM à la périphérie de Toulouse, cet enseignant à la double nationalité s'étend encore de l'atmosphère qui règne dans les centres d'hébergement : « On ne vous explique rien, on vous fait comprendre que ce n'est pas dans votre intérêt de poser trop de questions. » Le mot « rapatrié » est banni, on préfère celui de « rentrants », peut-être pour sous-entendre une différence de statut. « Et on vous installe dans une interité avec une promesse de RMI, alors que beaucoup d'entre nous pourraient travailler tout de suite si l'Etat français reconnaissait les diplômes algériens. On touche à un point sensible, sans doute un des principaux freins à l'immigration », commente Salim, qui, père d'un enfant, touche un RMI de 3 450 francs pour vivre à trois.

Sa femme Nadia, elle aussi ancienne enseignante à l'université d'Alger, a collé pendant un mois des étiquettes dans un supermarché. Condamnés à mort par le GIA, ils ont encore en mémoire des brigades islamistes, « autrefois manipulées par le régime pour briser les grèves à l'université », les rivalités entre les partis démocratiques et l'isolement des intellectuels dans la société. « Les Algériens se reconnaissent dans leur discours, mais ils sentaient que ces gens-là étaient coupés d'eux, lointains. » Ils ont connu un ami, forcé, sous peine de mort, de livrer son frère à un commando du GIA, « et qui a fini par se suicider » ; des voisins, témoins directs d'une exécution dans leur immeuble, assurant à la police qu'ils « n'avaient rien vu, rien entendu » ; des amis devenus injoignables « à partir du moment où nous étions clairement menacés ».

Antoine vient de quitter le centre de transit de Vaujours pour gagner un des foyers, en province, du Comité d'entraide aux Français rapatriés, association financée par le Quai d'Orsay. Il veut retourner sur le parking d'un supermarché, il finira bien par trouver les immigrés algériens qu'il recherche - « quand on a le couteau sous la gorge... ». Colette entame son quatrième mois à regarder les fumées de la cimenterie. « Les familles sont prioritaires pour avoir un logement, qu'est-ce que je peux faire ? » Sa fille l'appelle tous les matins, lui dit : « Bonjour, maman, tout va bien », et raccroche. Un jour, elle a ajouté que le voile, maintenant, elle a « envie de le déchirer ».

Dominique Le Guilledoux



Silence à Skyrock : une censure

par Dominique Rousseau

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel est un monstre juridique qui a pris une décision juridiquement monstrueuse pour sanctionner « les Monstres » de Skyrock. Monstre juridique, le CSA l'est par son identité, puisque, autorité administrative indépendante, il n'est ni un élément du pouvoir exécutif tout en disposant de la faculté de prendre des décisions réglementaires et individuelles, ni un élément du pouvoir judiciaire tout en disposant du pouvoir de prendre des sanctions.

Le principe de la séparation des pouvoirs, garantie traditionnelle contre l'arbitraire, expose sous les coups d'une autorité administrative réunissant ainsi entre ses mains pouvoir de réglementation et pouvoir de sanction. Sans doute n'est-ce plus l'Etat, c'est-à-dire le ministre compétent, qui sanctionne ; mais la répression reste prononcée par une autorité administrative comme dans un Etat de police et non par une autorité judiciaire comme dans un Etat de droit.

Le Conseil constitutionnel, auquel tant de mauvaises choses sont reprochées, s'est efforcé de limiter cette autoconservation de la répression administrative. Ainsi, dans sa décision du 17 janvier 1989

relative précisément au CSA, il a jugé que l'attribution à cette autorité administrative d'un pouvoir de sanction ne portait pas atteinte au principe de la séparation des pouvoirs à la condition que « son exercice soit assorti par la loi de mesures destinées à sauvegarder les droits et libertés constitutionnellement garantis », et que les principes constitutionnels du droit et de la procédure pénale s'appliquent « à toute sanction ayant le caractère d'une punition même si le législateur a laissé le soin de la prononcer à une autorité de nature non judiciaire ».

Monstre juridique, le CSA a pris une décision juridiquement monstrueuse

En d'autres termes, le Conseil constitutionnel cherche à soumettre au même régime de garanties les sanctions administratives et les sanctions pénales. Concrètement, qu'elle soit prononcée par une autorité administrative ou une

autorité judiciaire, une sanction doit toujours respecter, par exemple, les principes du contradictoire, du respect des droits de la défense, de la nécessité des peines... Parce que ces garanties se trouvaient dans la loi, le Conseil constitutionnel a considéré que le pouvoir de sanction donné au CSA n'était pas contraire au principe de la séparation des pouvoirs.

Or, c'est en cela que sa décision est juridiquement monstrueuse, le CSA n'a respecté aucune des garanties prescrites par la loi : pas de contradictoire, pas de mise en demeure, pas de proportionnalité. Sur ce dernier point, si le CSA avait procédé à un examen particulier de l'affaire, il aurait pu entendre qu'une demi-heure après « l'arrêt d'un film qui est mort, ça c'est une bonne nouvelle », un autre animateur de la radio revenait sur cette phrase pour dire « qu'on ne plaisante pas avec la mort d'un homme », que le président de Skyrock a présenté, à l'antenne, ses excuses à la famille et aux policiers ; qu'il a lui-même suspendu l'émission en cause et mis à pied l'animateur concerné. A coup sûr, la sanction est abusive, disproportionnée.

Reste, évidemment, le fait : la phrase, dont l'existence n'est pas contestable. Le CSA l'a interprétée

comme une menace pour l'ordre public et un manquement au respect de la dignité de la personne humaine. Interprétation discutable, qui ne s'attache qu'à l'aspect réaliste des propos en négligeant leur sens symbolique, clair pour tout le monde dans une émission ouvertement provocatrice. Interprétation qui n'est ratifiée ni par l'opinion ni par le jugement des lettrés. Chacun aura reconnu là les attendus de l'arrêt du 31 mai 1949, qui cassait la condamnation, le 27 août 1957, pour outrage à la morale publique de l'auteur des *Fleurs du mal*.

La censure décidée par le CSA sera, elle aussi, pour les mêmes motifs — et sans doute plus rapidement, cassée par les juges. Ce qui aura le mérite de rappeler que la protection des libertés est une chose trop sérieuse pour être confiée à des autorités administratives ; que l'Etat de droit démocratique ne progresse que par l'intervention du juge et la liberté de la presse, qui sont les deux formes essentielles du regard des citoyens contraignant à la vertu leurs représentants.

Dominique Rousseau est professeur de droit public à l'université de Montpellier.

M. Pasqua, son conseiller et les étrangers

par Pierre Bourdieu et Jacques Derrida

Sous le titre « Quand les intellectuels manquent de rigueur », M. Barreau nous reproche de ne pas respecter les faits, tout en concédant du moins aux « intellectuels » (merci pour eux, et les autres ?) « le droit de s'opposer à une politique qui leur déplaît ». La question est en effet politique, à qui veut-on l'apprendre ? Et qu'un conseiller de M. Pasqua ait des lors du mal à nous suivre, qui en sera surpris ? En nous élevant contre cette politique-là, en distinguant rigueur et rigueur, nous contestons l'argumentation de M. Barreau sur les cinq points soulevés par sa réponse embarrassée.

1. Est-il interdit de déclarer désormais son désaccord avec la loi sur la nationalité ? Elle prive certains « jeunes étrangers » de droits dont ils jouissent auparavant ; elle les oblige à des procédures auxquelles personne n'aurait proposé d'avoir recours si elles n'étaient pas, dans leur finalité même, décourageantes.

2. Nous n'avons jamais dit que la fermeture des consulats en Algérie « a été voulue pour empêcher les Algériens ». Nous notons seulement qu'avec nombre d'autres mesures analogues, elle ajoutait aux difficultés déjà considérables de demande et d'obtention de visa dans la situation tragique que l'on sait, quand ces procédures sont souvent un des derniers recours avant la mort.

3. Quand nous regrettons que l'Etat se dessaisisse de sa responsabilité en faveur des maires, on nous répond que « les préfets décident en dernier ressort ». Cette clause de droit n'empêche pas que, en fait, sauf exception, sauf recours juridique laborieux et d'avance décourageant, les maires gardent le pouvoir de décider. Nous voulons souligner les risques d'arbitraire d'une telle délégation.

4. Autre désaccord politique : pour des raisons historiques trop évidentes et compte tenu des responsabilités françaises dans la terrible situation algérienne (responsabilité qu'on peut interpréter différemment, mais qu'on ne peut dénier), nous ne pensons pas que le retour au droit commun pour les Algériens aille de soi et soit

juste, précisément aujourd'hui. « Les Marocains et les Tunisiens s'en accommodent », dit tranquillement M. Barreau. Argument choquant, comme celui qui consiste à rappeler que les accords d'Evian sont chose passée.

Si, comme il nous est répliqué, les « ministères de l'Intérieur et des affaires étrangères » faisaient ou souhaitaient faire le « maximum » pour accueillir les Algériens menacés, pourquoi la rigueur de ces nouveaux décrets ? Car toute la question est là, c'est elle que nous soulevons.

5. M. Barreau devrait savoir que tous les étrangers (même non européens) n'ont pas besoin d'un visa pour entrer en France. C'est ce que nous appelons discrimination. Nous ne préconisons pas en ce lieu et en ce moment une ouverture sans limite des frontières. Nous protestons contre la « rigueur » nouvelle (cette rigueur pour laquelle nous n'avons en effet aucun goût) d'une certaine police de l'immigration, celle dont les récents décrets montrent le vrai visage. Et, au moins autant que contre l'exigence d'un visa, nous protestons contre les conditions inédites et terriblement rigoureuses qui, sous couvert de ces nouveaux décrets, sont faites aux Algériens — et à tant d'autres — pour en demander et en obtenir un.

Si telle n'était pas l'intention déclarée de cette politique répressive, quel sens, peut-on nous le dire, quelle finalité auraient donc de tels décrets ?

Pierre Bourdieu est sociologue.

Jacques Derrida est philosophe.

« Dans *Le Monde*, du 6 janvier, Jean-Claude Barreau, conseiller pour les questions d'immigration de Charles Pasqua, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, répondait à un article de Pierre Bourdieu, Jacques Derrida et Sami Naïr, « Non-assistance à personne en danger », publié dans *Le Monde* du 29 décembre 1994. (Sami Naïr est actuellement hors de France.)

La France pour tous

Suite de la première page

Je me suis abstenu de décliner un catalogue de mesures, comme le veulent les usages électoraux. Nous en verrons beaucoup pendant la campagne. En vérité une action réformatrice n'aura de sens, et d'efficacité, que si la politique cesse de se réfugier derrière le paravent de pseudo-fatalités. Le changement est d'abord affaire de volonté : cette affirmation — gauchiste — recèle en soi une vision politique. Sans mésestimer les pesanteurs économiques, je suis convaincu qu'une ferme volonté de réhabiliter l'Etat républicain peut enclencher un processus de retour à l'emploi, de résorption des inégalités et de restauration de la cohésion nationale.

Cette volonté m'anime. Elle singularise ma candidature. Mieux : elle la justifie. La quête du pouvoir n'est respectable que si le but est élevé. Un désintérêt pèse actuellement sur la classe politique : les Français assistent à un spectacle essentiellement audiovisuel d'ambitions narcissiques, plus ou moins contournées. Ces jeux ne sont plus de mise. Il faut réconcilier les citoyens avec la démocratie en leur proposant une perspective claire de redressement de la France.

Telle est mon ambition. Je ne suis

pas en quête d'honneurs. J'aspire à l'honneur de servir mon pays après plus de trente années d'expérience des rouages de l'Etat. Nul ne peut contester que la nation est affaiblie. Depuis trop longtemps, le pouvoir politique se défait de ses responsabilités en laissant une technocratie d'experts accaparer les leviers de commande de l'Etat. Ce phénomène est d'autant plus pernicieux que cette élite, compétente, honnête, mais politiquement irresponsable, est coupée des réalités. Elle se réfère à des dogmes aujourd'hui discutables, que d'ailleurs beaucoup d'économistes de pointe commencent à récuser.

En préalable à toute réforme, une reprise en main du pouvoir par la politique s'impose : sa primauté est le fondement de toute démocratie. Les Français sont désorientés ; ils veulent être gouvernés par ceux qu'ils ont élus et non anesthésiés par des sondages ou accablés par des perspectives de cauchemar. Ils veulent croire à la politique et ils ont raison : l'agonie de l'idéologie marxiste ne signifie pas que l'ère des idéaux est révolue. Au contraire.

Ils aspirent tout autant à être protégés : c'est la mission de l'Etat républicain. La dérive que nous subissons reflète une mise en berne de la République ? Un idéal qui s'exprime dans la solidarité nationale, l'égalité des chances, la laïcité, l'intégration, la juste récompense du mérite. La République française

a parachevé l'œuvre centralisatrice entreprise par la monarchie contre les féodalités. Il faut pérenniser cette œuvre en garantissant un pacte républicain adapté aux urgences de notre époque. Car soyons lucides : des féodalités existent aujourd'hui comme jadis, elles ne consentiront pas volontiers à abandonner leurs privilèges. Forcé dans les temples de l'histoire, l'idéal républicain nous oblige. Il impose par essence le refus de toute situation qui placerait une catégorie de citoyens en dehors ou au-dessous de la loi. C'est pourquoi, parmi les actions qu'un gouvernement doit engager dès le lendemain de l'élection présidentielle, je définis des urgences : la lutte contre le chômage et l'exclusion, l'insertion des jeunes, une juste répartition des fruits de la croissance.

Une reprise en main du pouvoir par la politique s'impose

Nous sommes aussi en état d'urgence, et même d'alerte, dans les banlieues où prospère une économie mafieuse, liée à la drogue, autour de cités délabrées qui sont la tâche noire de la République. Il faut une réaction rapide des pouvoirs de la loi par les moyens préventifs et répressifs appropriés, et parallèlement un traitement économique vigoureux de ces zones. Ainsi pourra-t-on envisager de relever sérieusement un défi périlleux, celui d'une immigration anarchique, vivier potentiel des intolérances et des extrémismes.

A moyen terme, il faudra réformer sans relâche car la société a changé : la plupart de nos structures sont inadéquates. C'est possible : les atouts de la France sont nombreux, elle n'a aucune raison objective de s'enliser dans le pessimisme. Il faudra rénover notre système éducatif, notre fiscalité, nos pratiques administratives, protéger notre environnement, aménager harmonieusement notre territoire, rendre notre justice plus indépendante et accessible à chacun. Il faudra préserver nos acquis sociaux, menacés par l'évolution de la démographie et des gestions peu cohérentes.

Aucun de ces objectifs n'est inaccessible si l'Etat républicain, armé d'une volonté sans faille, retrouve ses vertus et ses prérogatives. J'espère avoir fait sentir dans la France pour tous que la recherche de la cohésion sociale est, à mes yeux, la priorité absolue. Il n'est pas acceptable que cinq millions de nos compatriotes privés d'emploi, parfois de logement, et donc de socialité, soient réduits à l'assistanat ou à la mendicité, sans autre pers-

pective que la dégradation physique et mentale. Il n'est pas acceptable que les ouvriers, les employés, les cadres de petites entreprises n'aient aucun espoir d'améliorer leurs conditions d'existence, voire celles de leurs enfants. Il n'est pas acceptable que les commerçants, les artisans, les patrons de PME soient dissuadés d'embaucher parce que les charges sont accablantes, les taux d'intérêt dissuasifs, les tracasseries administratives obédissantes.

Il n'est pas acceptable que certains placements enrichissent si vite alors que les salaires stagnent. La recherche de la paix sociale rejoint l'exigence morale la plus élémentaire dans le souci qui est le mien de réparer au plus vite « l'ascenseur social ». Tous les chiffres montrent qu'il est en panne, alors qu'une sociologie convenue s'obstine à croire au développement d'une « classe moyenne ». Les belles âmes ont tendance à cautionner l'immobilisme à grand renfort d'humanitaire. L'action humanitaire est belle et noble, mais elle ne saurait fournir un alibi supplémentaire aux apôtres du renoncement. Les beaux esprits affirment docilement que les impératifs de gestion et les lois de la concurrence internationale nous contraignent à traiter socialement un mal ingérable. Ce faux diagnostic n'est qu'une mauvaise idée reçue. Il berce les esprits paresseux mais il conduit tout droit notre pays au désordre.

Je connais aussi bien qu'un autre les exigences d'une saine gestion et je mesure la distance — infime — qui sépare le volontarisme du populisme. Cependant, en rédigeant la France pour tous, j'ai d'abord pensé aux Français, à leur bon sens, à leur désarroi. Et j'ai souhaité leur faire savoir, expertises à l'appui, que le changement politique, économique et social est à la fois possible et nécessaire. A condition de le vouloir, je me répète à dessein.

Dans la tourmente de l'année 1993, les aléas du moment et la démoralisation de la classe dirigeante n'ont pas dissuadé de Gaulle de restaurer l'ordre républicain, de relancer l'économie, d'imposer le progrès pour tous à des notables longtemps réticents ou sceptiques. S'il avait hésité, ou biaisé, l'importance du décalage aurait menacé la République. Si demain les Français ne se réconcilient pas avec leurs gouvernements et leurs élites autour d'une volonté de renouveau, la fracture sociale s'aggravera et le pire sera à craindre.

Nos compatriotes viennent-ils se rassembler pour qu'à l'orée du XXI^e siècle la France continue d'exister, la République de les protéger, la démocratie d'épanouir leur patriotisme ? C'est l'enjeu. Il n'est pas anodin. Demain les Français vont devoir choisir. J'espère et je crois qu'ils choisiront la volonté et l'espérance.

Jacques Chirac

JOUEURS PORTES OUVERTES
Samedi 25 mai 1995
COUCOUZ D'INVITÉ
Les samedi 3 mai / 6 septembre 1995
Zone stade / 11h30 / 16h30

DEPUIS 28 ANS, L'EUROPE A SON ÉCOLE

ebs
PARIS
Établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat
Diplôme homologué niveau II

Aujourd'hui, les entreprises recherchent des hommes et des femmes imaginatifs, dynamiques, autonomes, mobiles, capables de s'adapter, d'apprendre, de communiquer, de travailler en équipe...

L'EBS prépare ces futurs managers par une triple formation, générale, professionnelle et personnelle.

Quatre années d'études après baccalauréat
Un an dans deux pays européens pour connaître leur langue, leur culture et leurs marchés
13 mois de stages en entreprise en France et à l'étranger pour acquérir un savoir-faire.

A l'EBS, le talent trouve sa voie.

EBS Paris - EBS Madrid - EBS Londres - EBS Munich - EBS Ankara - EBS Milan - EBS Dublin
EBS - Groupe EBS - 27 Bd Ney 75018 Paris
Tél : (1) 40 36 16 88 - Fax : (1) 40 36 40 28 - Minitel : 3614 EBS

مكتبة الأمل

Le Monde

Une décentralisation égoïste et hypocrite

Massacre en Tchétchénie

LE palais présidentiel de Grozny doit « tomber » et l'ordre russe, on plutôt son apparition, régnera de nouveau sur la Tchétchénie : telle semble être maintenant la seule obsession de Boris Eltsine. Et qu'importe si le bâtiment néo-soviétique n'abrite plus Djokhar Doudaïev, le président tchétchène, qu'il porte si la guérilla continue dans d'autres quartiers de la capitale, avant de s'étendre dans les montagnes, qu'il importe si les morts vont s'ajouter aux morts : le drapeau russe doit flotter sur le palais.

En répétant, et plutôt deux fois qu'une, qu'il s'agit d'une affaire interne à la Russie, les Occidentaux ont donné le feu vert à Boris Eltsine. Même le silence aurait été plus digne. Bill Clinton a sans doute franchi les limites de la décence, vendredi 6 janvier, lorsqu'il prit sa plus belle plume pour demander à Boris Eltsine d'épargner... les civils. Comme si les chars russes avaient en face d'eux une armée régulière ! Pour les grandes puissances, le drame tchétchène reste une affaire « interne » à la Fédération de Russie, ce qui préjuge à tous les renoncements.

Se souvenant comme d'une guillemet des mises en garde humanitaires internationales, le président russe n'a même pas fait semblant de négocier avec les représentants tchétchènes. Il n'a même pas décrété, comme savent si bien le faire les Serbes dans l'ex-Yougoslavie, une trêve de quelques jours, quitte à la transgresser quelques heures plus tard. Le palais doit tomber.

Si, avant de recourir à la manière forte, des solutions pacifiques étaient envisageables

CEUX qui, à l'instar du président du Sénat, René Monory, ne ratent pas une occasion de se faire les thuriféraires zélés de la décentralisation seraient bien inspirés, de temps à autre, de tempérer leur jugement. Car si les villes, les districts, les communautés urbaines, les départements et les régions ont incontestablement pris, depuis 1981, une place majeure dans le paysage politique et dans la vie économique du pays (en gérant au total des budgets de quelque 800 milliards de francs), l'état régional et jacobin, dont le symbole s'appelle Bercy, reste, ô combien ! présent, vigilant et influent. Une percutante illustration vient d'en être fournie par l'affaire de la hausse des cotisations de retraite qu'acquiescent les maires, les présidents des conseils généraux ou régionaux et les directeurs d'hôpitaux - ces élus sont des « employeurs » et versent des traitements à plus de deux millions d'agents.

C'est en effet le gouvernement qui, de son propre chef et selon un décret signé par pas moins de six ministres - dont le premier -, vient de décider de faire passer, pendant la trêve des confiseurs, le taux de ce prélèvement de 21,3 % à 25,1 %. L'ère des élus se comprend, car les finances des collectivités locales sont, depuis dix ans, de plus en plus sollicitées, ici pour construire des lycées, là pour financer le RMI, ailleurs pour protéger l'environnement, édifier des logements sociaux ou aider à l'implantation d'une entreprise qui promet de créer des emplois.

Les maires, qui emploient le plus grand nombre de fonctionnaires territoriaux, ont fait leurs calculs : des cotisations de retraite plus lourdes signifient des charges budgétaires supplémentaires, donc, logiquement, un accroissement de la pression fiscale et des risques d'impopularité montants à la veille d'élections municipales. Ce transfert de charges et cette habitude politique de se défaire sur les élus, que beaucoup trouveront hypocrite, ont cependant, du point de vue du gouvernement, une triple légitimité : si le taux de cotisation n'était pas relevé (et l'on avait envisagé à l'automne d'aller plus loin, soit + 4 %, voire + 5 %), le paiement des pensions n'aurait pu être assu-

ré à partir de septembre 1995. D'autre part, il ne serait pas équitable que les fonctionnaires territoriaux, qui, comme ceux de l'Etat, se trouvent quasiment à l'abri du chômage, ne participent pas comme ils le font depuis trois ans, par le mécanisme dit de la « surcompensation », au financement des régimes sociaux structurellement déficitaires, tels ceux des cheminots ou des marins pêcheurs.

5 millions, mais je ne sais pas où ! L'Association des présidents de conseils généraux, qui réunit son conseil d'administration mardi 10 janvier, sous la présidence de Jean Puech, ministre balladurien de l'Agriculture et de la Pêche, évalue pour sa part à 550 millions de francs la charge supplémentaire en 1995 pour les départements.

Personne ne contestera que les compétences et les charges des collectivités se sont beaucoup accrues depuis le début des années 80, avec en corollaire des dérives, voire des fautes, dont se sont rendus coupables des élus, comme en témoignent les affaires qui défraient la chronique judiciaire. Les gouvernements successifs, par impécuniosité ou volonté délibérée de mise aux enchères des crédits budgétaires, ont souvent contraint les collectivités à faire ce qu'elles ne voulaient ou ne pouvaient pas faire. Le résultat est là : la fiscalité locale a allégrement progressé (+ 4,9 % en 1994 et + 7,4 % en 1995), ainsi que l'endettement (les emprunts des collectivités ont augmenté de 7,6 % en 1994 par rapport à 1993), au point que certaines villes sont proches de la cessation de paiement.

Dans ce paysage financier contrasté, on ajoutera, pour ramener l'affaire des cotisations à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) à ses justes proportions, que le poids des cotisations sociales, dans l'ensemble des dépenses, reste stable : 7,3 % en 1987 comme en 1992. Il n'en demeure pas moins que la clarification des relations financières entre l'Etat et les collectivités, qui est la condition de la réussite de la décentralisation, est à peine ébauchée, douze ans après la révolution institutionnelle voulue par Gaston Defferre. De ce point de vue, la loi Pasqua sur le développement du territoire (actuellement déferée au Conseil constitutionnel) n'apporte aucune réponse satisfaisante. Le citoyen-contribuable devra attendre encore longtemps, en lisant son bulletin de paie ou sa feuille d'impôts, avant de savoir vraiment pourquoi, pour qui et à cause de quel il paie.

François Grosrichard

L'Etat régional et jacobin cherche à se défaire de ses charges sur les collectivités locales

Enfin, à une époque où toutes les institutions publiques doivent impérativement maîtriser leurs dépenses, il n'est peut-être pas mauvais que les collectivités soient, elles aussi, incitées indirectement à le faire. Le décret gouvernemental, dans l'optique stricte du ministre du budget aux prises avec des contraintes plus rigoureuses que jamais, a donc une valeur prophétique certaine. Mais sa décision aurait certainement été mieux comprise, dans des temps où l'on parle tant de solidarité, si elle avait été « différenciée », par exemple selon la richesse des collectivités : Neuilly-sur-Seine ou Courbevoie affichent un potentiel fiscal dix, voire quinze fois plus élevé que Stains ou La Courneuve, pour ne parler que de l'Ile-de-France !

« Ne crions tout de même pas à la catastrophe, même si c'est désagréable », estime Maurice Ligo, maire UDF de Cholet et rapporteur du budget des collectivités locales à l'Assemblée nationale. Dans sa ville, la hausse des cotisations représente une charge supplémentaire de quelque 3 millions de francs. « Mais, précise-t-il, nous ferons des économies dans nos dépenses prévues pour ne pas avoir à accroître la fiscalité. » Michel Crépeau, maire (Radical) de La Rochelle, lui, fulmine : « Je suis scandalisé par ce que nous impose l'Etat. Il faut que je trouve

AU FIL DES PAGES/ÉCONOMIE

Procès à la Banque mondiale

LA BANQUE MONDIALE agace. Pensez donc ! Accumuler 1 milliard de dollars de bénéfices par an, tout en travaillant pour le bien-être de l'humanité, voilà qui est suspect. La célèbre tiers-mondiste Susan George ne pouvait laisser passer le cinquantième de la naissance de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement sans monter à l'assaut de la bonne conscience de la dame patronnesse planétaire, qui réussit miraculeusement à aider les pauvres en gagnant de l'argent. En compagnie de Fabrizio Sabelli, juriste anthropologue, elle nous livre un essai à mi-chemin entre l'analyse et le pamphlet, entrecoupé en guise d'interludes de fictions éducatives.

économiquement justifié de transférer des activités toxiques du Nord au Sud puisque la vie humaine a moins de valeur au Sud qu'au Nord. Du reste, comme le dit encore M. Summers, les pays sous-développés sont aussi « sous-pollués ». Le pire, c'est que ce calcul économique poussé jusqu'à l'absurde est implicitement admis par maints gouvernements du tiers-monde, qui ne classent pas le respect de la nature parmi leurs priorités.

Malheureusement, tout l'essai de George et Sabelli n'est pas de la même encre. Les auteurs donnent vite l'impression que, de

toutes façons, la Banque mondiale aura toujours tort. Par conséquent et prudence, elle ne remplit pas sa mission. Mais si elle ouvre largement ses coffres, c'est pour plonger les pays emprunteurs dans l'endettement et la servitude. Qu'elle soit peu regardante sur les régimes aidés, et la voici soupçonnée de subventionner des dictatures. Mais si elle conditionne son aide aux progrès de la démocratie, c'est pour se faire l'agent de l'« impérialisme des droits de l'homme ». Même sur le dossier écologique, où la Banque a réellement beaucoup à se reprocher, ne serait-ce que pour sa prise de conscience tar-

dive, le procès est gâché par trop d'apriorisme. Dommage ! Au moment où l'établissement fondé par Keynes à Bretton Woods en 1944 décide de « décamer » son personnel (une réduction de 10 % est prévue pour les deux prochaines années), et doute de son avenir, le cas de la Banque mondiale reste à instruire.

Philippe Simonnot

* Susan George, Fabrizio Sabelli, *Credits sans frontières. La religion séculière de la Banque mondiale*, traduit de l'anglais par Christophe Delprat, La Découverte, 1994, Paris, 280 p., 135 F

La France sans alternative

JACQUES CHIRAC, Charles Millon, Philippe de Villiers et, bientôt, Edouard Balladur : tout se passe comme si les Français devaient être appelés à choisir, dans quatre mois, le président qu'ils préfèrent, à condition qu'il soit de droite. Un simple retard d'alternance à combler, en somme. Les institutions n'ayant permis de changer, en mars 1993, que la majorité parlementaire, cette élection présidentielle larvée finirait par éclore en avril 1995.

La France a déjà connu un scrutin présidentiel de ce type. C'était en 1969 : l'écrasante majorité de droite envoyée par les électeurs à l'Assemblée nationale, en juin 1968, ne laissait aucune chance à la gauche, un an plus tard, après la démission du général de Gaulle. Déjà, le résultat des élections législatives était apparu comme une victoire pour le premier ministre alors en place, Georges Pompidou, victoire retardée, en quelque sorte, par la mauvaise grâce du général. L'échec de celui-ci au référendum d'avril 1969 allait permettre au successeur réprovoqué de confirmer son emprise sur la majorité et sa suprématie dans l'Électorat de droite.

Toutes proportions gardées, Jacques Chirac est aujourd'hui dans une situation comparable à celle de De Gaulle il y a un quart de siècle. Les élections de mars 1993, dont le maître de Paris revendique le mérite, peuvent être analysées aussi comme un plébiscite de l'Électorat de droite en faveur d'Edouard Balladur. Comme de Gaulle proposait, en 1969, un référendum sur

la décentralisation et voulant régler son compte au conservatisme du Sénat, Jacques Chirac cherche, aujourd'hui, à revenir aux sources en s'adressant au peuple contre les gens en place. S'inspirant - avec prudence - des idées de Philippe Séguin, il voudrait retrouver la force subversive du gaullisme, sa capacité d'exprimer une conscience nationale débordant le cadre des intérêts dominants. Quelque sincérité qu'il y mette, il faut bien constater qu'il n'a guère le choix.

Le camp conservateur a-t-il déjà tranché ? Les sondages, à l'heure qu'il est, promettent à Edouard Balladur une avance décisive au premier tour et la victoire au second. Georges Pompidou ne disposait pas d'un tel avantage en 1969, et la concurrence d'Alain Poher, centriste et président du Sénat, l'avait amené à infléchir ses orientations sur la construction européenne. Aujourd'hui, Philippe de Villiers, d'un côté, après Charles Millon, de l'autre, prétendent influer sur les axes du septennat futur : l'un souffle sur les cendres du « non » au traité de Maastricht, escamotant qu'elles recouvrent des braves mal éteintes ; l'autre veut ranimer la flamme du « oui ».

De ce débat, la gauche est absente. À écouter Edouard Balladur, parlant encore par la voix de son porte-parole, Nicolas Sarkozy, il ne faut espérer aucun « chabaisisme » pour l'avenir. Aucune « nouvelle société » n'est à l'ordre du jour de l'élection présidentielle. Alternance - puisque M. Mitterrand s'en va - mais sans alternative.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Comité d'administration : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Borgeaud, directeur de la rédaction ; Eric Pélissier, directeur de la presse ; Anne Châteaubourg, directeur délégué ; Directeur de l'édition : Philippe Labadie. Rédacteurs en chef : Thomas Renard, Evely Pissel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Groussier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig ; Manuel Luchet, directeur du Monde des idées ; Alain Boffet, Michel Tatu, conseillers de la rédaction ; Daniel Verrier, directeur des relations internationales ; Alain Pommerehne, secrétaire général de la rédaction ; Médiateur : André Laurens ; Conseil de surveillance : Alain Jélou, président ; Olivier Biffand, vice-président ; Anciens directeurs : Robert Ruys-Méry (1944-1949), Jacques Rivet (1949-1982), André Lemaire (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lacroix (1991-1994) ; Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 630 000 F. Présidents actionnaires : Société civile des rédacteurs du Monde, Association Robert-Ruy-Méry, Société anonyme des journaux du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil.

Le nouveau « Monde » par André François



Un étrange raisonnement voudrait que l'on transfère les activités toxiques du Nord au Sud, encore « sous-pollué »

Nos deux auteurs, aidés par des subventions de la Fondation for Deep Ecology de San Francisco et de l'Agence finlandaise de coopération au développement, ont pu accéder à des documents internes, au siège central de Washington. C'est le côté le plus piquant de l'ouvrage. On découvre par exemple l'étrange raisonnement tenu par un certain Lawrence Summers, économiste en chef à la Banque de 1990 à 1993 avant de devenir sous-secrétaire au Trésor des États-Unis. « Entre vous et moi, confiait M. Summers, la Banque mondiale ne devrait-elle pas encourager davantage le transfert des industries sales vers les PMA (pays les moins avancés) ? »

Le raisonnement est le suivant : l'Américain ou l'Européen de quarante ans gagne en moyenne 20 000 dollars par an. S'il reste productif encore pendant vingt-cinq ans, sa « valeur » est de 500 000 dollars. Le citoyen moyen d'un PMA du même âge gagne 360 dollars, et il ne lui reste plus à vivre qu'une quinzaine d'années. Sa « valeur » est donc de 5 400 dollars. Donc il est

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 10 JANVIER 1995

CHOC FRONTAL Bouygues et la Compagnie générale des eaux sont maintenant en situation de choc frontal sur la plupart de leurs activités. Mais si les succès se sont

multipliés pour le premier, la rente de situation que le deuxième s'est créée dans la délégation de services publics risque d'être affectée par les « affaires ». La Générale jouit d'un

solide réseau de relations politiques, mais Bouygues s'appuie sur la puissance de TF1 pour devenir incontournable. ● TOUT OPPOSE les cultures des deux groupes, l'un ras-

semblé autour de Martin Bouygues, l'autre très décentralisé et à la veille d'une restructuration que Jean-Marie Messier conduira en prenant le relais de Guy Dejouany.

● POUR RATTRAPER son retard en France face à la Générale dans les services aux collectivités locales, la meilleure solution pour Bouygues consisterait à racheter la Lyonnaise.

Bouygues veut profiter de la faiblesse de la Générale des eaux

Le numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics a pris la mesure des difficultés rencontrées par son rival, empêtré dans les « affaires »
Principaux terrains d'affrontement : le radiotéléphone et l'international

LE GROUPE BOUYGUES, dédaignant la Lyonnaise, a pris la Générale des eaux en ligne de mire. Pas d'OPA en vue, bien sûr - le rapport des forces ne l'autoriserait pas - mais la certitude tranquille que l'heure est venue d'affronter directement l'empire de la rue d'Anjou à Paris. Le moment s'y prête. La Générale des eaux, pour se débarrasser des « affaires », entre dans l'ère des réajustements et des remises en cause.

L'année 1994, en revanche, a été exceptionnelle pour Bouygues. Avec un féroce appétit, le numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics (BTP) a tout emporté. Scellée en mai, l'alliance avec EDF l'a propulsé, à l'international, au rang d'acteur majeur dans l'offre combinée de services des eaux, de distribution d'électricité et, même, de réseaux téléphoniques. Un accord avec le pétrolier Shell lui permet, en novembre, de porter à 60 % sa participation dans Colas, le numéro un de la construction de routes. Des années de savant lobbying et une loi lui donnent le feu vert qu'il guignait, pour un contrôle renforcé de TF1 dont il détient désormais 36,4 %.

Edouard Balladur, enfin, le récompense doublement. En octobre, il lui accorde le troisième réseau de radiotéléphone ainsi que la construction du grand stade, en consortium cette fois avec ses rivaux de la Générale et de la Lyonnaise. En outre, Cily 2000, la

comme miraculeusement épargné. Bien sûr, Bouygues en joue. Il redécouvre et se plaît à souligner qu'il n'est pas une « compagnie d'eau ». Et se gausse des aller et retour de la Lyonnaise dans le BTP : elle a racheté Dumez en 1990 après avoir affirmé qu'elle n'était pas question d'y revenir. Qui-conque fréquente Martin Bouygues en privé sait la rudesse de ses jugements sur Jérôme Monod, le PDG. Une boutade veut que le groupe Bouygues se dise « capable de racheter la Lyonnaise quand il veut ».

GROUPE CONTRE CONGLOMERAT

Les appréciations portées sur la Générale des eaux ne sont pas plus amènes. Il est vrai qu'au départ tout sépare les deux champions. La culture d'entreprise, d'abord. L'école de Bouygues voulue par le fondateur Francis, c'est celle des chantiers, des « task forces » constituées pour emporter des contrats à l'arraché. La maîtrise avec laquelle Bouygues a soufflé TF1, en 1986, à la barbe du groupe Hachette a fait date. La culture de la Générale est aussi lisse que l'eau. « Pas de risque, pas d'abus, peu de difficultés d'exécution », dit un détracteur perfide. La Rue d'Anjou a le culte de la discrétion, des contrats négociés en tête à tête dans le bureau de Guy Dejouany, son président. Un autre monde.

Bouygues se veut un groupe. La

une interruption dans les services d'eau, en rachetant la SAUR en 1984, pour des raisons à la fois patrimoniales - c'est par son intermédiaire que la famille Bouygues assoit son empire sur le groupe de BTP - et de diversification. Mais cette incursion sur les terres de la Générale demeure modeste. En France, en tout cas, où la SAUR, avec ses 4 milliards de chiffre d'affaires dans la « gestion déléguée de services publics », pèse treize fois moins que la Générale.

En revanche, la présence de la

Générale des eaux dans le BTP a une autre ampleur. Avec 43 milliards de francs de chiffre d'affaires, sa filiale SGE se classe au deuxième rang européen derrière Bouygues. En termes de marge nette (résultat ramené au chiffre d'affaires) de 0,71 % en 1993, la SGE n'est même qu'à quelques encablures de Bouygues (0,77 %) et en remonte à bien des grands de la profession, pour ne citer que Spie-Batignolles ou le pôle de la Lyonnaise des eaux avec Dumez et GTM-Entrepose. Mais le BTP au sein de la Générale pèse moins de

30 % dans le chiffre d'affaires global.

Pour différents qu'ils soient, ces deux rivaux en influence ont identifié les mêmes axes de développement. Désormais, le choc est frontal sur leurs métiers les plus neufs. Ceux sur lesquels ils comptent, tous deux, assurer leur pérennité et bâtir leur puissance au XXI^e siècle : l'électricité et le gaz - c'est passé inaperçu -, la communication et, bien sûr, le téléphone.

Electricité et gaz ? Actionnaire à 65 % de la Compagnie lyonnaise d'électricité aux côtés d'EDF, la SAUR ambitionne de se lancer dans l'exploitation d'un petit gisement gazier dont le produit serait transformé en électricité. La Générale, elle, a construit une grosse centrale (1 000 mégawatts) à l'indépendance, aux États-Unis, dont la mise en service est en cours. En France, elle n'aurait pas hésité à courtiser Pierre Bérégovoy - un ancien gazier - pour obtenir la privatisation de GDF.

ROULEAU COMPRESSEUR

Dans la communication, les engagements des deux rivaux sont connus. TF1 et, plus récemment, la chaîne câblée LCI pour Bouygues. Canal Plus pour la Générale, dont on oublie parfois la présence comme actionnaire minoritaire dans UGC (26,1 %) et même dans l'affichage avec Jean-Claude Decaux (20 %). Et puis il y a le téléphone. L'acharnement de Bouygues pour emporter le troisième réseau de radiotéléphone n'a d'égal que le soudier de la Générale, après des années de flottement, de s'appuyer sur de puissants alliés - dont Alcatel-Alsthom - pour renforcer sa gestion du deuxième réseau. Comment pourrait-elle accepter de se voir marginalisée dans le téléphone, lorsque la déréglementation lui permet de vendre ce service sur ses réseaux de télévision câblée ?

Pour l'emporter, Bouygues compte sur sa stratégie de rouleau compresseur. Avec sa culture de BTP il sait gagner les marchés. La Générale des eaux, elle, sait les négocier. Mais les « affaires » l'en-

travent, mettant à mal réseaux et relais politiques. Le risque est d'autant plus grand que la Compagnie affichait fin 1993 37 milliards de francs de dettes pour 31,6 milliards de fonds propres. Une situation parfaitement maîtrisable, aussi longtemps que ses concessions d'eau lui assurent une rente. Mais que la tourmente des scandales écorne cette « pompe à finances » et tout l'édifice pourrait être fragilisé. Jamais, en revanche, la structure financière de Bouygues n'avait paru aussi solide. A la même date, le groupe de BTP n'avait que 6,5 milliards de francs de dettes pour 9,5 milliards de capitaux propres.

Jamais, sans doute, le « petit » Bouygues (environ 76 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1994) ne s'est senti aussi assuré face au mastodonte qu'est la Générale (154 milliards). Il sent l'adversaire à sa portée, même s'il sait que le nouveau tandem formé par Guy Dejouany et Jean-Marie Messier, son dauphin désigné, lui rendra coup pour coup.

Pierre-Angel Gay
et Caroline Monnot

Deux poids lourds

● Chiffre d'affaires. Numéro un mondial du BTP, Bouygues a quadruplé son chiffre d'affaires en dix ans. Le groupe pèse 76 milliards de francs en terme d'activité et, emploie 90 000 personnes. La Générale des eaux, en revanche, a connu une croissance plus modérée. Son chiffre d'affaires s'élève à 147 milliards de francs de chiffre d'affaires et ses 204 000 collaborateurs, elle représente très exactement l'addition de deux groupes Bouygues.

● Une concurrence logique. Bouygues tire sa croissance de ses nouveaux métiers. Le groupe de BTP s'est diversifié dans la gestion privée de services publics d'abord, dans la communication ensuite, et le téléphone tout récemment. Des domaines où il doit s'imposer face à l'influence de son rival, la Générale des eaux.

Un rapport de forces encore inégal

Pour que Bouygues puisse, en France, rattraper son retard dans les métiers de « gestion déléguée de services publics » - eau, déchets, chauffage, restauration collective ou encore transports urbains -, il lui faudrait racheter la... Lyonnaise des eaux. Au moins. Tant est grand l'écart des forces. Dans ces métiers, la Générale des eaux réalisait, en 1993, un chiffre d'affaires de 52,4 milliards de francs (radiotéléphone compris), suivie de la Lyonnaise avec 21,25 milliards, de la SAUR avec 3,49 milliards et de la CISE (Saint-Gobain) avec 2 milliards. La Générale et Saint-Gobain sont, d'ailleurs, actionnaires l'un de l'autre.

Métier par métier, la Générale des eaux écrase tous ses rivaux. Dans l'eau, bien sûr, où elle détient 38,5 % de la distribution et 22 % dans l'assainissement, mais aussi dans le chauffage urbain (75 % du marché) et le traitement de déchets (50 % avec la collecte et le balayage). A l'exception des établissements pénitentiaires et, surtout, des services funéraires, laissés à la Lyonnaise, le groupe de Guy Dejouany est présent dans toutes les activités de gestion déléguée. La SAUR n'est présente que dans l'eau (10,5 % de la distribution, 4,5 % de l'assainissement) et les déchets (5 %).

branche cinéma de l'empire, décroche avec la *Leçon de piano* de Jane Campion - déjà Palme d'or à Cannes en 1993 - le César du meilleur film étranger et trois Oscars à Hollywood.

Le tableau est si brillant que la mise en examen, en octobre, par le juge Eric Halphen, de Jean-Pierre Combout dans l'affaire des fausses factures « à coloration politique » des HLM de la Ville de Paris, ne parvient pas à l'assombrir. De Jean-Pierre Combout, le public se retient que sa fonction de PDG de la filiale Dragages et travaux, oubliait celle d'administrateur-directeur général de Bouygues qui fait de lui l'un des hommes-clés du groupe. Le géant du BTP paraît

Générale s'accepte conglomérat. Monumental, le siège du premier, Challenger, a l'orgueil insolent d'un capitole. L'immeuble haussmannien du second revêt une discrétion toute bourgeoise. Présent lui-même à TF1 tous les mardis et tous les dimanches, Martin Bouygues a dépêché, dans la chaîne, une centaine de ses collaborateurs. Il n'est jamais venu, en revanche, à l'idée de Guy Dejouany de propulser ses ingénieurs de l'eau à Canal Plus, malgré l'éviction d'André Rousselet. Bouygues se rassemble à l'ombre du « Minotaur » et du fils du fondateur, la Générale se vit comme une entité décentralisée. Certes, la famille Bouygues a fait

Rhône-Poulenc transforme son système de prévoyance

ALORS QUE la plupart des entreprises s'interrogent sur l'attitude à adopter face à l'accroissement des dépenses de santé et au désengagement progressif de la Sécurité sociale, Rhône-Poulenc vient d'ouvrir une piste prometteuse. La direction du groupe a en effet signé, vendredi 6 janvier, avec les cinq syndicats (CGT majoritaire, CFDT, CFE-CGC, CFTC et Force ouvrière) un accord-cadre sur la couverture complémentaire des dépenses de santé. Si la direction accroit sa participation financière, les syndicats acceptent une éventuelle diminution des prestations.

Les structures actuelles sont remises à plat : de la mutuelle locale au contrat d'assurance, soixante-cinq régimes pratiquent des taux de cotisation ou de remboursement très différents. A l'issue des négociations qui vont s'ouvrir dans les sociétés du groupe, quatre ou cinq régimes gèreront les dépenses de santé complémentaires. Si le niveau de couverture doit assurer des prestations identiques pour l'ensemble des catégories de personnel, la véritable révolution concerne les cotisations. Dans un groupe où, jusqu'ici, la direction ne participait qu'au financement de la prévoyance des cadres, l'entreprise versera désormais une cotisation annuelle de 2 400 francs à chacun des 36 000 salariés en France. L'accord prévoit également de « privilégier, dans la mesure du possible, les modalités de prise en charge suscep-

tibles de responsabiliser les assurés » et de « laisser une part des dépenses plus importante à la charge de l'assuré dans le cas d'un fournisseur de prestation non conventionné, avec un plafond ». Autres principes : « assurer une couverture d'autant meilleure que la dépense risque d'atteindre des montants élevés » et « limiter les taux de remboursement dans les postes où le niveau de couverture risque d'influencer le niveau des dépenses réelles ».

EQUILIBRE IMPERATIF

Surtout, à l'heure où de nombreuses mutuelles sont en déficit, l'accord prévoit que « les régimes à créer devront rester équilibrés ». En cas de problème, les partenaires sociaux devront prendre des mesures qui « pourront concerner, en fonction des risques, le niveau des cotisations et les conditions dans lesquelles sont calculées et attribuées les prestations ». Si l'augmentation des cotisations des salariés n'est pas exclue, le niveau de remboursement pourra donc être revu à la baisse, une décision rarement prise jusqu'à très récemment. Enfin, dernier point délicat, surtout aux yeux de la CGT : la situation des retraités. Dans le cas où l'entreprise prend en charge une partie de la cotisation, cette contribution disparaîtra dans un délai maximal de cinq ans. Près de 10 000 retraités sont concernés.

Frédéric Lemaître

Les commandes d'Airbus ont dépassé celles de Boeing en 1994

C'EST la fin des années noires pour Airbus Industrie. La reprise se fait jour, et pour la première fois de son histoire l'avionneur de Toulouse dépasse son concurrent américain, Boeing, même une fois fait le décompte des annulations. En 1994, le consortium européen a finalement enregistré 125 commandes émanant de douze compagnies et 54 annulations, soit un « solde net » positif de 71 appareils, a annoncé l'administrateur-gérant d'Airbus Industrie, Jean Pierson, lundi 9 janvier. L'avionneur de Seattle a enregistré pour sa part 111 commandes pour 44 annulations, soit un « solde net » positif de 67 appareils.

L'Airbus A-340 constitue la majorité des trente commandes enregistrées pour la « famille » A-330/A-340. La « famille » des petits porteurs (A-319/A-320/A-321) enregistre un bon niveau de ventes avec des commandes pour 95 appareils. Cette performance d'Airbus s'explique par l'énorme commande d'IFLC. Fin décembre 1994, le loueur américain a conclu un contrat portant sur 30 appareils, auquel s'est ajoutée une commande de dernière minute de sept Airbus A-321, dont on ignore encore l'acquéreur. Ces bons résultats sont à comparer à ceux de 1993, une année catastrophique pour le constructeur européen. Cette année-là, ce dernier n'avait totalisé que 38 commandes pour... 69 annulations. Les compagnies aériennes mal en point avaient effectué des coupes drastiques dans leurs car-

nets de commandes. Et Airbus avait particulièrement souffert des annulations du loueur d'avions irlandais GPA (Guinness Peat Aviation). Au total, le volume de commandes en 1994 s'élève donc à 9,1 milliards de dollars, soit trois fois plus que l'année précédente.

DES LIVRAISONS DÉCALÉES

Airbus Industrie a livré 123 appareils à 35 compagnies aériennes en 1994. Dans ses prévisions, l'avionneur comptait livrer 130 avions, mais des difficultés techniques liées à la motorisation de son A-330 par les réacteurs Pratt et Whitney l'ont contraint à décaler certaines livraisons au premier trimestre 1995. Ce décal explique que le chiffre d'affaires d'Airbus en 1994 (8,5 milliards de dollars) sera légèrement inférieur à celui réalisé en 1993 (8,7 milliards de dollars). L'année a été marquée par la livraison des premiers Airbus A-321, sortis des chaînes d'assemblage de l'usine de Hambourg, et par la livraison à Federal Express d'un nouveau type d'appareil tout cargo à partir de l'A-300.

A la fin de 1994, le carnet de commandes d'Airbus Industrie s'élève à quelque 615 appareils, représentant 51,8 milliards de dollars. Ceci représente environ cinq ans de production pour les partenaires d'Airbus Industrie, le français Aérospatiale (37,9 %), l'allemand DASA (37,9 %), British Aerospace (20 %) et l'espagnol CASA (4,2 %).

Martine Laronche

METTES L'INTERNATIONAL À LA UNE !

Depuis 75 ans, l'école supérieure de commerce de Strasbourg a un nom :

IECS STRASBOURG

Service Concours ALM, 47 av. de la Forêt Noire, 67082 Strasbourg Cedex - Tél : 88 41 77 51 ou 52 - Fax : 88 41 77 01

■ trois ans et demi de formation approfondie à la gestion, dont un an d'études obligatoires à l'étranger pour tous les étudiants dans 45 universités partenaires en Europe et en Amérique du Nord, sans frais supplémentaires.
■ plus de deux cents entreprises actives dans le recrutement, la formation et le placement des étudiants.
■ un partenariat solide et ambitieux avec l'Université Robert Schuman de Strasbourg, la CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin, la Fondation d'entreprises IECS-EME et les collectivités locales.
■ trois DESS (Commerce International, Achat International et Audit), un OEA, et un centre de recherche à la gestion (CESAG).

Frédéric Lemaître

هكنا من الامم

Les firmes automobiles cherchent un substitut à la « prime Ballardur »

Les constructeurs français et leurs concurrents espéraient une croissance plus forte. Ils voudraient éviter d'avoir à offrir de nouveaux rabais

FAUDRA-T-IL remplacer la « prime Ballardur » ? Cette mesure gouvernementale imaginée par Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, et présentée le 30 janvier 1994, prendra fin le 30 juin. Destinée initialement à accélérer le renouvellement du parc automobile et à doper les ventes, elle a, en réalité, été à l'origine de l'intégralité de la croissance du marché l'an dernier. Sur 1,97 million de voitures vendues, quelque 450 000 ont bénéficié de la prime et ont donc remplacé autant de véhicules de plus de dix ans d'âge au lieu de 200 000 unités environ au cours des années précédentes, sans la « prime Ballardur ». Celle-ci serait donc responsable de 250 000 ventes, ce qui correspond très exactement à la progression du marché.

Ses effets se firent surtout sentir aux mois de mars et avril, puis à la rentrée de septembre alors que les constructeurs craignaient que le bénéfice de cette mesure eût fait long feu. Sans prime, le marché serait resté atone, au même niveau que 1993, année particulièrement dépressive. Pour les Peugeot 306 par exemple, la prime a accompagné une vente sur quatre l'an dernier. Ainsi, la progression de 14,6 % des ventes automobiles en France (Le Monde du 5 janvier) est trompeuse, uniquement assise sur une incitation des pouvoirs publics. Et sur les rabais complémentaires consentis par les marques, de 3 000 à 7 000 francs, dès la mi-février pour améliorer le rendement de la mesure gouvernementale.

Aussi l'arrêt programmé de la disposition gouvernementale après les élections législatives inquiète-t-il les constructeurs. Ils ne pourront à la fois se substituer aux pouvoirs publics dans l'octroi de la prime et proposer leurs remises habituelles. « Au deuxième semestre, le gouvernement devra envisager de nouvelles mesures pour soutenir l'activité automobile », estime déjà Frédéric Saint-Geours, directeur général adjoint d'Automobiles Peugeot, responsable du commercial. A moins qu'une croissance particulièrement soutenue dans l'automobile permette de compenser mécaniquement les effets de la « prime Ballardur ». Xavier Karcher, vice-président d'Automobiles Citroën, veut y croire :

« Après les bons résultats des mois de novembre et décembre (+15,4 %), on rejoint une phase ascendante du marché », commente-t-il. Mais Frédéric Saint-Geours ne table, pour sa part, que sur une croissance de 1,5 % du marché en 1995.

DES CONSOMMATEURS SATISFAITS

Plus grave pour les constructeurs est la généralisation des rabais consentis pour retenir le client et réveiller le marché. Très répandue dans les pays anglo-saxons, cette pratique n'avait guère concerné les ventes automobiles en France jusqu'à présent. Depuis un an, les réseaux de l'Hexagone se sont alignés. Auparavant, ils limitaient leurs remises à des opérations ponctuelles de promotion, toutefois de plus en plus importantes. Aujourd'hui, le rabais est devenu permanent, atteignant 10 000 francs sur des véhicules de la gamme de Volkswagen Golf et Citroën Xantia. Si les consommateurs peuvent s'en réjouir, les constructeurs craignent qu'ils en prennent l'habitude. Pour redresser le cap, Fiat Auto France a lancé les « prix nets » qui, sur les gammes les plus économiques, sont de 6 à 9 % moins élevés que les prix du catalogue. « Pour établir ces prix maxima autorisés, nous avons intégré les remises généralement pratiquées par les concessionnaires après une analyse de dix-huit mois de contrats », explique Jean-Michel Benne, PDG de la filiale du groupe italien. La mesure est à double tranchant. Elle démontre que, sur des modèles réputés sans grande marge bénéficiaire, les constructeurs disposent de capacités d'intervention non négligeables. L'objectif consiste à assurer au client que, même sans négociation de rabais, « il fera une affaire ». Frédéric Saint-Geours espère ne pas être contraint de suivre Fiat sur ce terrain. « La pratique de prix nets n'est pas nouvelle. Elle a déjà été utilisée en Espagne à travers des réductions de 100 000 à 200 000 pesetas de réductions. En Grande-Bretagne, les marges des concessionnaires ont été amputées de 5 % du prix des voitures hors taxes et la mesure a été répercutée sur les prix clients. Tout ceci n'a pas empêché les consommateurs de revenir à la charge pour réclamer de nouveaux rabais. »

Et fait, les constructeurs espèrent tous que le problème de la persistance des rabais se résoudra en France comme aux États-Unis. Les reprises minuscules octroyées à la fin des années 80 se sont estompées avec la reprise économique, les réseaux n'étant plus confrontés à la même nécessité de stimuler une demande en hausse. Compte tenu des effets mécaniques du renouvellement, le marché français devrait revenir en 1997 à son niveau record de l'année 1992, année à laquelle l'automobile américaine devrait avoir abordé la phase décroissante de son cycle. La demande augmentant, les rabais devraient diminuer. Tous les constructeurs assurent qu'ils seront les premiers à embrayer sur la fin des remises.

Mais en attendant, les sociétés automobiles poussent les feux pour améliorer leur productivité et restaurer des marges bénéficiaires laminées par les remises. Ce qui n'est pas sans effet sur l'emploi.

Gilles Bridier

Les assureurs renâclent à couvrir les risques d'Air France

Le détournement de l'Airbus sur l'aéroport d'Alger a gêné la compagnie dans ses négociations lors du renouvellement de sa police d'assurance

APRÈS L'HEUREUX dénouement du détournement de l'Airbus d'Air France par les pirates de l'air du GIA, l'heure est aux comptes. Ironie du sort, c'est le 26 décembre 1994, le jour même où ont été délivrés les otages, qu'a été signé le renouvellement de la police d'assurance de la compagnie. Traditionnellement, c'est le 1^{er} décembre de chaque année que tombe cette échéance. Elle était cette fois rétroactive à la suite de négociations ardues.

C'est pourtant un client que s'arrachent les assureurs. Un prestige coûteux. Le montant de la prime est certes considérable (36 millions de dollars, soit 194 millions de francs). Mais année après année, les accidents s'accumulent. La facture est salée : 130 millions de dollars pour les assureurs, réglés en cinq semaines seulement.

En six ans, les assureurs ont remboursé 253 millions de dollars pour 66 millions de primes et 36 millions de dollars en responsabilité civile pour 33 millions de primes. Pour limiter la hausse de sa prime d'assurances, Christian

Blanc, le nouveau patron d'Air France, décide de mettre en concurrence deux courtiers. D'un côté, la Cécir qui avait obtenu le marché en 1993 avec une offre associant la Réunion aérienne (un ensemble d'usages demi-douzaine d'assureurs français dont l'UAP) et l'Assurance Française Aviation (AGF, Camat, Gan). De l'autre, le Siaci, l'un des dix premiers cabinets de courtage français.

Les premiers font une offre à 70 millions de dollars. Les seconds, ralliant à eux la Réunion aérienne, proposent un contrat à 60 millions de dollars, assorti de clauses avantageuses : si aucun sinistre ne survient en cours d'année, l'UAP, l'un des acteurs prépondérants de la Réunion aérienne, ne donne pas son accord.

Et pourtant, l'offre la plus avantageuse est maintenue et retenue. Mais trop présomptueux, le Siaci ne parvient pas à faire réassurer la totalité du contrat. En désespoir de cause, il est condamné à se retourner vers ses concurrents malheureux. Au final, trois polices à des prix différents ont été sous-

crites pour couvrir l'ensemble des risques d'Air France. C'est une première dans l'histoire de l'assurance. La première police pour 60 millions de dollars fait suite à l'offre initiale et représente la moitié du contrat. Les cotiers de Jacques Friedmann, président de l'UAP, entraînent malgré lui dans cette aventure n'y ont rien changé.

Une seconde police a été récupérée par un ensemble AGF-GAN-Camat. Elle couvre environ 35 % des risques de la compagnie aérienne avec un tarif supérieur d'environ 20 % à celui du Siaci. Le solde est assuré par Axa à un prix encore légèrement supérieur. Chez Air France, on se montre plus que discret sur ce dossier peu glorieux qui lui fait déboursier près de 10 millions de dollars supplémentaires. Quant aux assureurs, ils n'ont pas encore encaissé la prime mais doivent déjà payer les réparations de l'Airbus détourné. Les dégâts causés au cockpit de l'appareil sont évalués à quelque 5 millions de dollars.

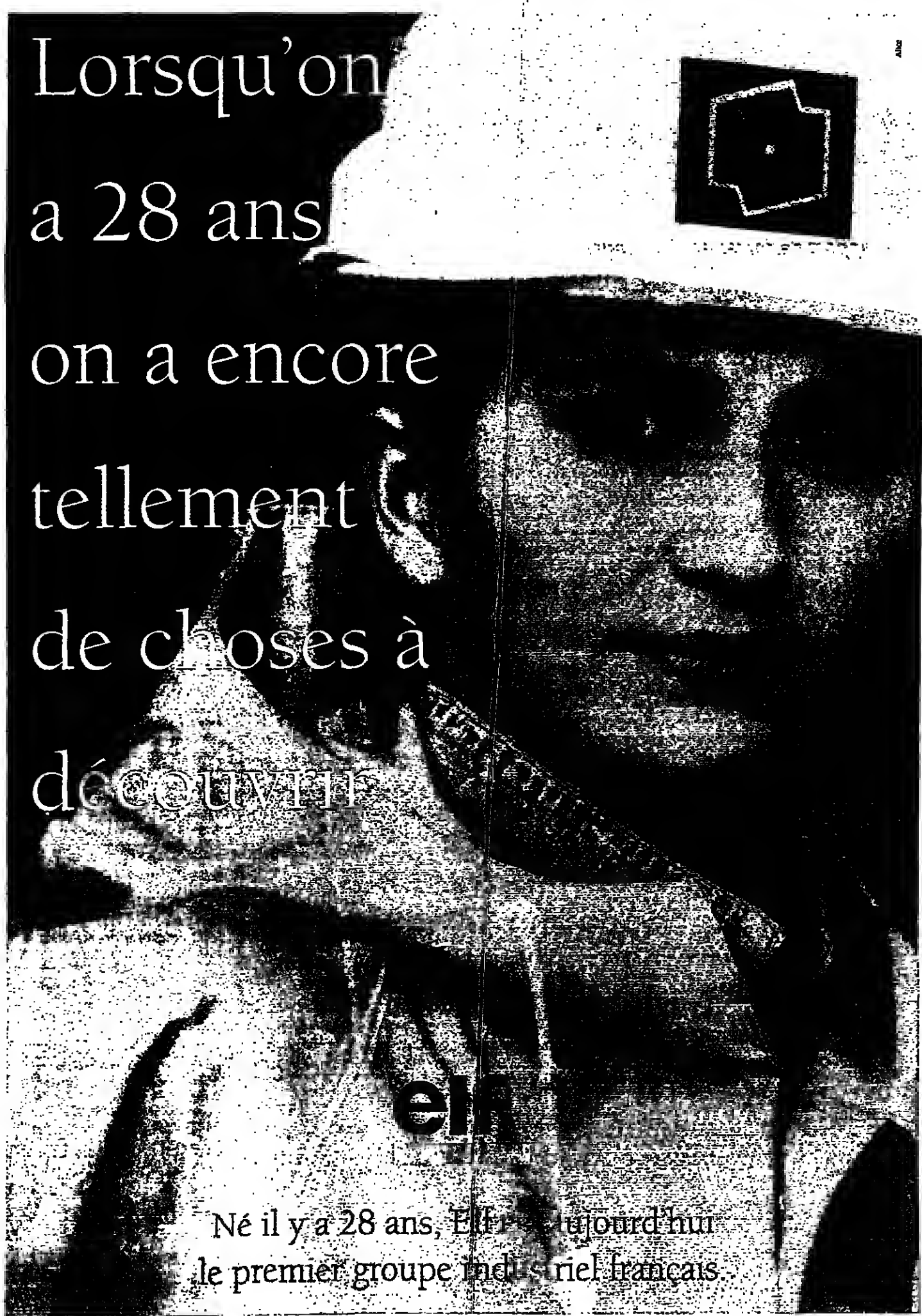
Babette Stern

Lorsqu'on a 28 ans

on a encore tellement

de choses à

découvrir



Né il y a 28 ans, il est aujourd'hui le premier groupe industriel français.

Frédéric Lemaître

Renault va embaucher mille deux cents salariés

POUR LA QUATRIÈME année consécutive, Renault entend, tout en continuant de réduire ses effectifs, poursuivre sa politique de rajeunissement de sa pyramide des âges entamée en 1992.

La direction devait consulter, mardi 10 janvier, le comité central d'entreprise sur un nouveau projet de convention de préretraite progressive. Huit cents salariés de plus de cinquante-cinq ans passeraient à mi-temps (dont deux cents personnes dans le réseau commercial, ce qui est nouveau) et, en compensation, quatre cents jeunes seraient embauchés. Les jeunes embauchés dans le cadre de cette opération, qui touche les principaux sites industriels, le siège social et le réseau, sont en priorité des demandeurs d'emploi de moins de trente ans. Durant les deux premières années, ils suivent un parcours de formation d'environ deux cents heures, mais qui peut atteindre cinq cents heures.

« ENTREPRISE-CITOYENNE »

Cette opération s'inscrit dans le cadre du plan social 1995 annoncé en décembre 1994, qui prévoit la suppression de 1 735 emplois sans « licenciement sec ».

Ce rajeunissement concerne également les secteurs non touchés par le plan social. Ainsi Renault, qui a recruté plus de huit cents jeunes en 1994 - essentiellement des techniciens et des ingénieurs - restera fidèle à cette politique en 1995. Pour la première fois depuis plusieurs années, la

firme de Billancourt devrait donc recruter environ mille deux cents personnes cette année dans un environnement économique qualifié de « stable » par rapport à 1994.

Par ailleurs, Renault, qui n'a jamais voulu totalement renoncer à son image d'« entreprise-citoyenne », a signé un accord-cadre avec le ministère du travail, début novembre 1994, qui concerne essentiellement des jeunes faiblement qualifiés et se déroule sur deux ans (1995-1996).

Six cents jeunes de dix-huit à vingt-deux ans bénéficieront d'une formation de quinze à vingt-deux mois pendant laquelle ils se familiariseront avec l'entreprise puis exerceront une activité de travail, en alternance avec une formation.

A l'issue de ce « parcours qualifiant », les jeunes pourront obtenir soit une attestation de cette formation, soit - et c'est évidemment préférable - un CAP d'« exploitant de conduite industrielle », un diplôme élaboré en commun avec l'éducation nationale et dont la vocation dépasse le seul secteur automobile. En effet, ils ne seront pas nécessairement embauchés chez Renault. C'est pourquoi ce parcours d'insertion professionnelle se conclut par une session de « technique de recherche d'emploi » et d'un appui de celui qui a été leur tuteur. Six bassins d'emploi sont concernés : Douai, Flins, Le Mans, Le Havre, Elbeuf et Dieppe.

L'AFP équilibre ses comptes en 1994

L'agence de presse française souffre cependant d'un manque de moyens financiers au moment où elle doit affronter la concurrence de Reuter et d'Associated Press

Troisième agence de presse mondiale, l'Agence France Presse sort d'un plan d'économies de quatre ans qui lui a permis d'équilibrer ses comptes en 1994 pour la première fois depuis de nombreuses années. Après le changement brutal

du directeur de l'information, la direction de l'agence doit présenter, au premier semestre, un projet budgétaire pour l'an 2000. Forte d'une bonne image de marque, l'agence française ne dispose que d'une étroite marge de manœuvre

financière, alors qu'elle doit affronter la concurrence des agences britanniques Reuter et américaine Associated Press (AP) qui ont longtemps disposé d'une importante avance technologique et se lancent dans la télévision.

« NOTE DE PARIS sur le télé que nous venons de rebrancher (il n'y a maintenant plus d'électricité et nous sommes réduits à utiliser l'allume-cigare de la voiture...) : les Russes disent avoir pris le palais présidentiel (...). Nous savons à quel point les informations données par Moscou n'ont aucun rapport avec la réalité. Mais il reste toujours un petit doute, et il faut aller vérifier. » L'envoyée spéciale de l'Agence France Presse (AFP) à Grozny, Isabelle Astigarraga, faisait ainsi le récit de la nuit d'assaut de la capitale tchétchène par les troupes russes. Le 1^{er} janvier, l'AFP était la dernière agence encore présente à Grozny (Le Monde du 3 janvier). Pour « aller vérifier », un autre correspondant de l'agence, Stéphane Orjot, a été blessé à Grozny, un peu plus tard.

Les dépêches envoyées par Isabelle Astigarraga, Stéphane Orjot, Sébastien Smith ou Marielle Eudes ont été publiées et signées dans plusieurs journaux, notamment dans Le Monde. Généralement, on les retrouve avec pour seules signatures trois initiales : AFP. Trois lettres derrière lesquelles se cachent le millier de journalistes anonymes de l'agence.

« Avec Grozny, l'Algérie, le détournement de l'Airbus d'Alger, on marque des points sur Reuter. On est en progression sur la qualité de l'information », constate un directeur de bureau à l'étranger. « L'AFP est en progrès, renchérit Pierre Feuilleux, chef du service informations générales et responsable CGT. Mais on a du mal à se promouvoir. En photo, on est la première agence de presse mondiale à avoir fait simultanément la couv-

ture des trois principaux hebdomadaires américains, Time, Newsweek, US News and World Report : le premier quotidien anglais, le Daily Telegraph (un million d'exemplaires) s'est désabonné de Reuter pour prendre l'AFP. Lors du détournement de l'Airbus, LCI lisait les dépêches de l'AFP. Tous deux et beaucoup d'autres, au sein de l'agence, ajoutent : « Mais il manque un vrai projet rédactionnel. »

« COUP DE FORCE » Le 30 décembre 1994, un communiqué de la direction annonçait le remplacement du directeur de l'information, Georges Bianchi, par Yvan Chemla (Le Monde daté 1-2 janvier). Au-delà de la « lamentable querelle de personnes » qu'évoque un journaliste et de l'impression de précipitation qu'a donnée ce « limogeage », pourtant attendu au sein de l'agence (« on avait l'impression d'un coup de force alors que ça n'en était pas un », note un membre du conseil d'administration), cette décision traduit la montée en puissance du numéro deux de l'agence, Pierre Lemoine, directeur général adjoint.

« Notre marché, ce sont les médias, explique Lionel Fleury, ça ne sert à rien de se disperser, il faut se recentrer sur les médias au sens large : la presse, mais c'est un marché en voie de saturation ; l'audiovisuel, qui représente un potentiel de développement important, mais également tous les distributeurs économiques, demandeurs de market moving news, de nouvelles susceptibles de faire bouger les marchés financiers. On fournit un texte bien adapté pour la presse, il veut

mieux l'adapter aux besoins de la télévision. »

« Le travail de l'agence se faisait en fonction des médias traditionnels et notamment de la presse, explique pour sa part Pierre Lemoine. On se demandait ensuite comment l'habiller différemment pour d'autres clients. C'est ce qu'il faut changer, en tenant compte des nouvelles demandes et en élargissant notre façon de collecter l'information pour élargir aussi notre façon de la redistribuer. C'est un travail de réflexion qui se fera secteur par secteur, avec tous les services. Le projet devrait être prêt dans le courant du premier semestre. »

CONCURRENCE EN ASIE

D'autres développements sont prévus en photo, en infographie, en sports et en économie, secteur que l'AFP a considérablement développé ces dernières années, mais avec vingt ans de retard par rapport à ses concurrents, l'agence américaine Associated Press (AP), qui s'est associée à Dow Jones en 1969, et surtout l'agence britannique Reuter. En 1991, l'AFP a lancé AFX, un service économique en anglais, avec l'agence financière britannique EXTEL. AFX devrait parvenir à l'équilibre cette année et réaliser un chiffre d'affaires de 3 millions de livres (environ 25 millions de francs). AFX peut désormais compter sur le puissant groupe Pearson, propriétaire du Financial Times, qui a repris EXTEL. Cette filiale poursuit son développement. AFX-Asie devant être lancée au printemps.

L'Asie constitue d'ailleurs un terrain où l'AFP a su bien s'implanter, malgré une concurrence acharnée y compris des

agences financières américaines comme Bloomberg et Knight-Ridder. Et l'implantation sur ce marché extrêmement dynamique ne peut se faire qu'en anglais. Mais ces développements sont coûteux. « L'information est de plus en plus chère à collecter, constate Lionel Fleury, un mal coûte quatre francs. » Et l'AFP n'a pas beaucoup d'argent : l'essentiel de ses recettes provient des abonnements des pouvoirs publics (46 %), de la presse (13 %) et des médias étrangers (22 %).

« L'indépendance fondamentale de la mission remplie par l'agence et de son mode de financement la condamne inexorablement à un cycle déclinant de déficits croissants, de plans de sauvetage périodiques et de crises de confiance à répétition », constatait déjà, en 1990, le précédent président de l'agence, Claude Moisy. A l'issue du plan quadriennal 1990-1994, mis en place par Claude Moisy et poursuivi par Lionel Fleury, l'AFP devrait équilibrer son budget en 1994, pour la première fois depuis longtemps.

« Elle est désormais capable de s'autofinancer, souligne M. Fleury. On peut investir, mais on n'a pas beaucoup de marge de manœuvre et pas le droit de se tromper. » Cette voie étroite suffira-t-elle - et pour combien de temps ? - à assurer le développement international d'une agence française face à AP, qui réalise l'essentiel de ses recettes aux Etats-Unis, et à Reuter, dont le chiffre d'affaires médias - équivalent à celui de l'AFP - ne représente que 6 % de celui du groupe ?

Alain Salles

Trois agences mondiales

● Reuter. Agence britannique créée en 1851, spécialisée dans l'information économique et financière. Statut : société privée cotée en Bourse. Effectifs : 11 500 salariés, dont 1 500 journalistes (rédacteurs, photographes, cameramen). 38 000 abonnés. Chiffre d'affaires (1993) : 1,87 milliard de livres (15 milliards de francs), dont chiffre d'affaires médias : 127 millions de livres (environ 1 milliard de francs) ; bénéfices : 440 millions de livres (3,5 milliards de francs). Cinq langues : anglais, allemand, arabe, espagnol, français.

● Associated Press. Agence américaine fondée en 1848. Statut : société coopérative sans but lucratif. Effectifs : 3 157 salariés, dont 1 323 journalistes (311 hors des Etats-Unis). 17 000 abonnés, dont la moitié hors des Etats-Unis. Chiffre d'affaires (1994) : 382,2 millions de dollars (environ 1,9 milliard de francs). Cinq langues. Filiale : AP-Dow Jones, agence spécialisée dans les informations économiques et financières.

● Agence France-Presse. Agence française née en 1944, héritière de l'agence Havas fondée en 1835. Statut : « Organisme autonome doté de la personnalité civile et dont le fonctionnement est assuré suivant les règles commerciales » (loi du 10 janvier 1957). Effectifs : 1 210 salariés, dont 670 journalistes (auxquels il faut ajouter 400 journalistes recrutés localement à l'étranger). 12 500 abonnés. Chiffre d'affaires : 1,06 milliard de francs. Résultat : - 16,9 millions de francs (1993). Six langues : français, anglais, espagnol, arabe, portugais, allemand.

John Baillie
1883 - 1993
Tailleur de père en fils

SOLDES
costumes traditionnels

1, rue Auber - 5 place de l'Opéra
Paris 94 - Tél : 47.42.48.17
47.42.48.24

Dassault prend 10 % du capital de la radio économique BFM

Le groupe Dassault va prendre 10 % de la radio économique et financière BFM dans le cadre d'une augmentation de capital de 60 millions de francs. Le capital de la station (40 millions de francs) est actuellement détenu par la Compagnie financière Rothschild (33 %), son cofondateur Jacques Aberger (33 %), président de FCC, la holding propriétaire de BFM, Rochefortaise Communication (18 %), Médiavision (10 %) et des actionnaires individuels. Vendredi 6 janvier, les actionnaires ont souscrit à une augmentation de capital de 40 millions, qui sera suivie d'une augmentation de 20 millions de francs, avec de nouveaux actionnaires comme Dassault. La radio emploie une trentaine de journalistes.

■ JEUNESSE : le premier numéro de « Clés de l'actualité junior », hebdomadaire destiné aux 8-12 ans, doit paraître jeudi 12 janvier. Il est dû au groupe de presse toulousain Milan Presse, spécialiste de la presse jeunesse (Mikado, Toupie, Les Clés de l'actualité, etc.) qui a investi 6 millions de francs dans ce projet. Sur huit pages abondamment illustrées de cartes et de schémas en couleurs, Les Clés de l'actualité junior offre une multiplicité de sujets (économie, étranger, cinéma, etc.). Vendu 5 francs, le premier numéro a été tiré à 250 000 exemplaires et table sur un chiffre de vente en 1995 de 60 000. Son aîné, Les Clés de l'actualité, lancé il y a trois ans et destiné aux 14-18 ans, est diffusé à 85 000 exemplaires (chiffres éditeur).

■ CABLE : Multivision, la chaîne câblée avec paiement à la séance spécialisée dans le cinéma et les grands événements sportifs, proposera mardi 10 janvier un deuxième service appelé Multivision 2, qui sera d'abord accessible à Paris et en Ile-de-France puis à la province. Multivision 1 est déjà reprise sur plus de vingt-cinq réseaux câblés en France. Avec deux canaux, les téléspectateurs abonnés à Multivision pourront choisir à chaque moment entre deux films différents. Un décalage d'horaires entre les deux services devrait « augmenter les possibilités de choix ».

■ PRESSE : Marie-France Baylet quitte la présidence de « La Nouvelle République des Pyrénées », journal du groupe La Dépêche du Midi. A la tête de ce quotidien du soir depuis sept ans, elle est remplacée à Tarbes par Joseph Besnainou, ancien directeur des ressources humaines du Midi Libre. Celui-ci prendra ses fonctions le 9 février et sera également directeur de la rédaction, à la place de Michel Fillière. L'actuel directeur général du journal, Claude Gaits, maire adjoint de Tarbes, fils du directeur-fondateur du quotidien, ne figure plus au sein de l'équipe dirigeante.

■ ETATS-UNIS : Time Warner Inc., premier groupe américain de communications, serait sur le point de racheter tout ou partie du câble-opérateur Cablevision Industries Inc. pour un montant allant de 2,5 milliards à 3 milliards de dollars (plus de 12 à plus de 15 milliards de francs) selon le Wall Street Journal. La proposition de Time Warner doit être présentée au conseil d'administration de Cablevision, mercredi 18 janvier, car le groupe est endetté de 15 milliards de dollars et Cablevision de 1 milliard. Cette acquisition pourrait permettre à Time Warner de devenir le premier câble-opérateur américain à la place de Telecommunications Inc. (TCI), 10,3 millions d'abonnés.

La Bourse au service des Particuliers
■ NIVARD FLORNOY GESTION
Maison de Titres
47, avenue George V • 75008 Paris • Téléphone : (1) 40 73 01 01

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR AVIS AU PUBLIC

LIAISON INTERCOMMUNALE NORD-OUEST DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE (LINO)

Prolongation de l'enquête publique jusqu'au 28 janvier 1995 et tenue d'une réunion publique

Par décision de la commission d'enquête en date du 14 décembre 1994, l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique portant également sur la mise en compatibilité des P.O.S. relative au projet de liaison intercommunale nord-ouest de l'agglomération dijonnaise ouverte du 1^{er} décembre 1994 au 14 janvier 1995 EST PROLONGÉE JUSQU'AU 28 JANVIER 1995 INCLUS.

Jusqu'à cette date, le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur les registres ouverts en mairie aux jours et heures suivants :

— PLOMBIÈRES-les-DIJON : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, le samedi de 9 heures à 12 heures.

— TALANT : du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, le samedi de 9 heures à 12 heures.

— DAIX : du lundi au vendredi de 10 heures à 12 heures, les mardis et vendredis de 16 h 30 à 19 heures.

— FONTAINE-les-DIJON : du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi de 9 heures à 12 heures.

— AHIJY : du lundi au mercredi de 17 heures à 19 heures, les vendredis de 14 heures à 17 heures.

— DIJON, Direction du Plan, 11, rue Victor-Dumas : du lundi au vendredi de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 h 30.

Dans le cadre de cette prolongation, la commission d'enquête a fixé trois nouvelles permanences pendant lesquelles un des commissaires enquêteurs au moins recevra les observations orales du public les jours et heures suivants :

— mercredi 25 janvier 1995 de 14 h 30 à 17 heures en mairie de FONTAINE-les-DIJON, place Carrois ;

— vendredi 27 janvier 1995 de 14 h 30 à 17 heures en mairie de TALANT, 15, rue Vannerie ;

— samedi 28 janvier 1995 de 9 heures à 12 heures en mairie de TALANT, 15, rue Vannerie ;

Les observations écrites pourront également être adressées jusqu'au 28 janvier 1995 inclus au président de la commission en mairie de PLOMBIÈRES-les-DIJON.

De plus, l'organisation d'une réunion publique en présence du maître d'ouvrage a été décidée le 14 décembre 1994 par le président de la commission d'enquête, après accord du président du tribunal administratif de DIJON.

Cette réunion publique se tiendra le :

SAMEDI 21 JANVIER 1995
de 9 heures à 12 heures
Cité administrative du département de la Côte-d'Or
Salle d'honneur Tissot
1, rue Joseph-Tissot à DIJON

le préfet
Michel BESSE

★
★
GEMINI

Gemini Consulting,
leader en
Business TransformationSM,
vous souhaite

une très bonne année

et vous informe
que ses bureaux s'installent

153, rue de Courcelles
75017 Paris

Tél (1) 44.40.19.00

Fax (1) 44.40.19.99

à partir du 1er février 1995.

مكتبة المجلد

LA SEMAINE ÉCONOMIQUE

INDICATEURS

Indicateurs attendus
● Mardi 10 : aux États-Unis, prix à la production (décembre) et ventes de gros (novembre) ; en France, prix à la consommation (décembre).
● Mercredi 11 : aux États-Unis, prix à la consommation (décembre) ; en France, balance des paiements courants (octobre) ; en Grande-Bretagne, production industrielle (novembre) ; en Allemagne, ventes au détail (décembre) ; en Espagne, prix de gros (décembre) ; au Japon, masse monétaire M2 (décembre) et commandes de biens d'équipement (novembre).
● Vendredi 13 : aux États-Unis, ventes au détail (décembre) ; en Allemagne, prix de gros (décembre) ; au Japon, masse monétaire M2 (décembre) et commandes de biens d'équipement (novembre).
● Lundi 16 : en Grande-Bretagne, prix à la production (décembre).

Événements à l'étranger
● Mardi 10 : aux États-Unis, audition de la FEO au Sénat sur le budget et ouverture d'une conférence sur la création d'une banque de développement régional au Moyen-Orient, sous l'égide de Bill Clinton (jusqu'au 12) ; en Suède, présentation du budget ; en Espagne, grève chez Seat, filiale du groupe Volkswagen.
● Mercredi 11 : aux États-Unis, Bill Clinton rencontre le premier ministre japonais.
● Jeudi 12 : en Allemagne, conseil central de la Bundesbank ; au Luxembourg, verdict sur l'indemnisation des créanciers de la BCCI.
● Vendredi 13 : jour férié aux États-Unis et au Japon ; ouverture de la session du Parlement européen à Strasbourg.

Événements en France
● Jeudi 12 : conseil de politique monétaire de la Banque de France ; Jacques Calvet, président de PSA, présente le bilan commercial 1994.
● Lundi 16 : visite officielle du président du Yémen.

Etats-Unis : tensions inflationnistes sous-jacentes

La vigueur persistante de la croissance américaine alimente les craintes de dérapage des prix et justifie la poursuite d'une politique monétaire restrictive

Bonne nouvelle pour les Européens : après onze mois de baisse continue, le dollar est reparti à la hausse depuis la mi-novembre 1994. Plusieurs raisons expliquent ce regain de confiance des marchés financiers : outre

les motifs techniques (fin de la crise du marché obligataire), l'entrée massive des Républicains au Congrès laisse présager une politique budgétaire plus rigoureuse. Surtout, la poursuite de la croissance

entretient des sources de tensions inflationnistes potentielles, qui, bien qu'elles n'apparaissent pas encore dans les grands indices, justifient la poursuite de la politique monétaire restrictive de la Réserve fédérale

(Fed). Les opérateurs anticipent donc de nouvelles hausses des taux courts, ce qui rétablirait l'équilibre des taux des deux côtés de l'Atlantique et soutient le dollar par rapport aux monnaies européennes.

LA CROISSANCE américaine finira-t-elle par déboucher sur l'inflation ? Cette question taraude les marchés depuis plus d'un an. A s'en tenir aux grands indices, elle reste pourtant jusqu'ici injustifiée. Les derniers grands indicateurs conjoncturels confirment l'absence persistante de tensions inflationnistes apparentes : la hausse des prix à la consommation (2,7 % en glissement annuel) n'a guère évolué depuis le début de 1994, et les prix à la production en novembre n'ont augmenté que de 1,3 % sur douze mois, ce qui reste extrêmement bas au regard de l'expérience historique.

Pour autant, les sources de tensions potentielles sont bien présentes. En attestent plusieurs indicateurs : d'abord la hausse des prix des biens intermédiaires qui, si on exclut les éléments volatils (alimentation, énergie) s'est accélérée depuis peu, passant de 2,5 % sur 12 mois au début de l'été, à 4,8 % en novembre 1994. Ensuite, la progression des salaires a commencé à s'accroître : +3,1 % dans les services et +3 % dans la construction (contre respective-

ment +2 % et +1 % début 1994). Enfin la composante prix de l'indice NAPM, établie par l'association nationale des directeurs d'achat, a progressé très sensiblement en décembre, ce qui l'a portée à son plus haut niveau depuis mars 1990. Démentant les pronostics pessimistes, qui annonçaient la fin du cycle, l'activité reste en effet très soutenue. En témoigne l'essor de la production industrielle (5,7 % en novembre sur 12 mois) et des ventes au détail (+8,7 %). Cette vigueur persistante a ramené le taux de chômage à 5,6 % et a porté le taux d'utilisation des capacités de production à un niveau dangereusement élevé, généralement considéré comme susceptible d'engendrer des tensions (84,7 % en novembre contre 82,3 % en novembre 1993).

Malgré la politique restrictive de la Réserve fédérale, la croissance devrait rester soutenue dans les prochains mois, selon les derniers indicateurs disponibles. Le rythme de création d'emplois (273 000 par mois) est nettement plus élevé qu'en 1993 (210 000), et

il dynamise les revenus et la consommation. Le niveau record atteint par l'indice de confiance des ménages (Conference Board) en décembre 1994 (102,2 contre 79,8 un an auparavant) est, de ce point de vue, très significatif. L'évolution de l'indice des directeurs d'achat (NAPM), qui anticipe très bien celle de la production intérieure brute, de même que la poussée des commandes de biens durables (+3,9 % en décembre hors industrie de la défense), et la hausse des

commandes industrielles (+2,6 % en novembre) vont dans le même sens.

Résultat : la Réserve fédérale (Fed) devrait poursuivre la politique de resserrement monétaire entamée le 4 février 1994 pour « refroidir l'économie » et la majoration du taux des fonds fédéraux, annoncée le 15 novembre, ne sera probablement pas la dernière. A l'évidence, la hausse des taux (2,5 % au total entre février et novembre 1994) ne s'est pas encore traduite par une modération

Philippe d'Arvisenet

* Philippe d'Arvisenet est directeur des études économiques de la BNP.

LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS AU PLUS HAUT

Chiffres mensuels (1994)	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Prix à la consommation (%)	0,3	0,4	0,3	0,1	0,1	-
Production industrielle (%)	0,2	0,8	-0,1	0,5	0,5	-
Ventes au détail (%)	-0,2	1	0,5	1,2	1,0	-
Créations d'emplois (milliers)	290	290	272	264	350	-
Taux d'utilisation des capacités (%)	84,1	84,5	84,3	84,5	84,7	-
Indice de confiance des consommateurs (Conference Board)	91,3	90,4	89,5	89,1	100,4	102,2
Indice NAPM (*)	57,8	56,2	58,2	59,7	61,2	57,8

(*) Indice des indicateurs de l'Association des directeurs d'achat.

RÉGION

Amérique latine : la hantise du scénario mexicain

DEPUIS que le gouvernement mexicain a dû se résoudre à laisser flotter le peso, le 20 décembre 1994, les analystes s'interrogent sur les conséquences de cette crise sur les autres pays latino-américains. Les plus pessimistes soulignent les similitudes entre le modèle mexicain et les plans de stabilisation de plusieurs de ses voisins. A savoir : ouverture des économies, privatisations et ancrage des monnaies sur le dollar. Il en a certes résulté une forte croissance, heureusement allée à une résorption de l'inflation, mais au prix de la surévaluation des monnaies et de l'aggravation des déficits des paiements courants, eux-mêmes financés par des capitaux extérieurs attirés par des taux d'intérêts élevés.

Avec des taux réels de l'ordre de 10 % à 15 %, les investissements sont entravés et les perspectives de croissance durable restent en-



core problématiques. Il suffit des lors de troubles tels que ceux observés au Mexique en décembre pour que la confiance disparaisse

et que les capitaux s'éloignent. Ils le font avec d'autant plus de facilité qu'ils sont devenus beaucoup plus liquides que les prêts syndiqués accordés aux pays d'Amérique du Sud par les banques internationales avant la crise de la dette, au début des années 80.

Il est clair que ces politiques sont en fait caractérisées par l'alignement continu des déficits courants et par la lutte contre l'inflation au moyen des taux de change. Faut-il en conclure que le scénario mexicain va se reproduire dans les autres pays latino-américains ? Pas nécessairement, si l'on en juge par les réactions immédiates et bien adaptées des gouvernements concernés.

L'Argentine d'abord, dont le déficit courant est fort élevé (10,6 milliards de dollars en 1994) et qui apparaît comme le pays le plus menacé, a annoncé, dès le 30 décembre 1994, un pla-

d'économies de 1 milliard de dollars (soit 17 % du budget initial prévu pour 1995). C'est le signal d'une politique de contrôle de la demande pouvant permettre à ce pays de poursuivre avec succès son plan de stabilisation.

CAP DIFFICILE
Au Brésil, ensuite, la Banque centrale a placé sous tutelle, dès le 2 janvier, la Banque de l'Etat de Sao Paulo et celle de l'Etat de Rio de Janeiro. Il s'agit d'interrompre le cycle des déficits des Etats fédérés refinancés par ces deux banques, donc par la création monétaire. Le maintien du « plan réal », qui a déjà réussi à ralentir la croissance (4,3 % en 1994) et à réduire l'inflation (2,9 % par mois en fin d'année), était conditionné par l'assainissement des finances publiques.

Dès sa prise de fonction, le président Cardoso a ainsi confirmé sa

résolution en ce domaine, même si le « plan réal » - fondé par ailleurs sur la maîtrise de la demande et l'amélioration de l'offre - est en train de passer, à l'évidence, un cap difficile. Les taux d'intérêts élevés et le refus de la Banque centrale de se porter acquéreur des dollars entrant sur le marché pour ne pas créer de monnaie supplémentaire, conduisent en effet à une surévaluation du réal, qui ne saurait durer sans menacer à la longue l'ensemble du plan. On peut donc imaginer que le Brésil va assouplir sa politique monétaire sans toucher à l'ancrage de sa monnaie au dollar, clé de voûte, comme en Argentine, de la politique de stabilisation.

Avec moins de rapidité, parce que moins directement impliqués, la plupart des autres pays apparaissent capables de faire face à la nouvelle situation par des mesures comparables. La dramatisation de

la situation à laquelle se livrent certains commentateurs est donc mal fondée. D'autant plus que l'Amérique du Sud est beaucoup moins vulnérable que le Mexique du point de vue de la structure de la dette extérieure : la part du court terme n'y dépasse jamais le quart du total, alors qu'elle atteignait 42 % au Mexique à la veille de la crise. Tout au plus doit-on s'attendre à ce que la croissance en 1995, que l'on prévoyait forte, y soit ramenée au niveau de 1994 (entre 3,5 % et 4 %), c'est-à-dire tout de même davantage que ce qui est espéré pour l'ensemble de l'OCDE (3,4 %). L'Amérique du Sud reste l'une des zones les plus attractives du monde après les pays émergents d'Asie.

Jean-Luc Chalumeau

* Jean-Luc Chalumeau est économiste à la Banque Sudaméricaine.

SECTEUR

Electroménager : optimisme confirmé

L'INDUSTRIE européenne de l'électroménager fait de la résistance. Et traverse une crise plus prise, sans gros coups. « Dans nos métiers, les variations du marché sont énormes », reconnaît le directeur général d'Electrolux SA.

Bien sûr, les pays européens connaissent des situations contrastées. A la bonne santé affichée outre-Manche s'oppose, par exemple, la mauvaise tenue du marché allemand : la consommation devrait y baisser cette année de 2 % et la production, de 1 %. Des reculs dus, selon les professionnels, à l'alourdissement de la pression fiscale sur les ménages et aux effets de la surévaluation du mark.

En France, 1995 se présente sous les meilleurs auspices, si l'on en croit Antoine Pugliesi-Conti, président du Groupement interprofessionnel des fabricants d'appareils d'équipement ménager (GIFAM) : « La reprise de la consommation va se consolider au cours des mois à venir, assure-t-il, même si elle peut encore marquer quelques irrégularités ». L'industrie française devrait en tirer parti, comme elle devrait bénéficier de la meilleure tenue de l'activité économique en Europe. « Nous sommes compétitifs », poursuit M. Pugliesi-Conti. Nos exportations doivent en profiter.

1994 l'a montré. Avec leurs 34 000 salariés et leurs 20,6 milliards de francs de chiffres d'affaires (+6 %), les entreprises françaises ont non seulement su, l'an dernier, profiter du redressement

de leur marché national (+3 %, à 23,5 milliards de francs), mais aussi s'imposer à l'étranger. « Le montant total des exportations d'appareils ménagers est équivalent, annuellement, au contrat de vente du TGV à la Corée ou à la vente de 12 Airbus A 340 », souligne Michel Malnoy, délégué général du GIFAM, rappelant les 12,2 milliards de francs de chiffre d'affaires réalisés à l'étranger (+12 %).

Les désordres monétaires qui avaient coûté cher aux professionnels en 1993 (les exportations avaient chuté de 6 %) sont gommés. Avec un déficit de 3 milliards de francs, le taux de couverture des importations par les exportations est remonté l'an dernier à 80 %, malgré la montée en puissance régulière de la Chine sur certains produits bas de gamme - 90 % des sèche-cheveux vendus dans le monde y sont fabriqués.

LE RETOUR DES EMBARQUES ?
« Pour la première fois depuis trois ou quatre ans, on repart embouche », confesse Jacques Mourlon, PDG de Calor (groupe SEB). On convertit des contrats à durée déterminée en contrats fermes. Même discours chez Electrolux SA, spécialisé, lui, dans le gros électroménager (marques Arthur Martin-Electrolux et Faure). Une tendance qui fait espérer, malgré de probables ajustements d'effectifs chez Moulinex, une stabilisation globale de l'emploi.

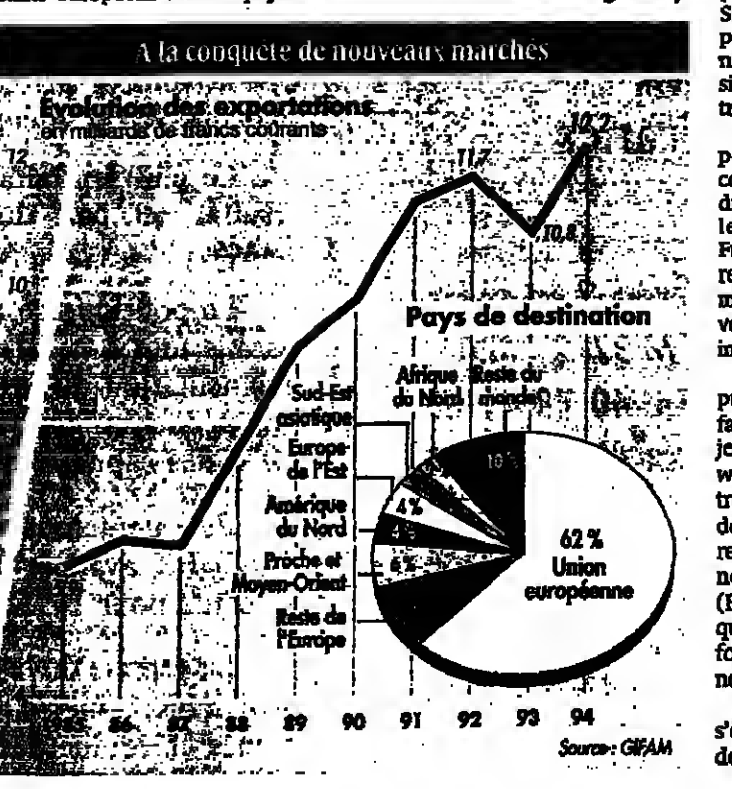
Ce regain, les Industriels le croient durable. Au moins pour deux raisons.

Le « zéro stock » pratiqué par tous les grands distributeurs nuit aux importations asiatiques. « Difficile de travailler en décalé lorsque l'on doit livrer dans les quarante-huit heures », explique ainsi Jacques Mourlon. La Chine, ce sont des conditions de production rigides et un mois de voyage en bateau.

Ensuite, l'innovation dans laquelle se sont engagés les fabricants européens s'avère payante.

Les fers à repasser à vapeur ne représentent pas 40 % des ventes totales ? Contrairement à l'Amérique où, à l'exception de Black & Decker, tous les fabricants de petit électroménager ont disparu, l'Europe, elle, n'a jamais baissé la garde. « SEB va aller en Asie, assure Jacques Mourlon. Pas pour y délocaliser sa production. Pour y attaquer le marché. »

Pierre-Angel Gay



SEB : croissance tranquille

LES GROUPES SEB n'ont pas d'histoire. On a beaucoup parlé de Moulinex, très peu de son principal concurrent SEB, parce qu'il va bien. Tout simplement.

Numéro deux européen du petit électroménager, avec un chiffre d'affaires attendu de 8,650 milliards de francs en 1994, le groupe (à l'origine Société d'emboutissage de Bourgogne) dispose d'un portefeuille de marques étendu : SEB, Rowenta, Tefal, Calor, et la politique d'innovation et d'internationalisation menée depuis plusieurs années lui a permis de bien traverser la crise.

Avec une activité fortement dépendante de l'évolution de la consommation, les nouveaux produits permettent en effet non seulement de se différencier en France face à la concurrence directe locale et de revaloriser les marges en augmentant les prix de vente, mais aussi de résister aux importations.

Les ventes à l'étranger, qui représentent 66 % du chiffre d'affaires, constituent toutefois l'enjeu majeur du groupe. Rowenta, racheté en 1988 pour pénétrer le marché allemand, est resté déficitaire en 1994, mais devrait retrouver l'équilibre dès cette année. C'est dans la zone Alena (Etats-Unis, Canada, Mexique) que le groupe a enregistré la plus forte croissance (+22 % pour les neuf premiers mois).

La structure financière de SEB s'est considérablement améliorée depuis cinq ans. L'endettement

net, qui représentait près de deux fois les fonds propres, est ainsi retombé à 35 % l'an dernier, ce qui a permis de réduire de moitié les frais financiers. Le groupe, encore contrôlé par la famille (51 % du capital et 65,9 % des droits de vote), dispose ainsi des moyens de poursuivre sa croissance, avec une marge brute équivalente à 1,6 fois les investissements.

FACTEURS FAVORABLES
Au cours des prochaines années, le groupe devrait bénéficier de plusieurs facteurs favorables : outre les effets de la modernisation de son outil industriel et le retour aux bénéfices de Rowenta, la reprise de la consommation en France devrait atténuer la pression sur les prix initiée par son concurrent direct, Moulinex, lequel devrait renouer avec les bénéfices durant l'exercice 1995-96 et privilégier dès lors la rentabilité au volume. Enfin, SEB devrait tirer de plus en plus profit des marchés étrangers conquis depuis le début de la décennie ou encore à conquérir : pays de l'Est, Asie.

Ces différents éléments devraient permettre au groupe d'atteindre son objectif de 12 milliards de francs de ventes en l'an 2000, avec une marge nette largement supérieure aux 4,6 % d'aujourd'hui.

Olivier Machou

* Olivier Machou est directeur des études financières à la société de Bourse Leven.

L'étrange destin de la banque fondée par Jean-Maxime Lévêque

International Bankers SA est impliquée dans une affaire de commissions occultes

Deux événements viennent de tirer International Bankers SA (IBSA) de l'anonymat : deux informations judiciaires ouvertes à Thionville et à Pa-

ris et d'une plainte contre X... déposée par le Crédit lyonnais en septembre 1994. Fondée en 1983 par Jean-Maxime Lévêque, IBSA est au-

jourd'hui l'un des boulets du Lyonnais. Les bénéficiaires des commissions dont IBSA aurait facilité le versement n'ont pas encore été inquiétés.

TOUT COMMENCE comme un mauvais roman financier. IBSA est une banque de droit luxembourgeois détenue en totalité par une société holding, International Bankers Inc. (IBI), créée en 1982 à Curaçao, dans les Antilles néerlandaises. Si la vocation de l'établissement est clairement de proposer à ses clients les avantages offerts par les paradis fiscaux, ses statuts sont tout de même originaires. L'installation du siège de la banque au Luxembourg est une rareté. Parmi les 150 banques présentes au Luxembourg, deux seulement ont à l'époque leur siège sur place, IBSA et la BCCI (Bank for Credit and Commerce International) dont la faillite en juillet 1991 provoquera un scandale retentissant.

Pour fonder son groupe après la nationalisation, en février 1982, du CCF dont il était le président, M. Lévêque bat le rappel de ses relations d'affaires. Le premier à le suivre est l'homme d'affaires saoudien Akram Ojeh, qui prend 37 % de IBI. M. Ojeh, l'un des principaux actionnaires du CCF avant sa nationalisation, était devenu l'obligé de M. Lévêque. Ce dernier avait obtenu une indemnisation particulièrement généreuse par l'Etat des anciens actionnaires du CCF. Outre M. Ojeh, on trouve notamment la Bowery Savings Bank, le désormais fameux Samir Traboulsi, impliqué dans l'affaire Pechiney, et le cheikh saoudien Barroon, qui cédera ensuite ses parts à une autre célébrité, Robert Maxwell. Le reste du capital est réparti entre une quinzaine d'investisseurs parmi lesquels on trouve la Kredietbank luxembourgeoise,

la NMB Postbank, Michelin, Nestlé, la CGIP, Delmas-Vieljeux et... Dumez. Coïncidence, c'est justement Dumez qui, selon les accusations de M. Bell, aurait utilisé les services d'IBSA au Luxembourg afin de verser des commissions occultes et en liquide.

Jusqu'en 1988, M. Lévêque, éorqué et inspecteur des finances, ne s'occupe pas de très près de sa banque. M. Lévêque a plutôt choisi à cette époque de se lancer dans la politique. Au lendemain de la nationalisation du CCF, il crée un mouvement baptisé Unir, « contre le socialisme et pour le libéralisme ». En dépit d'onnées campagnes publicitaires, Unir n'obtient aucun succès et M. Lévêque, qui brigait un siège de député à Paris en 1986, renonce à sa candidature au profit du RPR. Le 24 juillet 1986, il trouve sa ré-

seur. M. Lévêque décide cette fois de se consacrer totalement à IBI et à IBSA. Il dirige le comité de crédit. Il recroque l'activité sur la France et notamment sur le financement de l'immobilier, un marché alors en pleine euphorie. C'est d'ailleurs au sujet de l'opération de promotion immobilière la plus importante menée par IBSA en juin 1990, dite du passage du Havre, à Paris, et portant sur près de 2,5 milliards de francs que le Lyonnais a porté plainte contre d'anciens dirigeants de la banque. Il faut dire que le Crédit lyonnais, banque publique, a fini par devenir le repère de la banque privée... de son ancien président.

Le Lyonnais a commencé en 1990 par acquiescer 25 % du capital d'IBI dont le siège a été rapatrié à Paris, tout comme celui de sa filiale IBSA. Le contrôle bancaire

Deux élus mis en cause

Un juge de Thionville, Christian Cesaro, qui instruit une plainte pour chantage et extorsion de signatures déposée par l'ancien directeur d'IBSA Luxembourg en mai 1993, Thierry Bell, a saisi à la mi-décembre des livres comptables « explosifs ». M. Bell aurait déposé des bénéficiaires de commissions occultes versées par le groupe de travaux publics Dumez, notamment deux présidents de conseil général. Dans un communiqué, la direction du groupe Dumez, filiale de la Lyonnaise des eaux, a affirmé n'avoir « jamais eu connaissance » de relations anciennes entre le groupe et la banque IBSA.

compense en étant nommé par le gouvernement Chirac à la présidence du Crédit lyonnais. M. Lévêque va tenter de privatiser le Lyonnais. En vain. Après un passage éclair de deux ans, il laisse sa place à Jean-Yves Haberer et ne tarit pas d'éloges sur son suc-

luxembourgeois, considérant que IBSA exerçait l'essentiel de ses activités en France, n'avait pas de raison de conserver son siège au Luxembourg. Mais pour obtenir l'agrément de la Banque de France, IBSA avait besoin d'un actionnaire dit de référence. Jean-

Maxime Lévêque a demandé à M. Haberer de lui rendre ce service, ce qui a été fait. En retour, M. Lévêque n'a pas hésité à payer de sa personne, auprès notamment de Charles Pasqua en avril 1993 pour obtenir l'entérinement d'une commission d'enquête sénatoriale sur le Crédit lyonnais que l'actuel ministre de l'Intérieur voulait créer et dont M. Haberer ne voulait pas entendre parler.

IBSA, touchée de plein fouet par la crise de l'immobilier, va contraindre son actionnaire de référence à la reprendre en 1992. Les créances immobilières qui constituaient l'essentiel du fonds de commerce d'IBSA ont été réparties à la fin de 1992 à raison de 4 milliards de francs pour la Banque Colbert, créée à ce moment par le Lyonnais pour regrouper les activités de petites banques en difficulté, et 4,8 milliards vont rester dans IBSA.

Ces engagements, dont ceux sur l'opération du passage du Havre à Paris, ont depuis été transférés à l'OFI (Office immobilier de gestion), qui regroupe les créances douteuses dont la banque publique s'est séparée au début de l'année 1994 avec la garantie de l'Etat.

Quant à M. Lévêque, il est aujourd'hui encore indirectement employé par le Crédit lyonnais. Il est président d'un établissement de gestion appelé Financière Galliera, qui gère des fonds importants et dont la Banque Colbert est le principal actionnaire. Il se refuse actuellement à tout commentaire public.

Eric Leser

Le schilling autrichien fait son entrée dans le SME

Le schilling autrichien est entré lundi 9 janvier dans le mécanisme de changes du système monétaire européen. Cette décision a été prise samedi 7 janvier à Bruxelles par les représentants des quinze pays membres et des gouverneurs des banques centrales de l'UE. Le schilling autrichien suit étroitement depuis des années le cours du deutschemark, l'Allemagne étant le principal partenaire économique et commercial de l'Autriche. Le taux central du schilling par rapport à l'écu a été fixé à 13,7603 schillings, ce qui correspond au taux de change le plus récent enregistré sur le marché. Conformément aux règles du SME, la monnaie autrichienne pourra fluctuer de 15 % au-dessus et en dessous de son taux pivot par rapport aux huit autres monnaies qui font partie du SME. L'Autriche s'est engagée à pratiquer une politique monétaire qui lui permette de maintenir la stabilité du cours de changes du schilling. L'Autriche pourra participer au passage à la monnaie unique en 1997 ou 1999 si elle respecte les critères de convergence économique fixés par le traité de Maastricht. Son déficit public est de l'ordre de 4,4 % du PIB, soit légèrement au-dessus des 3 % requis par le traité de Maastricht pour le passage à la monnaie unique européenne.

SGS-Thomson va pouvoir produire des microprocesseurs en Europe

SGS-Thomson va pouvoir produire des clones de microprocesseurs Intel. Un tribunal texan a autorisé la société franco-italienne SGS-Thomson à fabriquer des microprocesseurs de conception Intel. La société européenne avait hérité d'un brevet Intel en rachetant en 1985 une société américaine en faillite, Mostek. Le numéro un mondial des microprocesseurs ne nait pas ce droit à SGS-Thomson, mais considère que la production devait avoir lieu exclusivement dans l'ancienne usine de Mostek à Carrollton, qui arrive à saturation. La justice américaine a en décidé autrement. SGS-Thomson pourra désormais produire ses microprocesseurs dans sa nouvelle usine de Phoenix, en Arizona, et à Agrate, en Italie.

CHINE : les investissements étrangers en Chine ont augmenté de 38 % en 1994, atteignant 27,7 milliards de dollars, selon l'agence Xinhua. La valeur des contrats signés, en revanche, a baissé de 31,9 %, revenant de 100 milliards de dollars à 68,1. Les 41 000 projets approuvés concernent surtout l'industrie. D'autre part, selon Di Weiping, de la Banque populaire de Chine, « trois ou quatre » banques étrangères vont être autorisées « dans les prochaines semaines » à ouvrir une agence à Pékin.

REPAYS-BAS : La banque néerlandaise ABN/Auro, premier établissement du pays, vient d'être mise en cause dans un trafic d'argent sale. L'information, révélée par le quotidien *NRC Handelsblad*, n'est pas démentie par la direction de la banque. Ses dirigeants admettent que certaines de leurs filiales ont pu être abusées par les trafiquants de drogue. Selon le quotidien, « plusieurs dizaines de millions de florins ont ainsi pu être blanchis entre 1989 et 1993 ». Pour un seul trafiquant domicilié à Rotterdam et qui a fait l'objet d'une enquête de la police, une somme proche de 100 millions de florins (environ 300 millions de francs) aurait été identifiée.

Numéro spécial du magazine « Epargne & Finance » sur le thème : Histoire et identité des entreprises financières

68 pages +
un supplément de 88 pages consacré à l'histoire des Caisses d'Epargne

Le numéro et son supplément (tout en quadrichromie) : 50 francs

Parution le jeudi 5 janvier 1995 dans une sélection de points de vente NMPP/Relais H (Codif M 3212 - RD)
Egalement, vente au journal : tél. 40 78 41 05
fax 40 78 40 10

Epargne & Finance

29, rue de la Tombe-Issoire,
75673 Paris cedex 14

Abonnement annuel 1995 : 4 numéros, 120 francs.
(Ce numéro n'est pas compris dans l'abonnement).

COMMUNIQUÉ DU GROUPE YVES ROCHER

Le conseil d'administration des LABORATOIRES DE BIOLOGIE VÉGÉTALE YVES ROCHER SA s'est réuni le 3 janvier 1995 et a procédé à la désignation de son nouveau président, M. Yves ROCHER. M. Jacques ROCHER a été coopté en qualité de nouvel administrateur.

Le conseil d'administration a décidé de convoquer une assemblée générale des actionnaires le 24 janvier 1995 afin de modifier les statuts de la société, actuellement société anonyme à conseil d'administration, pour adopter la formule de société anonyme à directoire et conseil de surveillance.

Pour la période intérimaire, M. Jean-Christian FANDEUX a été nommé directeur général ; il sera assisté de M. Patrice MICHELANG.

Les comptes consolidés de l'exercice 1994 n'ont pas été encore définitivement arrêtés à ce jour. Cependant, les objectifs ambitieux fixés par le président Didier ROCHER ont été atteints.

Le chiffre d'affaires estimé est de 7,018 milliards de francs et le résultat net part du groupe dépasserait nettement 350 millions de francs.

La politique de rigueur menée par le président Didier ROCHER a permis tout à la fois une progression du chiffre d'affaires de 8 %, une augmentation du profit net de l'ordre de 40 % par rapport à 1993 et une réduction de l'endettement net du groupe, qui sera inférieur à 20 % des capitaux propres à la clôture de l'exercice 1994.

Peu de temps avant son décès accidentel, le président Didier ROCHER avait arrêté avec les membres du comité de direction les objectifs pour 1995 et le plan stratégique à trois ans.

La reprise de la présidence du groupe par son fondateur, M. Yves ROCHER, s'inscrit dans la continuité de l'œuvre de développement menée et voulue par M. Didier ROCHER.

مكتبة الشارقة

■ LA BANQUE NATIONALE SUISSE a abaissé, lundi 9 janvier, l'un de ses taux directeurs - le taux lombard - de 0,125 % à 5,875 %. La banque centrale helvétique poursuit sa politique des petits pas.

NEW YORK ▲ DOW JONES	LONDRES ▲ FT 100	MILAN ▲ MIB 30	FRANCFORT ▼ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

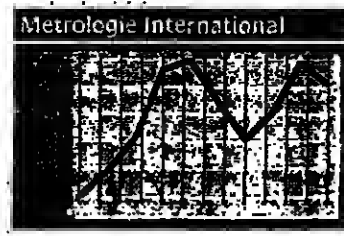
CAC 40,5 jours



on relevait à la mi-séance Finextel, Technip et Sovac. Du côté des baisses, on relevait celle de Métrolingie (-3,6 %) et Générale des eaux.

Metrologie International

vendredi en clôture, à 20,75 francs, en hausse de 4,27 % sur le début de la semaine.



cain a profité à Wall Street vendre-
di 6 janvier. Malgré une légère érosi-
on des gains au cours de
l'après-midi, l'indice Dow Jones a
clôturé sur une avance de 0,42 % à
3 867,07 points. La publication des
chiffres du chômage ont accru les
certitudes selon lesquelles la Ré-
serve fédérale (Fed) augmentera à
nouveau ses taux directeurs lors de
sa réunion du 31 janvier, et ce pour
la septième fois en un an.

TOUJOURS PAS d'amélioration en vue à la Bourse de Tokyo, lundi 9 janvier, où, pour la cinquième séance consécutive, les valeurs japonaises ont terminé la séance en baisse. L'indice Nikkei a perdu 74,54 points à 19 444,92 points, soit un recul de 0,38 %. Le volume de transactions a été particulièrement étroit avec 128 millions de titres échangés, le plus faible montant de transactions depuis le 23 décembre 1992. Selon Masahito Taniyazaki, de Tachibana Securities, en l'absence d'éléments nouveaux, les investisseurs ont déserté le marché et les rares encore présents ne prennent guère d'initiatives.

Le renversement de tendance sur le marché obligataire après la forte progression initiale des taux d'intérêt à long terme consécutive aux bons chiffres du chômage améri-

INDICES MONDIAUX

[illegible]

NEW YORK

	09/01	09/01
Alcoa	87,62	87,62
Altell Signal	34,57	34,57
American Express	25,62	25,62
Amstar	48,12	48,12
Bathlehem	18,52	18,52
Boeing Co.	47,62	47,62
Caterpillar Inc.	56,62	56,62
Chevron Corp.	44,25	44,25
Coca-Cola Co.	50,37	50,37
Disney Corp.	46	47,11
Du Pont Nemours & Co.	55,12	55,12
Eastman Kodak Co.	41	41
Exxon Corp.	61	61
Gen. Motors Corp.	34,50	34,50
Gen. Electric Co.	50,87	50,87
Goodyear 'T' & Rubber	35,37	35,37
IBM	75,75	75,75
Int'l Paper	77	77
J.P. Morgan Co.	57,75	57,75
M.C. Draper Corp.	47,75	47,75
Merrill & Co. Inc.	37,50	37,50
Minnesota Mining & Mfg.	59,12	59,12
Philip Morris	57,50	57,50
Procter & Gamble C.	61,37	61,37
Reese's Rubber Co.	47,75	47,75
Tecoco	60,75	60,75
Union Carb.	34,62	34,62
Unit Techco	63,50	63,50
Westingh. Electric	12,62	12,62
Woolworth	16,75	16,75

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100	
	1991
Allied Lyons	5,33
Barclays Bank	6,04
B.P.T. Industries	4,47
British Airways	4,26
British Airways	3,61
British Gas	3,09
British Petroleum	4,24
British Telecom	3,79
B.T.L.	2,94
Cadbury-Schweppes	4,29
Finpropane	5,12
Glaxo	6,58
Great Metropolitan	3,97
Guinness	4,43
Hanson Plc	2,37
Great plc	5,28
Imperial Chemical	7,75
I.P.C.	6,48
Marlboro	5,35
Marlboro and Spinnaker	3,92
National Westminster	4,92
Peninsular Oriental	5,80
Reuters	4,55
Saatchi and Saatchi	3,91
Shell Transport	6,98
Unilever Becham	4,55
Unilever	4,55
Windsor	4,55
Windsor Life	11,38
Wellcome	6,66
Zeneca	8,60

FRANCFORT

	06/01	05/01
Alliance Holding N	2418	2408
Belf AG	300,0	306
Bayer AG	340,5	348,50
Bayer-Werke AG	403	401,50
Bayer-Vereiniged	439	432
BMW	753	753
Commerzbank	323,30	316
Continental AG	216	216
Daimler-Benz AG	750,50	749
Deutsche	443	440,50
Deutsche Bank AG	209	209
Deutsche Telekom	711,70	705,50
Dresdner BK AG FR	402,50	400,50
Hendel VZ	542,30	541
Hoechst AG	321,80	319,30
Karstadt AG	545,50	547,50
Kaufhof Holding	469	467,50
Linde AG	856	862
Linde AG	109	120,50
Man AG	406	404,50
Mannesmann AG	416,50	416,30
Metallgesellschaft	138	136
Preussag AG	487,50	499,30
Rwe	451	480
Schering AG	1009	1000
Siemens AG	645,50	644,50
Telekom AG	505	505,30
Veba AG	526	524,60
Vitag	482	483
Wegag AG	1015	1000

PARIS ↓ Jouer le jour	PARIS ↓ OAT 10 ans	NEW YORK ↗ Jouer le jour	NEW YORK → Bonds 10 ans	FRANCFORT ↗ Jouer le jour	FRANCFORT ↓ Bonds 10 ans
-----------------------------	--------------------------	--------------------------------	-------------------------------	---------------------------------	--------------------------------

L'annonce, lundi 9 janvier, d'une hausse des prix à la consommation de 3 % en moyenne en Allemagne de l'ouest sur l'ensemble de l'année 1994 n'a eu aucune incidence sur les obligations allemandes. Les bunds sont restés quasi inchangés, à 88,57, en baisse de 0,03.

A Paris, le taux au jour le jour sur le marché interbancaire s'inscrivait dans la fourchette 5 1/4 %-5 3/8 %.

US/F ↗ 5,358	US/DM → 1,629	US/£ → 103,650	DM/F ↘ 3,446	£/F ↘ 8,967
--------------------	---------------------	----------------------	--------------------	-------------------

deutsche mark dans les échanges interbancaires de vendredi en fin de journée. Le billet vert, ferme en Europe, a tout de même perdu du terrain à Tokyo à 101,15 yens en clôture contre 101,33 vendredi soir.

Pour sa part, le dollar faisait également preuve de fermeté, à 5,3939 francs et 1,5615 deutschemark contre respectivement 5,3805 francs et 1,5599

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Aliments	moins 80% (60)	Achat	Vente
Aliments (100 dm)	55,180	373	357
Eau	6,565	—	—
Etats Unis (1 us)	5,530	5,050	5,650
Belgique (100 F)	16,585	16,200	17,300
Payes (100 F)	307,550	—	—
Inde (100 Rs)	—	3,050	3,200
Danemark (100 kr)	87,800	83	85
Irlande (1 sp)	8,290	7,900	8,500
Gde-Bretagne (1 L)	8,345	7,950	8,550
Grande (100 dls)	2,225	1,950	2,450
Suisse (100 fr)	71,590	66	76
Suisse (100 F)	410,900	394	416
Norvège (100 K)	79,100	74	83
Autriche (100 sch)	49,610	47,400	50,300
Espagne (100 pes)	4,035	3,800	4,400
Portugal (100 esc)	3,530	2,950	3,650
Canada 1 dollar ca	3,820	3,500	4,100
Japon (100 yen)	5,248	5,150	5,500

L'OR

	cours 06/01	cours 05/01	INDICES
Or fin (le barre)	64500	64550	Dow-Jones comptant
Or fin (en lingot)	64850	64850	Dow-Jones 3 terme
Once d'Or Londres (sm 379)		376,50	
Pièce française (20f)	373	373	
Pièce suisse (20f)	375	373	
Pièce Union lat (20f)	376	373	
Pièce 20 dollars us	2530	2520	MÉTAUX (Londres)
Pièce 10 dollars us	1300	1290	Cuivre comptant
Pièce 50 pesos mex.	2400	2420	Cuivre à 3 mois
			Aluminium comptant

LE PÉTROLE

	cours 06/01	cours 05/01	
WTI (New York)	0,48	0,49	Etain à 3 mois
Brent (Londres)	---	---	Zinc
Crude Oil (New York)	17,67	17,81	Zinc à 3 mois
			Nickel

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comparées:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Stars-Unite (dollar)	5,37	5,38	5,37	5,38
Yen (1000)	5,38	5,37	5,32	5,33
Deutschmark	3,44	3,44	3,44	3,44
Franc Suisse	4,08	4,08	4,08	4,08
Livre ital. (1000)	3,31	3,31	3,32	3,32
Livre sterling	8,35	8,35	8,38	8,38
Peseta (1000)	4,04	4,04	4,04	4,04
Franc Belge	8,38	8,38	8,38	8,38
Dollar Canadien	5,37	5,37	5,37	5,37

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	5,52	5,85	6,30
Eurodollar	5,75	6,31	6,87
Eurolivre	5,97	6,43	7
Eurodeutschmark	4,94	5,05	5,31

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES		METALLUX PRECIEUX (New York)		
	05/01	05/01		
Dow Jones comptant	—	—	Argent	—
Dow Jones à terme	183,30	184,40	Platine	—
			Palladium	156,50 / 157,50
			GRAINES ET DENRÉES	
METALLUX (Londres)	—	—	Bé (Chicago)	1,25 / 1,30
Cuivre comptant	—	—	Mais (Chicago)	2,51 / 2,51
Cuivre 3 à 6 mois	—	—	Grain, soja (Chicago)	5,49 / —
Aluminium comptant	—	—	Tourn. soja (Chicago)	133,30 / 133,50
Aluminium 3 à 6 mois	11,40	11,40	Orge (Londres)	—
Plomb	—	—	Café port (Chicago)	0,41 / 0,42
Plomb 3 à 6 mois	—	—	SOFTS	
Etain	—	—	Cacao (New York)	—
Etain 3 à 6 mois	—	—	Café (Londres)	—
Zinc	—	—	Sucre blanc (Paris)	1745,99 / 1745,99
Zinc 3 à 6 mois	—	—	Sucre roux (Paris)	425,60 / 425,60
Nickel	—	—	Caoutchouc (New York)	—
			Jus d'orange (NY)	—

LES OAT	
France Jour le jour	5,34
Moy 3 mois	5,56
Eurotrent 3 mois	7,07
US Bond 3,50 % 11/2004	5,83
100 Fonds	92,86
Eurotrent 3 mois	7,77
Bund 6,75 % 2004	4,50
Allemagne Jour le jour	94,47
Euro DM 3 mois	6,73
Call 6,75 % 10/2004	5,25
Royaume-Uni Jour le jour	

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 06/01	Taux au 05/01	Indice (page 100 fin 99)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,76	7,76	89,29
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,90	7,90	87,15
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	8,02	8,02	84,83
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,15	8,15	84,85
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,41	8,41	77,60
Obligations françaises	8,29	8,29	85,19
Fonds d'Etat + TME	-0,65	-0,73	94,91
Fonds d'Etat + TRE	-0,51	-0,52	97,19
Obligat. franc. + TME	-0,46	-0,48	90,88
Obligat. franc. + PFR	+0,17	+0,17	100,41

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire: 9,50 %)		
jour le jour	680	680
1 mois	5,37	—
3 mois	5,73	5,85
6 mois	6,08	6,20
9 mois	6,59	6,65
1 an	6,94	7,06
PIBOR FRANCS		
1 mois	5,62	—
2 mois	5,81	—
3 mois	6	—
6 mois	6,48	—
9 mois	6,75	—
1 an	7	—
PIBOR ECU		
Pibor Ecu 3 mois	6,25	—
Pibor Ecu 6 mois	6,62	—
Pibor Ecu 1 an	7,18	—

MATIE

Échéances	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	cours de compens.
NOTIONNEL 10 %					
Mars 95	13817	109,68	109,68	109,68	109,64
Juin 95	1274	109,72	109,72	109,72	109,74
Sept. 95	2	109,72	109,72	109,72	109,73
Oct. 95	—	—	—	—	—
FIBOR 3 MOIS					
Sept. 94	100000	100,00	100,00	100,00	100,00

Juln 95	1729	93.05	93.05
Sept 95	1729	91.75	91.75

30/04/93	4005	3000000	92,49	92,36	92,46
DEC 95	3026	3000000	92,49	92,36	92,46
EQU LONG TERME					
Mars 95	3955	3000000	79,26	79,36	79,32
juin 95	4005	3000000	79,26	79,36	79,36

échéances	volume	premier prix	plus haut	plus bas	cours de compens.
Janvier 95	1791	1898,50	1896	1895	1893
Février 95	37	1898,50	1893	1891	1902,50
Mars 95	179	1898,50	1909	1896	1911,50
juin 95	100	1898,50	1905	1899	1894

CAC 40
↓
BASIC

PARIS	CS(ex.CSEE)I
-0,39 %	Danart 1
CAC 40 :	Danone (ex BSN)
1879,11	Dassault Aviation
	Dassault Electronique

1340	1325	-1,12	-1,11	LYMET Aéro Vulcani	842	834	-0,95
346	344-10	-0,55	-3,33	Lyonsair Elan 1	454	448	-1,32
777	760	-22,7	-23,8	Lyonsair Elan 2	454	448	-1,32
377	370	-0,57	-1,57	Madag. Hachette 1	114	115	+0,80
420-20	430	+0,19	+2,71	Metacorp 1	77	76,00	-0,52
396	397-40	+0,35	+1,63	Micrologie Inter 1	20,25	20	-3,61
350-50	355	+0,71	-3,47	Midway 1	10,50	10,40	-1,38
739	734	-0,68	-3	Navigation 1	10,50	10,50	0
423	423	-	-0,23	Nord-Est 1	128,50	127	+0,39
402	402	+0,50	+1	Nordion (My) 2	420	412,40	-1,14
2717	2710	-0,26	-5,26	Orly 1	538	525	-0,94
385	385	-	-	Ory 1	9,65	9,65	0
69-60	69-60	-0,79	-2,24	Orly 1	1106	1105	-0,09
307	305-10	-0,42	+0,56	Panair 1	351,60	347,90	-1,05
667	665	-1,80	-0,39	Pechey CIP 1	351	353	+0,58
137	137	-	-1,13	Pechey CIP 1	138,00	138	0
517	508	-1,74	-2,31	Pennet-Ricard 1	302,50	306,20	+0,76
890	897	+0,79	+1,62	Peugeot 1	749	744	-0,67
616	614	-0,32	-5,15	Pierrel-Franchet 1	215	210	-0,07
834	834	-	-	Pierrel-Franchet 1	215	210	-0,07
375-40	377	-0,64	-0,77	Polair	363	367	+0,28
709	716	+0,99	+0,93	Primopias 1	849	848	-0,12
731	740	+1,50	+0,95	Proton 1	1015	1008	-0,69
489	480-50	-0,94	-4,24	Proton 1	1015	1008	-0,69
713	728	+2,10	+1,81	Radiomarche 1	525	519	-1,14
1640	1647	+0,43	-0,88	Rapier Contreux 1	196,20	196,10	-0,05
11,70	11,60	-0,85	-0,08	Renaud 1	174,30	173	-0,45
540	540	-	-	Renaud 1	174,30	173	-0,45
26,80	26,65	-0,55	-0,38	Rhone Pauleux A 1	127,20	127,65	+0,31
84,10	84,10	+3,41	+1,27	Rochette (L) 1	56,50	51,28	-9,24
470	470	-	-	Rochette (L) 1	56,50	51,28	-9,24
4770	4805	+0,73	+0,67	Roe Impac (L) 1	353	353,0	+0,07
307	307	-	-	Sagat 1	178	180	+1,12
271-10	272	+0,53	-0,96	Saint-Louis 1	1370	1399	+0,80
503	502	+0,40	-0,88	Salomon 1	2105	2130	+1,19
1720	1722	+0,12	+2,38	Salmeyer (P) 1	410	414	+0,98
307	307	-	-	Salmeyer (P) 1	410	414	+0,98
395	390	-1,27	-1,81	Sea 1	1975	1977	+0,10
530	530	-	-	Sauquett (N) 1	1281	1281	0
770	765	-0,65	-0,35	Schneider 1	363,70	362,90	-0,38
387-50	387-50	-	-	Schneider 1	363,70	362,90	-0,38
465	464	-0,22	-1,25	S.E.B. 1	549	540	-1,28
1330	1340	+0,74	-0,76	Seffing 1	373,40	373,00	-0,11
414	415	+0,24	-0,67	Selkirk 1	157,50	158	+0,53
168	159-10	-0,62	-1,67	Selkirk 1	157,50	158	+0,53
517	515	-0,39	-0,91	SEC 1	202	203,0	+0,20
497	490-50	-0,72	-0,67	SEI 1	1032	1035	+0,29
49,80	49,80	-	-	SEI 1	1032	1035	+0,29
361	365	+1,11	+1,38	Ses Roissard 1	1920	1900	-1,04
599	595	-1,61	-1,67	Sigoin 1	372	362	-2,68
330-20	341	+0,56	-0,58	Solex Sake A 1	564	564	0
39	39	-	-	Sommer 1	882	877	-0,57
700	690	-1,43	-1,47	Soudet 1	1655	1646	-0,54
377	375-00	-0,27	-1,15	Sophia 1	421	426	+0,44
1	1	-	-	Sophia 1	421	426	+0,44
134-20	134-20	-	-	Spa 1	371,80	371,80	0
271-20	270	-0,55	-0,57	Spa Bagnoles 1	273	274	+0,37
294-20	290	-1,63	-1,69	Starrs Paccini 1	600	600	0
6590	6580	-2,60	-1,54	Suez 1	244,90	243,60	-0,53
6590	6580	-2,60	-1,54	Suez 1	244,90	243,60	-0,53
318-10	315	-2,55	-3,19	Thompson S.A. 1	252	252,40	+0,25
880	872	-0,91	-	Thomson-CSF 1	161	159,30	-1,06

Total	31890	218	-0,28	+3,51	HELM
UBF	182	149	+1,27	+2,59	HELM I
UGB Local	41220	4130	-0,10	3,10	LC.I
UGB CA (M)	18610		-0,13	3,11	LC.II
Ugine SA	38320	989		+2,40	HO Yabudo I
UNC I	262	263	+0,35	0,42	Masatsuna I
UPF I	450			0,06	Mc Dowell I
UPF II	219				Wards and Co
Unibest I	488	484	-0,82	0,81	Minnesota Mining I
Union Astur-Palé I	45560	302	+1,87	2,36	Minibridal Corp. I
Valco I	225	225	0,00	0,00	Minol Corporat. I
Valeo I	244	244	0,00	0,00	Minotaur I
Valeo II	362	353	-2,52	0,29	MSA Nom. I
Worms & Cie I	20270	2249	+1,51	1,16	Nippon Steel-Pacer I
Z G Zanerley I	14	14630	-1,81	+2,52	Nordic Hydro I
Z G Zanerley II	230				Novak I
Z G Cabot I	1083		+0,19		Philips Morris I
					Phlizer Inc I
					Prior Dome Inc I
					Prior Granite I
					Quintiles I
					Rafinesstein I
					Rhone-Poulenc I
					Royal Dutch I
					R T Z I
					Sagami & Saitoh I
					Suez Enterprises I
					Suez-Solomon I
					SCS Thomson Micro
					Shell Transport I
					Shimizu Corp. I
					Sino Corporation I
					Sinobank I
					Sinobank Trade I
					Sinobank Technical I
					Toshiba I
					Udelva I
					Udelva II
					Udelva Technology I
					Van Rees I
					Vollweggen AG I
					Vormac (C) I
					Vormac (C) II
					Yarrow Corp I
					Zambia Copper I

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours prior	Derniers cours	% variation	% variation 31/12/11
ABN AMRO Holding I	188	181010	+0,02	0,22
American Bankers I	11220	11220	1,51	0,59
American Express I	118	118	0,00	0,00
Anglo American I	301	298120	-2,28	0,28
Angloplac I	508	508	3,27	0,27
A.T.T. I	240	240	0,00	0,00
Autospan Santander I	118	118	0,00	0,00
B.A.S.F. I	1099	1097	-2	0,22
Boyer I	1210	1223	+1,57	1,68
Brenthorn Group I	62	62	0,00	0,00
Brenthorn II	21,46	21,46	0,00	0,00
Caixa Bank I	123	123	0,00	0,00
Chase Manhattan I	189,90	189,90	0,26	0,26
Dalmeida Benx I	2489			
De Beers I	123	123	0,00	0,00
Deutsche Bank I	2691	2685	-0,16	0,35
Dresdner Bank I	198	198	0,00	0,00
Eurofretton I	17	16,35	-3,20	+0,13
Eu Pont Meuniers I	288	288	0,00	0,00
Euromont Meuniers I	20,30	20,30	1,93	0,93
Esso Rand I	6,35	6,35	0,00	0,00
Echo Bay Miner I	12,53	12,53	1,81	1,29
Esso Rand II	297			
Erconet I	297	297	+0,67	0,67
Esso Rand Corp I	336	336	+0,61	0,61
Ford Motor I	132	132	+0,66	0,66
General Electric I	125	125	0,00	0,00
General Electric II	11,60	11,60	1,00	1,00
General Electric III	274,50	274,50	0,00	0,00
General Motors I	235	235	-0,15	+0,77
General Motors II	89	89	0,00	0,00
Gr Metropolitain I	34	34	-2,94	0,00
Guinness Plc I	37	37	0,00	0,00
Hanover Plc I	36,15	36,15	+0,25	0,25
Hanover Plc II	36,15	36,15	0,00	0,00
Hawley-Packard I	532			
Hercules I	52,90	52,90	-0,19	0,19

ABBREVIATIONS
B = Bordeaux; LI =
Ny = Nancy; Ns =
SYMBOLS
I = cotations de
II coupon détaché;
DERNIERE COTE
Lundi del mardi I
Mardi del mercredi
Mercredi del jeudi
Jeudi del vendredi
Vendredi del samedi

1117	100	-	-	2
404	404	+0,15	1	1
63				
468	474,30	+0,91	9	6
263,50	265,1	+0,6	1	0
15	14,75	-	3	6
156,90	157,45	+0,45	9	6
234,00	230,45	-1,17	-	2
367,90				
69,90	69,1	-1,2	1	9
623,90				
200,00	216,60	+17,6		
50,60	50,0	-0,7		
69,40	70,7	+0,7	-	-
15,00	15,0	0	1	0
15,00	15,7	+0,6	4	0
303,50	302,0	-0,45	0	0
11,20	11,8	+0,6	3	4
10,00	10,8	+0,8	1	0
204,30	204,3	0	1	0
204,30	204,3	0	1	0
240	237,15	-1,21	0	0
35,40	35,4	-0,43	-13	-
200	200,0	-0,05	3	0
37,9	38,0	+0,17		
69	68,90	-0,09	-0	-
114,00	114,0	0	0	0
30,40	30,4	0	0	0
40,00	40,50	+0,60	72	-
274,10	273,60	-0,75	-4	-
133	133,0	0	1	0
222	220,1	-0,45	-1	0
222	220,1	-0,45	-1	0
295	296,30	+0,4	2	-
100	100	-	-	-
222	220,1	-0,45	-1	0
65,40	69	+0,91	25	-
37,30	36,5	-0,45	-1	0
625	620,0	-0,34	-2	-
222	220,1	-0,45	-1	0
457,50	465	+1,4	10	0
149				
194,90				
108	108	0	1	0
108	108,0	+0,19	0	0
3,9	3,9	-	-	-

L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
 = en caoutchouc - sans indication catégorie
 de zone
 de zone détaché.

VERSION (1) :
 - montant du coupon
 - paiement dernier coupon
 - composition
 - qualité de négociation

Emp. Etat
Emp. Etat
Finansde

30 **Finans 4,8% 92 PCB**
Flora 29,75% 90 CAJ

[illegible]

345	Unguis-Vesuvius	286		1997
346	Mosquitia a. eching.	140	140	1997
347	Palud-Mammot	369		1997
350	Pap. Chafreño (Hy)	640	640	1997
520	Performance 2	200	203	1997
525	Pieris Orleans	255	249	1997
531	Piper Hobbles	625	601	1997
798	Poncher	260		1997
	Promotes (CT)	700		1997
180	Rochefortale Com.	189	192	1997
	Rosario 2	211	211	1997
1075	Roadster 1	79	80	1997
410	S.A.F.I.C. Alan	300		1997
305	Saga	670,50	640,90	1997
280	Salto da Mrid 2	1479	455,50	1997
309	Schneider M.	127		1997
3440	Silic 2	374	370	1997
	S.L.P.H.	192		1997
405	Softa	260		1997
212	Softa	265	292	1997
21	Softa acta reg.	750		1997
	Softa	3700		1997
177	Soulture Autogene	917	922	1997
	Sovabla	404		1997
1470	Talipant	2300	2300	1997
	Taxi BPH	319	318	1997

255 250,00
 300 300
 132,40

U = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 N = Nantes.

LES
 catégories de cotation - sans indication
 de coupon détaché; @ droit détaché;
 d = demandé; # offre réduite;
 e réduite; * contrat d'animation.

CEE 28
 CEGEP R.
 Cormier 2
 CFJPE(ex
 CFPI_____

Christ-Daloz 2 II
Change Bourse (M)

495	Daniel Espandón#2	57	56,60	ICBT Group # 2
496	Daphnia OT#1	299	299	L.C.C. 2
500	Delta Proca C2 Ly	280	280	L.C.C. 2
501	Democare Civil	159,40	159,40	Indalux
502	Demeray 2	880	904	Indalux Host 2
503	Deveaux#1	625	619	Int. Computer 1
504	Deveaux#1 (Ly)	420	421	Intes.Parc#1
508	Duvas Sens.Biologie	98	98	UPRM 2
582	Ecco Trav. Tempo 1	297	290	J.Clairbold Ly
684	EdBioss Selfind	90	90	Lambert-Rivière
135	Elysee Inv.1	33	37,70	ME-Metropole TV2
136	Erlis-Luxemburg (Ly)	74	76,5	Académie 2
152	France 2	333,33	333	Mozart
409	Europ.Extrinc (Ly)w	276	272	Mari Brizard 2
499	Europ.Production 2	269	269	Maxi-Livres/Prof.
503	Expan2 2	325	316,50	McGraw-Hill
504	Expansum	476	460	McGraw-Hill
845	Finalexy #2	229	229,50	MGU Counties 2
304	Finap3 2	136	136	Nichel Thierry 2
331	Finacor 2	137,90	137,90	Monument Jouxet #
845	Finidm	650	650	Nat-Hal 1
845	Finisive 1	650	650	North Counties 2
354	Gaudier France 2#	360	359	N.S.S.Schulz 2 Ny
452	Gé 2000 2	95,90	94,60	ONC Osm Gmst.Fin.Li
452	GFI Industries #	347	346	ONC
453	Globe # (Ly)	66	66	Oran 2
236,30	GLM S.A.	383	368	Pat Preduff #
343	Grandopex-Photo #	390	398	P.C.W.2#
504	Gpe Cullin 1 (Ly)	120	120	Petit Boy #
504	Windy #	120	121	Pier Import
408	Gueber 2	265	265	Pochet 2
112,50	Hermes Internat.1#	547	548	Potopuz Eds (Ly)
130	Hud Dubois	429	429	Radiolux 2

168	77	Rallye/Catamaran II	155	150
167	77	Regedel Indust. I 2	835	875
57	28	Roburien 2	1120	1120
104	38	Rouille-Catamaran 2	490	565
518	28	Saragiden 2	120	119,50
150	28	Selma 2	216	230
126	16,20	Serlio 2	400	425
67,20	16,20	Silvercup (U) 1	49	49
117,90	16,20	Sincoy (U) 1	530	515
493,20	25,20	Sincoy (U) 2	150	150
305	30	Sofra	420	425
305,10	23,10	Sofra	130	125
440	30	Sopenga 2	49	49
1225	30	Sopenga (Ftr) 1	269	269,00
1200	30	Sopra 2	289,50	289,50
40	30	Spr 2	560	560
12,10	30	Spr Communication	69,50	69,50
578	17	Steph Kellian 1	126,70	126,70
12,10	17	Steph Kellian 2	411,50	420,75
551	58	Stéphane-France	204,30	204,30
78	58	TFI-1	409,50	409,50
19,50	58	Thermador Hold (U) 1	390	390
19,50	58	Thermador Hold (U) 2	151,50	151,50
1630	83,2	Tramway Caen 1	202,30	202,30
700	100	Union Pls France 1	550	55
700	100	Via Credit (Banque)	183	183
700	100	Viel et Cie 1	171	170,92
197,90	220	Vigilant et Chap 2	360	360,30
54	18	Witaco	544	544

1 ou 2 = catégorie détachée

d = démissionnaire

si = résilié

ABRÉVIÉS

B = Bordeaux

Ny = Nancy

SYMBOLS

1 ou 2 = catégorie détachée

d = démissionnaire

si = résilié

NOTATIONS
 Id = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
 N = Nantes

LES

Catégorie de notation - sans indication
 * cours précédent; ■ coupou
 ● droit détaché; o = offer
 * offre réduite; † deman
 † annulation.

Cred.Mun
Cred.Mun
Cred.Mun

Cred. Mut. Ep. J. _____
Cred. Mut. Ep. long. T. _____
Cred. Mut. Ep. M. _____

[illegible][illegible][illegible]

لا حول ولا قوة الا بالله العلي العظيم

هکزامن

100

AUJOURD'HUI

SPORTS

SOMMET. Le Real Madrid, dans son stade Santiago-Bernabeu, a écarté le FC Barcelone (5-0), samedi 7 janvier, lors de la seizième journée du championnat de première divi-

sion espagnol. Pour les Madrilènes, en tête du classement, ce résultat efface l'humiliation d'une défaite concédée au Nou Camp, voilà un an.

● Au bout d'une semaine de ferveur et de chiffres records, cette victoire est le signe de la renaissance d'un Real auquel le nouvel entraîneur argentin, Jorge Valdano, a rendu sa qualité de jeu.

● En revanche, pour le « Barça », futur adversaire du Paris-SG en quarts de finale de la Ligue des champions, cette partie a faigreur des fins de règne. Après quatre

titres consécutifs, l'équipe est en proie à une crise d'identité, amplifiée par la nouvelle du départ probable de son buteur brésilien Romário pour le Flamengo de Rio.

Madrid reprend le flambeau du football espagnol

En effaçant l'humiliante défaite concédée au FC Barcelone il y a un an, le Real Madrid a ravi à son vieux rival catalan l'ascendant sur un championnat qui n'avait jamais suscité autant de passion

MADRID

de notre envoyé spécial
Sur la place de Cibeles, celle des fêtes qui ont scandé les triomphes du club, la foule en blanc retarde le moment de scinder sa jubilation collective en une multitude de fiers individuels. En cette nuit de samedi, son Real Madrid n'a pourtant ajouté aucune coupe, aucun titre à sa galerie de trophées. A peine vient-il de reprendre son parcours en tête de la Liga en gagnant deux points qui ne lui garantissent pas de retrouver sa couronne au bout d'un championnat encore long.

Mais la victoire que célèbrent chants et klaxons vaut bien plus que des points. Pour les « madrilènes », elle est l'aboutissement de quatre années de frustration et d'une semaine de délire. Elle vient de fonder les recettes records, les affluences inédites en un score magique de goliath, une distribution de buts égoïstement réservée à un seul camp. Elle a fait monter de quelques degrés supplémentaires l'opposition Real-Barcelone, qui reste le thermomètre le plus fiable pour prendre la mesure de la fièvre de football qui frappe l'Espagne.

« Les plus anciens employés du club ne se souviennent pas d'avoir connu un tel engouement pour un Real-Barça », dit mercredi, Innocencio Arias, toujours président du club le plus populaire du pays. D'habitude, entre le club de l'Espagne éternelle et celui d'une Catalogne amoureuse de l'Europe, entre les royaux de Madrid et les républicains de Barcelone, les enjeux politiques occupent l'avant-scène.

flancs du stade, comme dans une forteresse assiégée. Dehors, une interminable file d'attente encerclait Santiago-Bernabeu. Des madrilènes forcés avaient patienté une journée et demie, dans le froid, pour être de l'événement. Pour arracher l'une des 8 000 places mises en vente, une fois soustraies celles des 60 000 « socios » et des privilégiés. D'autres déboursaient jusqu'à 2 500 francs au marché noir, le jour du match, pour obtenir un billet.

RIVALITÉS HISTORIQUES

« Nous aurions pu facilement remplir deux Bernabeu de 106 000 places, constatait Innocencio Arias. Nous avons dû diviser par trois les demandes des penyas, les clubs de supporters. Cette passion prouve que, même si l'écart avec Barcelone s'est réduit, le Real reste le club le plus populaire du pays. » D'habitude, entre le club de l'Espagne éternelle et celui d'une Catalogne amoureuse de l'Europe, entre les royaux de Madrid et les républicains de Barcelone, les enjeux politiques occupent l'avant-scène.

Il n'étaient, samedi, que sous-entendus. Sur les fondations des rivalités historiques, sur la concurrence pour la suprématie sportive, les Madrilènes avaient édifié un autre étage. Toute la semaine, la ville a vibré d'une envie collective de beau football, d'un désir partagé de reconnaissance par le style de jeu. « Pour la première fois de

puis la guerre, le Barça est devenu le premier club du pays, à la fois vainqueur de la Liga et de la Coupe d'Europe », affirmait Alfredo Relaño, directeur des sports de Canal Plus Espagne. Il ne s'imposait plus par intermittence, entre les titres du Real, comme dans le passé, il avait fait connaître sa qualité de son football dans le monde entier.

Les partisans du Real pouvaient

tout d'Emilio Butragueno, avait gaspillé son talent et sa chance de devenir un modèle de jeu en ne parvenant pas à asseoir un style, ni une domination sur la plus prestigieuse des Coupes d'Europe. Ils n'avaient pas oublié que le football prôné par Johan Cruyff avait autrefois été celui de l'équipe blanche, au temps de la splendeur et de Di Stefano. « Dans les an-

ciété sportive du Real n'avait accueilli autant de monde pour assister aux entraînements de l'équipe première. Les madrilènes y sont venus vérifier la bonne nouvelle du début de championnat. Comme pour s'assurer de visu que l'on n'allait plus les tromper sur la qualité du jeu pratiquée sous le maillot blanc. Comme pour se convaincre que le talsman qu'ils ont fait venir à l'intersaison leur rendrait la grâce du football.

L'Argentin Jorge Valdano, ancien joueur et nouvel entraîneur du Real, a longtemps porté malheur aux blancs. Son équipe de Tenerife a offert deux titres au Barça en battant les Madrilènes lors de la dernière journée. Les « socios » ont pardonné à Valdano, à condition qu'il acclime ses conceptions d'un jeu spectaculaire, directement inspiré des théories de Cruyff, sur leur plateau. Ils l'ont même absous de l'humiliante élimination de la Coupe de l'UEFA, à domicile, face aux Danais d'Odense. En échange, l'entraîneur leur a offert son assurance. A une équipe en proie à d'incessantes crises de nerfs, sans cesse rafistolée au gré des bémols des dirigeants, il a donné l'audace de ne se fier qu'à son jeu.

SYMBÔLE DE DOMINATION

Quatre jours avant le match, Valdano avait déjà rendu publique la composition de son équipe et osait rêver à haute voix d'un 5-0 vengeur, quand venait de Catalogne les échos des doutes de

Cruyff, du départ de Romário et des déclarations belliqueuses de Hristo Stoichkov. Les « socios » avaient quitté la cité sportive rassérénés, animés par la certitude tranquille que la fin d'un cycle de domination sur le football espagnol devait se dissoudre dans le début d'un autre. Qu'à Barcelone une équipe trop longtemps souveraine n'en finissait plus de se déliter, tandis qu'à Madrid s'agrégeaient doucement les forces de la puissance mortelle.

Entre les quatre murs vivants de Bernabeu, ce pressentiment s'est réalisé. Tous les symboles de la domination du Barça ont été effacés un par un. Michael Laudrup, le meneur de jeu qui a quitté la Catalogne à l'intersaison pour incompatibilité d'humour avec Johan Cruyff, a été remplacé par Gica Hagi, ancien du Real passé au club d'augur. Le Chilien Zamorano, auteur d'un triplé et meilleur buteur du championnat, a fait oublier la nervosité de Hristo Stoichkov, expulsé pour une brutalité.

L'attaque blanche a débordé sans cesse une défense barcelonaise pétrifiée. Le 5-0 est venu en venger un autre, concédé par le Real un an plus tôt, dans un Nou Camp où Barcelone avait atteint l'apogée de son football. Le disciple Valdano avait dérobé toute la magie du jeu mis en place par le maître Cruyff. Son équipe avait fait siens l'intelligence, le mouvement et l'audace offensive.

Jérôme Fenoglio

PATINAGE DE VITESSE

Opération survie pour la « grande piste » française

LES FRANÇAIS ne risquent pas de rapporter de médaille des championnats d'Europe de patinage de vitesse sur « grande piste », les 7 et 8 janvier. Ils n'y étaient pas. Pendant que l'élite continentale s'expliquait sur l'anneau d'Heerenveen, aux Pays-Bas, ils disputaient en Italie une compétition de second rang.

La disparition de la « grande piste » - discipline qui se dispute sur un anneau de glace de 400 mètres alors que le patinage court, aussi appelé short track, se contente d'une patinoire sans normes habituelles - n'aurait sans doute pas chagriné grand monde en France. Le nombre des pratiquants y est dérisoire. Aux Jeux d'Albertville, en 1992, la prestation du seul représentant français, Thierry Lambertton, trente-cinquième et avant-dernier des 5 000 mètres, n'avait d'ailleurs suscité qu'indifférence et compassion.

Quelques semaines plus tard, l'anneau olympique était démonté, et son système de refroidissement revendu aux Pays-Bas. En 1990, c'était l'anneau de Grenoble, d'un entretien jugé trop coûteux, qui avait disparu après vingt-deux ans d'existence. Seul subsistait, à Chamonix, un anneau naturel de 330 mètres, arrosé patiemment à la lance à incendie par quelques bénévoles, mais qui ne fonctionnait qu'entre deux et trois mois par an.

Tout aurait pu s'arrêter là, sur le constat que la France n'est décidément pas une terre d'élection pour la « grande piste », discipline qui suscite pourtant l'enthousiasme des foules néerlandaises et scandinaves autour de champions comme le Norvégien Jan Ove Kvaas, l'un des héros des derniers Jeux olympiques d'hiver. Mais ils étaient quelques-uns à vouloir continuer, envers et contre tout, dont Thierry Lambertton, qui, entre-temps, avait mis un terme à sa carrière.

« Les Jeux olympiques furent pour moi à la fois un aboutissement et

une frustration, dit-il. C'était grandiose, mais je me sentais exclu de la fête. Alors, j'ai eu envie de permettre à d'autres de vivre cette expérience au bout de laquelle je n'aurais pu aller. J'ai proposé à mes dirigeants de tenter de reconstruire quelque chose. » La Fédération française des sports de glace a accepté de dégager à nouveau un budget, mais quand, l'an dernier, Thierry Lambertton a fait le décompte de ses troupes, ils n'étaient que trois : Pierre-Henri Konckx, Lionel Sodegas et Cédric Kuentz. De surcroît, ce dernier - peut-être le plus doué - décide d'abandonner le patinage pour un emploi... au casino de Chamonix.

COMMANDES À L'ŒIL

Heureusement, ce fut le moment choisi par la Fédération française de patinage à roulettes, en mal de reconnaissance olympique, pour prendre contact avec son homologue de la glace. Des essais furent effectués, au terme desquels trois des meilleurs patineurs sur roulettes rejoignirent leurs cousins de la glace. « Même si les deux sports ne requièrent pas la même technique, les mouvements se ressemblent, explique Thierry Lambertton. Les garçons qui nous ont rejoints ont déjà un acquis et ce sont de véritables athlètes. Ils peuvent nous apporter beaucoup. » Faute d'anneau en France, l'équipe nationale est partie en octobre dernier pour un stage à Hamar (Norvège), sur l'anneau où se dérouleront les compétitions olympiques en 1994. Thierry Lambertton espère conduire deux ou trois de ses patineurs aux Jeux de Nagano, en 1998. « Nous nous entraînons sur les meilleurs patineurs et citoyens les meilleurs patineurs, dit-il. Logiquement, les résultats devraient suivre. C'est peut-être la dernière chance de survie de la « grande piste » en France. Nous n'avons pas le droit de la gâcher. »

Gilles Van Kote

RUGBY

Castres se sent pousser des ailes

Le champion 1993 a tourné le dos à sa tradition en se convertissant au jeu d'attaque

Lors de la dernière journée de la phase qualificative du championnat de France, dimanche 8 janvier, les Castres olympique, facile vainqueur à domicile du Racing (39-13), s'est

CASTRES

de notre envoyé spécial
An beau milieu de la tribune officielle, on ne voit que lui. Qu'il soit assis ou debout, qu'il se taise ou qu'il applaudisse, Gérard Cholley impressionne. L'ancien pilier de l'équipe de France et du Castres olympique est toujours massif, encore plus énorme. Après dix ans de retraite, il pèse 145 kilos, qui s'étaient un peu réduits le long de son séjour 90, et qui imposent un profond respect à tous ses voisins de tribune. Cholley regorge de force, il est la force, la puissance de ce rugby de colosses dont il fut un représentant éminent.

Etrange ironie de l'histoire : lui, qui était la terreur des mêlées, qui, disent les légendes de beuveries d'après-midi, pouvait faire pleurer son adversaire sur n'importe quelle pelouse de n'importe quel pays, se voit aujourd'hui transformé en chanteur de l'attaque, du rugby aéré, comme tous les dirigeants du Castres olympique. Cholley veut tourner la page de la tradition tarnaise, celle du titre de champion de France 1993 et du jeu d'avants. « A l'époque, s'excuse-t-il, il était impossible de jouer derrière. Aux postes de trois-quarts, nous avions des camionnettes. » Cette saison, le CO s'est offert des bolides : quatre attaquants de bon niveau sont arrivés en renfort pour aider le club dans sa quête d'un jeu plus complet.

A Castres, dans le rugby, rien ne se fait sans les laboratoires Fabre. Depuis 1989, le groupe pharmaceutique a pris en charge l'équipe de rugby. La moitié des joueurs de l'équipe première y travaillent. Il s'en est fait le très généreux mécène à la manière des industriels du textile qui, dans l'immédiat après-guerre, avaient offert au club du Tarn ses deux premiers titres de champion de France. Pierre-Yves Revol, directeur de la

qualifié grâce... à la défaite de Nice à Bourgoin. La phase finale rassemble les seize meilleures équipes : Perpignan, Stade toulousain, Narbonne, Montpellier, Brive, Bourgoin,

communication chez Fabre, occupe la présidence du Castres olympique : « Avec le jeu d'avants, nous sommes arrivés au titre de champion de France, il y a deux ans, nous ne pouvions aller plus loin. A titre personnel, j'avais envie de voir un autre rugby, même si ce n'était pas évident. »

Dans ce pays enclavé, si proche et si loin de Toulouse à laquelle il est relié par une route nationale en très mauvais état, les spectateurs du rugby ont un goût prononcé pour le jeu d'avants. Rien ne fait plus applaudir que les démonstrations de force. La tradition du muscle est là, inscrite dans les esprits comme les plus purs particularismes locaux. « Je me souviens d'un match en début de saison, reprend Pierre-Yves Revol, il a fallu attendre une mi-temps pour voir une véritable action d'avants. Eh bien ! Je ne vous mens pas, j'ai entendu un véritable « ouf » de soulagement dans le public. »

DOIGTS DE MANISTE

Malgré cela, il n'a pas hésité à changer. Paradoxalement, c'est sans doute le titre de champion de France 1993 qui est à l'origine de cette révolution culturelle. Castres avait battu Grenoble au terme de l'une des finales les plus laides des vingt dernières années. Cholley la qualifie lui-même de « lugubre, pour ceux qui n'avaient pas au cœur l'amour du club ». Les dirigeants du CO se sont donc sentis obligés d'insuffler un peu de fantaisie dans un ensemble trop grisâtre. A cela s'est ajoutée la nouvelle configuration de l'équipe. Autrefois, les paysans formaient l'ossature du pack. Ils passaient la semaine à la ferme, venaient éprouver la solidité de leurs reins et de leur cou le dimanche sur les terrains. « Aujourd'hui, confie Cholley un brin nostalgique, les

avants sont des étudiants, des citadins, ils ont des doigts de pianiste. » Illustration concrète de ce choix d'un autre style : l'arrivée de deux nouveaux entraîneurs. Thierry Merios et Jean-Marie Barsalou ont joué au Stade toulousain, un nom magique et enviable, ici, comme dans tous les pays de rugby, parce qu'il est synonyme de jeu ouvert, de jeu complet.

« Nous nous sommes fixé un objectif prioritaire, précisent les deux hommes, rendre l'équipe de Castres plus attractive. Au début, nous nous sommes heurtés à des réticences chez certains joueurs. Il n'est pas évident de tourner le dos à de vieilles habitudes. »

DIX-HUIT ANS AU CLUB

Francis Rul et le Castres olympique ont ensemble une vieille histoire qui n'en finit pas. Le demi d'ouverture du CO entame sa dix-huitième année au club. A force de

matchs, à force de coéquipiers, il est devenu une sorte de mémoire vivante du club.

A la fin de la saison dernière, il avait annoncé une retraite qu'il jugeait bien méritée. Les entraîneurs l'ont rappelé, pour servir de passerelle entre l'ère ancienne et l'ère moderne. Rul, trente-six ans, a connu l'époque des gros bras et du jeu au pied. Le void qui entre « avec plaisir » dans celle des « grandes envolées », celle où le ballon vole de main en main en des courses effrénées vers l'en-but adverse.

Sur le terrain du stade Pierre-Antoine, Francis Rul et ses camarades passaient, ce dimanche 8 janvier, un véritable test. Le CO s'est qualifié, avec son nouveau style. Il lui fallait au moins ça pour espérer tirer un trait sur des années de tradition.

Pascal Ceaux

ALFRED DUNHILL

VOUS ETES INVITES

A NOS

SOLDES

DU 10 AU 21 JANVIER 1995.

Alfred Dunhill, 16 rue de la Harpe, 75002 Paris.
Tel. (1) 42 61 67 68

Très recherché depuis 1893.

Elodie Lussac, gymnaste accidentée du travail

Une polémique oppose le père de la championne, victime d'une fracture de fatigue à une vertèbre, à la Fédération française de gymnastique, suspectée d'imposer des cadences d'entraînement trop élevées

Plâtrée pendant encore deux semaines, Elodie Lussac portera ensuite un corset pendant trois mois, avant de s'astreindre à deux mois de rééducation. Les espoirs de sélection de la meilleure gymnaste française

pour les Jeux d'Atlanta demeurent, mais son père s'interroge sur les méthodes de préparation de l'équipe de France féminine à Marseille, où la cellule d'entraînement est dirigée depuis 1981 par deux spécialistes

chinois, Shi Mao et Lin Xuan, épaulés depuis peu par une chorégraphe roumaine, Francis Lussac, premier entraîneur de sa fille, a cessé de travailler avec eux en novembre, après la blessure d'Elodie, pour laquelle la Fédération

française de gymnastique réfute toute responsabilité. « Quel intérêt aurions-nous à "casser" nos athlètes ? », se défend Danièle Scotto, responsable du centre de haut niveau de Marseille.

MARSEILLE
de notre envoyée spéciale
Elle arrive en claudiquant, s'allonge dans la voiture et sourit modestement. Ce n'est rien, juste un 17 en anglais. Elodie Lussac est retournée à l'école à plein temps, jusqu'à l'été, sans doute. Son père, Francis, admire sa volonté : « Elle s'accroche à ses cours en attendant de pouvoir s'entraîner à nouveau. Et, si elle veut arrêter la gymnastique, devenir ingénieur, je ne l'en empêcherai pas ».

Championne d'Europe junior en 1993, championne de France en titre et chef de file des Bleues, Elodie Lussac est emprisonnée dans un plâtre pour deux semaines encore. Elle le quittera pour un corset, qu'elle déposera en avril, avant d'entamer deux mois de rééducation. En pleine préparation pour les Jeux olympiques d'Atlanta, cette blondinette de quinze ans et demi, promise, du moins espérée pour une médaille, souffre d'une spondylolyse de l'isthme qui relie la quatrième et la cinquième vertèbre lombaire, une forme de frac-

ture de fatigue. Découverte après les championnats du monde par équipes de Dortmund, en novembre 1994, cette blessure nécessite immobilisation et repos total.

Sa participation aux championnats du monde, en octobre, est improbable. Même si elle n'a pas perdu ses chances d'aller aux Jeux olympiques d'Atlanta, en 1996, Elodie ne parle pas de son retour à l'entraînement : son cœur est bien trop gros. Son histoire ressemble à ces mauvais contes de la fatalité sportive, ces carrières abîmées pour un ligament ou un tendon d'achille rompus. Certes, les athlètes de haut niveau s'exposent à des risques, mais Francis Lussac ne l'entend pas de cette oreille.

« A la veille des imposés, à Dortmund, ma fille s'est plainte du dos, raconte-t-il. Le lendemain, elle ne pouvait plus marcher. Nous avons fait une déclaration d'accident à l'assurance. Le président de la fédération nous a assuré qu'il ne prendrait aucun risque pour elle. Mais, après deux jours de repos, ils ont demandé à Elodie si elle voulait parti-

ciper. Comment un enfant, leader d'équipe de surcroît, pouvait-elle refuser ? ». Elodie se souvient : « Au bout de deux semaines, j'ai pu marcher. Je ne sais pas comment j'ai terminé l'épreuve du sol ». Francis Lussac parle à demi-mots : « Pas de polémique. Je m'élève juste contre l'entraînement d'Elodie et de ses coéquipières ». Sa fille en dit plus que lui : « Le rythme s'est accéléré en juillet, au stage de Carcassonne. Nous sommes allées trop loin dans les cadences ».

PROXIMITÉ FAMILIALE

Danièle Scotto, directrice technique du centre de haut niveau Sainte-Anne, créé à Marseille en 1984, où s'entraîne Elodie et la quasi-totalité de l'équipe de France, se défend de pousser ses athlètes à bout : « L'équipe est suivie de près par un médecin, un psychologue, un kinésithérapeute et un diététicien. Quel intérêt aurions-nous à "casser" nos jeunes filles ? ».

Après les années d'artisanat, la Fédération française de gymnastique (FFG) s'est décidée à une po-

litique de détection dans les clubs, scrutant dès l'âge de six ans les futures championnes, qui passeront par tous les filtres de la compétition avant d'atteindre l'équipe de France.

« Nous avons pu obtenir des moyens importants, explique Jean-Claude Jacquetin, directeur technique national de la FFG. Dès 1987, le partenariat de France Télécom nous a permis d'offrir des bourses, et donc plus de confort aux athlètes. » En 1991, aux championnats du monde d'Indianapolis, la France, onzième, se qualifie au concours par équipes des Jeux olympiques de Barcelone. Une première depuis Munich, en 1972. En Espagne, les Françaises obtiennent un excellent résultat en terminant huitièmes. Jacques Rey, président de la FFG, promet qu'il sera le « président d'une médaille ».

« Il n'y a pas, chez nous, de raison d'État, affirme Danièle Scotto. Le problème, dans cette histoire, c'est la proximité familiale. C'est dur à dire, mais nous avons fait une erreur en acceptant le père, premier entraî-

neur d'Elodie, dans la cellule. Il ne s'agit pas de compétences, mais d'une situation affective trop lourde. La gymnastique est un sport à maturité précoce, qui court de la moyenne enfance à l'âge préadulte. Les filles vivent une difficile mutation psychologique et physiologique. Nous ne gérons pas un sport de violence comme la boxe, pourtant les coups existent : il y a l'agression émotionnelle devant la compétition. Et cette émulation frise parfois le malsain ».

Francis Lussac a rompu les ponts avec la fédération et avec le centre de Marseille, qui n'ont pas revu la jeune fille depuis deux mois. Dialogue et confiance gommés, le malentendu est douloureux. Les deux adversaires ne s'accrochent que sur un point : un cœur de la polémique, il y a le sort d'une jeune fille de quinze ans, dont l'avenir de championne est hypothéqué. Elle qui avait presque tout donné, tout sacrifié à la gymnastique pendant dix ans...

Bénédicte Mathieu

RÉSULTATS

BASKET-BALL
CHAMPIONNAT DE FRANCE PRO A
Première phase, 1^{er} tour retour
Le Mans - Cholet 85-79
Dijon - Nanterre 84-77
Pau-Orthez - Gravelines 90-67
Levallois - Villeurbanne 81-78
Strasbourg - Antibes 88-97
Lyon - Nancy 97-74
Limoges - PSG-Racing 72-67
Classement : 1. Antibes, 27 pts ; 2. Pau-Orthez, 24 pts ; 3. Cholet, 21 pts ; 4. Gravelines, 21 pts ; 5. Strasbourg, 20 pts ; 6. Nancy, 19 pts ; 7. Le Mans, 18 pts ; 8. Montpellier, 17 pts ; 9. Nanterre, 16 pts ; 10. Cholet, 15 pts ; 11. Pau-Orthez, 14 pts ; 12. Villeurbanne, 13 pts ; 13. Antibes, 12 pts ; 14. Limoges, 11 pts ; 15. PSG-Racing, 10 pts ; 16. Strasbourg, 9 pts ; 17. Gravelines, 8 pts ; 18. Lyon, 7 pts ; 19. Nanterre, 6 pts ; 20. Cholet, 5 pts ; 21. Pau-Orthez, 4 pts ; 22. Villeurbanne, 3 pts ; 23. Antibes, 2 pts ; 24. Limoges, 1 pt ; 25. PSG-Racing, 0 pt ; 26. Strasbourg, 0 pt ; 27. Gravelines, 0 pt ; 28. Lyon, 0 pt ; 29. Nanterre, 0 pt ; 30. Cholet, 0 pt ; 31. Pau-Orthez, 0 pt ; 32. Villeurbanne, 0 pt ; 33. Antibes, 0 pt ; 34. Limoges, 0 pt ; 35. PSG-Racing, 0 pt ; 36. Strasbourg, 0 pt ; 37. Gravelines, 0 pt ; 38. Lyon, 0 pt ; 39. Nanterre, 0 pt ; 40. Cholet, 0 pt ; 41. Pau-Orthez, 0 pt ; 42. Villeurbanne, 0 pt ; 43. Antibes, 0 pt ; 44. Limoges, 0 pt ; 45. PSG-Racing, 0 pt ; 46. Strasbourg, 0 pt ; 47. Gravelines, 0 pt ; 48. Lyon, 0 pt ; 49. Nanterre, 0 pt ; 50. Cholet, 0 pt ; 51. Pau-Orthez, 0 pt ; 52. Villeurbanne, 0 pt ; 53. Antibes, 0 pt ; 54. Limoges, 0 pt ; 55. PSG-Racing, 0 pt ; 56. Strasbourg, 0 pt ; 57. Gravelines, 0 pt ; 58. Lyon, 0 pt ; 59. Nanterre, 0 pt ; 60. Cholet, 0 pt ; 61. Pau-Orthez, 0 pt ; 62. Villeurbanne, 0 pt ; 63. Antibes, 0 pt ; 64. Limoges, 0 pt ; 65. PSG-Racing, 0 pt ; 66. Strasbourg, 0 pt ; 67. Gravelines, 0 pt ; 68. Lyon, 0 pt ; 69. Nanterre, 0 pt ; 70. Cholet, 0 pt ; 71. Pau-Orthez, 0 pt ; 72. Villeurbanne, 0 pt ; 73. Antibes, 0 pt ; 74. Limoges, 0 pt ; 75. PSG-Racing, 0 pt ; 76. Strasbourg, 0 pt ; 77. Gravelines, 0 pt ; 78. Lyon, 0 pt ; 79. Nanterre, 0 pt ; 80. Cholet, 0 pt ; 81. Pau-Orthez, 0 pt ; 82. Villeurbanne, 0 pt ; 83. Antibes, 0 pt ; 84. Limoges, 0 pt ; 85. PSG-Racing, 0 pt ; 86. Strasbourg, 0 pt ; 87. Gravelines, 0 pt ; 88. Lyon, 0 pt ; 89. Nanterre, 0 pt ; 90. Cholet, 0 pt ; 91. Pau-Orthez, 0 pt ; 92. Villeurbanne, 0 pt ; 93. Antibes, 0 pt ; 94. Limoges, 0 pt ; 95. PSG-Racing, 0 pt ; 96. Strasbourg, 0 pt ; 97. Gravelines, 0 pt ; 98. Lyon, 0 pt ; 99. Nanterre, 0 pt ; 100. Cholet, 0 pt ; 101. Pau-Orthez, 0 pt ; 102. Villeurbanne, 0 pt ; 103. Antibes, 0 pt ; 104. Limoges, 0 pt ; 105. PSG-Racing, 0 pt ; 106. Strasbourg, 0 pt ; 107. Gravelines, 0 pt ; 108. Lyon, 0 pt ; 109. Nanterre, 0 pt ; 110. Cholet, 0 pt ; 111. Pau-Orthez, 0 pt ; 112. Villeurbanne, 0 pt ; 113. Antibes, 0 pt ; 114. Limoges, 0 pt ; 115. PSG-Racing, 0 pt ; 116. Strasbourg, 0 pt ; 117. Gravelines, 0 pt ; 118. Lyon, 0 pt ; 119. Nanterre, 0 pt ; 120. Cholet, 0 pt ; 121. Pau-Orthez, 0 pt ; 122. Villeurbanne, 0 pt ; 123. Antibes, 0 pt ; 124. Limoges, 0 pt ; 125. PSG-Racing, 0 pt ; 126. Strasbourg, 0 pt ; 127. Gravelines, 0 pt ; 128. Lyon, 0 pt ; 129. Nanterre, 0 pt ; 130. Cholet, 0 pt ; 131. Pau-Orthez, 0 pt ; 132. Villeurbanne, 0 pt ; 133. Antibes, 0 pt ; 134. Limoges, 0 pt ; 135. PSG-Racing, 0 pt ; 136. Strasbourg, 0 pt ; 137. Gravelines, 0 pt ; 138. Lyon, 0 pt ; 139. Nanterre, 0 pt ; 140. Cholet, 0 pt ; 141. Pau-Orthez, 0 pt ; 142. Villeurbanne, 0 pt ; 143. Antibes, 0 pt ; 144. Limoges, 0 pt ; 145. PSG-Racing, 0 pt ; 146. Strasbourg, 0 pt ; 147. Gravelines, 0 pt ; 148. Lyon, 0 pt ; 149. Nanterre, 0 pt ; 150. Cholet, 0 pt ; 151. Pau-Orthez, 0 pt ; 152. Villeurbanne, 0 pt ; 153. Antibes, 0 pt ; 154. Limoges, 0 pt ; 155. PSG-Racing, 0 pt ; 156. Strasbourg, 0 pt ; 157. Gravelines, 0 pt ; 158. Lyon, 0 pt ; 159. Nanterre, 0 pt ; 160. Cholet, 0 pt ; 161. Pau-Orthez, 0 pt ; 162. Villeurbanne, 0 pt ; 163. Antibes, 0 pt ; 164. Limoges, 0 pt ; 165. PSG-Racing, 0 pt ; 166. Strasbourg, 0 pt ; 167. Gravelines, 0 pt ; 168. Lyon, 0 pt ; 169. Nanterre, 0 pt ; 170. Cholet, 0 pt ; 171. Pau-Orthez, 0 pt ; 172. Villeurbanne, 0 pt ; 173. Antibes, 0 pt ; 174. Limoges, 0 pt ; 175. PSG-Racing, 0 pt ; 176. Strasbourg, 0 pt ; 177. Gravelines, 0 pt ; 178. Lyon, 0 pt ; 179. Nanterre, 0 pt ; 180. Cholet, 0 pt ; 181. Pau-Orthez, 0 pt ; 182. Villeurbanne, 0 pt ; 183. Antibes, 0 pt ; 184. Limoges, 0 pt ; 185. PSG-Racing, 0 pt ; 186. Strasbourg, 0 pt ; 187. Gravelines, 0 pt ; 188. Lyon, 0 pt ; 189. Nanterre, 0 pt ; 190. Cholet, 0 pt ; 191. Pau-Orthez, 0 pt ; 192. Villeurbanne, 0 pt ; 193. Antibes, 0 pt ; 194. Limoges, 0 pt ; 195. PSG-Racing, 0 pt ; 196. Strasbourg, 0 pt ; 197. Gravelines, 0 pt ; 198. Lyon, 0 pt ; 199. Nanterre, 0 pt ; 200. Cholet, 0 pt ; 201. Pau-Orthez, 0 pt ; 202. Villeurbanne, 0 pt ; 203. Antibes, 0 pt ; 204. Limoges, 0 pt ; 205. PSG-Racing, 0 pt ; 206. Strasbourg, 0 pt ; 207. Gravelines, 0 pt ; 208. Lyon, 0 pt ; 209. Nanterre, 0 pt ; 210. Cholet, 0 pt ; 211. Pau-Orthez, 0 pt ; 212. Villeurbanne, 0 pt ; 213. Antibes, 0 pt ; 214. Limoges, 0 pt ; 215. PSG-Racing, 0 pt ; 216. Strasbourg, 0 pt ; 217. Gravelines, 0 pt ; 218. Lyon, 0 pt ; 219. Nanterre, 0 pt ; 220. Cholet, 0 pt ; 221. Pau-Orthez, 0 pt ; 222. Villeurbanne, 0 pt ; 223. Antibes, 0 pt ; 224. Limoges, 0 pt ; 225. PSG-Racing, 0 pt ; 226. Strasbourg, 0 pt ; 227. Gravelines, 0 pt ; 228. Lyon, 0 pt ; 229. Nanterre, 0 pt ; 230. Cholet, 0 pt ; 231. Pau-Orthez, 0 pt ; 232. Villeurbanne, 0 pt ; 233. Antibes, 0 pt ; 234. Limoges, 0 pt ; 235. PSG-Racing, 0 pt ; 236. Strasbourg, 0 pt ; 237. Gravelines, 0 pt ; 238. Lyon, 0 pt ; 239. Nanterre, 0 pt ; 240. Cholet, 0 pt ; 241. Pau-Orthez, 0 pt ; 242. Villeurbanne, 0 pt ; 243. Antibes, 0 pt ; 244. Limoges, 0 pt ; 245. PSG-Racing, 0 pt ; 246. Strasbourg, 0 pt ; 247. Gravelines, 0 pt ; 248. Lyon, 0 pt ; 249. Nanterre, 0 pt ; 250. Cholet, 0 pt ; 251. Pau-Orthez, 0 pt ; 252. Villeurbanne, 0 pt ; 253. Antibes, 0 pt ; 254. Limoges, 0 pt ; 255. PSG-Racing, 0 pt ; 256. Strasbourg, 0 pt ; 257. Gravelines, 0 pt ; 258. Lyon, 0 pt ; 259. Nanterre, 0 pt ; 260. Cholet, 0 pt ; 261. Pau-Orthez, 0 pt ; 262. Villeurbanne, 0 pt ; 263. Antibes, 0 pt ; 264. Limoges, 0 pt ; 265. PSG-Racing, 0 pt ; 266. Strasbourg, 0 pt ; 267. Gravelines, 0 pt ; 268. Lyon, 0 pt ; 269. Nanterre, 0 pt ; 270. Cholet, 0 pt ; 271. Pau-Orthez, 0 pt ; 272. Villeurbanne, 0 pt ; 273. Antibes, 0 pt ; 274. Limoges, 0 pt ; 275. PSG-Racing, 0 pt ; 276. Strasbourg, 0 pt ; 277. Gravelines, 0 pt ; 278. Lyon, 0 pt ; 279. Nanterre, 0 pt ; 280. Cholet, 0 pt ; 281. Pau-Orthez, 0 pt ; 282. Villeurbanne, 0 pt ; 283. Antibes, 0 pt ; 284. Limoges, 0 pt ; 285. PSG-Racing, 0 pt ; 286. Strasbourg, 0 pt ; 287. Gravelines, 0 pt ; 288. Lyon, 0 pt ; 289. Nanterre, 0 pt ; 290. Cholet, 0 pt ; 291. Pau-Orthez, 0 pt ; 292. Villeurbanne, 0 pt ; 293. Antibes, 0 pt ; 294. Limoges, 0 pt ; 295. PSG-Racing, 0 pt ; 296. Strasbourg, 0 pt ; 297. Gravelines, 0 pt ; 298. Lyon, 0 pt ; 299. Nanterre, 0 pt ; 300. Cholet, 0 pt ; 301. Pau-Orthez, 0 pt ; 302. Villeurbanne, 0 pt ; 303. Antibes, 0 pt ; 304. Limoges, 0 pt ; 305. PSG-Racing, 0 pt ; 306. Strasbourg, 0 pt ; 307. Gravelines, 0 pt ; 308. Lyon, 0 pt ; 309. Nanterre, 0 pt ; 310. Cholet, 0 pt ; 311. Pau-Orthez, 0 pt ; 312. Villeurbanne, 0 pt ; 313. Antibes, 0 pt ; 314. Limoges, 0 pt ; 315. PSG-Racing, 0 pt ; 316. Strasbourg, 0 pt ; 317. Gravelines, 0 pt ; 318. Lyon, 0 pt ; 319. Nanterre, 0 pt ; 320. Cholet, 0 pt ; 321. Pau-Orthez, 0 pt ; 322. Villeurbanne, 0 pt ; 323. Antibes, 0 pt ; 324. Limoges, 0 pt ; 325. PSG-Racing, 0 pt ; 326. Strasbourg, 0 pt ; 327. Gravelines, 0 pt ; 328. Lyon, 0 pt ; 329. Nanterre, 0 pt ; 330. Cholet, 0 pt ; 331. Pau-Orthez, 0 pt ; 332. Villeurbanne, 0 pt ; 333. Antibes, 0 pt ; 334. Limoges, 0 pt ; 335. PSG-Racing, 0 pt ; 336. Strasbourg, 0 pt ; 337. Gravelines, 0 pt ; 338. Lyon, 0 pt ; 339. Nanterre, 0 pt ; 340. Cholet, 0 pt ; 341. Pau-Orthez, 0 pt ; 342. Villeurbanne, 0 pt ; 343. Antibes, 0 pt ; 344. Limoges, 0 pt ; 345. PSG-Racing, 0 pt ; 346. Strasbourg, 0 pt ; 347. Gravelines, 0 pt ; 348. Lyon, 0 pt ; 349. Nanterre, 0 pt ; 350. Cholet, 0 pt ; 351. Pau-Orthez, 0 pt ; 352. Villeurbanne, 0 pt ; 353. Antibes, 0 pt ; 354. Limoges, 0 pt ; 355. PSG-Racing, 0 pt ; 356. Strasbourg, 0 pt ; 357. Gravelines, 0 pt ; 358. Lyon, 0 pt ; 359. Nanterre, 0 pt ; 360. Cholet, 0 pt ; 361. Pau-Orthez, 0 pt ; 362. Villeurbanne, 0 pt ; 363. Antibes, 0 pt ; 364. Limoges, 0 pt ; 365. PSG-Racing, 0 pt ; 366. Strasbourg, 0 pt ; 367. Gravelines, 0 pt ; 368. Lyon, 0 pt ; 369. Nanterre, 0 pt ; 370. Cholet, 0 pt ; 371. Pau-Orthez, 0 pt ; 372. Villeurbanne, 0 pt ; 373. Antibes, 0 pt ; 374. Limoges, 0 pt ; 375. PSG-Racing, 0 pt ; 376. Strasbourg, 0 pt ; 377. Gravelines, 0 pt ; 378. Lyon, 0 pt ; 379. Nanterre, 0 pt ; 380. Cholet, 0 pt ; 381. Pau-Orthez, 0 pt ; 382. Villeurbanne, 0 pt ; 383. Antibes, 0 pt ; 384. Limoges, 0 pt ; 385. PSG-Racing, 0 pt ; 386. Strasbourg, 0 pt ; 387. Gravelines, 0 pt ; 388. Lyon, 0 pt ; 389. Nanterre, 0 pt ; 390. Cholet, 0 pt ; 391. Pau-Orthez, 0 pt ; 392. Villeurbanne, 0 pt ; 393. Antibes, 0 pt ; 394. Limoges, 0 pt ; 395. PSG-Racing, 0 pt ; 396. Strasbourg, 0 pt ; 397. Gravelines, 0 pt ; 398. Lyon, 0 pt ; 399. Nanterre, 0 pt ; 400. Cholet, 0 pt ; 401. Pau-Orthez, 0 pt ; 402. Villeurbanne, 0 pt ; 403. Antibes, 0 pt ; 404. Limoges, 0 pt ; 405. PSG-Racing, 0 pt ; 406. Strasbourg, 0 pt ; 407. Gravelines, 0 pt ; 408. Lyon, 0 pt ; 409. Nanterre, 0 pt ; 410. Cholet, 0 pt ; 411. Pau-Orthez, 0 pt ; 412. Villeurbanne, 0 pt ; 413. Antibes, 0 pt ; 414. Limoges, 0 pt ; 415. PSG-Racing, 0 pt ; 416. Strasbourg, 0 pt ; 417. Gravelines, 0 pt ; 418. Lyon, 0 pt ; 419. Nanterre, 0 pt ; 420. Cholet, 0 pt ; 421. Pau-Orthez, 0 pt ; 422. Villeurbanne, 0 pt ; 423. Antibes, 0 pt ; 424. Limoges, 0 pt ; 425. PSG-Racing, 0 pt ; 426. Strasbourg, 0 pt ; 427. Gravelines, 0 pt ; 428. Lyon, 0 pt ; 429. Nanterre, 0 pt ; 430. Cholet, 0 pt ; 431. Pau-Orthez, 0 pt ; 432. Villeurbanne, 0 pt ; 433. Antibes, 0 pt ; 434. Limoges, 0 pt ; 435. PSG-Racing, 0 pt ; 436. Strasbourg, 0 pt ; 437. Gravelines, 0 pt ; 438. Lyon, 0 pt ; 439. Nanterre, 0 pt ; 440. Cholet, 0 pt ; 441. Pau-Orthez, 0 pt ; 442. Villeurbanne, 0 pt ; 443. Antibes, 0 pt ; 444. Limoges, 0 pt ; 445. PSG-Racing, 0 pt ; 446. Strasbourg, 0 pt ; 447. Gravelines, 0 pt ; 448. Lyon, 0 pt ; 449. Nanterre, 0 pt ; 450. Cholet, 0 pt ; 451. Pau-Orthez, 0 pt ; 452. Villeurbanne, 0 pt ; 453. Antibes, 0 pt ; 454. Limoges, 0 pt ; 455. PSG-Racing, 0 pt ; 456. Strasbourg, 0 pt ; 457. Gravelines, 0 pt ; 458. Lyon, 0 pt ; 459. Nanterre, 0 pt ; 460. Cholet, 0 pt ; 461. Pau-Orthez, 0 pt ; 462. Villeurbanne, 0 pt ; 463. Antibes, 0 pt ; 464. Limoges, 0 pt ; 465. PSG-Racing, 0 pt ; 466. Strasbourg, 0 pt ; 467. Gravelines, 0 pt ; 468. Lyon, 0 pt ; 469. Nanterre, 0 pt ; 470. Cholet, 0 pt ; 471. Pau-Orthez, 0 pt ; 472. Villeurbanne, 0 pt ; 473. Antibes, 0 pt ; 474. Limoges, 0 pt ; 475. PSG-Racing, 0 pt ; 476. Strasbourg, 0 pt ; 477. Gravelines, 0 pt ; 478. Lyon, 0 pt ; 479. Nanterre, 0 pt ; 480. Cholet, 0 pt ; 481. Pau-Orthez, 0 pt ; 482. Villeurbanne, 0 pt ; 483. Antibes, 0 pt ; 484. Limoges, 0 pt ; 485. PSG-Racing, 0 pt ; 486. Strasbourg, 0 pt ; 487. Gravelines, 0 pt ; 488. Lyon, 0 pt ; 489. Nanterre, 0 pt ; 490. Cholet, 0 pt ; 491. Pau-Orthez, 0 pt ; 492. Villeurbanne, 0 pt ; 493. Antibes, 0 pt ; 494. Limoges, 0 pt ; 495. PSG-Racing, 0 pt ; 496. Strasbourg, 0 pt ; 497. Gravelines, 0 pt ; 498. Lyon, 0 pt ; 499. Nanterre, 0 pt ; 500. Cholet, 0 pt ; 501. Pau-Orthez, 0 pt ; 502. Villeurbanne, 0 pt ; 503. Antibes, 0 pt ; 504. Limoges, 0 pt ; 505. PSG-Racing, 0 pt ; 506. Strasbourg, 0 pt ; 507. Gravelines, 0 pt ; 508. Lyon, 0 pt ; 509. Nanterre, 0 pt ; 510. Cholet, 0 pt ; 511. Pau-Orthez, 0 pt ; 512. Villeurbanne, 0 pt ; 513. Antibes, 0 pt ; 514. Limoges, 0 pt ; 515. PSG-Racing, 0 pt ; 516. Strasbourg, 0 pt ; 517. Gravelines, 0 pt ; 518. Lyon, 0 pt ; 519. Nanterre, 0 pt ; 520. Cholet, 0 pt ; 521. Pau-Orthez, 0 pt ; 522. Villeurbanne, 0 pt ; 523. Antibes, 0 pt ; 524. Limoges, 0 pt ; 525. PSG-Racing, 0 pt ; 526. Strasbourg, 0 pt ; 527. Gravelines, 0 pt ; 528. Lyon, 0 pt ; 529. Nanterre, 0 pt ; 530. Cholet, 0 pt ; 531. Pau-Orthez, 0 pt ; 532. Villeurbanne, 0 pt ; 533. Antibes, 0 pt ; 534. Limoges, 0 pt ; 535. PSG-Racing, 0 pt ; 536. Strasbourg, 0 pt ; 537. Gravelines, 0 pt ; 538. Lyon, 0 pt ; 539. Nanterre, 0 pt ; 540. Cholet, 0 pt ; 541. Pau-Orthez, 0 pt ; 542. Villeurbanne, 0 pt ; 543. Antibes, 0 pt ; 544. Limoges, 0 pt ; 545. PSG-Racing, 0 pt ; 546. Strasbourg, 0 pt ; 547. Gravelines, 0 pt ; 548. Lyon, 0 pt ; 549. Nanterre, 0 pt ; 550. Cholet, 0 pt ; 551. Pau-Orthez, 0 pt ; 552. Villeurbanne, 0 pt ; 553. Antibes, 0 pt ; 554. Limoges, 0 pt ; 555. PSG-Racing, 0 pt ; 556. Strasbourg, 0 pt ; 557. Gravelines, 0 pt ; 558. Lyon, 0 pt ; 559. Nanterre, 0 pt ; 560. Cholet, 0 pt ; 561. Pau-Orthez, 0 pt ; 562. Villeurbanne, 0 pt ; 563. Antibes, 0 pt ; 564. Limoges, 0 pt ; 565. PSG-Racing, 0 pt ; 566. Strasbourg, 0 pt ; 567. Gravelines, 0 pt ; 568. Lyon, 0 pt ; 569. Nanterre, 0 pt ; 570. Cholet, 0 pt ; 571. Pau-Orthez, 0 pt ; 572. Villeurbanne, 0 pt ; 573. Antibes, 0 pt ; 574. Limoges, 0 pt ; 575. PSG-Racing, 0 pt ; 576. Strasbourg, 0 pt ; 577. Gravelines, 0 pt ; 578. Lyon, 0 pt ; 579. Nanterre, 0 pt ; 580. Cholet, 0 pt ; 581. Pau-Orthez, 0 pt ; 582. Villeurbanne, 0 pt ; 583. Antibes, 0 pt ; 584. Limoges, 0 pt ; 585. PSG-Racing, 0 pt ; 586. Strasbourg, 0 pt ; 587. Gravelines, 0 pt ; 588. Lyon, 0 pt ; 589. Nanterre, 0 pt ; 590. Cholet, 0 pt ; 591. Pau-Orthez, 0 pt ; 592. Villeurbanne, 0 pt ; 593. Antibes, 0 pt ; 594. Limoges, 0 pt ; 595. PSG-Racing, 0 pt ; 596. Strasbourg, 0 pt ; 597. Gravelines, 0 pt ; 598. Lyon, 0 pt ; 599. Nanterre, 0 pt ; 600. Cholet, 0 pt ; 601. Pau-Orthez, 0 pt ; 602. Villeurbanne, 0 pt ; 603. Antibes, 0 pt ; 604. Limoges, 0 pt ; 605. PSG-Racing, 0 pt ; 606. Strasbourg, 0 pt ; 607. Gravelines, 0 pt ; 608. Lyon, 0 pt ; 609. Nanterre, 0 pt ; 610. Cholet, 0 pt ; 611. Pau-Orthez, 0 pt ; 612. Villeurbanne, 0 pt ; 613. Antibes, 0 pt ; 614. Limoges, 0 pt ; 615. PSG-Racing, 0 pt ; 616. Strasbourg, 0 pt ; 617. Gravelines, 0 pt ; 618. Lyon, 0 pt ; 619. Nanterre, 0 pt ; 620. Cholet, 0 pt ; 621. Pau-Orthez, 0 pt ; 622. Villeurbanne, 0 pt ; 623. Antibes, 0 pt ; 624. Limoges, 0 pt ; 625. PSG-Racing, 0 pt ; 626. Strasbourg, 0 pt ; 627. Gravelines, 0 pt ; 628. Lyon, 0 pt ; 629. Nanterre, 0 pt ; 630. Cholet, 0 pt ; 631. Pau-Orthez, 0 pt ; 632. Villeurbanne, 0 pt ; 633. Antibes, 0 pt ; 634. Limoges, 0 pt ; 635. PSG-Racing, 0 pt ; 636. Strasbourg, 0 pt ; 637. Gravelines, 0 pt ; 638. Lyon, 0 pt ; 639. Nanterre, 0 pt ; 640. Cholet, 0 pt ; 641. Pau-Orthez, 0 pt ; 642. Villeurbanne, 0 pt ; 643. Antibes, 0 pt ; 644. Limoges, 0 pt ; 645. PSG-Racing, 0 pt ; 646. Strasbourg, 0 pt ; 647. Gravelines, 0 pt ; 648. Lyon, 0 pt ; 649. Nanterre, 0 pt ; 650. Cholet, 0 pt ; 651. Pau-Orthez, 0 pt ; 652. Villeurbanne, 0 pt ; 653. Antibes, 0 pt ; 654. Limoges, 0 pt ; 655. PSG-Racing, 0 pt ; 656. Strasbourg, 0 pt ; 657. Gravelines, 0 pt ; 658. Lyon, 0 pt ; 659. Nanterre, 0 pt ; 660. Cholet, 0 pt ; 661. Pau-Orthez, 0 pt ; 662. Villeurbanne, 0 pt ; 663. Antibes, 0 pt ; 664. Limoges, 0 pt ; 665. PSG-Racing, 0 pt ; 666. Strasbourg, 0 pt ; 667. Gravelines, 0 pt ; 668. Lyon, 0 pt ; 669. Nanterre, 0 pt ; 670. Cholet, 0 pt ; 671. Pau-Orthez, 0 pt ; 672. Villeurbanne, 0 pt ; 673. Antibes, 0 pt ; 674. Limoges, 0 pt ; 675. PSG-Racing, 0 pt ; 676. Strasbourg, 0 pt ; 677. Gravelines, 0 pt ; 678. Lyon, 0 pt ; 679. Nanterre, 0 pt ; 680. Cholet, 0 pt ; 681. Pau-Orthez, 0 pt ; 682. Villeurbanne, 0 pt ; 683. Antibes, 0 pt ; 684. Limoges, 0 pt ; 685. PSG-Racing, 0 pt ; 686. Strasbourg, 0 pt ; 687. Gravelines, 0 pt ; 688. Lyon, 0 pt ; 689. Nanterre, 0 pt ; 690. Cholet, 0 pt ; 691. Pau-Orthez, 0 pt ; 692. Villeurbanne, 0 pt ; 693. Antibes, 0 pt ; 694. Limoges, 0 pt ; 695. PSG-Racing, 0 pt ; 696. Strasbourg, 0 pt ; 697. Gravelines, 0 pt ; 698. Lyon, 0 pt ; 699. Nanterre, 0 pt ; 700. Cholet, 0 pt ; 701. Pau-Orthez, 0 pt ; 702. Villeurbanne, 0 pt ; 703. Antibes, 0 pt ; 704. Limoges, 0 pt ; 705. PSG-Racing, 0 pt ; 706. Strasbourg, 0 pt ; 707. Gravelines, 0 pt ; 708. Lyon, 0 pt ; 709. Nanterre, 0 pt ; 710. Cholet, 0 pt ; 711. Pau-Orthez, 0 pt ; 712. Villeurbanne, 0 pt ; 713. Antibes, 0 pt ; 714. Limoges, 0 pt ; 715. PSG-Racing, 0 pt ; 716. Strasbourg, 0 pt ; 717. Gravelines, 0 pt ; 718. Lyon, 0 pt ; 719. Nanterre, 0 pt ; 720. Cholet, 0 pt ; 721. Pau-Orthez, 0 pt ; 722. Villeurbanne, 0 pt ; 723. Antibes, 0 pt ; 724. Limoges, 0 pt ; 725. PSG-Racing, 0 pt ; 726. Strasbourg, 0 pt ; 727. Gravelines, 0 pt ; 728. Lyon, 0 pt ; 729. Nanterre, 0 pt ; 730. Cholet, 0 pt ; 731. Pau-Orthez, 0 pt ; 732. Villeurbanne, 0 pt ; 733. Antibes, 0 pt ; 734. Limoges, 0 pt ; 735. PSG-Racing, 0 pt ; 736. Strasbourg, 0 pt ; 737. Gravelines, 0 pt ; 738. Lyon, 0 pt ; 739. Nanterre, 0 pt ; 740. Cholet, 0 pt ; 741. Pau-Orthez, 0 pt ; 742. Villeurbanne, 0 pt ; 743. Antibes, 0 pt ; 744. Limoges, 0 pt ; 745. PSG-Racing, 0 pt ; 746. Strasbourg, 0 pt ; 747. Gravelines, 0 pt ; 748. Lyon, 0 pt ; 749. Nanterre, 0 pt ; 750. Cholet, 0 pt ; 751. Pau-Orthez, 0 pt ; 752. Villeurbanne, 0 pt ; 753. Antibes, 0 pt ; 754. Limoges, 0 pt ; 755. PSG-Racing, 0 pt ; 756. Strasbourg, 0 pt ; 757. Gravelines, 0 pt ; 758. Lyon, 0 pt ; 759. Nanterre, 0 pt ; 760. Cholet, 0 pt ; 761. Pau-Orthez, 0 pt ; 762. Villeurbanne, 0 pt ; 763. Antibes, 0 pt ; 764. Limoges, 0 pt ; 765. PSG-Racing, 0 pt ; 766. Strasbourg, 0 pt ; 767. Gravelines, 0 pt ; 768. Lyon, 0 pt ; 769. Nanterre, 0 pt ; 770. Cholet, 0 pt ; 771. Pau-Orthez, 0 pt ; 772. Villeurbanne, 0 pt ; 773. Antibes, 0 pt ; 774. Limoges, 0 pt ; 775. PSG-Racing, 0 pt ; 776. Strasbourg, 0 pt ; 777. Gravelines, 0 pt ; 778. Lyon, 0 pt ; 779. Nanterre, 0 pt ; 780. Cholet, 0 pt ; 781. Pau-Orthez, 0 pt ; 782. Villeurbanne, 0 pt ; 783. Antibes, 0 pt ; 784. Limoges, 0 pt ; 785. PSG-Racing, 0 pt ; 786. Strasbourg, 0 pt ; 787. Gravelines, 0 pt ; 788. Lyon, 0 pt ; 789. Nanterre, 0 pt

Trois types d'avalanches menacent en montagne

Humides, poudreux ou en plaques, les cristaux de neige obéissent à des lois dynamiques qui défient encore les systèmes d'alerte

Après la catastrophe qui a fait trente-neuf victimes à Val-d'Isère en 1970, des milliers de zones où les avalanches risquent de se déclencher ont été cartographiées sur plus de 600 000

CHACUN garde en mémoire la terrible coulée de neige qui, le 10 février 1970, emporta en plein Val-d'Isère un chalet de l'UCPA et fit trente-neuf victimes. Les archives gardent aussi celle de cette formidable avalanche qui, voici un siècle, déversa un million de mètres cubes de neige durcie et de rochers dans la vallée de Saint-Gervais.

De telles catastrophes invitent donc à la prudence et c'est la raison pour laquelle plusieurs orga-

hectares de montagnes françaises. Une meilleure connaissance de l'évolution de la forme des cristaux sous l'influence de la température ou du vent permet de déterminer le niveau de risque de

durant lesquels des pluies peuvent se déposer sur les couches récentes et relativement sèches du manteau neigeux. Chargée de grandes quantités d'eau, la neige prend alors une consistance un peu pâteuse, de densité élevée (300 à 450 kilos par mètre cube).

Ces avalanches se comportent donc comme des coulées de boue, prenant les pentes à des vitesses relativement lentes - quelques dizaines de kilomètres à l'heure. Si ces masses de neige peuvent pro-

est, par nature, instable : les cristaux de neige ont peu de cohésion entre eux. Il suffit alors de peu de chose pour que les forces de pesanteur l'emportent soudain et fassent dévaler à des vitesses souvent vertigineuses (plus de 200 km/h) un gigantesque nuage de poudre.

Fort heureusement, ces avalanches sont associées à des conditions climatiques « connues et remarquables » permettant aux météorologistes d'avertir les populations de leur imminence. Cela n'empêche pas, toutefois, les surprises, car elles parcourent souvent de grandes distances et peuvent atteindre des maisons, des refuges ou des églises qui, de mémoire d'homme, n'avaient jamais été touchés. Les Alpes du Nord - où le phénomène est assez fréquent - ont le souvenir de tels épisodes, ainsi que les régions situées le long de la frontière italienne, comme le Queyras, où ces coulées sont plus rares mais plus violentes.

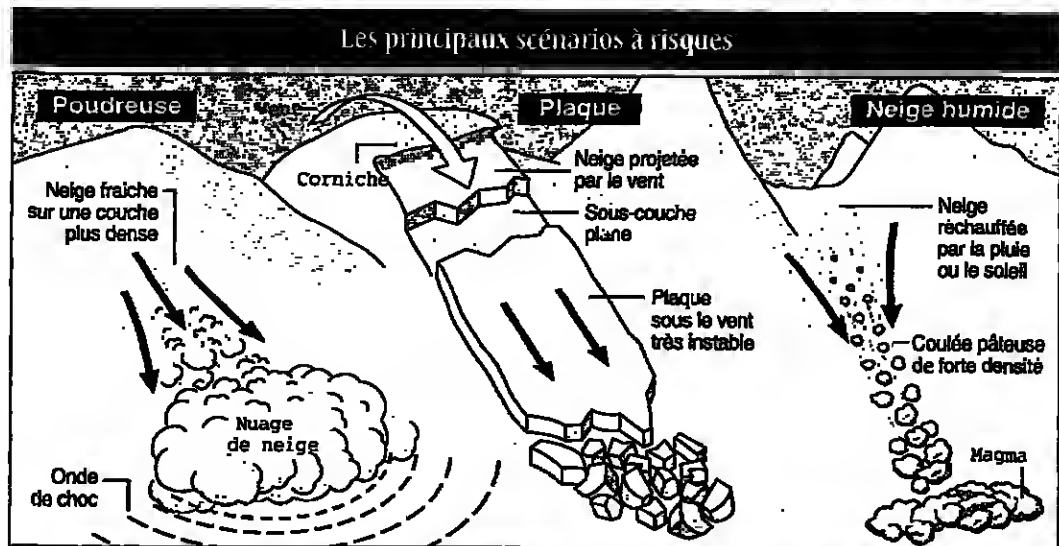
FRAGILE MILLEFEUILLE

Les avalanches de type plaques à vent sont les plus redoutables, parce qu'imprévisibles. Souvent déclenchées par le simple passage d'un skieur, elles sont, de loin, les plus meurtrières. Ce sont elles qui ont tué durant les fêtes de fin d'année et qui sont à l'origine de la plupart des décès (23 morts) de la saison 1992-1993. Il s'agit de neiges plus ou moins récentes, d'une densité d'environ 100 à 300 kilos par mètre cube, formant un manteau qui « ne démonte qu'à partir ».

La légère perturbation provoquée par un randonneur suffit à

obéissent à des lois mécaniques relativement simples dans un millier de couloirs répertoriés. Cela ne supprime pas les mauvaises surprises : une chapelle bâtie en 1450 a été détruite, à la

fin des années 70, par une coulée insoupçonnée. En dépit de ces recherches menées depuis de longues années et des progrès accomplis dans la prévision du risque, celui-ci reste redoutable.



Les avalanches représentent le risque naturel le plus important en France. Nombre d'organismes de recherche étudient leurs modes de déclenchement et les conditions météorologiques dans lesquelles les trois principaux types de coulées (poudreuse, plaque et neige humide) se produisent. Citez notamment à leurs installations du col du Lautaret et de l'Alpe d'Huez, les chercheurs espèrent ainsi mieux informer le public des dangers qui le menacent.

rompre la faible cohésion de ce fragile millefeuille et à créer une fracture qui se propage rapidement sur des centaines de mètres, perpendiculairement à la pente. Les points d'ancrage du manteau cèdent alors et bientôt des milliers de tonnes de neige durcie se ruent dans la pente.

Toutes choses égales, ces plaques de neige peuvent être assimilées à des plaques de verre, explique Eric Brun, directeur du centre d'étude de la neige de Météo-France de Saint-Martin-d'Hères, près de Grenoble (Isère) : « Elles résistent ou pèsent d'un homme tant qu'elles reposent sur une surface dure et

plone. Mais elles cassent net, sous le même poids, quand elles sont posées sur une moquette. » C'est ce qui se produit lors du passage d'un skieur. Pour prévenir ce genre de catastrophe, les chercheurs de Météo-France et de la division nivologie du Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF) étudient depuis près de vingt-cinq ans la dynamique des avalanches. Et en particulier les phénomènes qui conduisent au départ des plaques à vent. Ils ont fait de notables avancées dans ce domaine, mais reconnaissent qu'en matière de prévision, une cer-

taine incertitude subsiste. « Nous avons identifié les zones à risques », explique Gérard Brugnot du CEMAGREF.

Des milliers de couloirs ont été identifiés, dont certains gardent la trace d'avalanches qui se sont déclenchées voici près d'un siècle. Reste, reconnaît Eric Brun, que l'on ne peut prévoir le moment exact du déclenchement d'une coulée.

Les mauvaises surprises sont toujours possibles, telle cette chapelle, pourtant bâtie en 1450, qui fut balayée à la fin des années 70, par une coulée inattendue.

Jean-François Augereau

Une centaine de morts par an

Les avalanches de poudreuse, redoutables, dévalent les pentes à des vitesses supérieures à 200 km/h. La victime est rattrapée par l'onde de choc qui précède le nuage et provoque des lésions analogues à celles d'une explosion, tandis que ses poumons s'emplissent de cette neige pulvérisée contenue dans l'atmosphère.

Avec les avalanches de neige humide et de plaque, beaucoup plus lentes, le skieur est vite emporté par une neige lourde qui brise pratiquement tout sur son passage. Si la victime survit, elle peut mourir de froid, car il lui est difficile de s'extraire de cette sorte de gangue formée par la neige.

Chaque année, en Europe, une centaine de personnes, pour l'essentiel des skieurs, trouvent la mort dans des avalanches.

nismes de recherche se sont lancés dans l'étude de ces phénomènes pour mieux les contrer et les prévenir. On commence à mieux les connaître, même si des progrès restent à faire dans la prévision. Les spécialistes distinguent trois types d'avalanche, dites « de neige humide », « de poudreuse » et « de plaque à vent ».

Bien connue des montagnards, l'avalanche de neige humide est la conséquence des fontes de printemps ou des redoux hivernaux,

voquer des dégâts considérables, elles ne font, en général, que peu de victimes, car elles empruntent des couloirs bien répertoriés et n'ont lieu que dans des conditions météorologiques précises.

Les avalanches de poudreuse, pour leur part, se produisent à la suite de fortes précipitations neigeuses (de 5 à 10 cm par heure) qui donnent lieu à la constitution de couches épaisses d'une neige très froide et peu dense (50 à 150 kilos par mètre cube). Un tel manteau

Un Américain invente le magnétoscope publiphobe

IL EXISTE encore aux Etats-Unis des inventeurs professionnels. Jerry Iggulden est l'un d'entre eux, et sa dernière trouvaille devrait bientôt faire le tour du monde. Baptisée « Commercial Free » (Sans publicité), elle permet d'enregistrer une émission de télévision et de la restituer sans infliger au spectateur les écrans publicitaires. Thomson Consumer Electronics (TCE), le filiale grand public de Thomson, est le premier fabricant de magnétoscope à en avoir acheté la licence à Arthur D. Little Enterprises, partenaire commercial de Jerry Iggulden. Le système est montré actuellement à un public d'initiés dans un hôtel de Las Vegas, en marge du Consumer Electronic Show, l'exposition annuelle américaine d'électronique grand public.

Le procédé, relativement simple, repose sur le fait que des écrans d'une couleur fixe - noire aux Etats-Unis par exemple, ou bleue en France - séparent systématiquement une émission télévisée de la publicité. Au même moment, le son baisse considérablement. Le procédé repère ces modifications importantes des signaux son et vidéo, grâce au compteur du magnétoscope, et note cette information temporairement dans la mémoire électronique du magnétoscope. Une fois l'enregistrement terminé, le magnétoscope rembobine

la cassette, puis marque un bip sur la piste de contrôle de la bande en début et fin de publicité, conformément aux indications mémorisées.

Quand le téléspectateur regarde l'émission enregistrée, la bande se déroule normalement jusqu'à ce que le système repère le premier bip ; le magnétoscope se met alors automatiquement en avance rapide, jusqu'au bip de fin. L'émission n'est donc interrompue que quelques secondes par un écran fixe au lieu de l'être quelques minutes par des écrans publicitaires. Ce système devrait être installé dans des magnétoscopes du commerce dès la fin de l'année aux Etats-Unis, et au début de 1996 en Europe. Le coût de cette option devrait être de l'ordre de 125 à 250 francs, selon Jerry Iggulden, et pourrait même baisser rapidement en fonction des quantités produites. Un système basé sur les mêmes brevets et développé par Arista Technology devrait être commercialisé dès les prochaines semaines aux Etats-Unis. Ce dispositif n'est pas intégré mais se branche sur le magnétoscope et serait donc un peu plus coûteux.

UNE PARADE DES DIFFUSEURS ?

A l'heure actuelle, Commercial Free serait fiable à 99 %, affirme son inventeur, le 1 % défectueux étant dû aux films affichant de nombreux écrans noirs. Si une telle image survient moins de 50 secondes après la fin réelle de la publicité, le système peut alors « gommer » à tort cette séquence.

Reste à savoir si les diffuseurs resteront longtemps sans trouver de parade à un procédé qui ne pourra que déplaire à leurs annonceurs. Ils avaient réussi à mettre au point au Japon, en 1990, un système de brouillage électronique perturbant un magnétoscope « mange-pub », différent technologiquement de Commercial Free, mais poursuivant le même objectif, et proposé à l'époque par Mitsubishi (Le Monde du 13-09-1990).

Annie Kahn

Le jeu du chat et de la souris informatiques

Les fraudes aux technologies de l'information représentent un préjudice annuel de plus de 6 milliards de francs et ont nécessité la création de services de police spécialisés

DES PLANS d'avions de chasse et de missiles de croisière, des comptes rendus d'agents américains, un million de mots de passe confidentiels... Dérobées dans les fichiers du Pentagone par un « Robin des bois » informatique âgé de seize ans, ces informations « top-secret » ont pu circuler sur Internet, un réseau emprunté quotidiennement par plusieurs millions d'utilisateurs, pendant plusieurs mois, avant que le « hacker » juvénile ne soit arrêté par Scotland Yard, à Tottenham, au nord de Londres (Le Monde du 5 janvier).

Ce « casse » spectaculaire est peu représentative pourtant des pratiques des nouveaux délinquants en col blanc, dont la plupart des « exploits » restent inconnus du public. Ce n'est pas un hasard si l'image d'un chat tapinant une « souris » informatique a été choisie pour emblème par le tout nouveau service d'enquête sur la fraude aux technologies de l'information (SEFTI), dépendant de la brigade financière de la police judiciaire de la préfecture de police et inauguré fin novembre à Paris. « C'est un peu le symbole de notre activité », souligne son patron, le commissaire Daniel Padouin. De ce jeu de dupes feutré qui oppose ces limiers du troisième type aux pirates de l'ère informatique.

Contrefaçon de logiciels, piratage, détournement de fonds, fraude, espionnage industriel, vol de fichiers... le crime informatique est par nature furtif, presque virtuel. Mais sa discrétion n'a d'égalé que son efficacité. « Statistiquement, un détournement financier par fraude informatique rapporte 150 fois plus à son auteur qu'un vol à main armée », affirme Daniel Padouin, et il est beaucoup moins risqué. En 1993, la délinquance a représenté près de 60 % des sinistres informatiques enregistrés en France, soit environ 6,215 milliards de francs, selon les évaluations du Club de la sécurité informatique français (CLUSIF), qui regroupe 120 entreprises et administrations.

Les projections font état d'un taux

de malveillance de 70 % et de 14 milliards de francs de pertes à l'horizon 2005. Il ne s'agit pas de la partie émergée de l'iceberg, tant les entreprises répugnent à porter plainte. « Les techniques de protection existent. Encore faut-il les mettre en œuvre », déplore Jean-Marc Allouët, secrétaire général du CLUSIF, qui insiste sur les progrès à réaliser en matière de prévention.

« BAGUETTES MAGIQUES »

Côté répression, on se limite pour l'heure à deux services. La brigade centrale de répression de la criminalité informatique, créée en février, et les dix-sept membres du SEFTI. Ces derniers ne sont pas tout à fait des débutants. En 1988, à peine nommé commissaire, Daniel Padouin, passionné par les nouvelles technologies, avait déjà réuni à la brigade financière de la PJ une petite équipe d'enquêteurs spécialisés. Après un court séjour dans un commissariat de quartier, il a pu former une équipe autonome. « De jeunes diplômés, de programmeurs passionnés dont certains ont passé le concours de police pour échapper au chômage. » Les moyens d'investigation informatiques des enquêteurs - leurs « baguettes magiques » - sont précieusement conservés dans les locaux flamants neufs du SEFTI, avenue d'Italie. Ces équipements, « des utilitaires légèrement modifiés », ont nécessité 2,5 millions de francs d'investissement. Ils permettent de chasser dans les architectures informatiques pour y déceler d'éventuelles « empreintes digitales » laissées par les intrus.

« Pour le reste, nous appliquons des méthodes d'enquête des plus classiques », assure le commissaire. La réputation de petits génies capables de déjouer toutes les chausse-trappes est largement usurpée. Dans huit cas sur dix, la malveillance est le fait d'un employé, qui n'a que peu de mérite à se procurer les séquences informatiques.

C'est le cas par exemple d'un pirate, employé temporaire à British Telecom, qui avait tout simplement

récupéré les mots de passe qui traitaient sur les bureaux de ses collègues pour se procurer des adresses d'abris nucléaires et de centres d'entraînement des services secrets britanniques, les coordonnées personnelles de John Major et celles des appartements de sa Gracieuse Majesté (Le Monde du 25 novembre 1994).

Le développement annoncé des autoroutes de l'information risque cependant de compliquer la tâche des policiers. Il rendra quasi impossible toute surveillance policière, a fortiori si les utilisateurs, maîtres ou terroristes, utilisent des systèmes de

cryptage, comme ceux qui ont déjà circulé aux Etats-Unis (Le Monde du 22 juillet 1994). En France, l'emploi de ces dispositifs est strictement réglementé. Mais un logiciel déjà disponible sur le réseau Internet permet de masquer un message crypté derrière une anodine transmission...

Il faudra chercher une parade, en roublissant pas, insiste le commissaire Padouin, que « l'apparition de ces technologies pose la question, avant tout politique, de l'équilibre entre la protection de la vie privée et les impératifs de sécurité publique ».

Hervé Morin

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN 2^{ème} ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui leur permet d'être admis directement en seconde année. L'objectif est de leur donner une formation au management en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait un des tout premiers centres européens de gestion et de management. Les étudiants qui intègrent l'école peuvent accomplir leur scolarité en alternance sous le régime de l'apprentissage.

Prochaine session

pour la rentrée 1995 :

du 27 Mars

au 29 Mars 1995

Date limite de dépôt des

dossiers de candidature :

15 Février 1995

Documentation

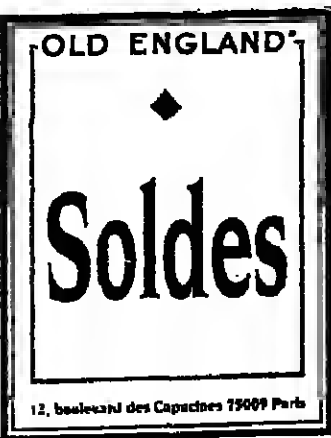
et dossier d'inscription :

ESSEC • Admissions • B.P. 105

95021 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : (1) 34.43.31.26

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la CCI de Versailles Val-d'Yvelines, membre de la Fesic.



La Cité emballée

A Paris, une exposition présente, jusqu'en août, l'emballage sous toutes ses formes, avec ses pièges et ses avantages

EMBALLAGE
BOITES A MALICE
Exposition à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris jusqu'au 27 août. Tous les jours sauf le lundi de 10 heures à 18 heures (19 heures le dimanche).

La société de consommation est devenue civilisation de consommation au moment où se posait la question de savoir comment elle maîtriserait l'objet de son attention mais qui menaçait un jour de la mise sous chape des déchets nucléaires, du papier recyclé au transport de microprocesseurs, de la canette de bière à l'importance quelle nourriture saine et protégée sous vide, tout devait être contenu, rangé, stocké, transporté, livré, acheté et vendu, au moindre risque. Les technologies du siècle se sont mises au service d'une nouvelle exigence : on ne consomme et on n'achète plus de produit qui ne soit « conditionné ». Au point que le contenant pourrait bien parfois prendre le pas sur le contenu. Ainsi finirait-il par devenir œuvre en soi, un signal d'appel, un symbole du temps, un prétexte à collection.

UN MUR D'IMAGES

C'est à cette tâche - qu'on jugera immense - qu'a voulu s'atteler l'exposition de la Cité des sciences de la Ville de Paris : décrire et décrypter le cycle de fabrication-destruction d'un objet devenu indispensable et dont la création nous importe autant que la disparition. En choisissant de placer un texte de Francis Ponge, le *Cageot*, en exergue de l'ouvrage qui accompagne l'exposition, ses auteurs se placent sous le signe d'une sorte de perfection écologique presque inaccessible, un objet « agencé de façon qu'on ne le jette que lorsqu'il n'a plus d'utilité ».

effort, « objet en somme des plus sympathiques - sur le sort duquel il convient de ne pas s'appesantir longuement ». Ne pas s'appesantir, voilà ce que Ponge pouvait se permettre dans le *Parti pris des choses*, voilà ce que nous ne pouvons plus nous permettre depuis que les choses nous ont pris à partie.

Acier, aluminium, plastiques durs, cartons forts, verres modelables, polyesters en films invincibles, tous ces matériaux qui nous veulent tant de bien et dont on a tant de mal à se défaire, qui se plient et s'assouplissent à tous les projets, à toutes les formes, qui enveloppent, enrobent, fixent ou

Mises en boîte

● Exposition. « Emballage », jusqu'au 27 août. Cité des sciences et de l'industrie (30, avenue Corentin-Cariou, Paris 75019, Métro Porte-de-la-Villette). Tous les jours sauf le lundi, de 10 heures à 18 heures (19 heures le dimanche). Entrée : 45 F (35 F tarif réduit, 25 F à partir de 16 heures), accès aux expositions temporaires et permanentes. Informations par tél : 36-68-29-30 et par Minitel : 3615 Villette.
● Livre. *Emballage-Emballages*, édité par la Cité des sciences et de l'industrie (144 pages, 200 reproductions, 150 F). Il rassemble des articles de chercheurs, de journalistes et de spécialistes, parmi lesquels on lira notamment la contribution d'Edo Manzini, professeur au Politecnico di Milano, qui remet en cause les critères de valeur qui ont présidé jusqu'à la conception des emballages pour un « consommateur paresseux ».
● Conférences. A destination du grand public : programme sur demande à la Cité, qui prévoit aussi d'organiser prochainement un colloque sur le thème « La deuxième vie de l'emballage, de sa

soudent la panoplie de nos désirs, sont, eux, les nouveaux emblèmes du nouvel âge.

Temps modernes, ceux de la robotique : une telle exposition ne pouvait pas renoncer à la rythmique spectaculaire de ces chaînes automatisées qui, d'un seul fil, moulent, découpent, emboutissent, scellent, étiquettent ou capsulent les produits de tous nos jours. L'usine est là, évoquée par le mur d'images qui retient le visiteur dès l'entrée, du verre en fusion à la bouteille, de la pâte à papier au rouleau de papier, de la feuille d'aluminium à la boîte hermétique et inaltérable. Tandis que chemine, en boucle, sous les pieds des visiteurs, un fragment de cette chaîne sans fin au service des nations nourries.

Sommes-nous les jouets de nos appétits et à quel moment la publicité, par le biais des emballages, nous livre-t-elle et nous entraîne-t-elle à consommer plus pour affirmer notre pouvoir ? La scénographie - dramaturgie - que l'on voit

conception à sa valorisation. Renseignements : 40-05-72-99.

● Enfants. Pour la première fois, la Cité a réalisé aussi une exposition particulière, sur le thème même, dans l'espace réservé aux 5-12 ans, « Boîtes à malice ». Cibles privilégiées de la publicité et du marketing, les enfants ont ainsi l'occasion d'apprendre à choisir, à comparer et même à décrypter les informations fournies sur les emballages. Séances d'une heure et demie sous la conduite d'un animateur, quatre fois par jour. Réservations trois jours à l'avance par Minitel (3615 Villette) ou par téléphone (36-68-29-30). Tarif : 20 F par personne. L'enfant doit être accompagné par un adulte.

● Métal. Une autre exposition est organisée en parallèle, au Musée des arts et traditions populaires, par la Réunion des musées nationaux, « Mise en boîte », consacrée à l'emballage métallique (fer-blanc et aluminium) des produits du quotidien. 6, avenue du Mahatma-Gandhi, 75116-Paris. Jusqu'au 17 avril.

se développer dans les supermarchés ne doit rien au hasard. Elle est étudiée de longue main, préparée avec savoir, science et responsabilité. Il ne suffit pas d'emballer, il faut séduire. C'est aux meilleurs des graphistes, aux meilleurs des coloristes, aux meilleurs des maquettistes à faire la différence. Tous ensemble dans la même mêlée, dans la même provocation, dans le même souci d'occuper le terrain, d'attirer le regard, et de l'emporter.

La préoccupation n'est pas nouvelle, l'affaire arrive de loin : quand la cellophane est inventée par un Français, en 1908, dans les Vosges, on ne sait pas encore que Du Pont de Nemours, qui l'exploitera aux Etats-Unis sous licence, formulera en 1932 l'idée d'un « emballage transparent » entraîne une « impulsion d'achat ». Le premier magasin en libre-service ouvre à Paris en 1948, un an avant le premier centre Leclerc, à Landemau. Bientôt apparaîtront les jus de fruits dans des boîtes en carton (1950), la mousse à raser en aérosol (1951), puis le Tetra Pak (1952) pour le lait et la crème. Il faut attendre 1970 pour la mise au point et la généralisation internationale du code-barres, mais l'ère de l'emballage perdu a déjà commencé : en France, en 1962, avec l'huile Salador, puis, en 1969, innovation controversée, avec l'eau de Vitel, et bientôt toutes les autres. Parallèlement se développe un mouvement de moralisation du gaspillage qui aboutit au lancement, en 1982, des premières grandes campagnes de récupération du verre. L'époque où l'on consignait les bouteilles est révolue, mais la consigne désormais sera de jeter avec discernement.

Le temps de l'emballage et de la superproduction bat son plein. Il avait eu ses précurseurs aux Etats-Unis. Dès 1930, à Kansas-City, un certain Michael Cullen avait transformé un ancien garage en magasin en appliquant cette devise, assez barbare mais qui ferait son chemin : « Laissez le client se servir tout seul, emplit haut et vendez bas ! »

Michèle Champenois

On se calme

par Claude Sarraute

ÇA ne va pas, dites voir, ça ne va pas du tout. J'angoisse, je stresse, je me réveille en sursaut au beau milieu de la nuit, je fais un bond de 3 mètres et je reste bloquée en l'air. Il m'arrive un truc épouvantable, une vraie cata... C'est quoi déjà... Ah oui, cette nouvelle chronique pour la nouvelle formule. Ils sont marqués ! J'ai pas le début. Pas la chute. Et entre les deux, j'ai rien non plus. Je retombe lourdement sur mon lit, assise en équerre... Aie, mon dos ! Impossible de m'allonger. Mon Dieu, qu'est-ce que je vais devenir ? Prends donc une aspirine, un Témesta et essaye de te rendre à...

Encore un Témesta : non, ça, je peux pas. Si c'est pour me retrouver en train de planoter à vide demain matin sur ma machine à traitement de crotte, merci bien ! Arrête tes conneries ! Qu'est-ce que tu as pris avant de te coucher ? Un Valium et un demi-Rohypnol ? Alors c'est pas un Témesta qui va... Un bon café et il n'y paraîtra plus.

J'en ai pris quatre. Serrés. Ça m'a remontée. Là-dessus, je jette un oeil, je n'aurais pas dû, dans la glace du lavabo et je m'écroule à nouveau. Mon grain de beauté, là, sur le menton, il a grossi depuis hier. Sur que c'est un cancer de la peau. Vite, vite, effaçons-le. Je fourrage d'une main tremblante et moite dans l'armoire à pharmacie... Euphraise. En dragées. J'en avale une pleine poignée et, pour faire bon poids, je me shoote à l'aiguille de mon pése-personne. Mauvais trip : tu as encore pris 2 kilos, espèce d'enfée !

Tu peux pas faire attention, espèce de dingée ? Chngé toi-même ! Exaspérée, je redémarré dans les embouteillages, je me

faufille jusqu'au journal, je mets une heure à me garer et, décidément, ça plane pour moi, je me fais harceler par mon chef : si tu ne me le donnes pas avant midi, ton alleluia, c'est la porte ! Je sors, plûe en deux, une douleur fulgurante dans le bras gauche... Ça y est, c'est l'infarctus. Je me précipite au service : Poussiez-vous de là, je vais m'effondrer... une crise cardiaque. L'infirmière me rit au nez : Tu veux que je te dise, tu somatises. Qu'est-ce que ce serait si tu avais mes deux ados sur le dos en rentrant du boulot... Tiens, à propos, on te cherche partout, ton fils a téléphoné, il ne peut pas venir dîner... Un empêchement.

Là, je suis prise de nanasées. Je me vois écroulée seule devant la télé, un vieux tas de sable crade qui dégoûte jusqu'aux enfants. Je regarde mon ventre, ça y est, j'ai le ballon... Un petit huit mois. Je fonce dans le bureau d'une copine : T'aurais pas un tranquillisant à me... Non, depuis que mon mari est au chômage et que ma belle-mère me fait un Alzheimer, je ne prends plus rien. Rien que du Prozac.

Ca, le Prozac, paraît que c'est génial, plus d'un million de Français y sont déjà accrocs, mais moi, je n'ose pas m'y risquer. Ça met huit jours avant d'agir, alors, pensez ! D'ici là, j'ai le temps de crever. Flûte, bientôt midi et demi ! Je n'ai pas écrit le premier mot de cette fichue chronique et, de loin, je vois mon chef qui rapplique. Fanquée, je fourrage dans mon tiroir : enfin, c'est pas possible, je dois bien avoir un Lexomyl qui traite quelque part...

Cherchez pas, il t'en restait un quart, je te l'ai piqué. Ça t'apprendra à me mettre en boule en te mettant en retard !

Deux allemandes à Pékin

LA CHINE, de longue date, fait rêver les constructeurs d'automobiles. L'immense réservoir buma qui constitue l'empire du Milieu a toujours inspiré les espoirs commerciaux les plus fous, et l'on se souvient des petites lampes à huile *made in USA* distribuées là-bas avant que l'on organise la vente du pétrole lampant d'origine américaine. Encore fallait-il imaginer, s'agissant de voitures, que le pays s'ouvrirait un jour à la consommation telle que les Occidentaux la concevaient. Serait-ce le cas avant la fin du siècle ?

Si les marques françaises ont fait leur choix depuis belle lurette - de Citroën à Peugeot - et se sont installées en Chine, d'autres firmes européennes tournées vers des marchés plus cossus s'y intéressent à leur tour. C'est ainsi qu'au récent salon Family Car de Pékin, Mercedes était présente parmi les vingt marques qui avaient un stand.

Le constructeur allemand avait engagé des relations avec Pékin dès 1936, il est vrai, mais dans le secteur du camion et de l'autocar. Cette fois-ci, un prototype, baptisé « Family Car China », a été présenté. Ce FCC a pour caractéristiques des dimensions réduites, un habitacle spacieux, du confort et, indique le constructeur, des exigences de sécurité dignes de Mercedes-Benz.

On notera également à bord une nouvelle disposition des organes qui sont placés sous le plancher. Cette particularité fait penser à la future petite Mercedes qui devrait être distribuée en Europe à la fin de 1997.

POLYVALENCE EXEMPLAIRE
Plus étonnante est la présence, au même salon du Family Car, de Porsche. Préoccupée par les conditions dans lesquelles une voiture conçue pour le marché chinois pourrait être construite sur le territoire de la République populaire, la marque sportive allemande s'interroge.

D'ores et déjà, elle a fait savoir que, parallèlement au projet mis en route, un accord de savoir-faire devait accompagner obliga-

toirement un éventuel transfert de technologie. En cas de signature, il s'agira donc bien d'une voiture chinoise.

Quoi qu'il en soit, et en attendant des décisions définitives toujours longues à obtenir, le prototype de Porsche, baptisé C 88, se caractérise par une polyvalence exemplaire : il s'agira d'un véhicule convenant aussi bien au transport des passagers qu'à celui des paquets et autres sacs de légumes. On est loin d'une Porsche Carrera 911...

TYPIQUEMENT « CHINOISE »
La C 88, voiture typiquement « chinoise », sera livrable en trois versions dont les prix publics

pourraient être, selon les finitions et le confort de 27 500 F à 47 600 F (en équivalence). Les équipements comporteraient dans les versions luxueuses des coussins anti-chocs latéraux.

Les motorisations, en revanche, seraient plus modestes. Il s'agirait d'un 1100 cm³, sortant 50 chevaux au maximum, ce qui apparaît un peu court, sachant combien les Chinois aiment à s'entasser dans les véhicules que l'on met à leur disposition. D'autant plus que le véhicule accusera une tonne à vide pour un encombrement en longueur de 4,5 mètres.

Claude Lamotte

AUTOMOBILE



V.W. CABRIOLET - 87
Etat excellent - Noir/Noir
118.000 Km
48.000 F
Fax : 45.35.13.92

MERCEDES 300 S.E. - 94
Automatique 16 CV - 49.000 Km
garantie 12 mois - 295.000 F
ROMANS AUTO
(16) 75.70.00.66

Qui vous lisez bien, j'achète votre voiture comptant, immédiatement
(1) 46.54.44.77

205 Style - 1993
7 cv - 37.000 Km
Prix Argus : 45.000 F à débattre
Tél. bur. : 40.65.26.96
" dom : 69.40.23.31

VDS FORD CAPRI 2000 GT
B.A. - Mod. USA 1973
Factures - Etat collection
PRIX : 25.000 F à débattre
Tél : (1) 43.71.78.56 (Rép.)

PORSCHE 968 - 93, 22.000 Km
MERCEDES 300 CE - 88
CALIBRA 2L18S, titres options 95
(1) 45.31.51.51

BX 16 TRS - année 87
94.000 Km - T.B.E.
Prix à débattre
Tél : 45.43.46.66
à partir de 19h30

RENAULT 21 GTX
année 88 - 80.000 Km
Très bon état
PRIX : 26.000 F à débattre
Tél : 40.96.95.90 (Bur.)

BMW Z1, 1993
Noir métal, garantie constructeur
2.950 Km - 275.000 F
ROMANS AUTO
(16) 75.70.00.66

BMW 625 TDS 93
Pack clim. - 148.000 F
3181 93 clim. - 98.000 F
BMW 625i, 89 T.O. 69.000 F
(1) 45.31.51.51

LAGUNA RT 2L
94, Climatisation, 6.000 km
(1) 40.44.55.00

PORSCHE 911 Carrera 4
1993, 1er main, sièges sport cuir, roues 17p. 911 Turbo, Radio K7.
Pare brise teinté dégradé
5.500 km - 390.000 F
ROMANS AUTO
(16) 75.70.00.66

SAFRANE BACCARA
3.700 Km - bleu foncé - 94
ESPACE RN 21 DT titres opt.
8.900 Km - bleu nuit - 95
OMEGA GL 2L5 TD
9.000 Km - bordeaux - 95
Autres véhicules disponibles
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 69.10.19.00

VEHICULES NEUFS
Safrane RT 2L5 DT Allé, 194 800 F TTC
Peugeot 605 SRDT 2L5, 198 400 F TTC
Xantia TD SX cinquième, 127 200 F TTC
BMW 318i TDS cin. 2 Allé, 144 800 F TTC
Peugeot 308 STDT... 88 300 F TTC.
S4 ECOMOT - 78500 Sartrouville
133, av. M. Berteaux - RN 308
Tél: 39 57 57 33 - Fax: 39 57 57 65
Mandataire Indépendant 123/85

BMW 316i, compact cuir
clim. - 5.000 Km - 94
GOLF Memphis, 90 - T.O.
Jtes. alu. - 29.000 F
R 25 BACCARA, 91 - 58.000 F
MERCEDES 190, 91 - ABS
état neuf - 69.000 F
(1) 45.31.51.51

CORSA CITY
11.500 km - gris métal - 95
CLIO 1,4 RT
12.367 km - gris métal - 94
PASSAT CLTD BK
11.190 km - bleu nuit - 95
Autres véhicules disponibles
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 69.10.19.00

POUR PASSER DANS CETTE RUBRIQUE, CONTACTEZ :
Paula GRAVELOT
LE MONDE Publicité
44.43.76.23
ou
Fax : 44.43.77.31

retour
la douceur

se solution

ROISES

SERVICES ABONNEMENT

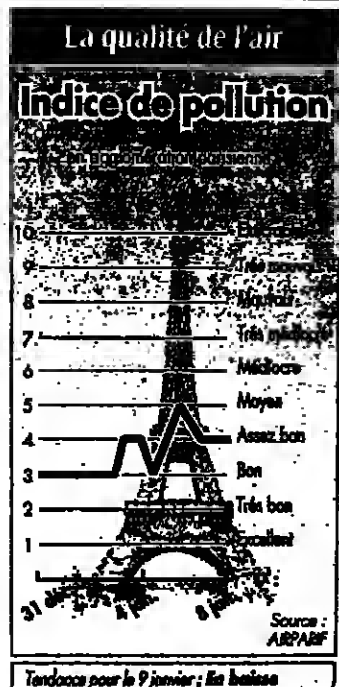
مكتبة النور

Retour de la douceur

LA CORSE et le littoral méditerranéen connaîtront une belle journée ensoleillée avec des passages de nuages élevés. Le mistral et surtout la tramontane souffleront très fort avec des rafales pouvant atteindre de 100 à 110 kilomètres/heure. Partout ailleurs, le temps sera couvert, pluvieux et plus doux. Les précipitations seront faibles et intermittentes sur l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées, le Poitou-Charentes, les Pays de Loire, le Centre et le Sud-Bretagne. Sur les autres régions, les précipitations seront modérées. Il neigera sur les Vosges au-dessus de 800 mètres. En début de matinée, il pourrait neiger en plaine sur la Franche-Comté, la région lyonnaise et les Alpes. En cours de journée, la limite pluie-neige remontera à 1 000 mètres sur les Vosges et à 500 mètres sur les Alpes. Ce sont les versants nord-ouest des massifs qui connaîtront les chutes de neige les plus importantes. Le risque d'avalanche reste important sur les Alpes et les Pyrénées au-dessus de 1 800 mètres et le ski hors piste est fortement déconseillé.



Prévisions pour le 10 janvier à 12h00



Tendance pour le 9 janvier : les busses

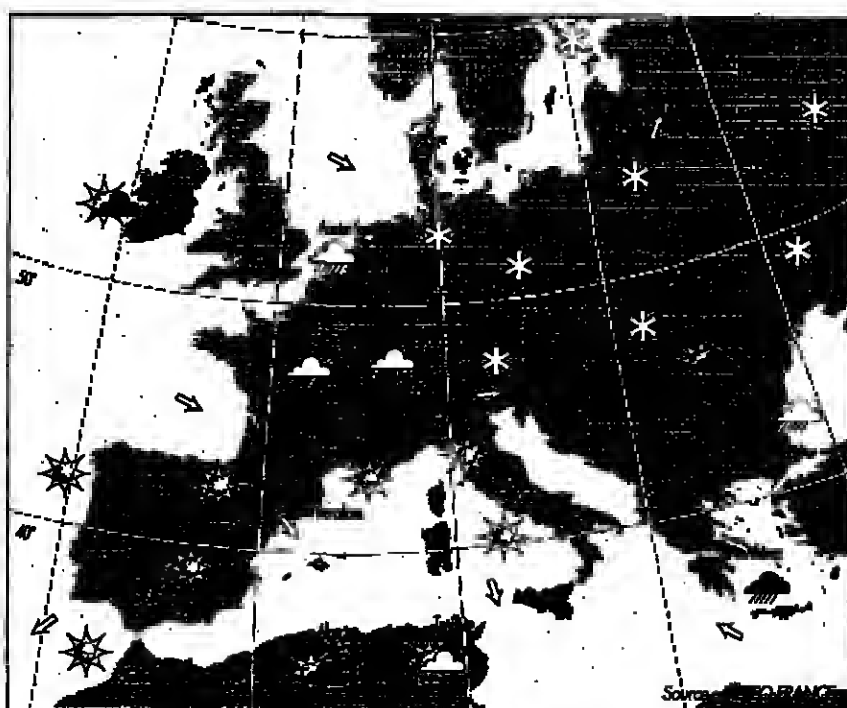
Le vent d'ouest se renforcera sur les côtes de la Manche pour atteindre de 60 à 70 kilomètres/heure.

RISQUES D'AVALANCHE
Les températures minimales seront fraîches sur le nord-est et le centre-est, de moins 2 degrés à 1 degré. Elles seront nettement plus douces ailleurs, entre 4 degrés et 8 degrés, soit deux à trois degrés au-dessus des normales saisonnières.

L'après-midi, le thermomètre remontera dans le nord-est et le centre-est, de cinq degrés à huit degrés. Sur les autres régions, il fera entre 8 et 11 degrés. Les températures seront de deux ou trois degrés au-dessus des températures de saison sur l'ensemble du pays.

La journée de mercredi s'annonce également très perturbée avec du vent fort, des précipitations et des chutes de neige importantes surtout sur les versants nord-ouest des massifs. Le risque d'avalanche sera préoccupant. Il faudra attendre jeudi pour voir une accalmie se dessiner.

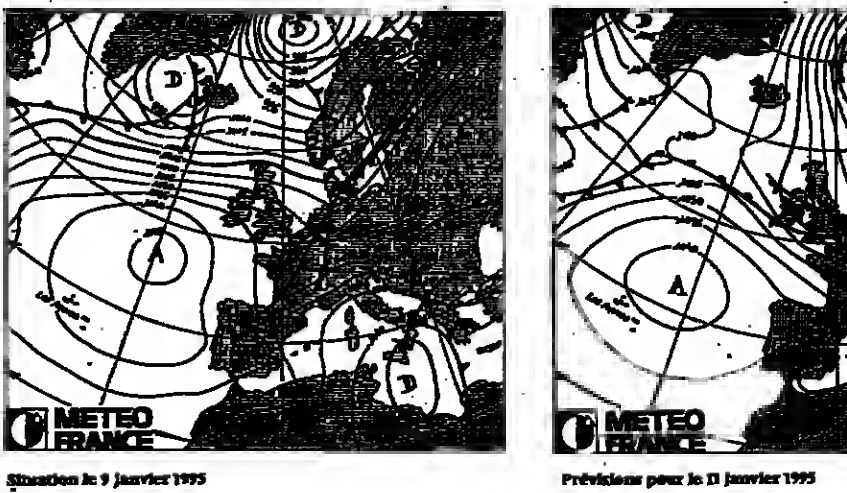
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 10 janvier

- Ensoleillé
- Ensoleillé peu nuageux
- Nuageux, courtes éclaircies
- Brume et brouillard
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averse
- Orage
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES du 9 janvier 1995	max/min	max/min
CLERMONT-F.	3/1	3/1
DIJON	-1/2	-1/2
FORT-DE-FR.	2/0	2/0
GRENOBLE	2/1	2/1
LILLE	3/1	3/1
LYONS	2/1	2/1
LYON, BRON	1/2	1/2
MARSEILLE	7/1	7/1
NANTY	1/3	1/3
NANTES	1/3	1/3
PARIS	1/3	1/3
POitiers	3/3	3/3
RENNES	1/3	1/3
STRASBOURG	2/0	2/0
TORONTO	1/3	1/3
Toulon	1/3	1/3
Tours	7/4	7/4



Situation le 9 janvier 1995



Prévisions pour le 10 janvier 1995

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Où en est l'épuration ?

LE PROBLÈME de l'épuration est un de ceux qui passionnent le plus l'opinion. On a critiqué les lenteurs et les timidités de la répression. Mais voici quelques chiffres qui donnent une plus haute idée de l'œuvre accomplie jusqu'ici par la justice. Aujourd'hui, 26 cours fonctionnent, y compris la plus récente, celle de Bastia. Une seule cour n'est pas encore installée, celle de Colmar, dont le ressort s'étend aux trois départements alsaciens et lorrains.

Il y a actuellement 18 700 affaires en cours, non compris celles de la cour de justice d'Amiens, et l'on en prévoit 50 000. Pour faire face correctement à une besogne aussi écrasante, le ministre de la justice a pris quelques mesures utiles. Sur 2 200 magistrats actuellement en fonction, 623 ont été affectés aux cours de justice ; en outre, 60 nouveaux magistrats ont été recrutés par voie de concours. De plus, l'institution du juge unique, dans les tribunaux de première instance, va libérer un nombre assez important de magistrats.

C'est pour répondre aux mêmes préoccupations que les juges de paix ont été délégués dans les fonctions de juge d'instruction près les cours de justice. Enfin une ordonnance du 22 novembre a abrégé les délais, limité les cas de cassation, substitué à la procédure des assises une procédure spéciale accélérée. An 31 décembre 1994, 2 200 affaires avaient été rendues. Sur ce nombre, on compte 300 verdicts de mort et 520 condamnations aux travaux forcés. Le nombre des relaxes n'atteint pas 200 pour l'ensemble du territoire. Il reste sans doute beaucoup à faire, et le nombre des affaires jugées paraît faible en face de celles dont il reste à connaître. Ce chiffre n'est pas moins impressionnant. Chaque jour apporte la preuve que la justice passe (...).

(10 janvier 1945)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6471

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT
1. Demande de bonnes dents. - II. Façon de parler. - III. Sortir de terre. - IV. Ne pas se dégonfler. Dépouille éventuellement une duchesse. - V. Conjonction.

Belle, en Bretagne. La moitié de rien. - VI. Jeanne, est plus grosse qu'une fillette. Unité de l'air. - VII. Qui n'ont pas été tirés. - VIII. Qui n'ont pas bavé. Baie du Japon. - IX. Pas révéler. Circuler à l'étranger. - X. Symbole. Comme parfois un menteur. - XI. Oiseau qui n'est pas un aigle. Aujourd'hui, beaucoup de femmes font dans le dos.

VERTICALEMENT
1. On pourrait ramener à une plus simple expression. - 2. Vit la défilée de Vercingétorix. Rivière. - 3. Grosse mouche. Peut gâcher des effets. - 4. Comme des jeux acrobatiques. C'est d'horreur. - 5. Bon jus. Blanc, pour l'innocent. - 6. Qui ne travaille pas pour rien. - 7. Le premier venu. Pas pris. 8. Pour la faire marcher, il faut avoir une fortune. Note. - 9. Qui ont donc des guides. Morceau de filte.

SOLUTION DU N° 6470
HORIZONTALEMENT
1. Embaument. - II. Souplesse. - III. Tutoyeuse. - IV. Sel. - V. Médus. - VI. Priser. - VII. Isée. Cité. - VIII. Lac. - IX. Liégeois. - X. EL. Ascèse. - XI. Ravie. Rat.

VERTICALEMENT
1. Estampiller. - 2. Mou. Ers. Ia. - 3. Butadiène. - 4. Apo. Usé. Gai. - 5. Ulysse. Lésé. - 6. Mée. Erg. Oc. - 7. Esus. Altier. - 8. Ussel. Tassa. - 9. Réel ; Sec. Et.

LE CARNET DU VOYAGEUR

POLONÈME. Dans l'attente du feu vert de l'administration américaine, l'entrée en vigueur de l'accord de coopération, entre American Airlines et la compagnie aérienne polonaise LOT sur les réservations de type code sharing, prévue pour le 10 janvier, est retardée.

ORLY. Depuis le 2 janvier trois compagnies aériennes européennes exploitent des lignes intra-européennes depuis l'aéroport d'Orly : Lufthansa (Allemagne) pour Francfort, KLM (Pays-Bas) pour Amsterdam et Lauda Air (Autriche) pour Vienne. La Sabena (Belgique) devrait assurer trois vols quotidiens Orly-Bruxelles à partir du 15 janvier.

MAROC. Le premier tronçon de l'autoroute Rabat-Larache a été inauguré le 2 janvier par le prince héritier du Maroc. Cette section relie la capitale marocaine à la ville de Kénitra.

HONGKONG. Le gouvernement de Hongkong va demander au législateur de rallonger les crédits prévus pour financer l'aéroport de Chek Lap Kok de 987 millions de dollars (environ 5,3 milliards de francs). Le coût total de ce nouvel aéroport, qui devrait entrer en service en 1997, est estimé à 20,3 milliards de dollars (110 milliards de francs).

CHALONS-SUR-LOIRE. La société des transports de l'agglomération chalonaise (STAC) - 34 bus qui desservent 8 communes - met en vente des carnets de tickets dans deux grandes surfaces de la ville. Les usagers les achètent jusqu'à maintenant au guichet de la société et dans une trentaine de bureaux de tabacs et de boulangeries de l'agglomération.

MANCHE. Depuis le début de l'année le service des navettes tourisme pour voitures du tunnel sous la Manche se fait sans interruption de nuit à raison d'un départ par heure de 7 à 23 heures et d'un départ toutes les deux heures de 23 à 7 heures.

PARIS EN VISITE
MUSÉE D'ORSAY (34 F + prix d'entrée) ; Une œuvre à voir : les Débardeurs de charbon, de Claude Monet, 12 h 30 (Musées nationaux).
MUSÉE DE LA VIE ROMANTIQUE : Ateliers d'Arty Schaffer, souvenirs de George Sand (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
DU PALAIS-ROYAL À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE (40 F), 14 h 30, métro Palais-Royal arche du Louvre des antiquaires (Sauvegarde du Paris historique).
LA CATHÉDRALE RUSSSE SAINT-ALEXANDRE-NEVSKY (30 personnes, 37 F + prix d'entrée), 15 heures, 12, rue Daru (Monuments historiques).
LES PASSAGES COUVERTS (40 F), 15 heures, 31 bis, rue du Faubourg Montmartre (Approche de Paris).
LE GRAND VÉTOUR au Palais-Royal (45 F), 16 heures, à l'angle de la rue de Valois et de la rue Saint-Honoré (S. Ron-Jon-Kern).

LES JEUX

LE LOTO	
SAMEDI 7 JANVIER 1995	
1	9 20 21 29 46 47 6
2	1 10 11 12 13 14 15
3	16 17 18 19 20 21 22
4	23 24 25 26 27 28 29
5	30 31 32 33 34 35 36
6	37 38 39 40 41 42 43
7	44 45 46 47 48 49 50
8	51 52 53 54 55 56 57
9	58 59 60 61 62 63 64
10	65 66 67 68 69 70 71
11	72 73 74 75 76 77 78
12	79 80 81 82 83 84 85
13	86 87 88 89 90 91 92
14	93 94 95 96 97 98 99
15	100 101 102 103 104 105 106
16	107 108 109 110 111 112 113
17	114 115 116 117 118 119 120
18	121 122 123 124 125 126 127
19	128 129 130 131 132 133 134
20	135 136 137 138 139 140 141
21	142 143 144 145 146 147 148
22	149 150 151 152 153 154 155
23	156 157 158 159 160 161 162
24	163 164 165 166 167 168 169
25	170 171 172 173 174 175 176
26	177 178 179 180 181 182 183
27	184 185 186 187 188 189 190
28	191 192 193 194 195 196 197
29	198 199 200 201 202 203 204
30	205 206 207 208 209 210 211
31	212 213 214 215 216 217 218
32	219 220 221 222 223 224 225
33	226 227 228 229 230 231 232
34	233 234 235 236 237 238 239
35	240 241 242 243 244 245 246
36	247 248 249 250 251 252 253
37	254 255 256 257 258 259 260
38	261 262 263 264 265 266 267
39	268 269 270 271 272 273 274
40	275 276 277 278 279 280 281
41	282 283 284 285 286 287 288
42	289 290 291 292 293 294 295
43	296 297 298 299 300 301 302
44	303 304 305 306 307 308 309
45	310 311 312 313 314 315 316
46	317 318 319 320 321 322 323
47	324 325 326 327 328 329 330
48	331 332 333 334 335 336 337
49	338 339 340 341 342 343 344
50	345 346 347 348 349 350 351
51	352 353 354 355 356 357 358
52	359 360 361 362 363 364 365
53	366 367 368 369 370 371 372
54	373 374 375 376 377 378 379
55	380 381 382 383 384 385 386
56	387 388 389 390 391 392 393
57	394 395 396 397 398 399 400
58	401 402 403 404 405 406 407
59	408 409 410 411 412 413 414
60	415 416 417 418 419 420 421
61	422 423 424 425 426 427 428
62	429 430 431 432 433 434 435
63	436 437 438 439 440 441 442
64	443 444 445 446 447 448 449
65	450 451 452 453 454 455 456
66	457 458 459 460 461 462 463
67	464 465 466 467 468 469 470
68	471 472 473 474 475 476 477
69	478 479 480 481 482 483 484
70	485 486 487 488 489 490 491
71	492 493 494 495 496 497 498
72	499 500 501 502 503 504 505
73	506 507 508 509 510 511 512
74	513 514 515 516 517 518 519
75	520 521 522 523 524 525 526
76	527 528 529 530 531 532 533
77	534 535 536 537 538 539 540
78	541 542 543 544 545 546 547
79	548 549 550 551 552 553 554
80	555 556 557 558 559 560 561
81	562 563 564 565 566 567 568
82	569 570 571 572 573 574 575
83	576 577 578 579 580 581 582
84	583 584 585 586 587 588 589
85	590 591 592 593 594 595 596
86	597 598 599 600 601 602 603
87	604 605 606 607 608 609 610
88	611 612 613 614 615 616 617
89	618 619 620 621 622 623 624
90	625 626 627 628 629 630 631
91	632 633 634 635 636 637 638
92	639 640 641 642 643 644 645
93	646 647 648 649 650 651 652
94	653 654 655 656 657 658 659
95	660 661 662 663 664 665 666
96	667 668 669 670 671 672 673
97	674 675 676 677 678 679 680
98	681 682 683 684 685 686 687
99	688 689 690 691 692 693 694
100	695 696 697 698 699 700 701

LE LOTO		RÉSULTATS OFFICIELS	
1	9 20 21 29 46 47 6	2	1 10 11 12 13 14 15
3	16 17 18 19 20 21 22	4	23 24 25 26 27 28 29
5	30 31 32 33 34 35 36	6	37 38 39 40 41 42 43
7	44 45 46 47 48 49 50	8	51 52 53 54 55 56 57
9	58 59 60 61 62 63 64	10	65 66 67 68 69 70 71
11	72 73 74 75 76 77 78	12	79 80 81 82 83 84 85
13	86 87 88 89 90 91 92	14	93 94 95 96 97 98 99
15	100 101 102 103 104 105 106	16	107 108 109 110 111 112 113
17	114 115 116 117 118 119 120	18	121 122 123 124 125 126 127
19	128 129 130 131 132 133 134	20	135 136 137 138 139 140 141
21	142 143 144 145 146 147 148	22	149 150 151 152 153 154 155
23	156 157 158 159 160 161 162	24	163 164 165 166 167 168 169
25	170 171 172 173 174 175 176	26	177 178 179 180 181 182 183
27	184 185 186 187 188 189 190	28	191 192 193 194 195 196 197
29	198 199 200 201 202 203 204	30	205 206 207 208 209 210 211
31	212 213 214 215 216 217 218	32	219 220 221 222 223 224 225
33	226 227 228 229 230 231 232	34	233 234 235 236 237 238 239
35	240 241 242 243 244 245 246	36	247 248 249 250 251 252 253
37	254 255 256 257 258 259 260	38	261 262 263 264 265 266 267
39	268 269 270 271 272 273 274	40	275 276 277 278 279 280 281
41	282 283 284 285 286 287 288	42	289 290 291 292 293 294 295
43	296 297 298 299 300 301 302	44	303 304 305 306 307 308 309
45	310 311 312 313 314 315 316	46	317 318 319 320 321 322 323
47	324 325 326 327 328 329 330	48	331 332 333 334 335 336 337
49	338 339 340 341 342 343 344	50	345 346 347 348 349 350 351
51	352 353 354 355 356 357 358	52	359 360 361 362 363 364 365
53	366 367 368 369 370 371 372	54	373 374 375 376 377 378 379
55	380 381 382 383 384 385 386	56	387 388 389 390 391 392 393
57	394 395 396 397 398 399 400	58	401 402 403 404 405 406 407
59	408 409 410 411 412 413 414	60	415 416 417 418 419 420 421
61	422 423 424 425 426 427 428	62	429 430 431 432 433 434 435
63	436 437 438 439 440 441 442	64	443 444 445 446 447 448 449
65	450 451 452 453 454 455 456	66	457 458 459 460 461 462 463
67	464 465 466 467 468 469 470	68	471 472 473 474 475 476 477
69	478 479 480 481 482 483 484	70	485 486 487 488 489 490 491
71	492 493 494 495 496 497 498	72	499 500 501 502 503 504 505
73	506 507 508 509 510 511 512	74	513 514 515 516 517 518 519
75	520 521 522 523 524 525 526	76	527 528 529 530 531 532 533
77	534 535 536 537 538 539 540	78	541 542 543 544 545 546 547
79	548 549 550 551 552 553 554	80	555 556 557 558 559 560 561
81	562 563 564 565 566 567 568	82	569 570 571 572 573 574 575
83	576 577 578 579 580 581 582	84	583 584 585 586 587 588 589
85	590 591 592 593 594 595 596	86	597 598 599 600 601 602 603
87	604 605 606 607 608 609 610	88	611 612 613 614 615 616 617
89	618 619 620 621 622 623 624	90	625 626 627 628 629 630 631
91	632 633 634 635 636 637 638	92	639 640 641 642 643 644 645
93	646 647 648 649 650 651 652	94	653 654 655 656 657 658 659
95	660 661 662 663 664 665 666	96	667 668 669 670 671 672 673
97	674 675 676 677 678 679 680	98	681 682 683 684 685 686 687
99	688 689 690 691 692 693 694	100	695 696 697 698 699 700 701
101	702 703 704 705 706 707 708	102	709 710 711 712 713 714 715
103	716 717 718 719 720 721 722	104	723 724 725 726 727 728 729
105	730 731 732 733 734 735 736	106	737 738 739 740 741 742 743
107	744 745 746 747 748 749 750	108	751 752 753 754 755 756 757
109	758 759 760 761 762 763 764	110	765 766 767 768 769 770 771
111	772 773 774 775 776 777 778	112	779 780 781 782 783 784 785
113	786 787 788 789 790 791 792	114	793 794 795 796 797 798 799
115	800 801 802 803 804 805 806	116	807 808 809 810 811 812 813
117	814 815 816 817 818 819 820	118	821 822 823 824 825 826 827
119	828 829 830 831 832 833 834	120	835 836 837 838 839 840 841
121	842 843 844 845 846 847 848	122	849 850 851 852 853 854 855
123	856 857 858 859 860 861 862	124	863 864 865 866 867 868 869
125	870 871 872 873 874 875 876	126	877 878 879 880 881 882 883
127	884 885 886 887 888 889 890	128	891 892 893 894 895 896 897
129	898 899 900 901 902 903 904	130	905 906 907 908 909 910 911
131	912 913 914 915 916 917 918	132	919 920 921 922 923 924 925
133	926 927 928 929 930 931 932	134	933 934 935 936 937 938 939
135	940 941 942 943 944 945 946	136	947 948 949 950 951 952 953
137	954 955 956 957 958 959 960	138	961 962 963 964 965 966 967
139	968 969 970 971 972 973 974	140	975 976 977 978 979 980 981
141	982 983 984 985 986 987 988	142	989 990 991 992 993 994 995
143	996 997 998 999 1000 1001 1002	144	1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009
145	1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016	146	1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023
147	1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030	148	1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037
149	1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044	150	1045 1046 1047 1048 1049 1050 1051
151	1052 1053 1054 1055 1056 1057 1058	152	1059 1060 1061 1062 1063 1064 1065
153	1066 1067 1068 1069 1070 1071 1072	154	1073 1074 1075 1076 1077 1078 1079
155	1080 1081 1082 1083 1084 1085 1086	156	1087 1088 1089 1090 1091 1092 1093
157	1094 1095 1096 1097 1098 1099 1100	158	1101 1102 1103 1104 1105 1106 1107
159	1108 1109 1110 1111 1112 1113 1114	160	1115 1116 1117 1118 1119 1120 1121
161	1122 1123 1124 1125 1126 1127 1128	162	1129 1130 1131 1132 1133 1134 1135
163	1136 1137 1138 1139 1140 1141 1142	164	1143 1144 1145 1146 1147 1148 1149
165	1150 1151 1152 1153 1154 1155 1156	166	1157 1158 1159 1160 1161 1162 1163
167	1164 1165 1166 1167 1168 1169 1170	168	1171 1172 1173 1174 1175 1176 1177
169	1178 1179 1180 1181 1182 1183 1184	170	1185 1186 1187 1188 1189 1190 1191
171	1192 1193 1194 1195 1196 1197 1198	172	1199 1200 1201 1202 1203 1204 1205
173	1206 1207 1208 1209 1210 1211 1212	174	1213 1214 1215 1216 1217 1218 1219
175	1220 1221 1222 1223 1224 1225 1226	176	1227 1228 1229 1230 1231 1232 1233
177	1234 1235 1236 1237 1238 1239 1240	178	1241 1242 1243 1244 1245 1246 1247
179	1248 1249 1250 1251 1252 1253 1254	180	1255 1256 1257 1258 1259 1260 1261
181	1262 1263 1264 1265 1266 1267 1268	182	1269 1270 1271 1272 1273 1274 1275
183	1276 1277 1278 1279 1280 1281 1282	184	1283 1284 1285 1286 1287 1288 1289
185	1290 1291 1292 1293 1294 1295 1296	186	1297 1298 1299 1300 1301 1302 1303
187	1304 1305 1306 1307 1308 1309 1310	188	1311 1312 1313 1314 1315 1316 1317
189	1318 1319 1320 1321 1322 1323 1324	190	1325 1326 1327 1328 1329 1330 1331
191	1332 1333 1334 1335 1336 1337 1338	192	1339 1340 1341 1342 1343 1344 1345
193	1346 1347 1348 1349 1350 1351 1352	194	1353 1354 1355 1356 1357 1358 1359
195	1360 1361 1362 1363 1364 1365 1366	196	1367 1368 1369 1370 1371 1372 1373
197	1374 1375 1376 1377 1378 1379 1380	198	1381 1382 1383 1384 1385 1386 1387
199	1388 1389 1390 1391 1392 1393 1394	200	1395 1396 1397 1398 1399 1400 1401
201	1402 1403 1404 1405 1406 1407 1408	202	1409 1410 1411 1412 1413 1414 1415
203	1416 1417 1418 1419 1420 1421 1422	204	1423 1424 1425 1426 1427 1428 1429
205	1430 1431 1432 1433 1434 1435 1436	206	1437 1438 1439 1440 1441 1442 1443
207	1444 1445 1446 1447 1448 1449 1450	208	1451 1452 1453 1454 1455 1456 1457
209	1458 1459 1460 1461 1462 1463 1464	210	1465 1466 1467 1468 1469 1470 1471
211	1472 1473 1474 1475 1476 1477 1478	212	1479 1480 1481 1482 1483 1484 1485
213	1486 1487 1488 1489 1490 1491 1492	214	1493 1494 1495 1496 1497 1498 1499
215	1500 1501 1502 1503 1504 1505 1506	216	1507 1508 1509 1510 1511 1512 1513
217	1514 1515 1516 1517 1518 1519 1520	218	1521 1522 1523 1524 1525 1526 1527
219	1528 1529 1530 1531 1532 1533 1534	220	1535 1536 1537 1538 1539 1540 1541
221	1542 1543 1544 1545 1546 1547 1548	222	1549 1550 1551 1552 1553 1554 1555
223	1556 1557 1558 1559 1560 1561 1562	224	1563 1564 1565 1566 1567 1568 1569
225	1570 1571 1572 1573 1574 1575 1576	226	1577 1578 1579 1580 1581 1582 1583
227	1584 1585 1586 1587 1588 1589 1590	228	1591 1592 1593 1594 1595 1596 1597
229	1598 1599 1600 1601 1602 1603 1604	230	1605 1606 1607 1608 1609 1610 1611
231	1612 1613 1614 1615 1616 1617 1618	232	1619 1620 1621 1622 1623 1624 1625
233	1626 1627 1628 1629 1630 1631 1632	234	1633 1634 1635 1636 1637 1638 1639
235	1640 1641 1642 1643 1644 1645 1646	236	1647 1648 1649 1650 1651 1652 1653
237	1654 1655 1656 1657 1658 1659 1660	238	1661 1662 1663 1664 1665 1666 1667
239	1668 1669 1670 1671 1672 1673 1674	240	1675 1676 1677 1678 1679 1680 1681
241	1682 1683 1684 1685 1686 1687 1688	242	1689 1690 1691 1692 1693 1694 1695
243	1696 1697 1698 1699 1700 1701 1702	244	1703 1704 1705 1706 1707 1708 1709
245	1710 1711 1712 1713 1714 1715 1716	246	1717 1718 1719 1720 1721 1722 1723
247	1724 1725 1726 1727 1728 1729 1730	248	1731 1732 1733 1734 1735 1736 1737
249	1738 1739 1740 1741 1742 1743 1744	250	1745 1746 1747 1748 1749 1750 1751
251	1752 1753 1754 1755 1756 1757 1758	252	1759 1760 1761 1762 1763 1764 1765
253	1766 1767 1768 1769 1770 1771 1772	254	1773 1774 1775 1776 1777 1778 1779
255	1780 1781 1782 1783 1784 1785 1786	256	1787 1788 1789 1790 1791 1792 1793
257	1794 1795 1796 1797 1798 1799 1800	258	1801 1802 1803 1804 1805 1806 1807

MASTODONTES. Une compétition étrange est en train de naître entre Londres et Paris. Elle oppose la future bibliothèque Saint-Pancras à la Bibliothèque nationale de France.

Ces ambitieux projets, les plus coûteux de la fin du siècle pour les deux nations, devraient ouvrir au public en 1997.

● L'édifice britannique, conçu par

l'architecte Colin Wilson, a beaucoup souffert de l'indifférence des politiques et des restrictions budgétaires. D'un vingt-cinq ans d'errements, et un projet fortement revu à

la baisse. Son coût final avoisine les 4 milliards de francs.

● Le projet français, imaginé par Dominique Perrault, a bénéficié de la volonté de François Mitterrand.

Mais l'architecture est contestée et la complexité du programme informatique risque de retarder l'ouverture d'un bâtiment qui aura coûté 7 milliards de francs.

Londres : le fiasco de la grande bibliothèque de Saint-Pancras

Après vingt-cinq ans d'atermoiements, l'établissement qui doit remplacer la prestigieuse British Library est toujours en chantier. Un enlisement qui provoque les polémiques outre-Manche.

LONDRES
de notre envoyé spécial
Perrault contre Wilson : c'est à une fin de match inégale qu'on assiste entre les architectes des deux grands projets de bibliothèque, à Londres et à Paris. L'idée de la première avait été avancée dès les années 70, sous forme d'une extension de la British Library. On espérait qu'elle sera achevée dans une version réduite... avant la fin du siècle. Le désastre n'agit pas les foules autant que la vie de la famille royale, mais on ne se gêne plus pour crier au scandale. La seconde, notre fameuse « TGB », lancée au début du second septennat de François Mitterrand, devrait être achevée dans les temps - la fin du septennat - pour être opérationnelle en 1997. Mais ici, ce n'est pas la pingerie de l'Etat qui fait crier au scandale. C'est l'architecture même du projet, les fameuses quatre tours en forme de livres à demi ouverts qui dominent le chantier.

Colin Saint-John Wilson, fils de clergyman, professeur à Cambridge, s'est attelé à la construction de la grande bibliothèque anglaise voilà près d'un quart de siècle. A soixante-deux ans, il a quelque raison d'être fatigué. Wilson est l'un de ces architectes typiquement anglais qui ont toujours défendu une architecture dans la continuité de l'Histoire. S'inspirant d'Aalto plus que de Le Corbusier, on lui doit des édifices honorables, de cette « excellente architecture de qualité moyenne » que les Français savent rarement proposer, élevés qu'ils sont à l'école du génie alors que peu d'eux surgissent.

UNE AUMÔNE
C'est à John Honey, partenaire de Wilson et, à ce titre, l'un des trois architectes responsables de la nouvelle British Library, qu'est revenue la tâche de nous faire visiter le principal monument culturel dont Londres se soit dotée depuis trois décennies. Située à côté de la gare Saint-Pancras, appelée à remplacer l'illustre bâtiment qui, à



Bloomsbury, abrite, outre les splendeurs du British Museum, l'une des plus prestigieuses collections de livres au monde. L'œuvre de Wilson est, dans son état actuel, un stupéfiant labyrinthe, là même où le maître d'œuvre s'était employé à proposer un plan au dessin clair et simple.

On découvre en effet un bâtiment dont une partie est encore en chantier, réduite à une ossature de béton. Alléluia, on devine, enveloppée par des hectares de baches protectrices à la Christo, une sorte de mobilier au bois dormant qui révèle, ici ou là, les cicatrices inévitables qu'engendre la coexistence du fini et de l'achevé. Car nous en sommes à presque un quart de siècle de réflexion préparatoire et de travaux ! Honey, suivant l'exemple du P. Wilson, n'en conserve pas moins son flegme britannique. Un peu désespéré toutefois... « The Library Fiasco », titrait récemment *The Independent* de Londres.

C'est au début des années 70 - les Britanniques sont prévoyants - que fut posé le problème de l'extension de la British Library. A l'arrière du Museum et de sa colonnade ionique, l'immense coupole (dessinée par le bibliothécaire Anthony Panizzi, en 1852, et réalisée dès 1857 par l'architecte Sydney Smirke) continuait de faire rêver. Mais, comme à la BN parisienne, on manquait de place, que ce soit pour accueillir les lecteurs, ou pour entreposer les livres qui arrivent au rythme de cent mille ouvrages par an, sans compter les magazines et les journaux. A côté du bâtiment, un terrain se trouva un moment disponible, rendant possible un agrandissement qui n'aurait pas fait trop souffrir le Londres historique, une chance que la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu, n'a jamais eue.

On discuta, on négocia. Mais on jugea finalement plus économique d'aller installer la future bibliothèque à côté de la gare Saint-Pancras, sur un terrain occupé par des hangars, appartenant à la London and Midland Railway. En 1976, le gouvernement acheta 6

millions de livres les vingt-six hectares qui jouxtent la gare. L'année suivante, le gouvernement travailliste donna son accord aux plans élaborés par le P. Wilson (ses premières esquisses remontaient à 1962...) et les dotations budgétaires furent votées. Mais, dès 1979, le gouvernement Thatcher remettait en cause l'ambition du projet. L'heure était à l'austérité.

UN GRAND CORPS AMPUTÉ

Résultat : les crédits des cinq premières années de travaux se limitèrent à 7 millions de livres (56 millions de francs). Une aumône accordée « pour voir ». Cela ne permettait évidemment pas de couvrir le coût de l'édifice mais favorisait toutes les dérives sur un

aussi ambitieux que celui de Paris : 3 500 places de lecteurs et des rayonnages pour accueillir 25 millions d'ouvrages. Vingt ans plus tard, les objectifs ont été divisés par plus de moitié. Dans les quatre étages de sous-sols, on ne pourra faire entrer que 11 millions de documents quand la collection actuelle en compte 18 millions. Par rapport à l'ancienne bibliothèque, le gain pour les lecteurs ne sera que de 70 places... De plus, un simple jardin remplacera d'autres bâtiments et les architectes ont dû improviser une façade arrière qui, aujourd'hui, a tout d'une cicatrice sur ce grand corps de briques et de travertin, amputé de deux jambes.

Wilson avait conçu un bâtiment au modernisme tempéré. Saint-

Les cinq sœurs

Il y a cinq grandes bibliothèques dans le monde : on les appelle les « cinq sœurs ». Quatre d'entre elles sont anglo-saxonnes. ● La Bibliothèque du Congrès. Elle se trouve aux Etats-Unis, à Washington (DC). C'est la plus grosse bibliothèque du monde avec 22 millions de volumes. Elle s'enrichit de 400 000 ouvrages par an. Son budget d'acquisition - 1,5 milliard de francs par an - lui permet cet exploit. ● La New York Library. Bibliothèque municipale de la ville de New York, elle est riche de neuf millions de volumes. ● La Bibliothèque de Cambridge. C'est la bibliothèque de l'université de Harvard, dans l'Etat du Massachusetts (Etats-Unis). Ouverte aussi à un

public non universitaire, elle compte plus de dix millions de volumes.

● La British Library. Un établissement prestigieux, bien doté (un budget d'acquisition annuel de 750 millions de francs). Dix-huit millions de volumes.

● La Bibliothèque nationale de France. Douze millions de volumes. La création du site de Tolbiac lui a permis un rattrapage considérable. Le volume des achats a doublé (aujourd'hui 80 000 titres par an). En outre, des acquisitions « exceptionnelles » ont comblé quelques lacunes.

Une comparaison avec les bibliothèques de l'Union soviétique est impossible puisque la définition d'un volume y est différente.

chantier sans fin. A titre de comparaison, le budget voté et tenu pour la Bibliothèque de France (équipements non compris) aura été de 7,2 milliards de francs.

Comme l'écrit le chroniqueur de *The Independent*, « l'agonie de Saint-Pancras avait commencé ». Initialement, le projet élaboré par Wilson prévoyait un programme

Pancras aurait réuni les conditions de la symétrie - les sciences d'un côté, les humanités de l'autre - si le professeur n'avait exclu précisément toute forme de symétrie. L'absence de cette donnée formelle est ce qui confère son caractère relativement contemporain à un bâtiment que tout, par ailleurs, désigne comme le pur produit d'un classicisme un peu ionien, mais chaleureux.

Entre l'axe scientifique et celui des humanités, Wilson a installé un vaste hall. Le parti pris est spectaculaire : derrière les cinq niveaux de coursives, les futurs habitués de la British Library pourront contempler, dans une immense cage de verre, la collection royale. Non dépourvue d'éléance, ce hall est malheureusement disproportionné par rapport au projet final.

La bibliothèque devrait ouvrir - comme celle de Paris - en 1997. Mais ce n'est pas le nouveau crédit de 46 millions de livres sterling (390 millions de francs) qui suffira à achever le bâtiment. Après deux décennies de dérapages et de rattrapages aléatoires, on estime le coût de la version finale à 500 millions de livres sterling au moins (4,25 milliards de francs). En réalité, l'accumulation des retards, la détérioration, au fil du temps, de certains équipements - on vient de constater que trois mille kilomètres de câbles électriques étaient défectueux ! - et la coexistence délicate de salles quasi terminées, avec un chantier qui n'en est qu'un gros œuvre, tout cela concourt à des surcoûts impossibles à évaluer.

Sauf le respect dû à nos amis britanniques, on se demande si la nouvelle British Library n'a pas été construite selon les règles persévérantes du masochisme. Ils voulaient une grande bibliothèque, ils n'en ont que la croûte, même si celui-ci reste avantageux. Ils révalent de la plus vaste bibliothèque d'Europe. Vingt ans plus tard, ils attendent encore ce plaisir, toujours différé, mais payé au prix fort.

Emmanuel de Roux

Frédéric Edelmann

Paris : Dominique Perrault et les tours de la discorde

LE PROJET FRANÇAIS de la Bibliothèque de France, choisi en 1989 et pratiquement achevé, fait toujours l'objet des plus violentes attaques. A l'inverse de ses concurrents qui avaient, comme pour la British Library, proposé des solutions compactes, l'architecte Dominique Perrault a imaginé une bibliothèque éclatée, largement ouverte sur l'extérieur.

Mais la polémique s'est concentrée sur les quatre tours d'angle, rappelant chacune un livre à demi ouvert et dominant la Seine.

L'idée pourtant se justifie architecturalement et, sous réserve des coûts futurs, fonctionnellement. Ne pouvant creuser très profond dans les sous-sols qui bordent la Seine, l'architecte imaginait ces tours comme des silos, où les livres seraient les livres appelés à rejoindre les lecteurs par un système performant mais classique, similaire à celui qui est utilisé par les grands hôpitaux pour acheminer les produits d'urgence.

La position des adversaires du projet se résume ainsi : on met les

livres là où la vue et la lumière suggèrent la présence des hommes, tandis qu'on entasse les livres dans la protection qu'ils nécessitent. Il est par ailleurs difficile d'admettre que ces quatre grands bâtiments, les seuls qui soient visibles dans la ville, aient le stockage pour première raison d'être.

Les confrères de Perrault ne lui ont pas fait de cadeau depuis quatre ans. Si solide que soit cet homme d'à peine quarante ans, il

ne cache plus que, pour la première fois, il souffre de l'atmosphère critique entourant son œuvre. Les chercheurs, trop peu et trop tard consultés, ont pourtant fini par s'y rallier. Mais il faudra attendre l'ouverture de la bibliothèque pour que les jugements cessent de s'appuyer sur des préjugés. Il y aura des aspects positifs et - parions-le - enthousiasmants pour le public. La luminosité des tours, le dialogue somptueux (souple pour les détracteurs) du verre et des volets de bois inté-

rieurs sur les façades, celui des tours avec l'esplanade boisée, devraient trouver le meilleur accueil.

A l'intérieur, la circulation se fera dans un espace riche en volumes spectaculaires comme en recroisements intimes. Aux grandes vagues d'acier traitées répondra la douceur du bois et d'une épaisse moquette rouge sombre : autant de gages de cette « chaleur » qui est, pense-t-on, nécessaire à toute bibliothèque.

F. E.

L'ouverture de la BNF pourrait être reportée en 1997

L'INFORMATIQUE a toujours été le point faible de la Très Grande Bibliothèque. En 1993, le rapport rédigé par Philippe Béval demandait une remise à plat du programme, trop complexe, trop ambitieux. Demande entendue. Ce haut fonctionnaire avait été nommé directeur général de la TGB en janvier 1994. Pourtant, aujourd'hui encore, les ailes de l'informatisation risquent de retarder l'ouverture de la Bibliothèque nationale de France (BNF).

Ce système, énorme et délicat, permettra aux lecteurs de réserver leurs places, de commander les ouvrages dont ils ont besoin, de consulter le catalogue de la bibliothèque (7 millions de notices) ou le Catalogue collectif de France (13 millions de notices) en cours de réalisation. Ces services seront progressivement accessibles à distance. Par ailleurs, toute l'économie de la BNF sera à terme conditionnée par l'informatique. C'est avec beaucoup de discrétion

que, le 29 décembre 1994, le marché de réalisation du système informatique de la BNF a été visé par le contrôleur financier. Ce marché porte sur 250 millions de francs, hors le matériel estimé, lui, autour de 150 millions de francs. L'appel d'offres lancé en décembre 1993, avec l'envoi du cahier des charges - 8 000 pages - aux sociétés candidates, avait été déclaré infructueux en avril 1994. Cette déclaration n'est pas exceptionnelle dans les marchés informatiques. Elle permet, dit-on, de mieux discuter, ultérieurement, dans les coulisses. Ce qui semble avoir été fait avec succès, puisque les sociétés postulantes ont été « mariées » pour mieux répondre à la demande de la BNF. Ainsi CAP SESA, avec IBM et Alcatel-ITTIN-Answare, ont-elles été choisies.

Quand ce travail sera-t-il achevé ? Les sociétés retenues ont vingt-six mois pour livrer la pre-

mière partie du programme, délai indiqué en toutes lettres dans le numéro de septembre de *Trajectoire*, la revue interne de l'établissement public. S'il est suivi à la lettre, il interdit le fonctionnement significatif de la BNF avant mars 1997. Ce retard de quatre mois serait imputable au ministère du budget, qui a multiplié les contrôles pour s'assurer que les déboires essayés par d'autres établissements publics (la SNCF avec son système Socrate de réservation des places) ne se répètent pas. En dépit de tout, l'établissement public compte toujours sur une ouverture de la BNF à l'automne 1996. Mais Philippe Béval admet que « le calendrier d'ouverture est plus tendu que jamais », même s'il n'envisage pas, pour le moment, de modification de la date d'ouverture.

En effet, le système a dû être tronqué en trois ensembles.

Après l'indispensable informatisation des services destinés au public (consultation du catalogue, demande et communication des ouvrages), il restera à mettre au point l'informatisation du « catalogue », c'est-à-dire le traitement de la « chaîne du livre » depuis son arrivée dans le bâtiment jusqu'à son dépôt sur les rayonnages (trente-trois mois de travail supplémentaire), puis l'informatisation de la gestion administrative de l'établissement (encore trente-neuf mois de travail). « La réalisation de la première étape commande l'ouverture de la bibliothèque au public, précise Philippe Béval. Dans l'immédiat, l'automne 1996 est toujours, pour nous, une date-but. Et je ne veux surtout pas entrer dans un processus à l'anglaise, où les échéances sont chaque fois repoussées. »

THEATRE
THEATRE DE LA VILLE
PARIS
12 FÉV. 1995
DU 10 JANV. AU 3 FÉV. 20H30 création
L'Histoire tragique de la vie et de la mort du docteur Faustus
Christopher Marlowe
mise en scène Stuart Seide

مكتبة القاهرة

Un nouveau « Jour de fête » pour le siècle du cinéma

Jacques Tati avait tourné son premier long métrage en couleurs, autour du personnage de François le facteur. Cette version - inédite - lance en beauté les célébrations du centenaire.

Le centenaire du cinéma commence avec trois événements. Depuis le 1^{er} janvier, France 2 diffuse chaque jour un film des frères Lumière. Le dimanche 15 janvier aura lieu l'opération « Le ticket du siècle » : tout achat d'un billet à

l'entrée d'une salle, ce dimanche, donnera droit à un deuxième ticket, valable jusqu'au 27 décembre 1995, veille de l'anniversaire de la première projection publique au Grand Café à Paris. Enfin, à partir du mercredi 11 janvier,

on retrouvera sur les écrans un film qui est à la fois un classique et une nouveauté : « Jour de fête », de Jacques Tati. Ce film a été réalisé en 1947, et pourtant on ne l'avait encore jamais vu tel que son auteur le souhaitait. Tati

avait en effet tourné « Jour de fête » en couleurs, mais aucune copie n'avait pu être tirée. Le cinéaste est mort, le 5 novembre 1982, sans avoir vu ce qu'il avait imaginé pour son premier long métrage.

« ALORS, François, sur le cinéma, y paraît que ça se remue ? » L'apostrophe moqueuse lancée par un titi berrichon à l'adresse de François, le facteur de Jour de fête, prend aujourd'hui une dimension prémonitrice. En effet, « sur le cinéma, ça se remue ». Tandis que certains films, voués au noir et blanc par leurs auteurs et connus depuis comme tels, sont « colorisés » sur l'autel télévisuel, une perle ressort toute neuve du laboratoire, plus de quarante-sept ans après sa réalisation. Mais ce film-là avait été pensé, rêvé - et tourné

- en couleurs par son auteur. D'ailleurs, en 1961, à la demande de Tati, quelques plans avaient déjà été colorisés. On savait donc que les drapeaux qui claquent sur la place de Jour de fête étaient tricolores. On sait aujourd'hui que l'herbe des prés qui bordent la route de François est bien verte.

L'histoire de cette renaissance, due à l'obstination de la fille du réalisateur, Sophie Tatischeff, est contée par son maître d'œuvre, François Edé, dans un livre passionnant (« Jour de fête », ou la couleur retrouvée, Cahiers du Cinéma). On y apprend notamment que le film fut tourné à deux caméras, l'une chargée de pellicule noir et blanc, l'autre d'une pellicule couleur, mise au point par la société Thomson.

seulement ici se mettre enfin à vivre pleinement leur vie de décor et de personnages.

MÉCANISME DU BURLESQUE

Un phénomène bizarre se produit pour qui a gardé en mémoire le souvenir de Jour de fête en noir et blanc. Avec la couleur, on découvre un autre film. Son organisation en plans larges trouve sa raison d'être lorsque survient le facteur sur sa bicyclette équipée d'un grelot, élément perturbateur mais intégré à un univers auquel son excentricité garantit sa cohé-

sion. Il faut que François pénètre dans le bistrot sur son vélo et apparaisse aussitôt, miraculeusement, à une fenêtre du premier étage pour que le monde de Follalville continue de tourner. D'autres tonalités que celles grises, noires ou blanches donnent au film sa respiration. La mécanique du burlesque s'inscrit alors au cœur du quotidien, comme Tati le souhaitait.

C'est toujours par le langage qu'évolue l'action (provocations envers François, dont on excite la vanité et que l'on incite à boire), mais les borborygmes du facteur traduisent le peu de crédit que Tati accorde aux mots. Il leur préfère le mouvement et accorde toute son attention aux déplacements des personnages dans le cadre, à leur prise de possession de l'espace.

Le « miracle » accompli par les postiers américains - miracle proprement cinématographique - réside dans leur capacité à abolir l'espace, à distribuer le courrier en un minimum de temps sur un territoire extrêmement étendu : François ramène cet exploit à la mesure de ses moyens (un vélo contre des avions et des hélicoptères) et de son territoire (une petite commune contre un continent). Cela le conduit droit dans la rivière et lui offre de revenir à une juste évaluation de ses responsabilités : il laisse à un gamin le soin de distribuer le courrier et s'arme d'une fourche pour participer aux travaux des champs, renonçant ainsi à défer les lois de l'espace et du temps.

La rupture avec le modèle américain (présent également dans une des attractions foraines) est consommée, et le facteur renoue avec une conception de l'existence aujourd'hui périmée, mais dont les couleurs retrouvées de Jour de fête restituent la douceur.

Pascal Mérieau

Histoire d'une résurrection

C'est parce que Jour de fête devait être réalisé en couleurs que son producteur, Fred Orin, a trouvé les moyens de financer ce premier long métrage. Le film devait en effet servir de banc d'essai au nouveau procédé français. Enfin, nouveau... Il se proposait en réalité d'utiliser des perfectionnements, et surtout la possible industrialisation du procédé de film couleurs Keller-Dorian, dont le brevet fut déposé par Rodolphe Berthoin en 1908. Il s'agit d'utiliser une pellicule portant de fines cannelures (le gaufrage), sur lesquelles se décompose le spectre lumineux. La séparation des couleurs est invisible - la pellicule est toujours « en noir et blanc » - mais un appareil de projection idoine retrouve sur les aspérités de 40 microns les rouges, les bleus et verts qui, assemblés, restituent la palette de la prise de vue.

Entre-temps, sur des bases toutes différentes, Kodak a développé le Technicolor, qui bénéficie à la fois d'une plus grande efficacité et de la puissance économique du fabricant américain à l'heure du plan Marshall. Mais, soigneusement conservée par Sophie Tatischeff, fille du cinéaste et monteuse, la copie d'origine réveille les ardeurs de François Edé, réalisateur et opérateur, lorsqu'il apprend son existence en 1987. Il mobilise des techniciens de l'optique et de la chimie, des cinéphilas et des historiens, des laboratoires et des fabricants, pour reconstituer les procédés d'alors et leur trouver si nécessaire des équivalents, qui mêlent le bricolage du concours Lépine à la haute technologie.

La connaissance intime du film que possède Sophie Tatischeff permet de retrouver, parfois en choisissant une autre prise de la même scène, l'esprit du film tel que l'avait voulu Jacques Tati. Ironie de l'histoire, c'est grâce au soutien de deux mécènes que ce labeur de béatification a pu être mené à terme. L'un est la Fondation GAN, l'autre... Kodak.

COMMENTAIRE

LE FROID ET LE CHAUD

Tiens ta bougie... droite ! disait le père Saturnin Fabre. Une bougie, d'accord, mais cent ? Comment les tenir droites sans bétonner le gâteau ? Phénomène obsédant de cette fin de siècle, la commémoration-anniversaire promène son cortège de discours officiels, avec les risques de frigidité muséale et de surmédiation qui l'accompagnent. D'où le danger de lassitude envers l'hommage - bientôt envers l'objet de l'hommage - avant même le début « réel » des opérations. Le centenaire du cinéma n'échappe a priori à aucune de

ces menaces, auxquelles s'en ajoute une autre, elle aussi typique de l'époque : la mise en scène « attrape-tout », celle qui intègre à l'avance la critique et la dérision de la commémoration, au risque de la priver de tout espace de jeu autour ou au sein de son déroulement.

Pourtant, aussi bien le programme des manifestations que les publications déjà parues en prélude au centenaire prouvent que l'affaire n'est pas réglée : il reste du conflit, du « chaud » dans cette histoire de cinéma.

Mieux qu'en d'autres occasions, on voit, au nom d'un écumenisme béat ou intéressé, se nouer des alliances entre prosélytes du commerce à tout-va, porte-parole corporatistes et nationalistes, marchands de nostalgie, antiquaires de la pellicule, thuriféraires du nouveau

pouvoir - celui du Programme, où s'hybrident Hollywood, télévision et ordinateurs. On entend aussi les défenseurs de la création contemporaine, des singularités irréductibles, des diversités géographiques et stylistiques faire entendre leurs voix, par nature plus dispersées, plus assourdies ou plus criardes, détonantes dans le chœur élogique.

En filigrane, et en dépit des dénégations des célébrateurs en rond, se dessinent tout de même les interrogations sur ce qu'il s'agit au juste de célébrer, et à quel, précisément, on s'en va souhaitant sur un mode incantatoire un deuxième siècle d'existence. Que ces questions se posent est, malgré tout, bon signe.

Jean-Michel Frodon

Cent ans, mille hommages

● Programme. A Paris et en province, dans les salles, les bibliothèques et les musées, le programme des manifestations liées au centenaire du cinéma occupe le volume d'un annuaire. Le Monde a publié la liste des plus importantes dans son supplément « Arts et Spectacles » du 15 décembre 1994, reprise dans le numéro spécial Le Siècle du cinéma.

● Films. La commémoration donne lieu à la distribution de films ou d'ensembles de films spécialement conçus pour l'occasion. Notamment le long métrage de fiction Les Cent et une nuits, d'Agnes Varda, Les Enfants de lumière, long métrage de montage de Pierre Philippe, la Première Séance, composé des réalisations des frères Lumière montrées au Grand Café le 28 décembre 1895, « Dix films courts pour cent ans de cinéma », série de courts métrages de montage.

● Institutions. Parmi les « opérations lourdes » de ce début d'année, « Les enfants du premier siècle » est une animation destinée à renforcer la connaissance du cinéma dans les établissements scolaires. « Un siècle du cinéma à Paris » propose, dans les mairies de la capitale, des expositions mettant en valeur l'histoire des salles depuis cinquante ans. L'Unesco développe un programme d'actions en faveur de la restauration des films. La Cinémathèque française présente une exposition Gaumont, tandis que celle consacrée à Pathé se poursuit au Centre Pompidou. Chocs aussi l'imposant programme mis en place, tout au long de l'année, à l'Institut Lumière de Lyon.

● Renseignements. Les informations concernant toutes les manifestations reconnues par l'Association 1^{er} siècle qui supervise le centenaire sont disponibles sur le serveur Minitel « 3615 1^{er} siècle ».

« Le ticket du siècle »

Le 15 janvier, deux billets pour le prix d'un

L'OPÉRATION « Le ticket du siècle » est l'un des événements phares du lancement du centenaire : tout achat d'un billet de cinéma, dimanche 15 janvier, donnera droit à un deuxième ticket, valable jusqu'au 27 décembre. Elle a pour initiative la Fédération nationale des cinémas français (FNCF) qui regroupe les exploitants. Pour Jean Labbé, président de la Fédération, il s'agit de célébrer le spectacle cinématographique, « en insistant sur la notion de cadeau fait au spectateur et en se situant dans la perspective du deuxième siècle de cinéma. Sans souci de rentabilité directe, mais avec la volonté d'entretenir les rapports entre le public et la salle ». Cette opération a nécessité la participation des producteurs et distributeurs, qui ont accepté « avec enthousiasme » de prêter leur concours. Quelques grincements de dents se sont pourtant fait entendre, de la part de distributeurs qui prévoyaient de sortir un film important peu après le 15 janvier, et craignaient que ce film soit vu gratuitement par un trop grand

nombre de spectateurs. Des accords ont été passés avec le Centre national de la cinématographie (CNC), pour apporter une compensation financière aux distributeurs lésés. Alors que la fréquentation moyenne pour un dimanche de janvier est de l'ordre de 450 000 spectateurs, Jean Labbé estime que, si les entrées du 15 janvier dépassaient les 700 000 entrées, « Le ticket du siècle » pourrait être considéré comme un succès. « L'ampleur de la mobilisation des exploitants de cinéma qui, chacun à sa mesure, ont prévu pour cette année de commémoration un ensemble de manifestations est dès à présent un sujet de satisfaction ». Et même si la fête du cinéma, en juin prochain, sera plus que d'ordinaire tournée vers le passé, il s'agit avant tout pour la profession d'affirmer en 1995 sa confiance en l'avenir d'un cinéma français qui, affirme Jean Labbé, « ne se porte pas si mal que cela, d'autant que sont annoncés pour les mois à venir plusieurs films importants ».

P. M.

Musée du Moyen Âge

10, rue de la Harpe, 75001 Paris

Josquin
Messe de Beata
Virgine

A Sei Voci

Dir. : Bernard Fabre-Garrus

Samedi 11 janv. - 20 h 30

Paris Les Aventures de Pato Gaudin et Les Diables

La panoplie du squelette

Olivier Py
nouvelle création

Assassins en série
A suivre des coulisses et de la scène

du 13 au 21 janvier

Créteil Maison des Arts

45 13 19 19

ECOUTEZ KOL

MOUSSE
3614
0,37 / Min.
3615
0,50 / Min.

MOINS CHER
PLUS RAPIDE
GESTION DE
PORTEFEUILLE
GRAPHES
INTRADAY

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme, Mlle.
Adresse :
Code Postal : Ville :
Niveau d'études 94/95 :
Série : Age : Tél. :
désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez la ou les filières qui vous intéressent) :
☐ Classes Préparatoires ☐ Expertise Comptable
☐ Grandes Ecoles Scientifiques ☐ Formation en Alternance
☐ Grandes Ecoles de Commerce, Gestion ☐ Gestion du Personnel
☐ IUT ☐ Hôtellerie, Tourisme
☐ 3^e Cycle Spécialités ☐ Hôtellerie/Relations Publiques
☐ Ecoles à Vocation Internationale ☐ Informatique
☐ Vente, Commerce, Distribution, Gestion ☐ Ingénieur Aéronautique/Automobile
☐ Action Culturelle ☐ Ingénieur Chimiste
☐ Art et Communication ☐ Ingénieur Constructeur
☐ Assistants de Direction/Bureautique ☐ Journalisme
☐ Assurances ☐ Les Métiers de l'Armée de Terre
☐ BTS par Correspondance ☐ Officier de Gendarmerie
☐ Communication, Publicité, Marketing ☐ Océanographie
☐ Comptabilité ☐ Parasitologie
☐ Contrat d'Apprentissage ☐ Prothésiste Dentaire
☐ Danse ☐ Relations Internationales
☐ Diplôme Médical ☐ Sciences Politiques
☐ Environnement
Adressez ce coupon à Orientations Service, 28 rue de La Trémolite, 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur Minitel 3615 ORIENTATIO 1,27 F/m
Un droit d'accès et de rectification peut être exercé sur les données vous concernant (tel 07 7617 de 8.1.78)

magazine littéraire

N° 328 - Janvier

LE DOSSIER

SCHOPENHAUER

Philosophie et pessimisme

INÉDIT

Petit bréviaire cynique

LES AUTEURS DU MOIS

Alexandre Vialatte

Jacques Rivière

Céline

Samuel Pepys

Anais Nin

ENTRETIEN

Gérard Genette

Chez votre marchand de journaux : 30 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 192 F.
Cocher sur la liste d'attente
les numéros que vous désirez

- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Camus
- ☐ Umberto Eco
- ☐ L'ESS la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ L'histoire des écrivains
- ☐ Calvino
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian
- ☐ William Faulkner
- ☐ Boulestin
- ☐ Italo Calvino
- ☐ Virginia Woolf
- ☐ Albert Camus
- ☐ Barthes
- ☐ Marguerite Yourcenar
- ☐ Sade
- ☐ Retour aux lettres
- ☐ Jacques Derrida
- ☐ World Gendarm
- ☐ Les écrivains de la Belle Époque
- ☐ Arthur Rimbaud
- ☐ Fernando Pessoa
- ☐ Céline
- ☐ Hugel
- ☐ Roger Vercel
- ☐ George Sand
- ☐ 1972, l'année d'une culture
- ☐ Jean Cocteau
- ☐ Nabokov

Nom : _____

Adresse : _____

Réglement par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45.44.14.51

Horaires des spectacles

3615 LEMONDE

La chorégraphe Maguy Marin fait danser les gros

A Lyon est présenté « Groosland », un ballet créé en 1989 à Amsterdam, qui est consacré aux corps hors normes. Bannis par les canons habituels, des danseurs obèses sont sur scène

A bas la tyrannie de la maigreur et de la beauté ! La chorégraphe Maguy Marin est hantée par le corps et ses métamorphoses. Le Lyon Opéra Ballet présente « Groosland ». Cette pièce consacrée aux corps des gros et

créée pour le Het National Ballet d'Amsterdam en 1989, était encore inédite en France. Les représentations ont commencé le samedi 7 janvier à Lyon. Ce thème n'avait jamais été traité. Il incite à

chercher l'obsession, le fantasme secret inspirant la créatrice : « Il y a de la grâce dans cette obligation qu'ont les gros à repenser tous les mouvements de la vie quotidienne. »

Pour expliquer sa fascination des corps, elle parle de « préoccupation inhérente à [son] métier », à son statut de femme, à l'obligation de jeunesse et de beauté qu'exige son art.

LYON

de notre envoyée spéciale

Qui a envie d'être gros, votre obèse ? Certainement pas un danseur. Tout au long de sa carrière, il doit se conformer à une image de mineur extrême, ou même de maigre. La beauté selon les canons de la danse classique. On a souvent écrit que la danse contemporaine, à l'inverse, avait libéré le corps. C'est faux. Elle tolère le hors-normes quand il représente une exception. C'est tout. En cherchant dans ses rangs des corps de gros, on en a trouvé un. Un seul et

unique. Encore vient-il du théâtre. Il s'agit de celui du New-Yorkais Larry Goldhaber, danseur vedette chez Bill T. Jones. Depuis qu'il danse, il a perdu 50 kilos. Il dépasse encore le quintal, ce qui ne l'empêche nullement d'être un phénoménal danseur. Il bouge sans toucher terre.

Mais, aux femmes, on ne pardonne rien. George Balanchine évoquait ainsi le corps d'Isadora Duncan : « Une grosse femme, comme sautillante, qui tanguait comme un cochon. La chose la plus affreuse que l'on puisse voir. » Pas un mot sur sa danse. Maguy Marin s'indigne : « J'ai reçu une formation classique. Au conservatoire de Toulouse, puis à l'école de Ballet, dans la compagnie duquel j'ai ensuite dansé, j'ai vu trop de filles rejetées au seuil de l'adolescence, quand leurs corps prenaient des formes trop féminines. Maltraitées sans souci de savoir ce qu'elles allaient devenir. Tout ce qui les faisait femmes était nié. Ces filles devenaient des proies toutes désignées pour l'anorexie. Dans mes chorégraphies, j'ai toujours voulu régler son compte à cette attitude mortifère que je hais. La danse est universelle. Elle appartient à tous les corps. » Corps vus, en-

laidis, débiles, empêtrés sous des couches d'argile : ils appartiennent à May B, ballet créé par Maguy Marin en 1981. Le succès, immédiat, lui valut de diriger le Centre chorégraphique national, installé dans la Maison des arts et de la culture de Créteil.

DES BONS VIVANTS

Puis vinrent les poupées gonflables de *Cendrillon* : ce ballet lui fut commandé en 1985 par le Lyon Opéra Ballet. Avec cette chorégraphie, Maguy Marin s'essaye à l'élaboration des corps. Tous les personnages de *Cendrillon* sont gonflés dans des costumes en plastique qui les déforment, les grossissent. « A l'époque, le Lyon Opéra Ballet a mal réagi, se souvient la chorégraphe. Certaines danseuses se sont mises à pleurer. Elles m'occusaient de vouloir les « sadister ». Elles refusaient de dissimuler leur corps, objet de tant de soins, de tant de travail ouï. J'étais trop jeune [elle avait tout juste dépassé la trentaine] et impressionnée de créer pour une si grande compagnie. J'étais brusque, radicale. Je ne me suis pas assez expliquée sur mes intentions. » *Cendrillon* remporta un triomphe international. Les dan-

seurs prirent alors du plaisir à l'interpréter. Avec *Groosland* (voir la critique ci-dessous), Maguy Marin va encore plus loin dans son obsession du corps différent. Des corps gros, voire ébroués, sont sur scène. Ils vont se déshabiller, dévoilant des bourrelets, des ventres, des cuisses et des bras imposants. La pièce a été inspirée par l'écoute des *Concerts brandebourgeois* n° 2 et 3, de Bach : « J'ai travaillé au plus près de la jovialité de la partition. Sa gaieté m'a donné l'idée de personnages qui seraient des bons vivants, aimant danser, se divertir. Des bourgeois bien gros. J'ai toujours regardé les corps corpulents. Il y a de la grâce dans cette obligation qu'ils ont de repenser tous les mouvements de la vie quotidienne. Il y a de la grâce aussi à assumer un corps si gênant pour soi, si dérangeant pour les autres. Je n'ai jamais eu de problèmes de poids. Ma seule expérience d'avoir du volume entre mes as et ma peau ne vient de ma grossesse. Cela m'a été utile. C'est extrêmement bizarre, cette impression de sentir changer ses limites et son poids dans l'espace. On n'habite plus son corps. »

Et les danseurs ? Que pensent-ils de cette nouvelle aventure au pays des gros ? Françoise Jonliat a dansé

dans *Cendrillon* - elle tenait le rôle-titre - et dans *Groosland* : « Certes, en 1985, il y a eu de la contestation. On ne danse pas de la même façon quand on a un corps gros. On se tient les jambes écartées, les bras aussi. Le centre d'équilibre est différent. On est déboussolé. On ne gouverne plus son corps, c'est lui qui vous dirige. A la fin de *Groosland*, les danseurs sont au bord de l'asphyxie, écartés, le cœur battant à 100 à l'heure. Mes faux corps sont en lycra gonflés de bandes d'outate, seule manière capable de rendre l'effet de la graisse. La transpiration nous étouffe. On vit ce que vit un gros quand il doit faire des efforts. »

Pourquoi ne pas créer directement avec des gens gros ? « Les gros danseurs professionnels n'existent pas, précise Maguy Marin. Il s'agirait d'une autre démarche : sélectionner des gens gros et les faire danser. J'aimerais beaucoup vivre cette aventure. Mais cela me prendrait trop de temps. » Obsession quasi malade du corps ? La chorégraphe refuse ces propos. Cette fille de réfugiés politiques espagnols déteste l'exclusion. Passionnément.

Dominique Frérot

Le bal des exclus

LYON OPÉRA BALLET. *Groosland*, de Maguy Marin. Déserts d'amour, de Dominique Bagonet, de *Solitude du danseur*, de Jean-Claude Gallotta. Les 11, 13 et 15 janvier, à 20 h 30. *Desconcertos* de Jossy Zabala, *Transit* de Stanislaw Wisniewski, et *Contrastes* de Maguy Marin, le 10 à 19 h 30 et le 14 à 20 h 30. OPÉRA DE LYON, 1, place de la Comédie, 69003 Lyon. Tél. : 72-00-45-00.

Certains corps, très gros, sont apportés étendus sur des chariots, puis aidés à se relever par des hommes en noir. D'autres étaient déjà en scène. Ils sont dix-huit danseurs, vêtus de bleu dur, bretelles et bas jaune anis, masqués à l'identique, portant perruques aux longs cheveux bleu-noir pour les filles, petits chapeaux perchés sur des crânes rasés pour les hommes. Ils sont les héros de *Groosland*, de Maguy Marin. Des tournés au public, stimulés par les *Concerts brandebourgeois* n° 2 et 3 de Bach, ils entament une joyeuse danse qui oscille entre les piques, les roules, les galipettes des sautimbanques et les débordements obscènes de bons gros bourgeois en goguette.

La salle s'amuse, éclate de rire. Est-ce vraiment drôle ? Maguy Marin a choisi la verve comique pour mettre en scène ses interprètes corpulents. Cette dérision, bien qu'aimante, tue le sujet. Il suffirait pourtant d'un duo au cours duquel l'homme déshabille la femme pour que la salle se taise. Leçon inattendue : les gros amusent quand ils sont habillés. Obtiennent le silence quand ils sont nus. La chair étalée dégage, à l'évidence, une puissante séduction archaïque.

On songe aux grasses créatures de Botero qui ont inspiré la chorégraphie, aux flamboyances cruelles et germaniques d'un Grosz. Comment les gros ont-ils reçu ce spectacle ? Au même programme, Jean-Claude Gallotta créait quatre solos, rassemblés sous le titre de *Solitude du danseur*. Et le Lyon Opéra Ballet reprenait *Déserts d'amour*, du chorégraphe Dominique Bagonet, décédé il y a deux ans.

D.F.

Deneuve, Anémone et Bohringer à la rencontre de détenus

A la prison de Muret, près de Toulouse, les trois comédiens étaient les invités des troisièmes Rencontres cinématographiques

LES six cent trente détenus de la prison de Muret (Haute-Garonne) ont d'abord cru qu'on leur faisait une blague quand on leur a annoncé la venue de Catherine Deneuve, à l'occasion des troisièmes Rencontres cinématographiques (du vendredi 6 au dimanche 8 janvier), point entre la ville et la prison - dont les deux cinémas périssaient. Déjà, les années précédentes, des acteurs, des réalisateurs étaient venus présenter leurs films, faisant la navette entre la salle du Mermoz, en ville, et la grande chapelle en bois de la prison, transformée en ciné-club. La chapelle avait repris vie, sortant les détenus de l'isolement de leurs cellules, rompant leur dialogue solitaire avec leurs écrans de télévision et d'ordinateur. Le cinéma Le Mermoz avait retrouvé sa vigueur grâce à l'association Vive le cinéma et à l'aide de la Cinéma-thèque de Toulouse : son nombre d'entrées annuel est passé de 13 000 en 1988 à 40 000 l'an dernier. Pour une petite ville de 21 000 habitants, c'était plutôt un beau succès. Mais, cette fois, c'était LA Deneuve qu'on leur promettait. Et Richard Bohringer, et plus tard Anémone. Deneuve-Bohringer, autant dire « la Belle et le Clochard », la lumineuse et l'ombreuse. Elle aussi lointaine qu'une madone et lui si proche, rescapé d'errances qui auraient pu être les leurs.

Des grincheux, des jaloux, des mauvais coucheurs n'avaient pas

manqué de trouver qu'on faisait la part un peu belle aux « taulards ». Car les détenus de Muret ne sont pas des enfants de chœur. Ce centre de détention a le record de France des « longues peines ». Une quarantaine de détenus ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, trois cent soixante à des peines de dix à vingt ans. 80 % l'ont été pour s'en être pris à des personnes. Mais le maire de la ville, la socialiste Hélène Milgrom, et le directeur de la prison, Francis Blondieau, avaient tenu bon contre le qu'en-dira-t-on.

Depuis des semaines, en prison, les détenus préparaient l'événement, affiches, catalogue, critiques de films. Pascal et André, les journalistes reporters d'images « maison », avaient astiqué leur caméra et rechargé leurs batteries. Pascal avec sa grosse veste de cuir à la jeu de jambes parfait du reporter fendant la foule à reculons. Depuis sept ans et demi en prison, il lui reste encore plus de trois ans à purger. André, lui, a la dégaîne d'un rasta avec ses longues tresses qui dépassent de sa casquette : il était instituteur sur l'île de Lifou en Nouvelle-Calédonie, quand les événements ont éclaté. Les indépendantistes canaques n'ont pas voulu assumer la sale affaire de meurtre à laquelle il était mêlé, et il n'a pas bénéficié de la loi d'amnistie. Il purge donc sa peine de dix ans.

Catherine Deneuve est donc là, de caramel et chocolat vêtue, sur

la scène de la chapelle, devant deux cents détenus pétrifiés de timidité. « C'est comme un rêve qui passe », dit à mi-voix un prisonnier. L'embarras est réciproque. Elle est venue, dit-elle, « pour répondre à une demande naturelle et forte. Avec une forme de curiosité, l'envie de se laisser toucher par des émotions. »

« GARDEZ-VOUS BIEN »

Le dialogue met du temps à se nouer, quand enfin, de part et d'autre, ils se jettent à l'eau. « Avec quel cœur vous êtes-vous sentie le mieux ? Quel est le secret de votre beauté ? Lequel de vos rôles vous ressemble le plus ? Quel film vous a le plus marqué ? » Deux heures plus tôt, ils venaient de voir *Le Lieu du crime*, un joli film tourné en 1986 par André Téchiné et qui montre, sur les rives de la Garonne toute proche, une Deneuve violemment propulsée dans la vie d'un évadé de la prison de... Muret, avec lequel elle vit un amour bref et tragique. « Un film, dit-elle, qui ne cherche pas à donner de leçon de morale. » La question n'est pas creusée, juste effleurée, quand le petit Joseph, qui veut être diacre, l'interroge sur l'omniprésence du sexe et de la violence au cinéma. Serge veut souhaiter la bonne année à la star, et se lève sous les applaudissements de ses codétenus. Les quatre baisers qui claquent sont quatre baisers donnés, reçus, au nom de tous. Pas rancuniers, les surveillants

ont accueilli Richard Bohringer avec une coupe de champagne, devant les grilles de la prison. A lui, qu'ils avaient détesté dans le rôle du surveillant sadique de *Adieu*, un film de Denis Amar, ils donnent leurs tracts. Il écoute, dit qu'il les comprend. Mais ce sont les détenus qu'il veut voir. Dans une pièce glacée, il enregistre avec cinq d'entre eux une émission pour Europe 2. Il leur parle de Jack London, et de son *Cabaret de la dernière chance*, de la force « pour repousser la vie », « des paulas » qui se sont trouvés au bon moment sur son chemin pour l'aider à « arrêter l'animal », et du mal qu'on fait « quand on a trop mal ». Ils lui disent « la haine qu'on prend ici », les femmes, et la vie qui se perd petit à petit.

« Après cinq ans à l'intravieillesse, des années d'alcool et pas mal de conneries, c'est un peu moi que je viens voir en vous voyant », dit Richard Bohringer. Ils seraient bien restés ensemble, longtemps encore. « On croit toujours que celui qui vient apporte un cadeau. Et c'est lui qui repart avec un cadeau bien plus gros », dit le visiteur. Avec un humour involontaire, en les quittant, il a glissé : « Gardez-vous bien... »

Agathe Logezart

* L'émission, enregistrée pour Europe 2, sera diffusée, dans la série « C'est beau une ville la nuit », le 29 janvier, de 22 h 30 à 0 h 30 (sur 103.5 dans la région parisienne).

1995... Premier siècle du cinéma

tous les événements
par région, département, ville, thème ou date
sur

LE CINÉMA

36 15 1^{er} siècle

accessible également sur 36 15 culture

Culture
Francophonie

Le guide
de vos sorties

3615
LE MONDE

مكتبة المثلث

Né en 1895, mort en 1963,
le compositeur
Paul Hindemith a laissé
une œuvre abondante,
qui reste à découvrir.
Le Louvre s'y emploie.

PAUL HINDEMITH était compositeur, théoricien, aliste et chef d'orchestre. Né en Allemagne, le 16 novembre 1905, il était plus jeune, d'une dizaine d'années que Stravinski, Bartok, et Webern. Aussi peu marqué par l'héritage romantique que par la nouvelle musique de Schoenberg, Hindemith est retourné à Bach, à la pulsion motrice, aux effets réduits, que la musique baroque da camera privilégiait. Aliste au sein d'un quatuor à cordes, il a laissé de nombreuses pages de musique de chambre. Pour fêter le centenaire de la naissance d'Hindemith, le Louvre a invité de jeunes et remarquables musiciens à feuilleter sa musique de chambre. Chaque concert permettra de confronter sa musique à celle de Brahms.

*** Cycle Hindemith-Brahms, Auditorium du Musée du Louvre (voir programmes ci-contre).**



Rèctal de la soprano

Sumi Jo
Découverte par Karajan, adoubée par Joan Sutherland et Richard Bonynge – spécialistes incontestés du chant –, la Jeune Coréenne Sumi Jo se présente au public parisien dans l'exercice le plus périlleux qui soit pour une chanteuse : le récital.

Rossini, Debussy, Dell'Acqua, Arda, Strauss, Meyerbeer, Verdi : Mélodies. Sumi Jo (soprano colorature), Salle Gaveaux, 20 h 30, le 9. Tél. : 49-53-05-07. Location Fnac. De 100 F à 300 F.

Chœur et Orchestre de l'Opéra du Kirou
Ce chœur d'orchestre tenu d'une main de fer par un chef électrisant, chanteurs admirables : les conditions sont réunies pour faire de cette soirée du 10 une fête

mémorable.
Vendredi : Requiem. *Valentina Tsidiopava (soprano), Olga Borodina (mezzo-soprano), Gégam Grigorian (ténor), Sergueï Alexakhine (basse), Chœur et Orchestre de l'Opéra du Kirov, Valéry Gergiev (direction).* Théâtre des Champs-Élysées, 20-30-30, le 10.
Tél. : 49-52 50 50. De 130 F à 450 F.
Corps
Avec sa première pièce, *Enfanteur* 144, créée en 1990, Adel Halkm a fait une belle entrée dans le cercle des « Jeunes auteurs ».
Macedonia lui a inspiré une œuvre d'inspiration, ses désirs et ses violences. A découvrir le 9, avec Charlie Nelson et Jany Gastaldi.
Théâtre d'Ivry, Ivry, 20 h 30, le 9.
Tél. : 47-62 37-43. 70 F et 110 F.
Jusqu'à 5 février.

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

Fish and Bone
Film américain de Steve Kloves. VO :
Ciné Beaubourg, handicaps, dolby, 31
(36-68-69-23); Reflet Médicis, handicaps,
dolby, 31 (43-54-42-34); Elysées Lin-
coln, dolby, 31 (43-59-36-14); Blanche
Montparnasse, dolby, 19
(36-68-75-18); R.S. 40-30-20-10.
L'Ordre
Film américain de James Gray. VO :
Gaumont les Halles, dolby, 11 (36-68-
75-55); 40-30-20-10; Reflet Médicis,
salle Louis-Jourvet, 35 (43-54-42-34-36);
Julliette, dolby, 31 (43-59-36-14);
Ciné 68-69-23; Publics Champs-Ély-
sées, dolby, 31 (47-20-76-23); 36-68-75-
55); 14 Julliet-Bastille, handicaps, dolby,
31 (43-57-90-81); 36-68-69-23; Gaumont
Gobalins Rodin, dolby, 13
(36-68-75-55); Miramar, 14 (36-65-70-
39); R.S. 40-30-20-10.
Produced in New York
Film américain de Daniel Algrant. VO :
Ciné Beaubourg, handicaps, dolby, 31
(36-68-69-23); 14 Julliet Hauteville,
dolby, 31 (46-33-79-38); 36-68-68-12);
Elysées Lincoln, dolby, 31 (43-59-36-
14); 40-30-20-10; 14 Julliet, dolby, 31
(43-57-90-81); 36-68-69-23; Sept Par-
nassiens, dolby, 14 (43-20-32-20).
L'Or de Curly
Film américain de Paul Welland. VO :
Forums Orient-Express, handicaps, 15
(36-65-70-67); George V, dolby, 31 (36-
68-75-55); 40-30-20-10; 14 Julliet, dolby,
31 (43-59-36-14); 36-68-69-23); Les Par-
nassiens, dolby, 14 (36-65-70-67); 14
Julliet, 14 (43-20-32-20).
Précidia, Folie au désert
Film australien de Stephan Elliott. VO :
Forums Orient-Express, handicaps, 15
(36-65-70-67); George V, dolby, 31 (36-
68-75-55); 40-30-20-10; Racina
Océan, 61 (36-26-19-68); UGC Odéon,
dolby, 6 (36-38-37-62); Gaumont
Champs-Elysées, dolby, 31 (43-59-04-
67); R.S. 40-30-20-10; Gaumont
Opéra France, dolby, 11 (36-65-75-55);
40-30-20-10; Bastille, handicaps,
dolby, 11 (43-07-48-60); Gaumont 68-69-23

3615
LEMONDE

PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

Julien Rachlin, Boris Kustmir, Gérard Coussé
Hindemith: Sonate pour piano et alto et piano op. 11, Trio à cordes op. 11. Brahms: Quintette pour piano et cordes op. 34. Julien Rachlin, Boris Kustmir (violon), Gérard Coussé (alto), Boris Pergamenschikov (violoncelle), Boris Berezovsky (piano).
Auditorium du Louvre, 20 heures, le 9. Tél. : 40-52-29. De 50 € à 130 €.

Orchestre de Paris
Mozart: Symphonie n° 25. Prokofiev: Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre. Schumann: Symphonie n° 4.
Michael Sanderling (violoncelle), Orchestre de Paris, Kurt Sanderling (direction).
Salle Pleyel, 20 h 30, les 11, 12 et 13. Tél. : 40-57-94. À partir d'un ticket FNAC, Virgin. De 50 € à 240 €

Hervé Jouleau, Vadim Repin, Boris Berezovsky
Hindemith: Sonate pour piano et cor en fa majeur, Sonate pour violon et piano op. 11, 12. Brahms: Sonate pour piano et piano op. 108. Trio pour piano, violon et cor op. 40.
Hervé Jouleau (cor), Vadim Repin (violin), Boris Berezovsky (piano).
Auditorium du Louvre, 20 heures, le 12.

Répertoire orchestral de 50 F à 150 F :
 Orchestre national
 de France
 Glinka : Symphonie sur deux thèmes russes. Moussorgski : Une nuit sur le mont Chauva. Mossolov : Concerto pour piano et orchestre n° 2. Prokofiev : Symphonie n° 3.
 Émila Naoumoff (piano), Chœur de Radio-France, Orchestre national de France, Vassily Sineytsky (direction).
 Théâtre des Champs-Élysées, 20 heures.
 T. 181 : 49-52-30-50. De 50 F à 175 F
 Jean-Març Phillips (piano), Adrienne Krausz (piano).
 Bartok : Rapides pour violon et orchestre n° 1 et 2. Liszt : Grand Duo pour violon et orchestre.
 Jean-Març Phillips (piano), Adrienne Krausz (piano).
 Auditorium Saint-Germain, 20h30, le 12. T. 181 : 46-33-87-03. 115 F
 Ferenc Vési (piano).
 Haydn, Schubart, Liszt, Beethoven : sonates pour piano. Debussy : préludes pour piano.
 Ferenc Vési (piano).
 Maison de l'Europe, 20h30, le 12. T. 481 : 45-31-85-85. Location Phac. 100 F
 Orchestre
 du Conservatoire
 de la Mairie : Symphonie n° 10, adagio.
 Mahler : Les Indes galantes, les Sautes de la Sirene.
 Orchestre du Conservatoire, Ensemble InterContemporain, Pierre Boulez (direction), Les Arts florissants, William Christie (direction).

Ôte de la Musique, 20 heures, les 12 et 13, 78. Tél. : 44-54-45-63. De 100 F à 160 F

Jean-François Heisser

Beethoven: Trente-trois variations sur un thème de valse de Diabelli op. 120.

Jean-François Heisser (piano).

Châtelet: *Théâtre musical de Paris*, 12 h-45, le 13. Tél. : 40-28-26-40. 50 F.

Orchestre philharmonique de France

Sibelius: Finlandia, Chostakowitch: Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2. Schubert: Symphonie n° 9.

Natalia Gutman (violoncelle), Orchestre philharmonique de Radio-France

Théâtre des Champs-Élysées, 20 heures, le 13. Tél. : 49-52-50-15. De 50 F à 220 F

Katja Skanavi

Schubert: Improvisati op. 142. Schumann: Sonates d'enfants, Chopin: Berceuse, Sonates op. 35, Variations brillantes op. 99.

Katja Skanavi (piano).

Salle Gaveau, 20h30, le 13. Tél. : 49-53-05-07. De 90 F à 200 F

Orchestre de Paris

Prokofiev: Symphonie concertante pour violoncelle et orchestre op. 125.

Orchestre philharmonique 25.

Michael Sanderling (violoncelle), Orchestre de Paris, Kurt Sanderling

(direction).

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 11 heures, le 14. Tél. : 40-28-28-40. 30 F.

Midi.

Robert Mac Donald
Schubert : Fantasia pour violon et piano, Beethoven : Sonate pour violon et piano op. 23, Szymanowski : Nocturne et Tarentella.
(violon), Robert MacDonald (piano).

Théâtre de la Ville, 18 heures, le 14. Tél. : 42-74-22-77. 80 F.

Daniel Barenboim
Beethoven : Sonates pour piano op. 10 n° 3 et 10 n° 5, Schubert : Trois pièces pour piano op. 11.

Daniel Barenboim (piano).

Côté de la Musique, 18 heures, le 14. Tél. : 44-84-45-63. De 100 F à 160 F.

Ensemble musical
A Sei Voci
Desprez : Messe de Beata Vergine, Motets à la Vierge.
Ensemble vocal A Sei Voci, Bernard Félty-Garnus (direction).

Théâtre national du Moyen Âge
Musique pour piano, 20 h 30, le 14. Tél. : 45-51-17. 100 F.

Orchestre national d'Ile-de-France
Garswin : Porgy and Bess, suite. Bernstein : Trois danses. Wagner : La Chevalerie de la Walkyrie. Barber : Les Capricins op. 11. Williams : Suite symphonique.

Orchestre national d'Ile-de-France, Jacques Merder (direction).

Salle Pleyel, 20 h 30, le 14. Tél. : 45-47-43.

53-55. De 70 F à 140 F.

Alfred Daltrop
Dmitri Sitkovsky
Raury : Quatuor pour piano et trio à

cordes up to 15. **Brahms: Quatuor pour piano et cordes op. 25.**
Dmitry Sitkovetsky (violin), David Geringas (violoncelle), Kim Kashkashian (alto), Michel Daubert (piano).
Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures
44-84-45-63. De 60 à 300 F.

Kun-Woo Paik.
Debutus: Children's Corner. L'ort: Balade pour piano n° 2.
Kun-Woo Paik (piano).
Châtelet. Théâtre musical de Paris.
11 h 30, le 15. Tél.: 40-28-28-40, 80 F.

William Christie,
Christophe Rousset
Le Roux: Suite en fa majeur, Coucher de soleil, Suite de l'Impromptu, Sérénade, L'hermin: Quatuor op. 25. W. F. Bach: Concerto pour clavier, cordes et continuo en fa majeur.
William Christie, Christophorus Rousset (clavier).
Théâtre de la Musique, 14 h 30, le 15. Tél.: 44-84-45-63. De 60 à 100 F.

Ensemble Intercontinental
Berg: Concerto de chambre. Mahler: Symphonie n° 10, adagio.
Ensemble Inter Continental,
professeur du Conservatoire, Pierre Boulez (directeur).
Châtelet de la Musique, 16 h 30, le 15. Tél.: 44-84-45-63. De 60 à 100 F.

Orchestre des Concerts Lamoureux:
Ravel: Tzigane. Pârt: Freres. Mozart:
Sonate pour violon et orchestre:
14.15. 44-74: Concerto pour violon.
Mendelssohn: Concerto pour violon et
orchestre n° 2.
Marie Scheublé, Laurence Kayeyle,
Marie-Amick Nicolas, Igor Olszak
(violin), Orchestre des Concerts
Lamoureux, Grzegorz Nowak (direction).
Salle Pleyel, 17 h 45, le 15. Tél.: 45-63-
60-62. Location FNAC. De 65 F à 170 F.
Lynn Harrell, Michel Béroff
Hindmith: Sonate pour violoncelle
op. 25, Variations pour piano. Brahms:
Sonate pour violoncelle et piano op.
38. Sonate pour violoncelle et piano
op. 99.
Lynn Harrell (violoncelle), Michel Béroff
(piano).
Auditorium du Louvre, 20 heures, le 16.
Tél.: 40-50-52, 23. De 50 F à 130 F

Les Voces du Flauto

Mozart: Concerto pour Flauto.
Giovanni Furlanetto, Christophe Lécuyer,
Sergio Furlanetto, Ludovic Tezier, Odette
Henry (comte Almaviva), Janice Watson,
Véronique Gires (comtesse Almaviva),
Ezbieta Semykova, Verónica Canales
(Susanna), Francesca
Cassella (Donna Elvira), Paolo
Ponchi (Don Basilio), Marcello Lippi,
Jean-Marie Feraud (Bartholo), Chœurs et
orchestre de l'Opéra de Lyon, Paolo Olmi
(direction), Jean-Pierre Vincent (mise
en scène).

Opéra de Lyon. Théâtre des Amandiers, 20
heures, les 10, 11, 13 et 14; 15 heures, le
15. Tél.: 44-74-70-00. Location FNAC.
300 F.

PARIS-ÎLE DE FRANCE

Ballet de l'Opéra de Paris
 Jiri Kylian : *Sinfonietta*, George Balanchine : *Agon*, Maria Graham : *Temptations of the Moon*.
Ono-Schindler, 19 h 30, les 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17-19-23-24-25. Location RNAC de 40 F à 250 F.
 Collectif Mouov.
 Collectif mouov : *Sobedo*,
 Antony, Théâtre Firmin-Gémier, 21 heures, le 13. Tarif : 45-66-62-74. 110 F.
 N. Théron, *Maïakovski la musique*, 19 h 30, les 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17-19-23-24-25. Location RNAC, Vignier, 120 F.
 Compagnie Odile Duboc
 Odile Duboc, *Pour mémoire*.
 Montigny-Le Bretonneux, Théâtre de la Montagne, 19 h 30, le 14. Tarif : 30-55-59-60. De 60 F à 110 F.
 Terre, Danse, Percussions
 Titi Cernus, François Bedel, Alexandre Régis, José Manuel Fernandez, Chantal, Adriana Pagueyrolles, François Chabaud, Jean-Pierre Dupont, Jacques Surès, *Théâtre Jean-Viel*, 21 heures, le 13. Tarif : 45-57-98-100, 130 F.

Boulez, 70 ans

C'est le sixième anniversaire de Pierre Boulez qu'il s'agit de célébrer en fanfare. Le Théâtre des Champs-Élysées convie le chef d'orchestre compositeur pour six concerts à la tête de l'Orchestre symphonique de Londres, accompagnés d'une série d'ateliers, de conférences, de rencontres, de projections et de débats. Série inaugurée, le 27 janvier, par Dominique Jateau, maître de cette partie des cérémonies. Les concerts débutent le 31 janvier, avec Daniel Barenboim dans le *Premier Concerto* pour piano de Bartok. A chaque fois, une œuvre de Boulez sera exécutée par les Britanniques sous la direction de Boulez en personne : *Notations I-IV* (le 31 janvier 95) ; *ivre pour cordes* (le 1^{er} février) ; *Vivace nuptial* (le 2 février) ; *Psi* selon *pili* ; *Improvisation III* (le 11 mars) ; *Messaggiaggi* (le 12 mars) ; *Figures, Doubles, Primes* (le 13 mars). A partir du 27 janvier, Théâtre des Champs-Élysées. Tél. : 49-52-50-50 (transcénements).

PUBLICITÉ

KENNETH BRANAGH ROBERT DE NIRO

FRANKENSTEIN

d'après MARY SHELLEY

IL EST VIVANT

DE SÉRIER PAR COLUMBIA TRISTAR FILMS D'AMERICA

Attraction avec un vaudeville
da Nell Jordan, avec Tom Cruise, Brad Pitt, Antonio Banderas, Stephan Rea,
Christie Saterkline. Etats-Unis (2 heures).
Métro : 12 ans.

Intervallé : 12 ans.

Ouvre : Forum Horizon, handicapsés,
doly, 18° (36-68-51-25) ; Gaumont
Parnasse, doly, 18° (36-68-75-75)
r.s. ; rés. : 40-30-20-10 ; Publicis
Opéra, r.s. (47-43-56-31) ; UGC
Normandie, doly, 18° (36-68-75-55) ;
UGC Bastille, 11° (36-68-59-81) ;
UGC (36-68-57-90-81) ; 36-68-69-27) ; UGC
Gobelins, doly, 18° (36-68-22-27) ;
Gaumont Parnasse, doly, 18° (36-68-
75-75) ; 14 Juliette Odéon, doly, 18°
(43-25-59-83) ; UGC (45-75-79-75) ; 36-68-
75-75) ; Majestic Passy, doly, 18° (42-24-
46-24) ; Pathe Wexler, handicapsés, doly, 18°
(36-68-20-22).

Beaux préféré
de Gérard Corbiau, avec Jean-Louis
Barr, Robert Iler, Margherita Buy,
François (1 h 50).
Gaumont les Halles, 11° (36-68-75-55) ;
rés. : 40-30-20-10 ; Bretagne, G (36-65-
70-70) ; 40-30-20-10 ; UGC Danton,
doly, 18° (36-68-34-21) ; La Pagode,
7° (36-68-75-75) ; Gaumont
Ambassade, doly, 18° (43-59-19-08) ;
36-68-75-75 ; rés. : 40-30-20-10 ; Saint-
Lazare-Passquier, doly, 18° (43-87-35-
35) ; UGC Opéra, doly, 18° (36-68-75-75) ;
36-68-21-21 ; La Bastille, 11° (43-07-
48-30) ; UGC Lyon Bastille, 12° (36-68-
62-62) ; Gaumont Gobelins Fauvette,
doly, 18° (36-68-75-55) ; Gaumont
Parnasse, 14° (36-68-75-55) ; Gaumont
Alambic, doly, 18° (43-59-19-08) ;
75-55 ; rés. : 40-30-20-10 ; 14 Juliette
Beaugrenelle, doly, 15° (45-75-79-79) ;
36-68-69-24) ; Gaumont Conventio,
doly, 18° (36-68-75-55) ; 40-30-20-10 ;
UGC Maffiot, doly, 17° (36-68-31-34)
10) ; Majestic Passy, doly, 18° (42-24-
46-24) ; UGC Maffiot, 17° (36-68-31-34) ;
Pathe Wexler, handicapsés, doly, 18°
(36-68-20-22).

Fils préféré
de Gérard Corbiau, avec Jean-Marie
Bel, Bernard Giraudeau, Jean-Louis Barr,
Robert Ileritzka, Margherita Buy,
Françols (1 h 50).
Gaumont les Halles, 11° (36-68-75-55) ;
rés. : 40-30-20-10 ; Bretagne, G (36-65-
70-70) ; 40-30-20-10 ; UGC Danton,
doly, 18° (36-68-34-21) ; La Pagode,
7° (36-68-75-75) ; Gaumont
Ambassade, doly, 18° (43-59-19-08) ;
36-68-75-75 ; rés. : 40-30-20-10 ; Saint-
Lazare-Passquier, doly, 18° (43-87-35-
35) ; UGC Opéra, doly, 18° (36-68-75-75) ;
36-68-21-21 ; La Bastille, 11° (43-07-
48-30) ; UGC Lyon Bastille, 12° (36-68-
62-62) ; Gaumont Gobelins Fauvette,
doly, 18° (36-68-75-55) ; Gaumont
Parnasse, 14° (36-68-75-55) ; Gaumont
Alambic, doly, 18° (43-59-19-08) ;
75-55 ; rés. : 40-30-20-10 ; 14 Juliette
Beaugrenelle, doly, 15° (45-75-79-79) ;
36-68-69-24) ; Gaumont Conventio,
doly, 18° (36-68-75-55) ; 40-30-20-10 ;
UGC Maffiot, doly, 17° (36-68-31-34)
10) ; Majestic Passy, doly, 18° (42-24-
46-24) ; UGC Maffiot, 17° (36-68-31-34) ;
Pathe Wexler, handicapsés, doly, 18°
(36-68-20-22).

Kaspar Hauser
de Peter Seiler, avec André Eiermann,
Willy Korschik, Hans-Joachim
Thielbach, Udo Samel, Alfredd (2 h 17).
VO : Cîné Beaugrenelle, handicapsés, 3°

(36-68-69-23); Sept Parmassiens, dolby, 15 (36-69-30-32-30).
Léon
de Luc Besson, avec Jean Reno, Gary
Oldman, (1 h 48), Invidant-12 ans.
L'ambassadeur d'ambassade, dolby, 8
(43-59-19-08); 36-68-75-75; res: 40-30-
20-10; Grand Pavlov, 15 (45-54-46-85;
dolby, 15 (40-30-20-10); Saint-Lambert,
res: 40, 15 (45-32-91-68); Studio 28, 18
(40-30-20-10); C. G. G. G. G. G. G. G. G.
Franchi, dolby, 8 (36-68-75-55; res:
40-30-20-10); Les Montparnasse, 14 (36-
65-70-47; res: 40-30-20-10).
L'ouïr pas d'eff non
L'ouïr pas d'eff non, 40-30-20-10, avec Marie
Bunel, Manuel Bria, Céline Wida,
Geneviève Pasquier, Mordine Weyer-
gangs, Harry Cleven. Franco-suisse (1 h
Studio des Unsulines, handicaps, 5
13-36-19-09; res: 40-30-20-10).
Le Rol ten

[illegible]

handicaps, dolyba, 8 (43-87-35-43; 36-65-71-88); UGC Biarritz, dolyba, 8 (36-68-48-58; 36-65-70-81); Gaumont République, dolyba, 8 (36-68-75-85; 36-69-70-81); Les Nations, dolyba, 12 (43-84-04-67; 36-65-71-33; rés.: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolyba, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvetté, handicaps, dolyba, 13 (36-68-75-52); Gaumont Alésia, handicaps, dolyba, 14 (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Miramax, dolyba, 14^e (36-65-70-33; rés.: 40-30-20-10; 14 Juliette Baugrenelle, dolyba, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Convention, dolyba, 19 (36-68-75-55; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Paris, dolyba, 19 (36-68-31-34); Pathé Wapler, handicaps, dolyba, 18 (36-68-20-22); Le Gambetta, dolyba, 20^e (46-35-10-56; 36-65-71-44; rés.: 40-30-20-10).

Vallées d'armes
Marcel Ophüls, Français (3 h 45).
VU : Saint-André-des-Arts L 6 (43-68-48-18).

Wallace et Gromit
de Nick Park, Grand Gillesozzi, Jeff Newitt, Petal Lord. Britannique 19 (45-75-55-55).

VU : Ciné Beaubourg, handicaps, dolyba, 3 (36-68-69-23); Europa Pantheon (ex-Référé Panthéon), handicaps, dolyba, 5 (43-54-15-04); UGC Rotonde, dolyba, 6 (36-65-70-34); UGC Rive Gauche, dolyba, 6 (36-65-70-34); UGC Rive Gauche, dolyba, 14 (43-54-15-04); Paramount Opéra, handicaps, dolyba, 9 (47-42-56-31; 36-68-61-09; rés.: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolyba, 12 (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13 (36-68-75-52); Mistral, handicaps, 14^e (36-68-22-15); UGC Convention, 14^e (36-68-22-15; 36-68-29-30).

REPRISES

Peau d'âne
de Jacques Demy, avec Catherine Deneuve, Jean Marais, Jacques Perrin, Micheline Presle, Delphine Seyrig, Fernand Ledoux. Français, 1970 (1 h 40).
14 juillet Parnasse, 6° (43-26-58-00 ; 36-58-59-02).

Les Raisins de la colère
de John Ford, avec Henry Fonda, Jane Darwell, John Carradine, Russel Simpson. États-Unis, 1940, noir et blanc (2 h 10).

LATREILLE
45, rue André-des-Arts 63000 Clermont-Ferrand
SOLDES ANNUELS
à tous nos rayons
62 rue St André-des-Arts 6
Tél. 43.29.44.10
PARCOURS ATTENTIVEMENT VOTRE MAGASIN

100

هكذا من الأصل

France 3 sensibilise les enfants aux dangers de la rue

LES ACCIDENTS de la route sont la première cause de mortalité des trois-cinq ans. Face à ce triste constat, la Sécurité routière a décidé de réagir et s'est associée à France 3 pour lancer une campagne de sensibilisation.

Désormais, tous les jours, à 7 h 15, dans « Bonjour Babar », « Max dans la rue » raconte les aventures urbaines d'un petit garçon de cinq ans, que son étourderie met constamment en danger.

CHAMP VISUEL

Le dessin de cette production est réduit à l'épure, et les messages volontairement simplifiés, concentrés sur un seul thème et répétés plusieurs fois. La conception, elle, s'est appuyée sur des observations très précises.

Les études menées par la Sécurité routière montrent notamment que le champ visuel d'un enfant est réduit de moitié par rapport à celui d'un adulte. Un bambin ne réagit également qu'à un seul son à la fois et n'est pas capable d'identifier avec précision sa provenance. Avant six ans, l'enfant n'a, en somme, pas acquis le sens du danger. Max est désormais là pour l'y aider.

V. Ca

* « Max dans la rue », pendant « Bonjour Babar », à partir de 7 h 15 sur France 3.

« Télématin » fête ses dix ans dans la sérénité

Avec ses 52,5 points de parts de marché, l'émission animée par William Leymergie sur France 2 a pour seul concurrent « Babar » sur France 3



Certes mais pas démesurément. Rien n'avait en effet été conçu au hasard. Une étude longue et minutieuse avait même été réalisée au préalable sur les attentes du public.

William Leymergie, le jeune présentateur qui a été choisi pour animer cette nouveauté, est euphorique. « Je savais à l'époque qu'il cherchait un homme de plus de trente-cinq ans, à la fois père de famille, déconneur et journaliste, dit-il. J'étais sur la liste. La machine a en quelque sorte déguilé ma trombine. » Dès le deuxième jour, l'émission est un succès.

L'équipe est heureuse. Etomée ?

chaînes à jouer la contre-programmation plutôt que la concurrence. Seule TF 1, avec « Bonjour la France », parviendra à tenir le pari jusqu'en 1988, laissant définitivement à « la deuxième » l'exclusivité d'une télé du matin régulière.

PUBLIC RAJEU

Seule en lice, l'émission de France 2 ne s'est pas pour autant endormie sur ses lauriers. Depuis dix ans, l'équipe de « Télématin » reste rigoureusement attentive aux besoins de son public, le regard fixé sur les variations d'Audimat.

rubrique par rubrique, le courrier, les appels téléphoniques et les

retours Minitel. Les séquences, de quatre minutes trente chacune, appropriées à notre étourderie matinale, et cocooning pour être « regardées en passant d'une pièce à l'autre » ont ainsi pu changer de place ou de présentateurs, disparaître ou être modifiées tandis que d'autres ont surgi.

Le ton aussi a évolué. S'il demeurait convivial et chaleureux, les qualités indispensables à cette tranche horaire, il s'est fait plus vif. « Depuis dix ans, j'ai le sentiment de m'adresser non pas à une assemblée mais à un individu, précise William Leymergie. Le soir, les téléspectateurs regardent la télé-

sian en couple ou en famille; le matin, ils sont plutôt seuls. En débarquant chez des gens qui sont en peine, vous n'êtes pas perçu comme n'importe quel invité mais comme un membre de la famille que l'on regarde avec un peu plus d'affection. J'ai donc toujours tenu un ton courtis. En revanche, au début, on la jouait érudite. C'était drôle, mais surtout doux et aimable. Aujourd'hui, je parle moins aux auditeurs dans l'oreille. C'est toujours chaleureux mais plus décontracté et plus tonique. »

Ce changement, l'animateur-producteur l'a décidé par envie mais aussi parce que le public de « Télématin » a tendance à rajeunir. Mieux, l'émission touche une population plus active qu'avant. Depuis un an les matins de William Leymergie grignotent ostensiblement les « 35-49 » et commencent à séduire les « 25-34 ». Aujourd'hui, les trois quarts des téléspectateurs de plus de quinze ans qui sont devant la télévision de 6 h 30 à 8 h 30, regardent « Télématin » qui peut se vanter d'avoir réalisé, de septembre à décembre 1994, selon les chiffres Médiamétrie, 52,5 % de part de marché sur les plus de quatre ans (et 71,4 % sur les adultes, contre 50 % en 1989).

Actuellement le « sonci » de « Télématin », son seul véritable concurrent, c'est... « Babar » diffusé sur France 3. « Entre Babar et nous, France Télévision obtient 75 % du marché. Le matin, ça va; si on voulait faire mieux, ce serait excessif, non ? »

Véronique Cauhapé

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.30 Série : Côte Ouest. 16.10 Série : Superboy. 16.30 Série : La Nél et les Abeilles. 17.00 Club Dorville. 17.15 Série : Seconda B. 17.45 Série : La Fête à la maison. 18.15 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.05). 18.50 Studio Gabriel (et à 19.25). 19.00 Flash d'informations. 19.59 Journal. 20.00 Journal. La Minute hippique et météo. 20.45 Magazine : Perdu de vue. Présenté par Jacques Pradel. 22.55 Série : Columbo. 0.15 Série : Agence tous risques. 1.10 Journal et météo. 1.25 Magazine : 7 sur 7. 2.15 TF 1 nuit (et à 3.10, 3.50, 4.55). 2.25 Programmes de nuit. 	13.45 Série : Un cas pour deux. 14.50 Dans la chaleur de la nuit. 15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.00). 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : La Fête à la maison. 18.15 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.05). 18.50 Studio Gabriel (et à 19.25). 19.00 Flash d'informations. 19.59 Journal. 20.00 Journal. La Minute hippique et météo. 20.50 Série : Antoine Rives. 22.25 Magazine : Ça se discute. 23.40 Journal. 0.05 Le Cercle de minuit. 1.25 Programmes de nuit. 	13.05 Magazine : Vincent à l'heure. 14.50 Série : La croisière s'amuse. 15.40 Série : Magnum. 16.30 Les Minijournaux. 17.15 Série : La Fête à la maison. 18.15 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.05). 18.50 Studio Gabriel (et à 19.25). 19.00 Flash d'informations. 19.59 Journal. 20.00 Journal. La Minute hippique et météo. 20.55 Cinéma : La Poudre d'escampette. 22.50 Météo et Journal. 23.20 Cinéma : Predator 2. 1.05 Musique : Cadran lunaire. 	13.30 Téléfilm : Les Amours de Claire. 17.00 Variétés : Art Machine. 17.30 Série : Nimitz Junior. 18.00 Série : Brisco County. 18.54 Flash d'informations. 19.00 Série : Code Quantum. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby Show. 20.35 Magazine : Ciné 6. 20.50 Cinéma : Brubaker. 23.00 Cinéma : Vagabond. 0.30 Magazine : Culture pub. 0.55 Série : Jazz 6. 2.00 Rediffusions. 	13.35 Téléfilm : Vengeance sur parole. 15.05 Magazine : Télé dimanche. 16.45 Cinéma : Miam. 18.00 Canaille peluche. 18.30 Ça cartoon. 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. 19.20 Magazine : Zébrama. 19.55 Magazine : Les Galignois. 20.30 La Journal du cinéma. 20.35 Cinéma : Mo'Money. 22.00 Flash d'informations. 22.10 Documentaire : Guy Debord. 23.10 Cinéma : La Société du spectacle. 0.35 Documentaire : Réhabilitation de tous les jugements. 1.00 Cinéma : Latcho Drom. 2.35 Surprises (25 min). 	13.30 Magazine : Dédé. 14.00 Documentaire : A tous vents. 15.45 Les Escapades du samedi. 18.00 Documentaire : Le Chénier. 18.30 La Minute des animaux. 19.00 Magazine : Confetti. 19.30 Documentaire : La Légende du sport. 19.55 Magazine : Actual. 20.27 Chronique : Chaque jour pour Sarajevo. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Cinéma : Les Démoniaques de Rochefort. 22.25 Cinéma : La Fin du bon vieux temps. 0.05 Courts métrages : Court-circuit (60 min.).

CÂBLE

TV 5 18.55 Le Grand Jeu (et 21.35, 0.25).
 19.00 Paris lumière. 19.25 La Météo des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Enjeux du Point. Rediff. de la télévision québécoise. Les assurances. Un voyage dans l'Ouest canadien, pays des dinosaures. 21.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Thalassa. Rediff. de France 3 du 6 janvier. 22.35 Documentaire : URSS. 1. 1900-1939 : la révolution confisquée. de Krzysztof Kieślowski. 23.30 Montagne. Rediff. de France 3. 0.00 Journal de France 3. Édition Soir (25 min).
 PLANÈTE 19.50 Mystère en Appenzel. De Serge Minkoff. 20.35 Il était une fois la télé. De Marie-Claude Trillat. 21.35 De Gaulle ou l'éternel défi. De Jean Labbé. 22.40 Le souverain de la République. 22.40 Dino-saures. De Kathy White (V4). 23.35 Les trésors de David Cohen. 4. Le diable et la croix. 0.05 Un village anatolien. De Bige Berker.
 PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.55). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.25). 19.45 Café-théâtre. 20.00 Puget (et 22.55). L'univers de Pierre Puget, sculpteur, peintre, dessinateur mais aussi architecte. 21.00 La Voce della Luna. ■■ Film italien de

Federico Fellini (1990, v.o.). 23.25 Brian May. Concert enregistré à la Britton Academy à Londres en juin 1993 (60 min).
 CANAL 1 17.20 L'île aux enfants. 17.40 Les Triplés. 17.45 Bof. 17.55 Domino. Émission en direct. A 17.55, C'est comme moi ; à 18.05, Les Mille et Une Nuits ; à 18.25, Tip top clip ; à 18.30, Fantasmagorie ; à 18.55, A vos marques, prêts, partez ; à 19.00, Regarde le monde ; à 19.15, Les Animaux superstars ; à 19.20, Rébus. 19.30 Série : Les Nouvelles Aventures des Intégrités (30 min).
 CANAL JIMMY 20.00 Série : MASH. 20.30 Souvenir. Rendez-vous avec Johnny Hallyday, émission diffusée pour la première fois le 25 novembre 1991. 20.55 La Semaine sur Jimmy. 21.05 Série : New York Police Blues. 21.55 Chronique de la comédie. 22.00 Une journée de fous. ■ Film américain de Howard Zieff (1989). 23.50 Jini Hendrix Plays Monterey. Concert enregistré le 16 juin 1967. 0.40 Quatre en un (30 min).
 SÉRIE CLUB 20.05 Série : Les Années coup de cœur. 20.30 Série : Le Temps des copains. 20.40 Le Club. 20.45 Série : Wolff, Police criminelle (et 23.10). 21.35 Série : Van der Valk. 22.25 Série : Lois et Clark. 0.00 Série : Le Saint (45 min).
 MCM 20.00 MCM découvertes. 20.30 MCM Mag (et 0.00). 21.00 Passion pub. 21.30 MCM Rock Legends. Saïa. 23.00 Blah-Blah Groove. 23.30 Autour du groove.

Histoire du groove : les « Soundies ». 0.30 Blah-Blah Méta (25 min).
 MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Bedtime with Madonna. 21.30 Météo. Entretiens avec des top models. 22.00 Série : The Real World 3. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The End 7 (120 min).
 EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. Journal d'information sportive. 20.00 Speedworld. Course sur glace : Trophée Andros. 3^e manche ; Stock car : les Tyson Holly Farm 400, à Wilkesboro (Caroline-du-Nord). 21.30 Rallye. Le Dakar 95 : 9^e journée. 22.00 Eurogoals. Football européen. 23.30 Tennis. Hopman Cup : finale, à Perth (Australie) (120 min).
 CINÉ CINÉFIL 18.55 Le Tumulte. ■ Film américain de George Roy Hill (1963, N.). 20.30 L'Aventure du Tchad. ■ Film français de Willy Rosta (1953, N.). 21.50 Days of Wine and Roses. ■ Film américain de Blake Edwards (1962, N.). 23.45 La Grande Illusion. ■■ Film français de Jean Renoir (1937, N.).
 CINÉ CINÉMAS 20.30 Une étrange affaire. ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1981). 22.10 Les Gladiateurs. ■ Film américain de Delmer Daves (1954, v.o.). 23.50 L'Homme des jours. ■■ Film français de Charles Belmont (1968).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Les grosses bêtes ; les mammouths, avec Claudine Cohen. 19.30 Perspectives scientifiques. Sciences et psychanalyse. 1. Freud et les sciences. Avec André Bourguignon. 20.00 Le Rythme et la Raison. Wilhelm Furtwängler (1). 20.30 L'Histoire en direct. SOS-Racisme. Avec Bernard-Henri Lévy, Frédéric Sylva, Christian Jelen, Simane Zeghidour. 21.30 Fiction. Edgar ou le farnamisme sur un arbre perché, de Henri Duvernois. 22.40 Accès direct. Avec Jean Nouvel, architecte. 0.05 Du jour au lendemain. Avec notre collaborateur Philippe Dagen, préférer des Lettres de Derrida à Vladimir et de Pour ou contre le fauvisme. 0.50 Coda. Jack

Bruce (1).
 FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Frédéric Vitoux, journaliste, écrivain. 20.00 Concert (donné le 17 août 1994 en l'église d'Usson-en-Forez dans le cadre d'été musical Loire-Foréz) : Œuvres de Lénas, Gutierrez de Padilla, Franco, Salazar, Torices, Araújo, Glez, Durango, Fernandez, del Encina, par l'ensemble Sebastian Duron, dir. Jose Maria Barquin. 22.00 Solista. Clara Hasid, piano. Scènes d'enfants op. 15 et Variations sur le nom d'Abegg op. 1, de Schumann. 22.30 Musique pluriel. Par Anne-Charlotte Rémond. Makrokosmos 1 pour piano, de Crumb, par Emmy Hens-Dierman ; Ainsi la nuit, de Dutilleul, par le Quatuor Arditi. 23.05 Ainsi la nuit. Par Denise Bahous. Pièce pour violoncelle et piano en ut majeur op. 29, de Chausson ; Lieder sur des poèmes de Kerner op. posthume, de Schumann ; Sonate pour violon et piano n° 3 op. 25, d'Enesco. 0.00 La Rose des vents. Par Caroline Bourguin. Concert donné le 18 novembre 1994 à l'Institut du monde arabe : Ensemble Soulamia, dir.

Le guide de vos sorties

3615 LEMONDE

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ■ D Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

COCOONING ?

Programme TV
 Disques à domicile
 3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

Les émissions politiques avant la présidentielle

L'abondance de « rendez-vous » électoraux
risque d'éclipser la campagne officielle

LE TITRE de l'émission est sobre : « L'Invité », nouveau rendez-vous politique de France-Info à l'antenne lundi 9 janvier, consacre sept minutes quotidiennes aux « politiques, experts, spécialistes et chercheurs », qui ont quelque chose à dire sur la politique au sens large.

Tous les jours à 18 h 15, la radio d'information en continu de Radio-France offrira « quelque chose de très épuré sur le fond, plutôt qu'une trépanation de la phrase politique assassine », selon Patrick Boyer, rédacteur en chef de la radio, qui a imaginé ce rendez-vous avec Jean-Michel Blier, chef du service politique.

ORVENIR UN « FORUM »

France-Info ne fait pas exception : la campagne télévisée se distingue déjà des précédentes par sa précocité et par la multiplication des rendez-vous politiques, alors que les principaux candidats ne sont pas encore officiellement déclarés.

Le conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a d'ailleurs choisi de préciser, en décembre 1994 et non en janvier comme c'est la coutume, ses recommandations concernant le respect du temps de parole pendant la période qui court du 1^{er} janvier à l'ouverture officielle de la campagne, fixée au 1^{er} avril.

« L'attention est déjà très fortement concentrée sur l'élection ; il y a beaucoup d'interventions d'hommes politiques sur ce sujet », justifie le CSA.

Depuis la récente déclaration

de son-candidature de Jacques Delors à 7 sur 7 (TF 1), la bataille pour devenir la radio ou la télévision « forum » est engagée. Sur La Chaîne Info (LCI), le rendez-vous quotidien de Guillaume Durand s'est déjà imposé.

UN ESPACE DE RÉFÉRENCE

Mais Jean-Pierre Elkabbach, président de France-Télévision, ne cache pas sa volonté de faire de la télévision publique l'espace de référence de la campagne, et multiplie les rendez-vous politiques à partir du lundi 23 janvier : « La France en direct », deux heures par mois à 20 h 50, présentée par Bruno Masure ; l'émission « Carnet de campagne », chaque jeudi, après le journal de 20 heures.

Cette « floraison » participe d'un phénomène plus général : la publicité politique. Étant désormais très réglementée, les médias, et notamment la télévision, y gagnent en importance.

Les émissions dites « officielles » devraient donc être définitivement reléguées dans les oubliettes de l'Audimat avec l'effacement de ces nouveaux rendez-vous.

Surtout si certains (comme « Carottes de campagne ») donnent à l'invité « les moyens techniques de traiter deux à trois sujets en images » pour étayer leurs thèses, comme le faisaient déjà certaines émissions officielles.

Ariane Chemin

Stéphane Paoli porte-parole de l'humanitaire sur France 2

UNE NOUVELLE ÉMISSION « à vocation humanitaire » prendra place sur France 2, un samedi par mois, à partir du 28 janvier. Présentée en direct par Stéphane Paoli, chroniqueur à France-Inter et directeur de collection à Ellipse programmes (une filiale de Canal Plus), « Les Ailes de l'Espoir », a pour vocation d'aider les Français qui aident le monde.

Grâce à des duplex et à des reportages, chaque numéro du magazine, produit par Télé-Union, fera escalade dans un pays différent :

Haïti, la Roumanie, Gaza... A chaque fois, des collectes seront organisées sous l'égide de la Fondation de France pour aider trois projets humanitaires. France 2 ouvrira aussi une banque de données, dans laquelle toutes les associations et tous les pays pourront puiser. Trois témoins seront présents sur le plateau : Carole Bouquet, Mgr Gaillot et Ernest Pépin, le 28 janvier. « Mais attention, prévient Stéphane Paoli, en aucun cas je n'animerai une émission de variétés ».

Métamorphose

par Daniel Schneidermann

COMMENTER ici une émission de télévision d'actualité, le jour même, de croiser les participants dans l'ascenseur ou à la cafétéria est un plaisir pour le moins mitigé. On s'en dispenserait bien.

On se hâterait volontiers de saisir, si on le pouvait, n'importe quel prétexte, le procès du stade de Furiani, la lente invasion de Grozny, ou même l'annonce de la candidature d'Antoine Waechter, tout ce qui tombe sous la main, pour éviter le sujet. Mais ce ne fut pas un week-end facile : deux nouveaux candidats seulement à l'élection présidentielle, la neige sur Washington, la mort d'un compositeur de chansonsnettes.

Et puis, pourquoi le cacher, on était curieux d'assister à l'événement : Le Monde, le nôtre, l'austère, le sérieux, le grave Monde tombant tout cru, un long dimanche d'hiver, grâce à la diligente bienveillance de France 2, dans la délicate marmitte de la télévision. Comment eût-on manqué le rendez-vous ?

Ce fut, avant un lundi historique, un mémorable dimanche. Nos trois braves amis Véronique Mortaigne, Eric Fottorino et Bertrand Poirot-Delpech, mis au journal pour le meilleur et pour le pire par les liens sacrés de l'écriture, désignés par quelque mystérieuse infortune du sort pour aller défendre le destin du nouveau Monde dans « Le monde est à vous » de Jacques Martin, portèrent aussi haut qu'ils purent les couleurs de la rue Falguière.

Vallant trio de petites chèvres égarées dans la société du spectacle, ils se battirent jusqu'au lever du jour, avant de succomber sous les encouragements carnavalesques du grand méchant animateur. En un mot comme en cent, entre un ténor, une soprano, et un groupe folklorique polynésien, on leur posa des questions, et des plutôt malicieuses. Quelle est la distance de la Terre au Soleil ? De combien les femmes ont-elles grandi en un siècle ? Est-ce au secondaire, au tertiaire ou au quaternaire que se sont jointes - ou disjointes, on ne se souvient plus - les deux Amériques ? A quelle époque vivait Gutenberg - ou, celui de la galaxie ?

L'on assista alors à ce spectacle réconfortant : la métamorphose de trois dignes membres de la Société des rédacteurs - dont un académicien - en braves caecres sympathiques. On se félicitait de ne point avoir été désigné par le tirage au sort.

Eût-on reconnu mieux que les camarades l'air de La Vie parisienne ? Sans doute eût-on sifflé sous Louis XIII plutôt que sous Louis XV l'existence de Théophraste Reaoudot, lointain inspirateur du nouveau Monde. Mais, sous le coup de l'émotion, on ne peut jurer de rien. Brave homme de tortionnaire, Jacques Martin jubilait. L'actualité lui servait sur un plateau les cancrès les plus titrés de sa carrière, il n'allait pas les laisser échapper. Le groupe polynésien fut parfait.

MARDI 10 JANVIER

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.35 Feuilles de la fleur de l'amour.</p> <p>14.30 Série : Côte Ouest.</p> <p>15.10 Série : Superboy.</p> <p>16.30 Série : La Miel et les Abeilles.</p> <p>17.00 Club Dorothée.</p> <p>17.55 Série : Premiers baisers.</p> <p>18.25 Série : Les Filles d'à côté.</p> <p>18.40 Série : Beverly Hills.</p> <p>19.50 Divertissement : La Babette Show (et à 1.40).</p> <p>20.00 Journal, Tiers, La Minute hippique et Météo.</p> <p>20.45 Cinéma : Taquin Sunrise. Film américain de Robert Towne (1988).</p> <p>22.45 Les Films dans les salles.</p> <p>22.55 Téléfilm : Fréquence charme. De Nelly Nosh, avec Shannon Tweed, Vernon Wells. Aventures d'une spécialiste des questions de sexe à la radio.</p> <p>0.35 Magazine : Je suis venu vous dire... Présenté par Florence Belkacem.</p> <p>1.45 Journal et Météo.</p> <p>1.55 Magazine : Patrouille de France (rediff.).</p> <p>2.20 TF 1 nuit (et à 3.15, 3.55, 4.55).</p> <p>2.30 Programmes de nuit.</p> <p>Peter Ström ; 3.25, Histoire naturelle (et à 5.30) ; 4.05, Les Aventures du jeune Patrick Picaud (4^e épisode) ; 5.05, Musique.</p>	<p>13.45 Série : Un cas pour deux.</p> <p>14.50 Dans la chaleur de la nuit.</p> <p>15.40 Tiers.</p> <p>15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.10).</p> <p>Folies de France.</p> <p>16.45 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.15 Série : Seconde II.</p> <p>17.45 Série : La Pêche à la maison.</p> <p>18.15 Jeu : Quel le meilleur gagne (et à 2.25).</p> <p>18.50 Studio Gabriel (et à 19.25).</p> <p>Invités : Daniel Gelin, Marie-France Pisier, Thierry Lhermitte.</p> <p>19.20 Flash d'informations.</p> <p>19.50 Journal. Suivi du résumé du Rallye Grenade-Dakar et Météo.</p> <p>20.50 Cinéma : L'Étrénel. Film français de Michel Lang (1983). Avec Roger Hanin, Cio Goldsmith, Simon Ward.</p> <p>22.30 Magazine : Ça se discute. Présenté par Jean-Luc Delarue. Vice et délices des jeux d'argent. 2. Pris aux jeux.</p> <p>23.55 Journal, Météo et Journal des courses.</p> <p>0.35 Le Cercle de minuit.</p> <p>Spécial poésie.</p> <p>Programmes de nuit.</p> <p>Le Journal du Rallye Grenade-Dakar (rediff.) ; 1.55, Studio Gabriel (2^e partie, rediff.) ; 2.55, Dessin animé (et à 5.05) ; 3.00, 24 heures d'info ; 3.50, L'Enfant thaïlandais ; 4.15, Ingres.</p>	<p>13.05 Magazine : Vincent à l'heure.</p> <p>14.50 Série : La Croisière s'annule.</p> <p>15.40 Série : Magnum.</p> <p>16.30 Les Minutaires.</p> <p>Les Aventures de Tintin : Le Sceptre d'Ottobello (2^e épisode) ; Peter Pan ; Il était une fois l'homme.</p> <p>17.40 Magazine : Une plume d'or.</p> <p>En direct du Rallye Grenade-Dakar.</p> <p>18.20 Questions pour un champion. Jeu animé par Julien Lepers.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>Le Grand Couché de Guy Dupré.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>A 19.05, Journal de la région.</p> <p>20.05 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.30 Tout le sport.</p> <p>À 20.35, Journal du Rallye Grenade-Dakar, en direct.</p> <p>20.55 Spectacle : Les Grands Cirques du monde. Le Cirque Maira Orfé (Italie) ; Le Cirque Buzs (Allemagne). Commentaires de Sergio.</p> <p>22.25 Météo et Journal.</p> <p>22.50 Mardi chez vous.</p> <p>Programme des télévisions régionales.</p>	<p>13.30 Téléfilm : Ils étaient tous mes enfants. D'Ed Shein, avec Linda Lavin, Torquil Campbell.</p> <p>Polono, 1945. Une femme découvre une certaine d'entente jadis rompue des camps de concentration et abandonnés de tous.</p> <p>17.00 Variétés : HRT Machine.</p> <p>Mission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter.</p> <p>17.30 Série : Brimont Junior.</p> <p>18.30 Série : Brimont Junior.</p> <p>Brisco avoc.</p> <p>18.54 Six minutes première édition.</p> <p>19.00 Série : Code Quantum.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Série : Cosby Show.</p> <p>20.35 Magazine : Grandeur nature. Serengeti (2). La migration. Cinéma animalier.</p> <p>20.50 Série : Docteur Quinn, femme médecin. Une question de chance. Le retour de Tom. Avec Jane Seymour, Joe Lando.</p> <p>22.30 Téléfilm : Le Serment du sang. De Paul Wendkos, avec Melissa Gilbert, Joe Penny.</p> <p>Une jeune styliste épouse un brillant avocat. Peu après elle découvre qu'il fait partie de la Mafia.</p> <p>0.15 Magazine : Zone indurée. Présenté par Patrick de Carolis.</p> <p>2.00 Rediffusions.</p> <p>Culture pub ; 2.25, Le Nil des pharaons ; 3.20, La Fête d'Alais 1991 ; 4.45, Blues for Two ; 5.10, Fox O ; 5.35, La Tête de l'emploi.</p>	<p>13.35 Cinéma : Coup de fouet en retour. Film américain de John Sturges (1955).</p> <p>14.55 Magazine : 24 heures (rediff.).</p> <p>15.50 Surprises (et à 17.50).</p> <p>16.10 La Journal du cinéma.</p> <p>16.15 Cinéma : Mr Wonderful. Film américain d'Anthony Minghella (1993).</p> <p>18.00 Cinéma peluche.</p> <p>En clair jusqu'à 20.35</p> <p>18.30 Ça cartoon.</p> <p>18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi puis, à 19.10, par Philippe Glébas et Antoine de Caunes.</p> <p>19.20 Magazine : Zébrama.</p> <p>19.55 Magazine : Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma.</p> <p>20.35 Cinéma : Chute libre. Film américain de Joel Schumacher (1992).</p> <p>22.25 Flash d'informations.</p> <p>22.30 Cinéma : La Loi de la nuit. Film américain d'Irwin Winkler (1992, v.o.).</p> <p>0.10 Le Journal du hard.</p> <p>Présenté par Philippe Vandel.</p> <p>0.20 Cinéma : La Double Vie de César.</p> <p>Film américain, classé X, de Paul Thomas (1992).</p> <p>1.55 Documentaire : Dario Moreno.</p> <p>2.45 Surprises (15 min).</p>	<p>13.30 Magazine : Défi. Je me suis sorti de l'électrisme.</p> <p>14.00 Rendez-vous avec l'Histoire. Yougoslavie, genèse d'une guerre (rediff.).</p> <p>Un document indispensable pour comprendre la succession des événements qui ont conduit à la guerre.</p> <p>15.45 Les Écrans du savoir.</p> <p>Au fil des jours : Inventer demain ; Allô ! la Terre ; Eco et compagnie ; Cinq sur cinq ; Langues : espagnol et anglais.</p> <p>17.30 Magazine : Les Enfants de John.</p> <p>Le Journal du temps.</p> <p>18.00 Documentaire : Les Tunneliers.</p> <p>18.30 La Monde des animaux.</p> <p>Lars et les hiboux.</p> <p>19.00 Magazine : Confetti. L'Europe dans toutes ses couleurs.</p> <p>19.25 Documentaire : Leonard Bernstein, concerts pour les jeunes. Qu'est-ce que l'orchestration ? Avec l'Orchestre philharmonique de New York.</p> <p>20.27 Chronique : Chaque jour pour Sarajevo.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.45 Magazine : Transit. Présenté par Pierre Thiviolet. L'Eglise catholique dans tous ses états. Invité : Jean-Bertrand Aristide, président d'Haïti. Reportages : Les catholiques en Chine, de Michel Dumont ; L'Eglise catholique au Rwanda, de Tony Bosco ; Le diocèse de Cologne, de Moritz Wulf ; Portrait d'un curé d'une petite paroisse en Arège, de Philippe Ody.</p> <p>21.45 Soirée thématique : Rouge et noir. Soirée conçue par Patrick Raynal et Christian Meunier.</p> <p>21.46 Documentaire : Missoula. De Patrick Raynal et Christian Meunier.</p> <p>Dans le gigantesque Montana, Missoula est le paradis des écrivains durs-à-cuire. Visite de la Méquie du polar américain guidée par James Crumley, James Walsh, Bob Reid.</p> <p>22.40 Cinéma : En quatuor vitasse. Film américain de Robert Aldrich (1955). Avec Ralph Meeker, Albert Dekker, Paul Stewart (v.o.).</p> <p>0.20 Documentaire : Tony Hillerman. De Patrick Raynal et Christian Meunier (35 min).</p> <p>Cet écrivain américain, né en 1925, a pris sa retraite de journaliste pour devenir, par passion, le chantre des indiens navajos.</p>

CÂBLE

TV 5 18.55 Le Grand Jeu (et 21.35). 19.00 Paris lumière. Invité : Liane Foly. 19.25 La Métro des cinq continents (et 20.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 6 janvier. 21.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 21.40 Europe spécial. Rediff. de France 2 du 5 janvier. 23.10 Histoires, l'enfant des terrasses. Film tunisien de Fend Boughedir (1990).

PLANÈTE 19.40 Dans les profondeurs de l'Anjou. De Patrick Manson. 20.35 L'Épopée du rail. De Patrick Manson et Lawrence Simonowitz. 2. Le monstre de fer approché. 21.25 Les Grands Maîtres de la photographie. De Peter Adam. 5. Bill Brandt. 22.05 Mystère en Appenzel. De Serge Markoff. 22.50 Il était une fois la télé. De Marie-Claude Treliou. 23.45 De Gaulle ou l'éternel défi. De Jean Labou. 5. Le souverain de la République.

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première info (et 0.20). 19.15 Tout Paris (et 20.30). 23.55 19.45 Café-théâtre. 20.00 Premières loges (et 21.50). 21.00 Jean-Edem's Club. Spécial Cuba. 22.20 La Java des ombres. Film français de Roman Goupil (1983). 0.35

Lionel Hampton and His Giants of Jazz. Concert enregistré à Leonberg (Allemagne) en 1988.

CANAL 117.201.18 aux enfants. 17.40 Les Triplés. 17.45 Bof. 17.55 Domino. Émission en direct. A 17.55, C'est comme moi ; à 18.05, Les Mille et Une Nuits ; à 18.25, Top clip ; à 18.30, Fantômette ; à 18.55, C'est comme moi ; à 19.05, Atomes crochus ; la respiration ; à 19.15, Cinéma ; à 19.20, Rébus. 19.30 Série : Les Nouvelles Aventures des Intégrités. 20.00 Caju. Invité : Catherine Destivelle (60 min).

CANAL JIMMY 21.00 Série : Au nom de la loi. 21.30 Série : L'Hôtel en folie. 22.05 Série : Les Chevaliers du ciel. 22.30 Chronique baladée. 22.35 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Petrograd juillet 1917. 23.25 Alpine Rescue : les cinéastes amateurs. De Fabrice Mace (50 min). 0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (35 min).

SÉRIE CLUB 20.05 Série : Les Années coup de cœur. 20.30 Série : Le Temps des copains. 20.45 Série : Supercopier (et 23.10). 21.35 Série : Van der Valk. 22.25 Série : L'Esprit. 23.05 Le Club. 0.00 Série : Le Saint (50 min).

MCM 20.00 MCM découvertes. 20.30 MCM Mag (et 0.00). 21.00 X Culture. Le magazine des sports de glisse. 21.30 MCM

Rock Legends. Sade. 23.00 Blah-Blah Groove. 23.30 Passion pub. 0.30 Blah-Blah Métal (25 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Robert Plant & Jimmy Page Unleashed. Concert enregistré en août 1994. 22.30 Bonin and Butthead. 23.00 The Report (15 min). 23.45 3 From 1. 0.00 The End 7 (120 min).

EUROSPORT 20.00 Eurosportnews. Journal d'information sportive. 20.30 Eurotennis. Le magazine du tennis. 21.30 Rallye. Le Dakar 95 : 10^e journée. 22.00 Euroski. L'actualité de la Coupe du monde de ski alpin. 23.00 Snooker. European League : Steve Davis-Jimmy White.

CINÉ CINEFIL 18.30 Days of Wine and Roses. Film américain de Blake Edwards (1962, N. v.o.). 20.30 Les Baisers. Film français de Bernard Toublanc-Michel. Bernard Blier, Claude Berr, Jean-François Houtrey, Charles Blach (1964, N.). 22.05 L'Abominable Homme des neiges. Film britannique de Val Guest (1957, N. v.o.). 23.30 Tango Bar. Film argentin de John Hilliard (1935, N. v.o.).

CINÉ CINÉMAS 19.00 Baby Cart. Le territoire des démons. Film japonais de Kenji Mizoguchi (1974, v.o.). 20.30 Un amour interdit. Film franco-italien de Jean-Pierre Dougnac (1983). 22.05 Working Girl. Film américain de Mike Nichols (1988, v.o.).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Les grosses bêtes : Les dinosaures, avec Philippe Baquet. 19.30 Perspectives scientifiques. Sciences et psychanalyse : Jung et la physique quantique (2). Avec Marcel Cazenave. 20.00 Le Rythme et la Raison. Wilhelm Furtwängler (2). 20.30 Archipel science. Musique et informatique avec Jean-Claude Risset, laboratoire d'acoustique du CNRS de Marseille. 21.32 Quatorzième rencontre franco-allemande. Tolérance en France, en Pologne et en Allemagne. 22.40 Les Nuits magnétiques. L'héritage : 1. Traditions transmissions. 0.05 Du jour au lendemain. Florence Dupont (l'invention de la littérature). 0.50 Coda. Jack Bruce (2).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Peter Diamond, conseiller artistique de l'Orchestre de Paris. 20.00 Concert (donné le

14 mai 1994 au Royal Festival Hall de Londres) : La Vera storia, de Berio, par Sue Patchell (Leonora), Luisa Castellani (Passante 3), Felicity Palmer (Ada), Michael Myers (Lucy), les chanteurs de la BBC, le chœur et l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Luciano Berio. 22.00 Soliste. Clara Haskil, piano. Concerto pour piano et orchestre BWV 1056, de Bach, par l'Orchestre du Festival de Prades, dir. Pablo Casals. 22.30 Musique pluriel. Makrokosmos 1 pour piano, de Crumb, par Emmy Hens-Diamond ; Quatuor à cordes n° 1, d'Hersant, par le Quatuor Enesco ; Proclamation d'Alles, de Lednits, par Pierre-Yves Artaud, flûte. 23.05 Ainsi la nuit. Sonate pour alto et piano en ut mineur, de Glinka ; Danses macabres, de Janacek ; Sonate pour violoncelle et piano op. 65, de Chopin. 0.05 La Guitare dans tous ses états. Par Robert J. Vidal. Œuvres de Riqueni (Andalousie), Horecki (Pologne), Colon (Puer Rico), de Visé (France), traditionnelle (Turquie), Vivaldi (Allemagne).

LE MONDE diplomatique

Chaque mois, un regard différent sur l'environnement international

Ni tout à fait le même...

par Pierre Georges

IL Y AVAIT, il y a encore, fi- chés dans le mur, au 5 de la rue des Italiens, des gros anneaux de fer. C'était pour y accrocher les chevaux des gardes qui, en l'autre siècle, venaient y chercher Le Temps de M. Hébrard. Les chevaux ne sont plus. Le Temps est mort. Il y a belle lurette, d'avoir à enfanter Le Monde. Et le vieux bâtiment est devenu, dit-on, le palais des rats, papivores et détrese.

Que sont nos anneaux devenus ? La question désormais est sans objet. Le Monde, vieux journal d'habitude, a cinquante ans. Bel âge pour rompre les amarres, pour briser les anneaux.

Le Monde, en ses locaux de la rue Falguière, baigne de verre échoué sous la tour Montparnasse, en son imprimerie d'Ivry, place Hubert-Beuve-Méry, est sorti aujourd'hui prendre l'air, prendre date avec le siècle finissant. Peut-être pour ne pas avoir un jour à désespérer aussi les rats de la rive gauche.

Un « nouveau Monde », en somme. C'est ce que dit la publicité qui accompagne le mouvement. Les termes en furent pesés. « Le Monde nouveau » eût annoncé un projet viticole. Un « Monde nouvelle formule » l'aurait fait lessivier. Tandis qu'un « nouveau Monde », voilà qui a de la tenue et de l'ambition, la route de nos Amériques à nous, à vous surtout.

Si l'on en sourit un peu, c'est pour d'avoir pas à en trembler davantage. Car on ne change pas impunément. Sans au moins dégrader le bel ordonnancement des têtes et des habitudes. Des

vôtres, comme des nôtres. Non pas que ce journal n'ait plus été lu et fait que par habitude, Dieu merci. Mais simplement parce que changer un journal, au sens unique de l'améliorer, c'est imposer à chacun de ceux qui le lisent, à chacun de ceux qui le font, un vrai effort d'adaptation, une épreuve redoutable. Vous étiez pour beaucoup dans Le Monde comme dans vos pantoufles. Rassurez-vous, nous aussi ! Mais ce n'était pas raison suffisante pour y subir, doucement, les atteintes de l'âge.

Récemment, on rapportait le mot de Balzac : « Si la presse n'existait pas, il ne faudrait pas l'inventer ». La formule est assez cruelle pour mériter paraphrase. Puisque Le Monde existait, il fallait bien le réinventer. Et c'est ce qui est proposé ici. Rien d'autre que de rester Le Monde. Ni tout à fait le même. Ni tout à fait un autre. Avec la conviction de mieux servir l'écrit, avec l'envie féroce d'aller contre l'air du temps sur l'indéfectible déclin de la presse quotidienne.

Il y a encore de beaux jours pour l'écrit. La preuve, nous changeons. Nous changeons alors que vous êtes deux millions à nous lire chaque jour. Le chiffre est rond, vaguement inquiétant, presque l'ohibant quand on y pense. Mais il est aussi un trésor en héritage, un privilège exorbitant en même temps que la charge d'en être digne.

Ou de s'y essayer. En écrivant ces mots, on en pèse la grandiloquence. Tant pis, le risque est pris et assumé. On n'a pas tous les jours cinquante ans !

M. Rocard juge M. Balladur « très indécis »

MICHEL ROCARD a déclaré, lundi 9 janvier sur RTL, qu'il « ne pense plus être en capacité de faire gagner la gauche » à l'élection présidentielle. L'ancien premier ministre a affirmé n'avoir « aucune envie d'être candidat pour être candidat ». « Le problème, a-t-il dit, c'est de faire gagner la gauche, et je ne pense pas être dans cette capacité. Point final. » M. Rocard juge que Lionel Jospin, candidat à la candidature socialiste, est « un honnête homme, un homme intègre », que « cela compte dans la vie politique française actuelle » et que « c'est un homme qui réfléchit ». Evoquant la multiplication des candidatures à droite, et notamment celle que vient d'annoncer Philippe de Villiers, M. Rocard regrette que « ce ballet incroyable de candidats soit assez peu relié aux grandes questions de fond ». « Ce qui est clair, a-t-il constaté, c'est que la France ne sait pas très bien où elle va ; c'est qu'il y a une incertitude, aujourd'hui, et qu'on voudrait qu'émerge un projet simple et clair. »

L'ancien premier secrétaire du PS a réaffirmé qu'il est favorable à une réduction à cinq ans du mandat présidentiel et qu'il souhaite que « les mandats de députés soient exclusifs de tout autre ». Il doute de la volonté d'Edouard Balladur de mettre cette réforme en œuvre et, d'une manière générale, de la capacité du premier ministre à prendre des décisions. « Cet homme est très indécis », a dit M. Rocard. Il ne déclare rien, depuis six ou huit mois, pour cause d'indifférence présidentielle. Je ne vois pas pourquoi ce tempérament d'indécision changerait si, d'aventure ou par malheur, il était élu. »

L'Afrique du Sud a reçu de l'uranium enrichi français dans les années 80

DURANT LES ANNÉES 80, l'Afrique du Sud a été approvisionnée par les États-Unis en uranium enrichi venant de France, ce qui a permis au pays de l'apartheid de poursuivre son programme nucléaire, malgré le boycott international et les sanctions économiques qui frappaient alors le régime de Pretoria. Un accord secret, conclu en 1981, a permis au gouvernement de Pretoria de recevoir pour 250 millions de dollars d'uranium enrichi, fourni par la compagnie française Framatome et livré à la centrale nucléaire de Koeberg, dans la province occidentale du Cap, révèle le journaliste Stuart Murray, dans un livre intitulé Koeberg, l'histoire nucléaire à succès d'Eskom, dont le journal sud-africain Sunday Times a publié des extraits dans son édition du 8 janvier. La Compagnie sud-africaine d'électricité et d'énergie, Eskom, qui appartient à l'État, a fait entrer en activité sa centrale de Koeberg, construite par les sociétés françaises Framatome, Alsthom-Atlantique et Framatome, le 14 mars 1984 (Le Monde du 17 mars 1984).

En 1978, le Congrès américain avait adopté une loi sur la non-prolifération nucléaire interdisant la fourniture d'uranium enrichi à tout pays qui n'accepterait pas de laisser inspecter ses sites nucléaires par des experts américains. Une compagnie américaine spécialisée dans le commerce du nucléaire, Edlow Resources, dont le siège social est à Washington, était alors intervenue dans la négociation et, dans l'impossibilité de livrer de l'uranium américain, s'était adressée à Framatome. (AFP, Reuters.)

Bataille pour l'ENA

UN TOUT PROCHAIN conseil des ministres va devoir nommer le nouveau directeur de l'ENA. En effet, l'actuel titulaire de la fonction, Jean-Marie Coussin, atteindra l'âge de la retraite le 22 janvier. La désignation du responsable de l'école chargée officiellement de former les hauts fonctionnaires, et qui, de fait, est devenue le vivier de l'élite française, est un choix politique. Le nouveau directeur aura à redonner à l'école un « moral » mis à mal par son transfert à Strasbourg.

Deux noms sont actuellement les plus avancés : ceux de Jean-Paul Costa et de Raymond-François Le Bris. Le premier a pour lui d'être un ancien élève de l'ENA et d'avoir accompli une brillante carrière au Conseil d'État ; il a aussi une expérience de l'enseignement puisqu'il est professeur associé à l'université Paris-I ; mais la majorité actuelle peut lui reprocher d'avoir été le directeur du cabinet d'Alain Savary, de 1981 à 1984, lorsque celui-ci était ministre de l'éducation nationale. Le second, s'il n'a pas fait l'ENA, a eu une carrière plus éclectique ; agrégé de droit et de sciences économiques, il fut de 1972 à 1974 directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche ; ce professeur fut aussi longtemps préfet. Il a pour lui d'avoir été pendant quatre ans le secrétaire général du Conseil pour l'avenir de la France, l'organisme créé par Valéry Giscard d'Estaing après son départ de l'Élysée. Le choix est donc entre deux hommes aux profils professionnels et politiques différents. Le Conseil d'État souhaiterait qu'un des siens dirige l'ENA, mais André Rossinot, le ministre de tutelle, aurait une préférence pour M. Le Bris.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Tchéchénie : les troupes russes s'acharment sur Grozny. 2-3
Sibérie : la forêt livrée aux entreprises étrangères. 5
Algérie : le rééchelonnement de la dette. 7

FRANCE

Économie : les revenus des Français en 1993. 8
Présidentielle : les candidatures de M. de Villiers et Waechter ; le programme de M. Chirac ; la préparation de la campagne de M. Balladur. 9-12
Régions : M. Bianco candidat à la mairie de Digne. 13

SOCIÉTÉ

Affaires : les mises en examen de MM. Névache, Thomas et Bouquet. 14
Mal-logés : manifestation dans la capitale. 15
Consommation : un rapport du Cnedoc. 16

CARNET

Disparitions : la mort de Louis Gasté et de Carlos Monzon. 17

HORIZONS

Enquête : petits Français retour d'Algérie. 19
Débats : silence à Skyrock : une censure ; M. Pasqua, son conseiller et les étrangers. 20
Analyses : une décentralisation

BOURSE

Cours relevés le Lundi 9 janvier 1995, à 10 heures 15 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES		
Tokyo Nikkei	19444,90	-0,38 -1,41
Hong Kong Index		-6,19
Tokyo Nikkei sur 1 an		
1992-93		107,56
1993-94		107,56
1994-95		107,56
1995-96		107,56

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES		
Paris CAC 40	1893,47	+0,37
Londres FT 100		-0,01
Zurich		-0,14
Milan BCI 30		-0,48
Francfort Dax 30		-2,49
Branche	1391,22	+0,11
Suisse SRS		-2,52
Madrid Ibrex 35		-0,44
Amsterdam CBS		+40,35

DEMAIN dans « le Monde »

L'HISTOIRE APRÈS LE COMMUNISME : Les bouleversements politiques dans l'ancien bloc communiste ont contraint les historiens et les enseignants à des révisions déshabituées. Enquête en Roumanie, en Pologne et dans l'ex-Allemagne de l'Est.

Tirage du Monde daté dimanche 8-jundi 9 janvier 1995 : 503 280 exemplaires

Découvrez les collectivités locales actionnaires du Crédit local de France.

Le Crédit local de France est une banque à participation locale. Elle est constituée de 43 collectivités locales actionnaires. Elle a pour objet de servir le développement économique et social des territoires qu'elle couvre. Elle est soumise à la réglementation bancaire et financière. Elle est membre du Comité de Régulation des Banques Locales. Elle est agréée par la Banque de France. Elle est membre du Comité de Régulation des Banques Locales. Elle est agréée par la Banque de France. Elle est membre du Comité de Régulation des Banques Locales. Elle est agréée par la Banque de France.



Le financier du cadre de vie

مكتبة الأمل